

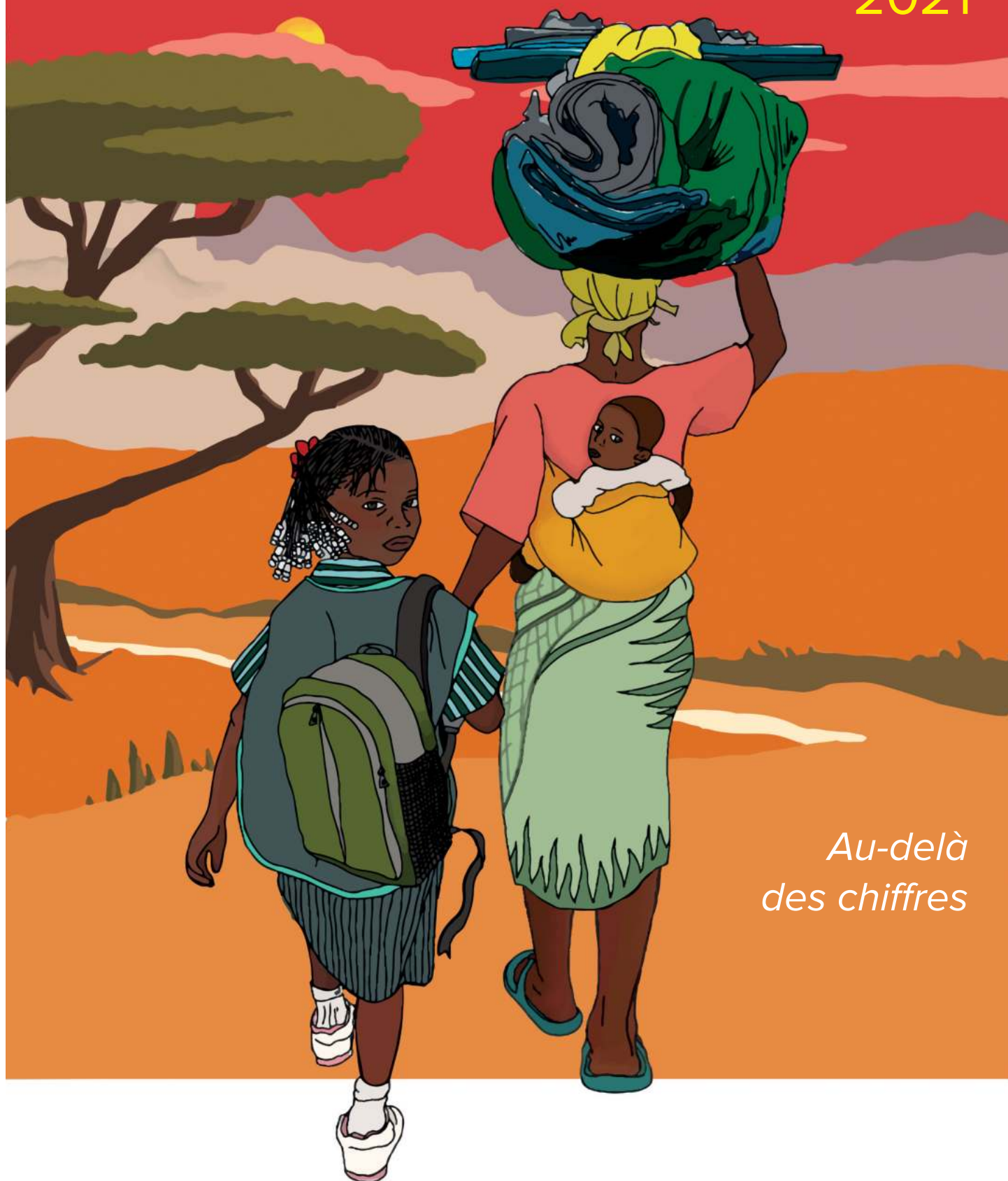


UNHCR
L'Agence des Nations Unies
pour les réfugiés

70 ANS
DÉDIÉS À LA PROTECTION
DES PERSONNES DÉRACINÉES

RAPPORT GLOBAL

2021



*Au-delà
des chiffres*

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est mandaté par les Nations Unies pour conduire et coordonner l'action internationale pour la protection des réfugiés à travers le monde et pour la recherche de solutions à leurs problèmes. La mission première du HCR est de chercher à garantir les droits et le bien-être des réfugiés. Dans la poursuite de cet objectif, l'organisation s'efforce de s'assurer que chacun puisse bénéficier du droit d'asile et trouver refuge en toute sécurité dans un autre État ainsi que retourner volontairement dans son pays d'origine. En assistant les réfugiés à rentrer chez eux ou à s'installer de manière permanente dans un autre pays, le HCR recherche également des solutions durables à leurs situations.

RAPPORT GLOBAL 2021

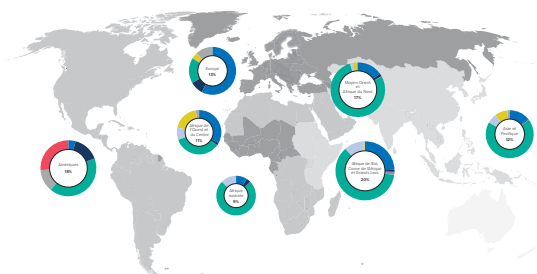
Le Comité exécutif du Programme du HCR et l'Assemblée générale des Nations Unies ont également autorisé l'intervention du HCR en faveur d'autres groupes. Ces groupes incluent les anciens réfugiés de retour dans leur pays d'origine, les personnes déplacées internes, les apatrides ou les personnes dont la nationalité est controversée. L'organisation s'efforce de prévenir les situations de déplacements forcés en encourageant les États et les autres institutions à créer les conditions propices à la protection des droits de l'homme et au règlement pacifique des différends. Dans toutes ses activités, le HCR apporte une attention particulière aux besoins des enfants et cherche à promouvoir l'égalité des droits des femmes et des filles.

L'organisation mène son action en collaboration avec de nombreux partenaires, dont les gouvernements, les organisations régionales, internationales et non gouvernementales. Convaincu que les réfugiés et les autres personnes qui bénéficient des activités de l'organisation devraient être consultés pour les prises de décision qui affectent leur vie, le HCR s'est engagé à mettre en œuvre le principe de participation dans ses actions.

Table des matières

Le Rapport global présente le travail du HCR en 2021 pour protéger et améliorer la vie de dizaines de millions de personnes relevant de sa compétence – réfugiés et demandeurs d'asile, rapatriés, déplacés internes, apatrides et autres personnes relevant de sa compétence. Le Rapport souligne les progrès réalisés ainsi que les défis auxquels l'organisation et ses partenaires ont été confrontés dans leurs efforts pour répondre à des crises graves et multiples ainsi qu'à des besoins humanitaires sans cesse croissants.

APERÇU



4	Avant-propos du Haut Commissaire
8	Le HCR en 2021
	Résultats clés
10	Carte des populations relevant de la compétence du HCR
12	Priorités stratégiques globales
	Secteurs d'interventions prioritaires pour le HCR en 2021
18	Financement des programmes du HCR
58	Initiatives globales
58	Répondre à la pandémie de COVID-19 en 2021
64	Poursuivre la transformation du HCR en 2021 :
65	Le Pacte mondial sur les réfugiés
68	Partenariats stratégiques et coordination
70	Réforme du système des Nations Unies pour le développement
71	Ressources humaines
73	Gestion axée sur les résultats
74	Gestion des risques au HCR
77	Prévention de l'exploitation et des abus sexuels et du harcèlement sexuel en 2021
79	Répondre aux situations de déplacement interne
86	Action climatique

RÉSUMÉS RÉGIONAUX

90	Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs
98	Afrique australe
106	Afrique de l'Ouest et du Centre
114	Amériques
122	Asie et Pacifique
132	Europe
140	Moyen-Orient et Afrique du Nord

644 500
*pages vues
en 2021 (+8%)*
28 600
*visites/sessions
par mois (+8%)*
220 700
*documents
téléchargés
(-9%)*
2857
*documents
publiés
(+48%)*

Note : Les pages vues représentent le nombre total de pages consultées, tandis que les visites/sessions représentent le nombre de fois où un utilisateur s'engage activement sur le site internet. Tous les chiffres ont été arrondis.



CHAPITRES THÉMATIQUES

- 148 **Sauvegarder les droits fondamentaux**
- 150 Cadres juridiques de protection
- 152 Enregistrement, délivrance de documents et gestion de l'identité
- 154 Identifier les besoins de protection internationale
- 156 Protection des réfugiés et migrations, et réponses aux mouvements mixtes
- 158 Prévenir et répondre à l'apatridie
- 161 Protection communautaire
- 164 Redevabilité envers les personnes affectées
- 167 Protection de l'enfance, engagement et autonomisation des jeunes
- 170 Égalité des genres
- 172 Protéger les personnes en situation de handicap et les personnes âgées
- 174 Protéger les personnes LGBTIQ+ dans les situations de déplacement forcé
- 176 **Apporter une aide vitale**
- 178 Préparation et réponse aux situations d'urgence
- 181 Gestion globale des approvisionnements
- 184 Aides en espèces
- 187 Santé publique
- 190 Santé mentale et soutien psychosocial
- 193 Violences de genre : prévention, réduction des risques et prise en charge
- 196 Nutrition et sécurité alimentaire
- 199 Abris et sites d'installation
- 202 Eau, assainissement et hygiène
- 204 **Assurer un avenir meilleur**
- 206 Partenariats clés, engagement avec les acteurs du développement et processus
- 209 Moyens de subsistance et inclusion économique
- 212 Accès à une éducation de qualité
- 214 Énergie et protection de l'environnement
- 216 Soutenir les déplacés urbains
- 218 Intégration locale et autres solutions locales
- 220 Réinstallation et voies complémentaires d'admission
- 223 Rapatriement volontaire
- 226 **Communications globales**
- 228 **Lettre aux dirigeants du monde**

ANNEXES

- 230 États membres du Comité exécutif du HCR et États parties aux Conventions sur les réfugiés et les apatrides
- 232 Acronymes

Le site [Global Focus](#) (en anglais) constitue la principale plateforme d'information sur les opérations pour les donateurs. Régulièrement mis à jour, le site complète et développe l'information contenue dans le Rapport global sur les opérations du HCR plus en détail, fournissant des chiffres sur les principaux thèmes opérationnels et leurs objectifs ainsi que de plus amples informations sur les budgets, les financements et les dépenses du HCR. Il contient également un glossaire des termes techniques utilisés dans cette publication.





Face à de nouvelles crises et des besoins croissants, nous sommes déterminés à poursuivre notre action

© HCR/Santiago Escobar-Jaramillo

Le Haut Commissaire pour les réfugiés Filippo Grandi rencontre Mileydis López et Emanuel Ruiz, demandeurs d'asile en Colombie, qui se sont produits pendant les cérémonies marquant la Journée mondiale du réfugié à Barranquilla. Ils ont commencé à chanter ensemble après s'être rencontrés dans un centre de transit géré par le HCR.

Malgré l'opinion largement partagée que nous vivons dans une époque de divisions et de discordes croissantes, de plus en plus de personnes se posent la même question : « Que puis-je faire pour aider ? » Le conflit en Ukraine a fait prendre conscience à des millions de personnes de leur propre capacité à changer les choses, ce qui montre qu'il existe d'importantes réserves de générosité dans notre société moderne. L'Ukraine n'est pas la première tragédie à avoir secoué la

conscience du monde : elle fait suite à la crise en Afghanistan en 2021 et à de nombreuses autres situations de déplacement qui ont émergé au cours des dernières décennies. Chacune de ces crises nous rappelle que les personnes qui sont forcées de fuir ou les personnes apatrides, partout dans le monde, sont des personnes *ordinaires*. Elles ne voulaient pas, ne s'attendaient pas ou ne demandaient pas à être déracinées ou apatrides. Il ne s'agit pas d'un *type* de personne.



Ce qu'elles ont en commun – ce qui pourrait arriver à n'importe qui d'entre nous – c'est le malheur de se retrouver dans cette situation vulnérable et d'avoir besoin de la générosité des autres pour survivre, se remettre et reprendre une vie normale et stable, avec l'espoir de retourner un jour chez elles. Le HCR est déterminé à y parvenir, pas seulement pour les Ukrainiens, mais pour toutes les personnes relevant de sa compétence. Mais nous ne pouvons pas le faire tout seuls.

C'est pourquoi nous sommes si reconnaissants envers tous les États et les communautés qui accueillent les personnes déracinées, et envers nos donateurs. En 2021, des États comme l'Allemagne, le Bangladesh, la Colombie, la Jordanie, le Liban, l'Ouganda, les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan, le Soudan et la Türkiye comptaient parmi les premiers pays d'accueil des réfugiés. Il faut un large réseau de soutien pour sauvegarder la vie et offrir des perspectives à une personne qui est forcée de fuir. Au cours des cinq dernières années, le consensus selon lequel les responsabilités et les charges devaient être partagées a été réaffirmé, notamment à travers le Pacte mondial et lors du Forum mondial sur les réfugiés, et j'espère que les réactions inspirantes à de nombreuses tragédies, notamment à la guerre en Ukraine, contribueront à sensibiliser et à donner un nouvel élan à la dynamique d'action mondiale.

Nos sympathisants savent bien que chaque crise très médiatisée qu'ils voient sur leurs écrans ne représente que la partie émergée de l'iceberg des besoins mondiaux. La plupart des crises s'enflamment sans se faire remarquer, et elles peuvent se consumer pendant des décennies sans attirer l'attention de l'opinion mondiale. En 2021, le HCR est intervenu dans 40 nouvelles situations d'urgence, en Afghanistan, en Éthiopie, au Mozambique, au Myanmar, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Tchad et ailleurs. Le nombre de personnes relevant de la compétence du HCR a poursuivi son irrésistible ascension. Le changement climatique a provoqué des phénomènes météorologiques extrêmes et aggravé les pénuries, augmentant le risque que des déplacements se produisent, et exacerbant les risques rencontrés par les personnes déplacées. Il y a également eu beaucoup trop peu de progrès pour éliminer l'apatridie, une situation dramatique évitable qui frappe certainement plusieurs millions de personnes. Les statistiques disponibles ne révèlent qu'une partie de la réalité, mettant en avant les populations apatrides dans des États comme la Côte d'Ivoire – qui mérite des éloges pour être le premier et, jusqu'à présent, le seul pays d'Afrique à avoir introduit une procédure pour déterminer l'apatridie.

Nous avons réagi rapidement et efficacement, avec des déploiements d'urgence pour renforcer la protection des personnes qui avaient été forcées de fuir, les enregistrer et leur fournir des aides en espèces, des produits de première nécessité, des abris, de l'alimentation et des aides à la nutrition pour couvrir leurs besoins vitaux les plus immédiats. Les financements flexibles, alloués par certains gouvernements et de nombreux donateurs du secteur privé, sont la meilleure façon de soutenir les réfugiés dans ces situations. Ils donnent au HCR une marge de manœuvre précieuse pour décider de comment et où utiliser les financements qui lui ont été confiés.

Le fait d'être déplacé ne devrait pas revenir à mettre sa vie en suspens, et nous insistons de plus en plus sur la nécessité de mettre l'accent sur le développement et pas seulement sur l'aide. Les personnes déplacées doivent être en mesure de poursuivre leur éducation et d'offrir leurs compétences aux employeurs et, en attendant qu'elles puissent retourner chez elles avec davantage d'expérience et de compétences pour reconstruire leur pays, elles devraient avoir une chance de s'intégrer dans la communauté locale ou de se réinstaller dans un pays qui a la capacité de les accueillir.

Des solutions – même temporaires – doivent aussi être recherchées, ce que le HCR fait en priorité dès le début de toute situation d'urgence. L'année 2021 a connu plusieurs événements historiques de solidarité, en particulier la décision de la Colombie d'accorder un statut de protection temporaire à 1,8 million de [Vénézuéliens](#) (en anglais) et le consensus stratégique en Afrique de l'Ouest pour trouver une solution globale à la situation des [réfugiés ivoiriens](#). Alors même que cette année restait marquée par la pandémie, de nombreux engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019 ont progressé, ce qui représente un signe positif de la part d'un si grand nombre de partenaires.

Les solutions dans des pays tiers sont toutefois restées exceptionnellement rares. Le nombre de réinstallations n'a augmenté que modérément en 2021 et les progrès dans le domaine des voies complémentaires d'admission ont été lents. Le monde n'est pas à la hauteur de l'objectif fixé en 2019, qui prévoyait que 3 millions de réfugiés bénéficient de solutions dans des pays tiers d'ici

2028. Nous savons qu'il existe beaucoup plus de capacités pour offrir des places de réinstallation et qu'il y a un soutien de l'opinion publique pour le faire – la crise en Ukraine l'a prouvé, comme la crise en Afghanistan en 2021 qui a suscité des soutiens bien au-delà des États voisins. Les solutions dans des pays tiers ne répondront pas aux aspirations de la majorité des personnes déracinées. Pour elles, la solution n'est pas un « si » mais un « quand ». En particulier, quand le conflit va-t-il se terminer ? En 2021, l'apaisement des conflits a permis à des centaines de milliers de personnes de retourner au Burundi, en Libye, en Somalie et au Soudan du Sud. Même si la paix est loin d'être parfaite, mettre un terme aux guerres est le meilleur antidote aux déplacements.

Malgré les besoins accrus, certains États ont pratiqué des refoulements et des renvois forcés sur terre et en mer, un déni cruel d'humanité, et une tendance inquiétante se profile vers l'externalisation des obligations internationales, comme si l'asile pouvait être négocié à des fins politiques. De nombreux pays ont aussi appliqué une politique de nationalisme vaccinal, en faisant des réserves de vaccins contre le COVID-19 pour leur propre compte alors qu'il s'agit d'un enjeu de santé publique mondiale.

Cependant, je suis heureux que la plupart des pays aient répondu à la demande d'inclure les réfugiés dans leurs campagnes nationales de vaccination contre le COVID-19, et que les portes qui s'étaient fermées si brutalement au début de la pandémie aient presque toutes été rouvertes, facilitant l'accès au territoire et à l'asile. Ceux qui n'ont pas encore totalement rouvert les voies vers l'asile doivent le faire sans délai. [Chacun, partout, tout le temps : toute personne a droit à la sécurité.](#)

Ayant dû s'adapter pour faire face à la pandémie en 2020, le HCR a continué d'innover en 2021, tout en soutenant les réponses nationales. Notre stratégie de privilégier les aides en espèces, d'exploiter les technologies de communication et de s'appuyer sur les communautés s'est avérée précieuse, permettant au soutien et aux informations de bénéficier plus efficacement aux personnes en ayant besoin. Mais l'impact de la pandémie a largement dépassé les dangers du virus lui-même. Il a creusé le désavantage relatif des personnes déplacées et

apatrides, aggravant leur pauvreté, faisant reculer l'éducation et l'emploi et exacerbant les risques pour les femmes et les enfants en particulier.

Afin de mieux répondre aux besoins des personnes déracinées et apatrides, le HCR a amélioré sa capacité à recueillir et à présenter des données factuelles sur leur situation et les solutions potentielles. En 2021, nos capacités croissantes en matière de données ont notamment permis des enquêtes et des recherches menées par le Centre commun de données du HCR et de la Banque mondiale, l'utilisation accrue des évaluations participatives et du suivi post-distribution des aides en espèces, la multiplication des contacts et retours d'informations par l'intermédiaire des sites Internet et des médias sociaux, et un accroissement du nombre de personnes enregistrées dans la base de données PRIMES du HCR. Tout cela contribue à la protection, à l'assistance, à la responsabilisation et aux solutions futures. Les personnes déracinées et apatrides sont les mieux à même de défendre leurs propres besoins, mais ils luttent souvent pour se faire entendre. Le HCR collabore avec elles pour répondre à leurs besoins tout en les tenant informées des risques encourus comme les traversées dangereuses, et des opportunités comme la vaccination contre le COVID-19. La collaboration entre le HCR et les communautés a été sensiblement améliorée par le recours à la technologie, avec des communications et une redevabilité plus solides grâce à [l'inclusion numérique](#) (en anglais), aux centres d'appel, aux enquêtes téléphoniques répétées et aux pages Internet visant à fournir de [l'aide](#). La technologie est un puissant multiplicateur dans l'ensemble du HCR. Elle nous a permis d'opérer un tournant révolutionnaire vers les aides en espèces et de promouvoir le développement de l'éducation via le réseau *Instant Network Schools*, et de remplacer le pompage de l'eau à l'aide de générateurs fonctionnant au diesel par des forages fonctionnant à l'énergie solaire grâce au *Project Flow*.

Tout en améliorant nos capacités d'ouverture vers l'extérieur, nous avons poursuivi nos changements internes fondamentaux qui nous rendront plus agiles, plus efficaces, plus inclusifs et plus collaboratifs. Après avoir décentralisé la structure du HCR en 2020, notre attention s'est tournée vers l'amélioration de nos systèmes et la simplification de

nos processus dans le cadre de notre Programme de transformation institutionnelle, en nous appuyant sur la technologie basée sur le Cloud. Et surtout, COMPASS – notre nouveau système de gestion axée sur les résultats – a été déployé. Ce système nous permettra d'améliorer la planification pluriannuelle et d'harmoniser nos plans avec les acteurs du développement et les institutions financières internationales.

Sachant ce que nous connaissons des besoins des personnes déracinées et apatrides, et de la nécessité de les inclure dans les plans de développement et de trouver des solutions pour les sortir de leur situation difficile, nous ne pouvons pas accepter que les activités du HCR continuent d'être systématiquement sous-financées. Nous avons élargi notre base de financement, mais nous devons faire plus pour obtenir de nouvelles sources de financements. En 2021, les financements disponibles ne couvraient que 56% des besoins budgétés, en baisse par rapport à 59% en 2020. Le sous-financement nous met face à un terrible dilemme : il est inhumain de ne pas financer la nutrition, les abris, la santé, la prise en charge des victimes de violences de genre, tout comme cela représente une fausse économie de ne pas financer l'éducation, l'intégration, le rapatriement ou l'action climatique. Le HCR s'efforce de mobiliser davantage de fonds, en particulier des financements flexibles, pour pouvoir faire plus. Nous cherchons à élargir notre base de donateurs, avec davantage de financements issus du secteur du développement et de la part du secteur privé, et des opportunités innovantes dans la finance islamique.

Notre mission se développe et se complexifie. Mais nous sommes déterminés à agir, soutenus par un réseau mondial de partenaires en plein essor et confortés par les importantes réserves d'altruisme, de solidarité et de générosité qui continuent d'exister dans – et peut-être à cause de – notre monde en crise.



– Filippo Grandi
Haut Commissaire pour
les réfugiés

LE HCR EN 2021

Afin de protéger et d'assister **94,7 millions** de personnes relevant de sa compétence dans 135 pays et territoires,



Le budget du HCR s'élevait à
9,248 milliards
de dollars

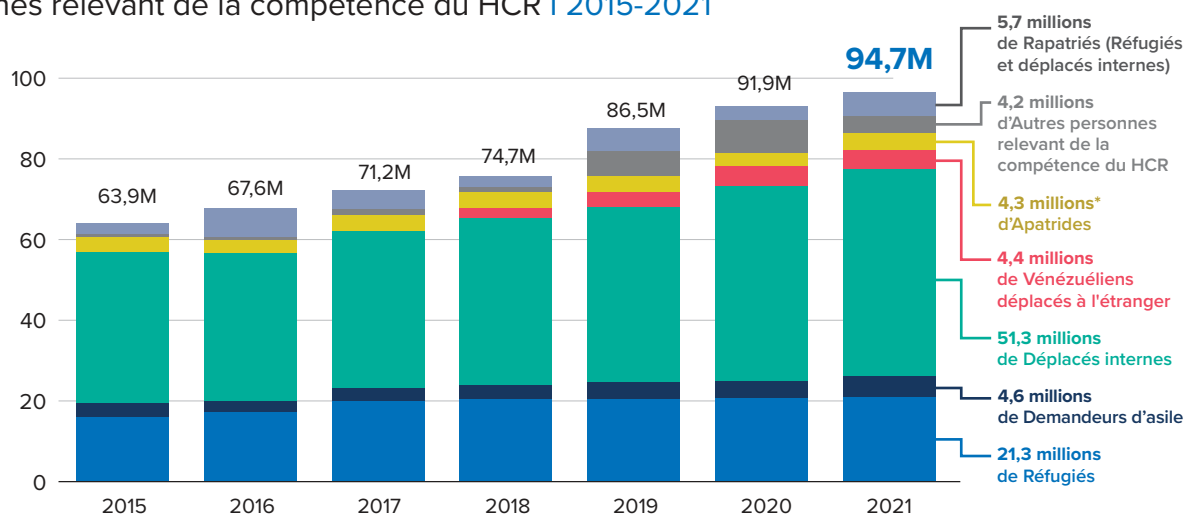


Il a reçu
4,680 milliards
de dollars
de contributions



Il a dépensé
4,918 milliards
de dollars

Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

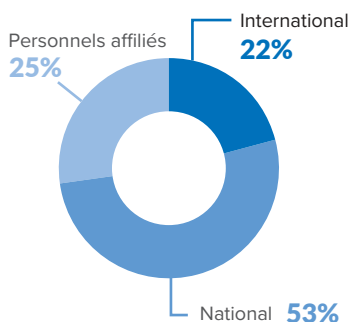


* Voir note de bas de page numéro 6, page 11.

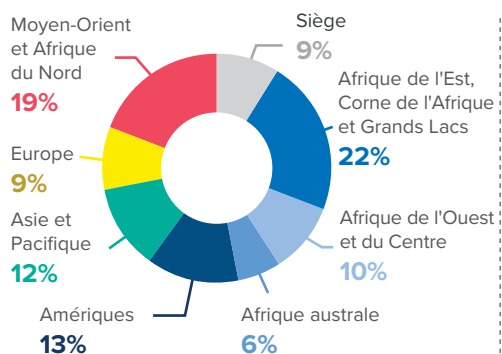
Le HCR était présent dans **135 pays et territoires** avec des bureaux dans **523 sites**



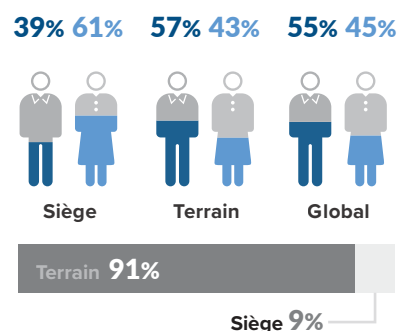
Effectif global par catégorie



Présence mondiale par région



Répartition par genre de l'ensemble du personnel HCR



* Inclut les Volontaires des Nations Unies, les prestataires individuels et consultants employés via UNOPS ou directement, les personnels déployés, détachés et stagiaires.

RÉSULTATS CLÉS EN 2021

Sauvegarder les droits fondamentaux



ENREGISTREMENT

21,7 millions de dossiers individuels enregistrés dans l'écosystème d'enregistrement et d'identité de la population du HCR (PRIMES).
Objectif: **19 millions** | Résultat 2020: **15 millions**



DEMANDES D'ASILE

52 800 demandes d'asile individuelles traitées par le HCR.
Résultat 2020 (révisé): **70 700**



APATRIDIE

81 200 apatrides ont acquis une nationalité ou ont vu leur nationalité confirmée.
Objectif: **90 000** | Résultat 2020: **63 200**



PROTECTION DE L'ENFANCE

53 500 évaluations de l'intérêt supérieur de l'enfant réalisées.
Résultat 2020: **46 000**

Apporter une aide vitale



ARTICLES DE SECOURS D'URGENCE

47,6 millions de dollars d'articles de secours de première nécessité expédiés dans les pays touchés par une urgence.
Résultat 2020: **36,2 millions de dollars**



AIDES EN ESPÈCES

668 millions de dollars d'aides en espèces distribués à des personnes relevant de la compétence du HCR dans l'ensemble de ses opérations.
Objectif: **700 millions de dollars**
Résultat 2020: **695 millions de dollars**



ABRIS

318 500 personnes relevant de la compétence du HCR, dans au moins 40 opérations, ont bénéficié d'un abri amélioré.
Objectif: **250 000** | Résultat 2020: **280 000**



SANTÉ

0,20 - taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 enfants de moins de 5 ans par mois) dans les camps de réfugiés.
Objectif: **<1,5** | Résultat 2020: **0,19**



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

53% des sites surveillés ont enregistré des taux de malnutrition aiguë acceptables (<10%).
Objectif: **70%** | Résultat 2020: **61%**



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

37% des personnes relevant de la compétence du HCR ont disposé d'au moins 20 litres d'eau potable par jour.
Objectif: **45%** | Résultat 2020: **43%**

Assurer un avenir meilleur



ÉDUCATION

1,9 million d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire.
Objectif: **2 millions** | Résultat 2020: **1,7 million**

183 000 élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire (collèges et lycées).
Objectif: **250 000** | Résultat 2020: **170 000**

8 500 personnes relevant de la compétence du HCR scolarisés dans l'enseignement supérieur.
Objectif: **15 000** | Résultat 2020: **7 100**



RÉINSTALLATION

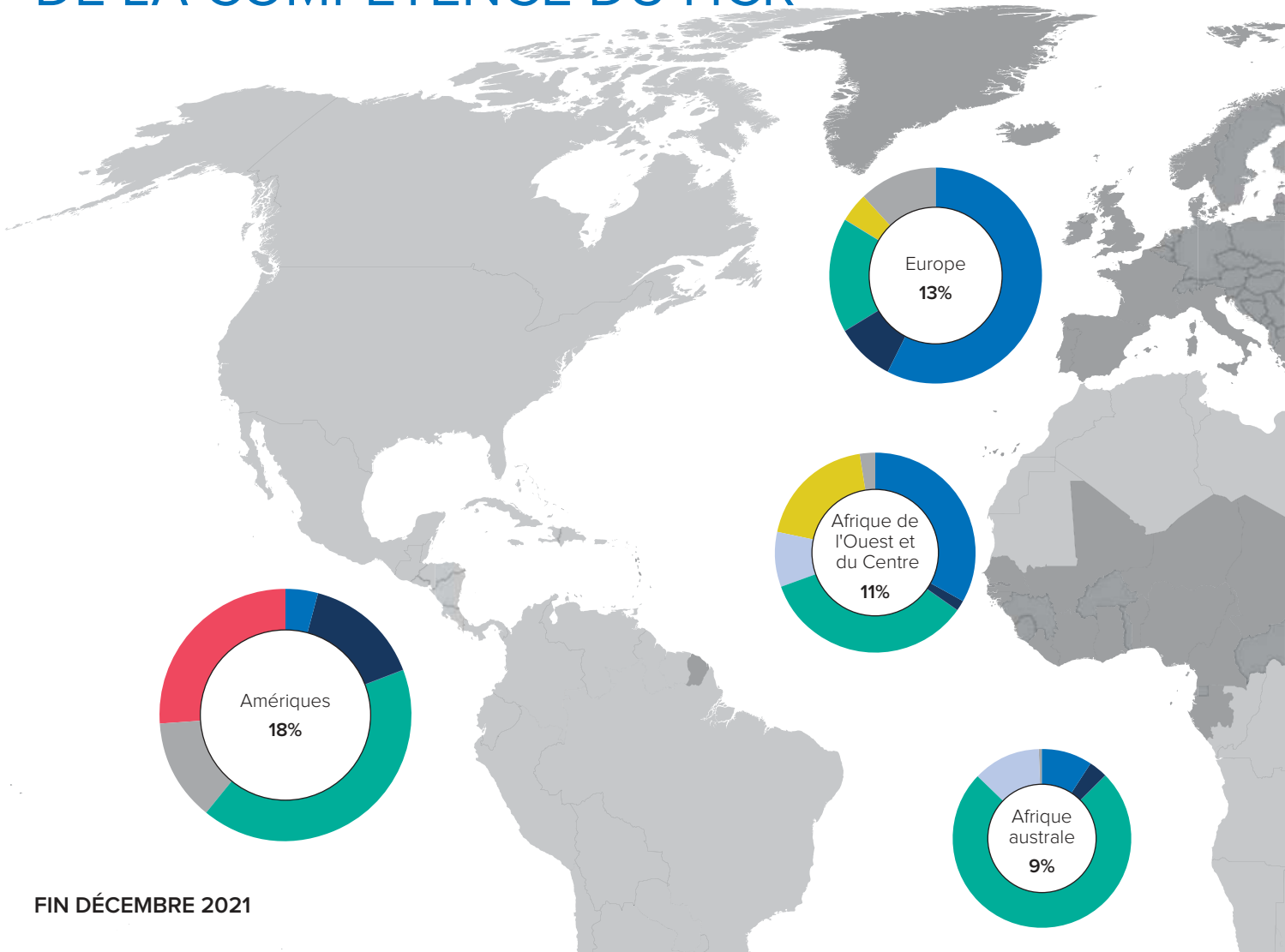
39 300 départs en réinstallation facilités par le HCR.
Objectif: **80 000** | Résultat 2020: **22 800**



ÉNERGIE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

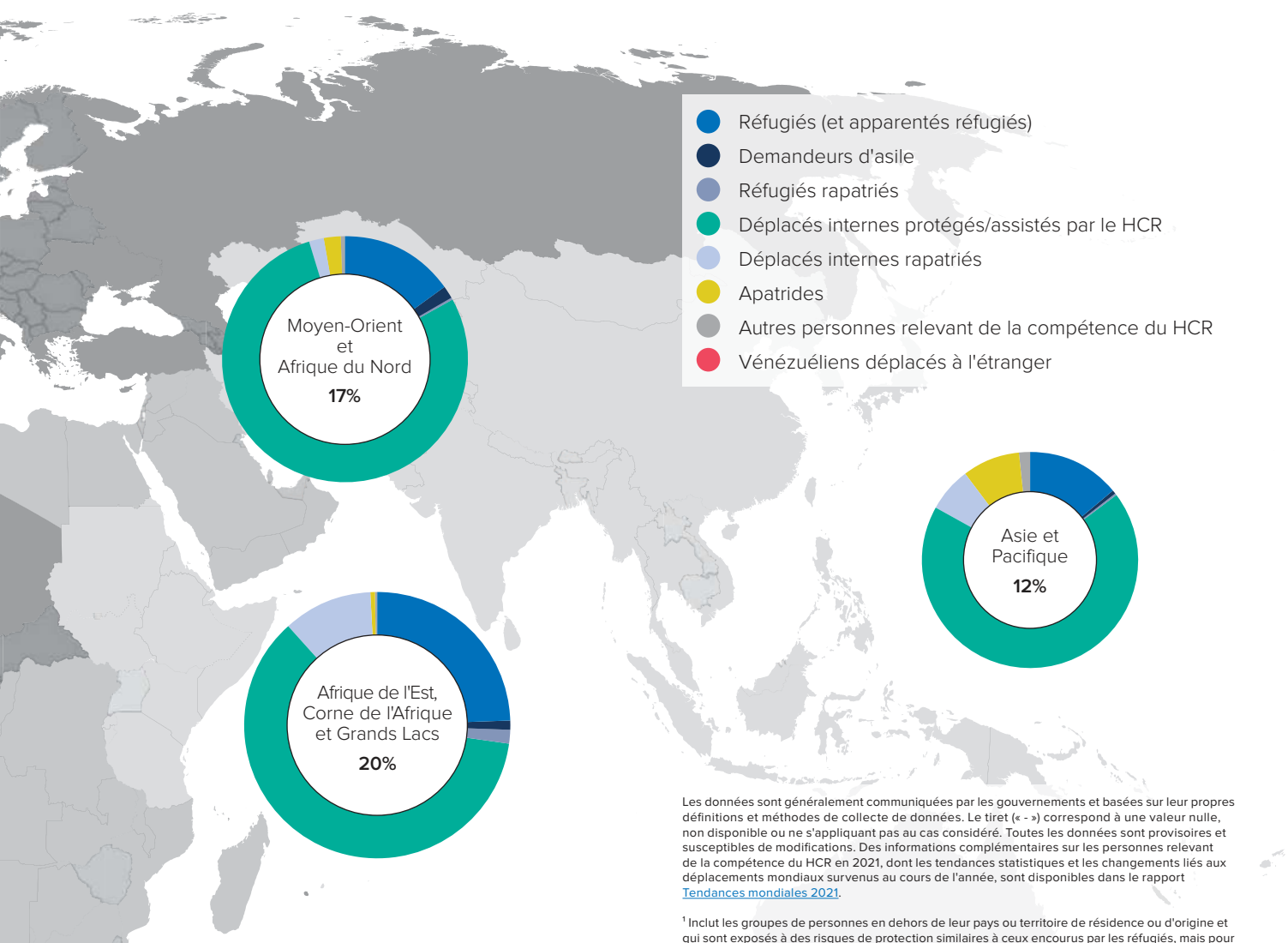
2,5 millions de personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à une source d'électricité durable.
Objectif: **2,9 millions** | Résultat 2020: **1,7 million**

POPULATIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR



FIN DÉCEMBRE 2021

	Afrique de l'Est Corne de l'Afrique et Grands Lacs	Afrique australe	Afrique de l'Ouest et du Centre	Amériques	Asie et Pacifique	
Réfugiés	4 717 470	783 247	1 488 350	708 517	3 801 511	
Apparentés réfugiés ¹	-	-	-	30 000	353 104	
Total réfugiés et apparentés	4 717 470	783 247	1 488 350	738 517	4 154 615	
Demandeurs d'asile ²	195 753	289 054	57 664	2 524 543	205 789	
Réfugiés rapatriés ³	342 198	910	46 775	7	1 546	
Déplacés internes protégés/assistés par le HCR ⁴	11 686 769	6 287 219	7 270 520	7 084 592	4 366 634	
Déplacés internes rapatriés ⁵	2 095 357	1 041 368	706 507	-	1 119 268	
Apatrides ⁶	103 281	-	931 281	4 550	2 412 453	
Autres personnes relevant de la compétence du HCR ⁷	23 839	36 520	158 838	2 217 249	284 031	
Vénézuéliens déplacés à l'étranger ⁸	-	-	-	4 406 409	-	
TOTAL	19 164 667	8 438 318	10 659 935	16 975 313	11 342 153	



Europe	Moyen-Orient et Afrique du Nord	TOTAL DES POPULATIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR
6 971 691	2 414 999	20 885 785
32 028	26 000	441 132
7 003 719	2 440 999	21 326 917
1 093 527	257 424	4 623 754
14	37 784	429 234
2 107 239	12 519 650	51 322 623
359	302 763	5 265 622
515 429	370 564	4 337 558
1 446 688	56 662	4 223 827
-	-	4 406 409
12 097 566	15 985 782	94 663 734

Les données sont généralement communiquées par les gouvernements et basées sur leur propres définitions et méthodes de collecte de données. Le tiret (« - ») correspond à une valeur nulle, non disponible ou ne s'appliquant pas au cas considéré. Toutes les données sont provisoires et susceptibles de modifications. Des informations complémentaires sur les personnes relevant de la compétence du HCR en 2021, dont les tendances statistiques et les changements liés aux déplacements mondiaux survenus au cours de l'année, sont disponibles dans le rapport [Tendances mondiales 2021](#).

¹ Inclut les groupes de personnes en dehors de leur pays ou territoire de résidence ou d'origine et qui sont exposés à des risques de protection similaires à ceux encourus par les réfugiés, mais pour lesquels le statut de réfugié n'a pas été établi pour des raisons pratiques ou pour d'autres raisons.

² Les demandeurs d'asile sont des personnes qui ont demandé une protection internationale et dont la demande de statut de réfugié n'a pas encore été déterminée. Ce tableau inclut les demandeurs dont les demandes individuelles étaient en cours à la fin de 2021, quelle que soit la date à laquelle ces demandes ont été déposées.

³ Inclut les réfugiés qui sont rentrés dans leurs pays d'origine au cours de l'année 2021. Source: pays d'origine et d'asile.

⁴ Aux fins des statistiques du HCR, cette population ne comprend que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison d'un conflit auxquelles le HCR offre protection et/ou assistance.

⁵ Inclut les déplacés internes protégés et assistés par le HCR et qui sont rentrés dans leurs localités d'origine pendant l'année 2021.

⁶ Personnes qui ne sont pas considérées comme des ressortissants d'un État en vertu des législations nationales. Cette catégorie fait référence aux personnes qui relèvent du mandat du HCR en matière d'apatridie parce qu'elles sont apatrides selon cette définition internationale, mais les données de certains pays peuvent également inclure des personnes de nationalité indéterminée. Les chiffres indiqués comprennent les apatrides qui sont également comptabilisés comme réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées ou autres personnes relevant de la compétence du HCR. Les rapports statistiques du HCR suivent généralement une méthodologie qui ne fait état que d'un seul statut légal pour chaque personne relevant de sa compétence. Cependant, en raison de la taille extraordinaire de la population apatride déplacée en provenance du Myanmar, le HCR considère qu'il est important de refléter le double statut de ce groupe de population, à la fois déplacé et apatride. D'autres réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes apatrides feront l'objet de rapports au fur et à mesure que le HCR continuera à revoir et à améliorer ses rapports sur les apatrides ayant un double statut.

⁷ Personnes relevant de la compétence du HCR n'appartenant pas aux catégories précédemment citées, mais qui pourraient bénéficier de la protection et/ou de l'assistance du HCR.

⁸ Les Vénézuéliens déplacés à l'étranger sont les personnes d'origine vénézuélienne qui sont susceptibles d'avoir besoin de la protection internationale au regard des critères énoncés dans la Déclaration de Carthagène, mais qui n'ont pas demandé l'asile dans le pays où elles se trouvent. Indépendamment de leur statut, les Vénézuéliens déplacés à l'étranger ont besoin d'être protégés contre les retours forcés et d'accéder aux services de base. Le HCR et l'OIM travaillent ensemble auprès de cette population en assurant la présidence de la plateforme de coordination régionale interagences, dont l'objectif est de renforcer la protection ainsi que la cohérence des réponses à travers la région, en conformité avec les normes en matière de droits de l'homme.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES GLOBALES 2021

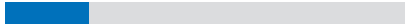

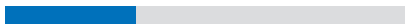
Les priorités stratégiques globales (PSG) pour 2021 reflètent les domaines sur lesquels le HCR a concentré son action pour améliorer la protection et la recherche de solutions pour les personnes relevant de sa compétence. Les PSG se répartissent en deux catégories : huit « priorités opérationnelles » pour les opérations sur le terrain et 10 « priorités d'appui et de gestion », qui portent sur les activités essentielles au bon fonctionnement de l'organisation. Les PSG prennent en compte l'Agenda 2030 pour le développement durable et les engagements pris lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, notamment dans le cadre du *Grand Bargain*.

PSG OPÉRATIONNELLES

ENVIRONNEMENT DE PROTECTION FAVORABLE

1. Assurer l'accès à la protection territoriale et aux procédures d'asile, ainsi qu'à la protection contre le refoulement ; et soutenir l'adoption de lois sur la nationalité permettant de prévenir et/ou de réduire les cas d'apatridie (législation sur les réfugiés, lois et politiques sur les déplacés internes et législation sur l'apatridie)

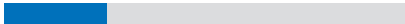

>**NARRATIFS** dans le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*

INDICATEUR D'IMPACT	ENGAGEMENT DU HCR	RÉSULTATS
Mesure du nombre de lois respectant les normes internationales relatives aux réfugiés et aux demandeurs d'asile	Améliorer les lois et les politiques nationales dans 80 pays.	Amélioration dans 17 pays 
Nombre de pays dont les lois et les politiques répondent aux normes internationales relatives aux déplacements internes	Améliorer les lois et les politiques nationales dans 17 pays.	Amélioration dans 17 pays 
Nombre de pays dont les lois sur la nationalité répondent aux normes internationales relatives à la prévention de l'apatridie	Améliorer les lois sur la nationalité dans 40 pays.	Amélioration dans 13 pays 
Pourcentage d'apatrides pour lesquels la nationalité a été accordée ou confirmée	Chercher à augmenter le pourcentage d'apatrides qui acquièrent une nationalité ou voient leur nationalité confirmée dans 14 situations.	81 200 personnes qui étaient apatrides ont acquis une nationalité ou ont vu leur nationalité confirmée.

PROCESSUS DE PROTECTION ÉQUITABLE ET ÉTABLISSEMENT DE DOCUMENTS

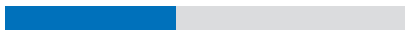
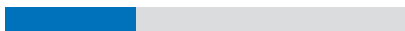

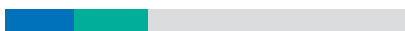
2. Garantir l'enregistrement des naissances ainsi que l'établissement de profils et de documents individuels sur la base de l'enregistrement (enregistrement des naissances et enregistrement)

>**NARRATIFS** dans le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*

INDICATEUR D'IMPACT	ENGAGEMENT DU HCR	RÉSULTATS
Pourcentage d'enfants de moins de 12 mois ayant reçu un certificat de naissance des autorités	Augmenter la délivrance systématique de certificats de naissance aux nouveau-nés dans 53 situations.	Amélioration dans 14 situations 
Pourcentage de personnes relevant de la compétence du HCR enregistrées à titre individuel	Maintenir ou augmenter les niveaux d'enregistrement individuel dans 96 situations de réfugiés.	Amélioration dans 22 situations Maintien dans 39 situations 

SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION

3. Réduire les risques de protection auxquels sont exposées les personnes relevant de la compétence du HCR, en particulier, la discrimination, les violences sexuelles et de genre, et les risques spécifiques auxquels sont exposés les enfants (violences de genre, procédures de l'intérêt supérieur de l'enfant et accès aux services nationaux de l'enfance) :





INDICATEUR D'IMPACT	ENGAGEMENT DU HCR	RÉSULTATS
>NARRATIFS dans le chapitre <i>Apporter une aide vitale</i>		
Nombre de situations dans lesquelles les personnes ayant survécu à des violences sexuelles et de genre connues reçoivent un soutien approprié	Améliorer le soutien pour les personnes ayant survécu à des violences sexuelles et de genre dans 95 opérations concernant des réfugiés, 10 situations de déplacés internes et 3 situations de personnes rapatriées.	Amélioration dans 46 situations 
Nombre de situations dans lesquelles la communauté est active dans la prévention des violences sexuelles et de genre et pour la protection des personnes ayant survécu à ces violences	Améliorer la participation communautaire à la prévention des violences de genre et à la protection des personnes ayant survécu à ces violences dans 58 situations de réfugiés, 8 situations de déplacés internes et 4 situations de personnes rapatriées.	Amélioration dans 23 situations 
>NARRATIFS dans le chapitre <i>Sauvegarder les droits fondamentaux</i>		
Pourcentage de mineurs isolés pour lesquels le processus de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant a été entamé ou achevé	Maintenir ou augmenter la proportion dans 74 situations de réfugiés.	Augmentation dans 25 situations Maintien dans 9 situations 
Nombre de situations dans lesquelles les enfants relevant de la compétence du HCR bénéficient d'un accès non discriminatoire aux services sociaux et de protection de l'enfance nationaux	Accroître l'accès non discriminatoire aux services sociaux et de protection de l'enfance nationaux dans 37 situations de réfugiés, 4 situations de déplacés internes et 3 situations de personnes rapatriées.	Augmentation dans 7 situations Maintien dans 8 situations 

BESOINS ET SERVICES ESSENTIELS

4. Réduire la mortalité, la morbidité et la malnutrition par des interventions multisectorielles (malnutrition aiguë globale (GAM) et taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans)

5. Respecter les normes internationales en matière d'abris, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (abris et eau)

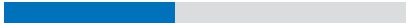



>NARRATIFS dans le chapitre *Apporter une aide vitale*

INDICATEUR D'IMPACT	ENGAGEMENT DU HCR	RÉSULTATS
Prévalence de la malnutrition aiguë globale (GAM) (de 6 à 59 mois)	Maintenir les normes du HCR ou réduire le niveau général de malnutrition aiguë globale dans 36 situations où les réfugiés vivent dans des camps ou des sites d'installations.	Normes atteintes dans 49 situations 
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	Maintenir les normes du HCR ou réduire le niveau de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans 44 situations où les réfugiés vivent dans des camps ou des sites d'installations.	Normes atteintes dans 22 situations 
Pourcentage de ménages vivant dans un logement décent	Maintenir ou augmenter le pourcentage de ménages vivant dans un logement décent dans 48 situations de réfugiés, 15 situations de déplacés internes et 7 situations de personnes rapatriées.	Augmentation dans 60 situations Maintien dans 6 situations 
Nombre moyen de litres d'eau potable disponible par personne et par jour	Maintenir ou augmenter le niveau d'approvisionnement en eau dans 46 situations de réfugiés.	Augmentation dans 27 situations Maintien dans 5 situations 

RESPONSABILISATION ET AUTONOMIE DES COMMUNAUTÉS

6. Promouvoir la participation active des personnes relevant de la compétence du HCR aux processus décisionnels et favoriser la coexistence avec les communautés d'accueil (participation des femmes au leadership et à la gestion, et coexistence)




7. Promouvoir le potentiel humain par des possibilités accrues d'accès à une éducation de qualité et par l'appui aux moyens de subsistance (autosuffisance et éducation)

INDICATEUR D'IMPACT	ENGAGEMENT DU HCR	RÉSULTATS
>NARRATIFS dans le chapitre <i>Sauvegarder les droits fondamentaux</i>		
Pourcentage de participation active des femmes dans les structures de leadership / gestion	Améliorer la participation des femmes dans les structures de leadership / gestion dans 54 situations de réfugiés et 4 situations de déplacés internes.	Amélioration dans 25 situations 
Nombre de situations dans lesquelles les communautés locales soutiennent la présence continue des personnes relevant de la compétence du HCR	Améliorer les relations entre les réfugiés et les communautés locales dans 65 situations.	Amélioration dans 36 situations 
>NARRATIFS dans le chapitre <i>Assurer un avenir meilleur</i>		
Pourcentage des personnes relevant de la compétence du HCR (de 18 à 59 ans) ayant leur propre entreprise ou étant travailleurs indépendants depuis plus de 12 mois	Maintenir ou augmenter le pourcentage de personnes relevant de la compétence du HCR qui améliorent leurs possibilités de créer leur propre entreprise ou d'être travailleurs indépendants dans 38 opérations.	Amélioration dans 18 opérations 
Pourcentage d'enfants d'âge scolaire inscrits dans l'enseignement primaire	Augmenter le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire dans 95 situations de réfugiés.	Amélioration dans 43 situations Maintien dans 6 situations 

SOLUTIONS DURABLES

8. Accroître les possibilités de solutions durables pour les personnes relevant de la compétence du HCR, particulièrement dans les situations prolongées, notamment en renforçant l'utilisation d'approches globales et en contribuant à la réintégration durable, l'installation locale et la réinstallation réussie dans un pays tiers

>NARRATIFS dans le chapitre *Assurer un avenir meilleur*

INDICATEUR D'IMPACT	ENGAGEMENT DU HCR	RÉSULTATS
Nombre de situations dans lesquelles le retour est volontaire, sûr et digne	Aider les réfugiés à rentrer de manière volontaire, sûre et digne dans 40 situations (lorsque les conditions le permettent).	Soutien dans 40 situations 
Nombre de situations dans lesquelles les personnes rapatriées bénéficient du même accès aux droits que les autres citoyens	Aider les personnes rapatriées dans 11 situations à se réintégrer de manière durable et à bénéficier du même accès aux droits que les autres citoyens.	Soutien dans 6 situations 
Nombre de situations dans lesquelles l'intégration sociale et économique est réalisée	Soutenir l'intégration locale dans 42 situations de réfugiés (lorsque les conditions le permettent).	Amélioration dans 32 situations 
Pourcentage des personnes relevant de la compétence du HCR dont le dossier a été soumis en vue d'une réinstallation parmi celles identifiées comme ayant besoin d'être réinstallées	Maintenir ou accroître le pourcentage de personnes dont le dossier a été soumis en vue d'une réinstallation, favorisant ainsi la mise en œuvre de solutions dans 74 situations.	Le HCR a soumis les dossiers de 63 190 réfugiés en vue d'une réinstallation dans 23 pays, ce qui représente une augmentation de 60% par rapport à l'année précédente.

PSG EN MATIÈRE D'APPUI ET DE GESTION

1. RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE ET CONTRÔLES FINANCIERS

> **NARRATIFS** dans le chapitre *Financement des programmes du HCR*

INDICATEUR	RÉSULTATS
<ul style="list-style-type: none"> Le HCR rationalise et améliore sa gestion financière et ses systèmes d'établissement de rapports et applique des contrôles financiers efficaces. Les comptes du HCR sont tenus et communiqués dans le plein respect des normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Le HCR intègre des contrôles financiers et des processus opérationnels rigoureux lors de la mise en œuvre des aides en espèces. Le HCR simplifie et harmonise ses accords de partenariat et confie une part plus importante de ses ressources à ses partenaires locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Les programmes ont été exécutés dans un environnement de responsabilité financière et de contrôle solide, avec des solutions innovantes pour apporter un soutien financier sur le terrain. Le HCR a clôturé ses comptes de 2020 et obtenu un avis sans réserve. Le travail de terrain pour l'audit de 2021 a été achevé, et les résultats sont attendus en 2022. Les opérations ont déployé le système de gestion des aides en espèces et les outils de vérification biométrique du HCR. 1,4 milliard de dollars ont été versés à 1151 partenaires, dont 727 ONG nationales. 25% des fonds destinés aux dépenses de programmes opérationnelles ont été affectés à des intervenants locaux/nationaux (conformément à l'engagement de 25% pris dans le cadre du <i>Grand Bargain</i>).

2. PROTECTION INTERNATIONALE

> **NARRATIFS** dans le chapitre *Sauvegarder les droits fondamentaux*

INDICATEUR	RÉSULTATS
<ul style="list-style-type: none"> Le HCR renforce la capacité et la réponse en matière de protection et de solutions au plan mondial grâce à un appui opérationnel direct, à un meilleur suivi et à des partenariats plus efficaces. Le HCR renforce la promotion de l'égalité des genres et accroît la redevabilité envers les personnes relevant de sa compétence aux niveaux global et opérationnel. 	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre du Programme commun, le HCR, ONU-Femmes et le HCDH se sont engagés à élaborer une politique à l'échelle du système qui place les personnes au centre, compte tenu des critères d'âge, de genre et de diversité (AGD). Le HCR a élaboré un plan quinquennal pour renforcer la redevabilité envers les personnes affectées (en anglais) et a alloué des ressources pour mieux assurer son engagement et son soutien aux efforts collectifs menés dans ce domaine.

3. PROTECTION ET SOLUTIONS

> **NARRATIFS** dans les chapitres *Sauvegarder les droits fondamentaux* et *Assurer un avenir meilleur*

INDICATEUR	RÉSULTATS
<ul style="list-style-type: none"> Le HCR (en collaboration étroite avec les États, les entités internationales de développement et du maintien de la paix et d'autres acteurs concernés) supervise et plaide en faveur de cadres et de capacités de protection nationaux, régionaux et mondiaux. En établissant des partenariats, en soutenant les institutions et les systèmes nationaux et en mettant en œuvre des réponses globales, le HCR renforce la protection des personnes déplacées et apatrides. 	<ul style="list-style-type: none"> Le HCR a plaidé pour l'adhésion des États à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, et s'est impliqué dans les processus législatifs de 78 pays. Sur 26 nouvelles lois ou modifications législatives, 17 ont fait avancer les droits des réfugiés. Malgré les perturbations des tribunaux engendrées par la crise sanitaire, le HCR est intervenu en tant que tierce partie dans 14 affaires portées devant 10 juridictions. Le HCR a déployé ses « Lignes directrices sur la collaboration avec les institutions nationales des droits humains » (en anglais) et élaboré des notes d'orientation sur les principaux traités internationaux en matière de droits humains, pour améliorer la compréhension de leur structure, de leur contenu et de leur utilité en vue de faire progresser les cadres juridiques nationaux de protection des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides.

4. UTILISATION DE DONNÉES ET D'INFORMATIONS

> **NARRATIFS** dans les chapitres *Assurer un avenir meilleur* et *Sauvegarder les droits fondamentaux*

INDICATEUR	RÉSULTATS
<ul style="list-style-type: none"> Le HCR et ses partenaires gèrent et utilisent des données et des informations afin de permettre des actions, une élaboration des programmes et des décisions en matière de ressources fondées sur des données vérifiables. Le HCR partage des informations et des analyses pour faciliter l'inclusion des réfugiés et des autres personnes relevant de sa compétence dans les cadres de développement nationaux et internationaux. Les méthodes de gestion des données et des informations du HCR, notamment le stockage et la communication de données personnelles, respectent les pratiques de protection et la vie privée. 	<ul style="list-style-type: none"> Prévoir les mouvements de déplacement à l'aide de la science des données et des technologies de pointe devient de plus en plus important pour guider la programmation et la planification. Le HCR a mis au point un modèle de gravité empirique qui servira de base pour prédire les flux futurs de réfugiés et orienter les projections de planification pluriannuelle. Le HCR a commencé à travailler sur une série d'enquêtes intégrées assorties de principes directeurs, semblables à ceux utilisés par la Banque mondiale, l'UNICEF et l'OIT, afin de permettre la comparabilité des données avec les séries de données nationales et internationales existantes. Les projets pilotes menés dans certains pays portent initialement sur les réfugiés et les communautés d'accueil. 21,7 millions de dossiers individuels enregistrés dans proGres, la plateforme de gestion des cas de PRIMES. Dans les 80 opérations utilisant le système biométrique PRIMES, plus de 77% des personnes détiennent un dossier biométrique. Des solutions d'enregistrement à distance ont été déployées dans 42 opérations dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et conformément au plan d'action quinquennal du HCR sur l'identité numérique.

5. COORDINATION HUMANITAIRE

>**NARRATIFS** dans les chapitres *Initiatives mondiales* et *Financement des programmes du HCR*

INDICATEUR

- Une coordination et un leadership efficaces sont mis en place pour les réponses en faveur des réfugiés et pour les groupes sectoriels dirigés par le HCR aux niveaux global et opérationnel.
- Le HCR fournit une expertise et une analyse sur la protection pour guider et structurer l'action humanitaire conjointe.

RÉSULTATS

- Des plans de réponse régionaux pour les réfugiés (RRP) ont été élaborés pour l'Afghanistan, le Burundi, l'Éthiopie, la RDC et le Soudan du Sud. Parmi les autres mécanismes mis en place, figurent le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP), le Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants (RMRP) et le plan de réponse conjoint (JRP) respectivement pour les situations de la Syrie, du Venezuela et du Bangladesh. Les RRP ont mobilisé plus de 800 partenaires pour venir en aide à environ 15,5 millions de personnes et soutenir 9 millions de personnes issues des communautés d'accueil. Le HCR a dirigé 29 des 32 groupes sectoriels ou mécanismes similaires chargés de la protection, avec des missions au Burkina Faso, au Cameroun, en Colombie, en Éthiopie, au Mozambique, au Niger, en RDC et au Soudan, et un soutien à distance en Afghanistan et en République bolivarienne du Venezuela. Le groupe sectoriel global chargé de la gestion et de la coordination des camps a soutenu 22 groupes sectoriels/mécanismes (dont 18 dirigés ou codirigés par le HCR). Le HCR a dirigé 16 groupes sectoriels chargés des abris formellement activés sur 31, ainsi que 19 mécanismes.
- Le HCR a conjugué des activités de coordination et de leadership avec les opérations sur le terrain, renforçant la redevabilité, la collaboration et les relations avec les gouvernements. Il a procédé à un examen des données opérationnelles relatif à la collecte, l'analyse et l'utilisation de données ventilées selon l'âge, le sexe, le handicap et d'autres considérations en matière de diversité.

6. GESTION DES PROGRAMMES AXÉE SUR LES RÉSULTATS

>**NARRATIFS** dans le chapitre *Initiatives mondiales*

INDICATEUR

- Les stratégies du HCR s'appuient sur des évaluations conjointes des besoins améliorées et sont élaborées et mises en œuvre en consultation avec les principales parties prenantes, notamment les autorités nationales, la société civile, les partenaires du secteur du développement et les représentants du secteur privé.

RÉSULTATS

- En 2021, 24 opérations du HCR ont créé des stratégies pluriannuelles reposant sur une analyse de la situation menée en collaboration avec les parties prenantes concernées, notamment les personnes déplacées et apatrides et les organisations partenaires.

7. AIDES EN ESPÈCES

>**NARRATIFS** dans le chapitre *Apporter une aide vitale*

INDICATEUR

- Le HCR est doté des systèmes, outils, compétences et processus nécessaires pour mettre en œuvre et intensifier les programmes d'aides en espèces d'une manière responsable.
- Le HCR vise à adopter des modalités d'aides en espèces communes avec ses partenaires, conformément à sa stratégie et à sa politique en matière d'aides en espèces.

RÉSULTATS

- Le HCR a distribué 668 millions de dollars à 9,3 millions de personnes dans plus de 100 pays, notamment en Afghanistan, en République démocratique du Congo, en République islamiques d'Iran et au Yémen. 26 pays ont commencé à utiliser CashAssist, le système de gestion des aides en espèces, qui permet d'assurer la redevabilité envers les populations affectées du début à la fin d'une intervention.
- Le HCR a continué de mettre en œuvre la [déclaration commune des Nations Unies sur les aides en espèces](#) (en anglais), et des dispositifs communs étaient en place dans 25 pays. Le HCR a mené une enquête dans 20 pays pour améliorer la passation de marchés commune, et signé un accord trilatéral de partage des données avec le PAM et l'UNICEF.

8. PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

>**NARRATIFS** dans le chapitre *Apporter une aide vitale*

INDICATEUR

- Le HCR dispose de stocks d'articles de secours essentiels pour fournir une assistance d'urgence à jusqu'à 600 000 personnes dans des situations d'urgence simultanées et complexes.
- Le HCR maintient une capacité de réserve active. Le personnel du HCR et de ses partenaires, doté des compétences appropriées en matière de leadership, de coordination et de protection, est prêt pour un déploiement immédiat dans des opérations d'urgence.
- La représentation des communautés et des partenaires locaux et nationaux est accrue dans la planification des actions de préparation.
- Le HCR applique une approche proactive de la gestion de la sécurité grâce à du personnel de sécurité qualifié, à une formation sur la sécurité et à un appui aux interventions d'urgence.

RÉSULTATS

- La chaîne d'approvisionnement du HCR a expédié des articles de secours essentiels d'une valeur de 47,6 millions de dollars depuis ses stocks mondiaux situés à des emplacements stratégiques, et a effectué 28 ponts aériens pour répondre à 132 demandes.
- Le HCR a géré 447 déploiements d'urgence, dont 306 nouveaux déploiements (soit une augmentation de 43%). 58% des déploiements ont été pourvus par les listes de réserve et des ressources internes, et 42% par des partenaires de réserve d'urgence.
- 449 personnels du HCR et de ses partenaires ont été formés à la gestion et au leadership des situations d'urgence, aux procédures de gestion de la sécurité et à la sensibilisation, aux interventions d'urgence et à des exercices interorganisations dans ce domaine.
- Le HCR a entrepris des missions de sécurité en Éthiopie, au Mozambique, au Sahel et ailleurs, et a répondu à 368 incidents de sécurité et à 36 incidents critiques. Le HCR a également organisé et assuré une formation sur la gestion des incidents de prise d'otages pour le Système de gestion de la sécurité des Nations Unies.

9. RESSOURCES HUMAINES

>**NARRATIFS** dans le chapitre *Initiatives mondiales*

INDICATEUR	RÉSULTATS
■ Le HCR analyse ses besoins actuels et futurs en talents pour améliorer la planification stratégique de la composition de son personnel en tenant compte de la diversité et de la parité entre les genres.	■ Les 33 fichiers de réserves de talent du HCR ont reçu en moyenne 1300 candidatures par mois, permettant de couvrir les besoins en recrutement. 45% des candidats finalistes étaient des femmes, et la plus importante source géographique des candidats était l'Afrique (35%). 50% des candidats à des postes senior (niveaux D1 et P5) étaient des femmes.
■ Le HCR fournit des possibilités d'apprentissage et des évaluations des performances pour faciliter la gestion des carrières, en s'appuyant sur les compétences recherchées par l'organisation.	■ Diverses plateformes virtuelles de formation et de perfectionnement ont été lancées, telles que GetAbstract, MysteryCoffee et Coursera, et le HCR a investi dans le renforcement de sa culture de coaching et de mentorat.
■ Le HCR utilise des systèmes efficaces de ressources humaines et un cadre d'affectation juste et transparent pour garantir la diversité et la parité entre les genres dans le déploiement de personnel qualifié, en particulier dans le contexte des situations d'urgence et des opérations à haut risque.	■ 92 000 candidatures pour 1681 offres d'emploi publiées ont été traitées, dont deux tiers de candidatures externes. Compte tenu de la forte augmentation du nombre de situations d'urgence, le HCR a considérablement accru les embauches accélérées, avec 12 séries d'annonces pour 270 postes.
■ Les opérations du HCR respectent les normes de santé et de sécurité au travail.	■ Le HCR a publié une nouvelle « Politique relative à la gestion de la santé et de la sécurité au travail », qui fournit un cadre pour gérer les menaces, les blessures et les maladies affectant le personnel – en lien avec la pandémie de COVID-19 et dans d'autres contextes – et il a développé un système numérique pour signaler les incidents.

10. MOBILISATION D'APPUI

>**NARRATIFS** dans les chapitres *Financement des programmes du HCR* et *Communications globales*

INDICATEUR	RÉSULTATS
■ Le HCR augmente ses financements de sources publiques et privées.	■ Il y avait 71 gouvernements, l'Union européenne et trois autres donateurs intergouvernementaux parmi les sympathisants du secteur public du HCR, auprès desquels il a levé 4,011 milliards de dollars. La collecte de fonds auprès du secteur privé a recueilli un montant sans précédent de 625,3 millions de dollars, dont 377,2 millions de dollars provenant de donateurs individuels et 248,1 millions de dollars provenant d'entreprises, de fondations et de philanthropes, soit une augmentation globale de 16% des revenus, bien au-delà de l'objectif de 510 millions de dollars.
■ Le HCR mène un dialogue de fond régulier pour renforcer et entretenir ses partenariats avec les États membres du Comité exécutif, les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres partenaires.	■ Le HCR et ses partenaires des Nations Unies ont privilégié les domaines où leur complémentarité et l'expertise de chacun pouvaient aider les personnes déplacées et apatrides. Pour s'attaquer aux causes profondes des déplacements, la collaboration avec les organisations confessionnelles a été renforcée grâce au Conseil multi-religieux des dirigeants du HCR et de Religions pour la Paix.
■ Le HCR renforce ses activités stratégiques de communication par des campagnes multimédias ciblées, des mises à jour rapides à l'intention du public et une sensibilisation accrue des publics visés, constituant ainsi une communauté solide de personnes qui soutiennent l'organisation.	■ 49 800 mentions dans les médias, soit une augmentation de 45% par rapport à 2020 et le plus haut niveau d'intérêt médiatique pour les réfugiés enregistré depuis plus de trois ans, ainsi que la plus grande part de voix parmi les agences partenaires. Les Ambassadeurs de bonne volonté et les sympathisants de haut niveau, qui sont suivis par plus de 200 millions de personnes, ont généré un engagement record sur les réseaux sociaux.
■ Le HCR étend l'appui politique et opérationnel des secteurs public et privé afin d'améliorer le bien-être des populations déplacées et des communautés d'accueil.	■ Le HCR a lancé un programme avec des influenceurs numériques, faisant intervenir des voix plus jeunes pour soutenir la cause des personnes déracinées et apatrides.

À compter de 2022, le HCR a adopté un nouveau cadre mondial de résultats, avec une structure de résultats simplifiée et plus flexible, alignée sur le Pacte mondial sur les réfugiés et sur les objectifs de développement durable, et permettant une planification pluriannuelle. Ce cadre repose sur COMPASS, un nouveau système de planification, d'élaboration du budget, de suivi et d'établissement de rapports, qui constitue un élément essentiel du programme de transformation institutionnelle du HCR. 2021 sera donc la dernière année pour lesquelles les Priorités stratégiques globales feront l'objet d'un rapport.

Le HCR a utilisé le nouveau cadre mondial de résultats pour les objectifs définis dans son Appel global 2022, et utilisera ces objectifs pour présenter les résultats dans son Rapport global 2022. Un compte-rendu des réalisations du HCR pour relever les défis dans tous les domaines couverts par les PSG en 2021 est disponible dans les chapitres thématiques du présent Rapport global.

Financement des programmes du HCR

APERÇU

Ce chapitre présente un aperçu des besoins financiers, des revenus et des dépenses du HCR en 2021. Pour plus de détails, consultez le site [Global Focus](#) (en anglais), la principale plateforme d'information sur les opérations du HCR.

Le budget final pour 2021 du HCR s'élevait à 9,248 milliards de dollars, en augmentation par rapport au budget révisé de 8,616 milliards de dollars prévu pour 2021. Quatre budgets supplémentaires d'un montant total de 631,7 millions de dollars ont été ajoutés durant l'année.

Les dépenses ont augmenté de 1,7% pour atteindre 4,918 milliards de dollars, soit un taux d'exécution record (dépenses par rapport au montant total des fonds disponibles) de 95%.

Les fonds disponibles s'élevaient à 5,153 milliards de dollars, ce qui représente un déficit de financement global – fonds disponibles par rapport au budget fondé sur l'évaluation des besoins de 9,248 milliards de dollars – de 44%, contre 41% en 2020. Le déficit de financement a touché toutes les régions, mais plus particulièrement les trois régions d'Afrique.

BUDGET

Lors de sa 70^e session, en octobre 2019, le Comité exécutif a approuvé un budget initial fondé sur une évaluation globale des besoins pour l'année 2021 d'un montant de 8,616 milliards de dollars dans le cadre du budget biennal 2020-2021. Lors de sa 71^e session en octobre 2020, le Comité exécutif a approuvé un budget révisé, s'élevant également à 8,616 milliards de dollars pour 2021.

Le budget final représente la somme du budget révisé approuvé d'un montant de 8,616 milliards de dollars et de quatre budgets supplémentaires de 631,7 millions de dollars. Il comprenait les activités programmées pour un montant de 8,813 milliards de dollars, une réserve opérationnelle de 402 millions de dollars, la réserve pour les « activités nouvelles ou additionnelles liées au mandat » de 20 millions de dollars, et 12 millions de dollars au titre du Fonds pour les Jeunes experts associés.

Priorités stratégiques globales

Mobilisation d'appuis

Voir p. 17 les résultats des PSG

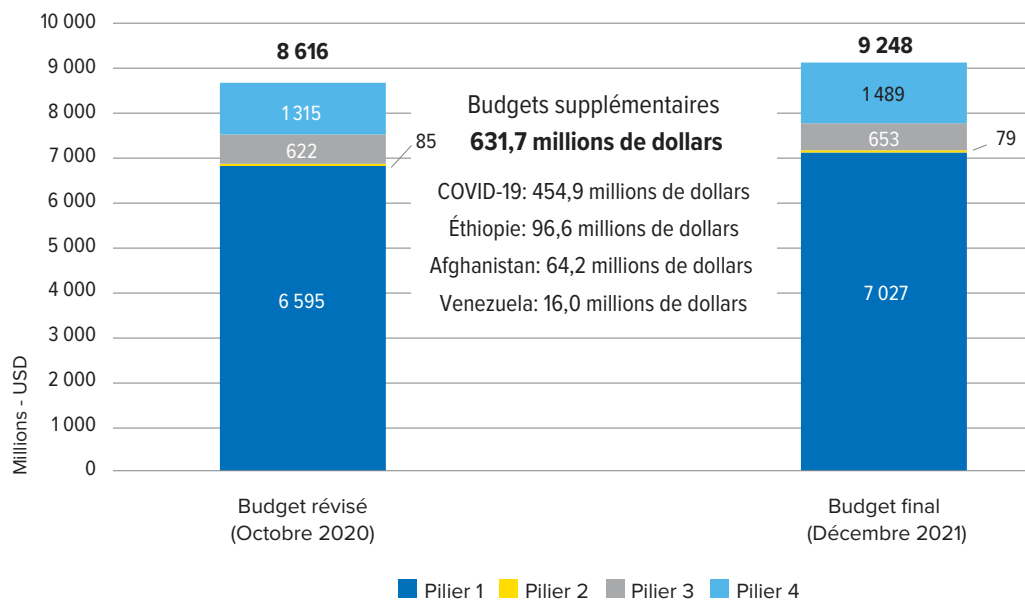


Les activités programmées comprennent les opérations sur le terrain, les programmes globaux, qui sont des activités techniques entreprises par le Siège, mais qui profitent directement aux opérations sur le terrain, et les activités du Siège visant à assurer la direction et la gestion et à apporter des orientations stratégiques, un appui administratif et une aide en matière de gestion et de programmation aux opérations sur le terrain.

TABLEAU 1 | BUDGET ET DÉPENSES 2021 | USD

RÉGION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU GRAND TOTAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
AFRIQUE DE L'EST, CORNE DE L'AFRIQUE ET GRANDS LACS	Budget	1 488 960 922	7 623 240	170 428 354	234 799 160	1 901 811 676	21%
	Dépenses	804 479 554	1 812 706	46 819 844	137 226 950	990 339 055	20%
AFRIQUE AUSTRALE	Budget	280 404 190	6 192 107	9 280 792	94 074 590	389 951 678	4%
	Dépenses	150 886 484	2 422 207	3 082 164	54 888 224	211 279 078	4%
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	Budget	448 571 965	12 283 999	51 453 591	215 390 846	727 700 401	8%
	Dépenses	301 357 111	7 288 089	18 224 159	119 146 431	446 015 790	9%
AMÉRIQUES	Budget	647 746 573	6 665 921	-	76 356 234	730 768 728	8%
	Dépenses	362 829 333	2 763 946	-	49 783 430	415 376 709	8%
ASIE ET PACIFIQUE	Budget	674 885 250	34 010 203	99 649 198	88 351 712	896 896 363	10%
	Dépenses	394 090 136	17 285 739	57 837 185	73 817 384	543 030 444	11%
EUROPE	Budget	656 902 433	9 386 833	236 860	30 485 167	697 011 292	8%
	Dépenses	334 705 349	6 622 763	223 001	17 556 759	359 107 872	7%
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	Budget	1 627 865 519	2 697 705	322 174 227	749 506 382	2 702 243 834	29%
	Dépenses	843 540 877	1 674 180	108 539 413	332 435 552	1 286 190 023	26%
SOUS-TOTAL TERRAIN	Budget	5 825 336 851	78 860 008	653 223 022	1 488 964 089	8 046 383 971	87%
	Dépenses	3 191 888 844	39 869 631	234 725 766	784 854 730	4 251 338 971	86%
Programmes globaux	Budget	522 003 158	-	-	-	522 003 158	6%
	Dépenses	415 206 883	-	-	-	415 206 883	8%
Siège	Budget	245 089 806	-	-	-	245 089 806	3%
	Dépenses	243 040 994	-	-	-	243 040 994	5%
SOUS-TOTAL DES ACTIVITÉS PROGRAMMÉES	Budget	6 592 429 816	78 860 008	653 223 022	1 488 964 089	8 813 476 935	95%
	Dépenses	3 850 136 721	39 869 631	234 725 766	784 854 730	4 909 586 847	100%
Réserve opérationnelle	Budget	402 075 990	-	-	-	402 075 990	4%
Réserve NAM	Budget	20 000 000	-	-	-	20 000 000	0,2%
Jeunes experts associés	Budget	12 000 000	-	-	-	12 000 000	0,1%
	Dépenses	8 388 041	-	-	-	8 388 041	0,2%
TOTAL	Budget	7 026 505 806	78 860 008	653 223 022	1 488 964 089	9 247 552 925	
	Dépenses	3 858 524 761	39 869 631	234 725 766	784 854 730	4 917 974 888	

GRAPHIQUE 1 | BUDGET RÉVISÉ ET FINAL | 2021



Budgets supplémentaires

La nécessité de répondre à de nouvelles crises ou à l'aggravation de crises existantes a conduit à l'élaboration de quatre budgets supplémentaires : 454,9 millions de dollars pour soutenir les activités visant à protéger les personnes déracinées et apatrides des répercussions de la pandémie de COVID-19 ; 96,6 millions de dollars pour la situation de l'Éthiopie ; 64,2 millions de dollars pour répondre à des besoins de préparation et d'intervention supplémentaires concernant la situation de l'Afghanistan ; et 16 millions de dollars pour la situation du Venezuela. Les besoins de financements totaux pour ces budgets supplémentaires s'élevaient à 631,7 millions de dollars.

Besoins de financements

Les besoins de financements pour les activités programmées en 2021 s'élevaient à 8,814 milliards de dollars, contre 8,721 milliards de dollars en 2020, soit une augmentation de 92,1 millions de dollars ou de 1,1%.

Globalement, le **Pilier 1** (programmes globaux pour les réfugiés) constituait la part la plus importante des activités programmées,

représentant 75% des besoins. Les besoins les plus élevés sous le Pilier 1 se situaient en Asie et dans le Pacifique pour les opérations au Bangladesh (295 millions de dollars), dans la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs pour l'Éthiopie (245 millions de dollars), l'Ouganda (345 millions de dollars) et le Soudan (268 millions de dollars), en Europe pour la Grèce (151 millions de dollars) et la Türkiye (350 millions de dollars) et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour la Jordanie (406 millions de dollars) et le Liban (553 millions de dollars).

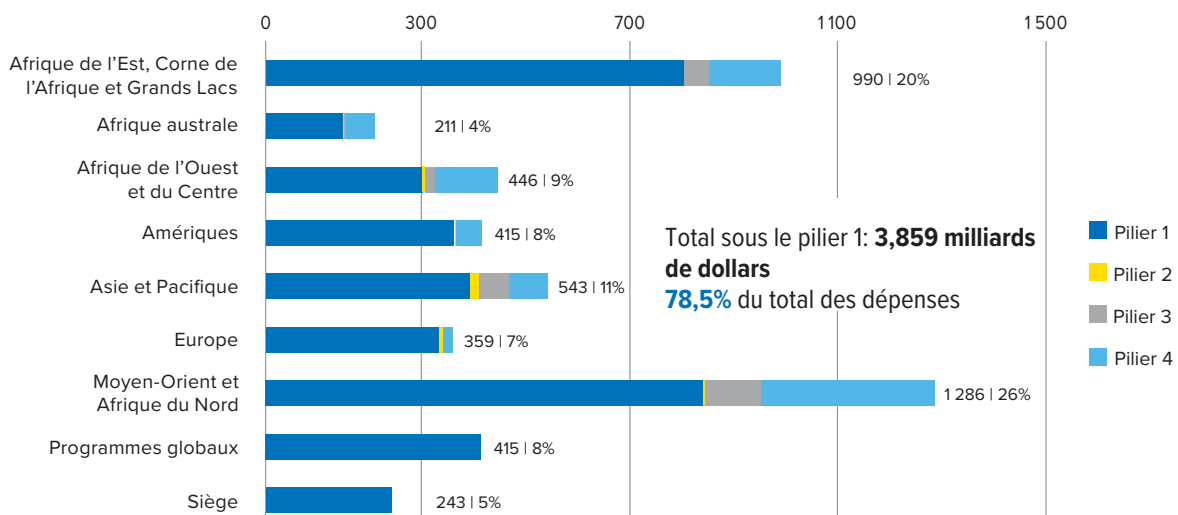
Le **Pilier 4** (projets globaux pour les déplacés internes) constituait la deuxième composante la plus importante des activités programmées, représentant 17% des besoins. Les principales opérations se situaient toujours au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à savoir en Iraq (245 millions de dollars), en République arabe syrienne (251 millions de dollars) et au Yémen (203 millions de dollars).

Sur le plan régional, les besoins les plus importants se situaient au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et s'élevaient à 2,702 milliards de dollars, soit 31%

des besoins totaux pour les activités programmées, ainsi que dans la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs, avec un budget de

1,902 milliard de dollars, soit 22% du total. Ces données reflètent la succession de crises prolongées et imbriquées dans ces deux régions.

GRAPHIQUE 2 | DÉPENSES PAR RÉGION ET PILIER | Millions - USD



DÉPENSES

Les dépenses se sont élevées à 4,918 milliards de dollars, contre 4,838 milliards de dollars en 2020, soit une augmentation de 80,3 millions de dollars ou de 1,7%. Ces chiffres représentent un taux d'exécution (dépenses par rapport au montant total des fonds disponibles) de 95% pour 2021. Ci-dessous sont présentés les taux de dépenses régionales et une sélection d'informations opérationnelles.

Par pilier

Les dépenses engagées au titre du **Pilier 1** (programmes globaux pour les réfugiés) s'élevaient à 3,859 milliards de dollars, soit 78,5% des dépenses totales du HCR. La légère baisse de 25,4 millions de dollars (0,7%) par rapport aux 3,884 milliards de dollars engagés en 2020 est principalement attribuable à l'opération en Grèce, où le programme d'aide d'urgence à l'intégration et au logement a été transféré au Gouvernement.

Les dépenses sous le **Pilier 2** (programme global pour les apatrides) se sont élevées à

39,9 millions de dollars, contre 41,3 millions de dollars en 2020, soit une diminution de 1,4 million de dollars ou de 3,5%, et ont représenté environ 1% des dépenses totales. En République démocratique du Congo (RDC), la collecte de données qualitatives sur l'apatridie a constitué une priorité.

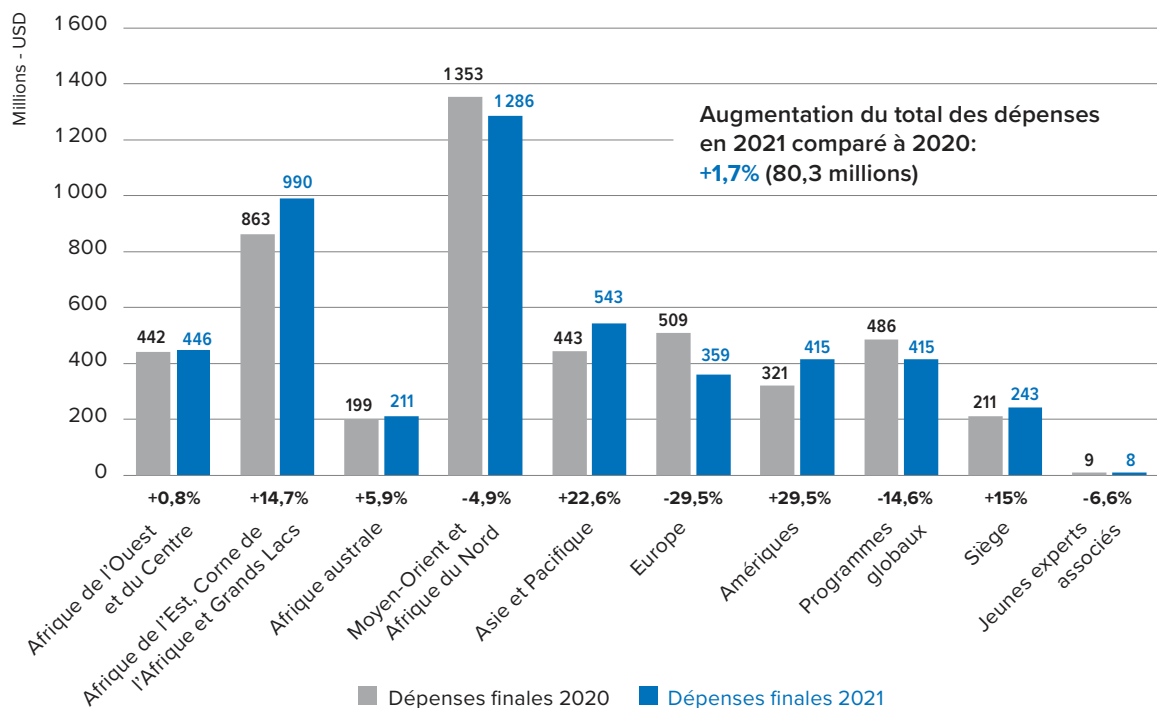
Les dépenses sous le **Pilier 3** (projets globaux d'aide à la réintégration) ont atteint 234,7 millions de dollars, contre 211,7 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 23 millions de dollars ou de 10,9%, et ont représenté 5% des dépenses totales. En Afghanistan, les communautés recevant déjà un soutien ont reçu une aide financière supplémentaire et un soutien accru pour les services de base. Au Burundi, 66 000 rapatriés ont bénéficié d'une aide à la réintégration durable. En République arabe syrienne, dans le cadre de la réponse concernant l'ensemble de la Syrie, le HCR codirige les interventions des groupes sectoriels chargés de la protection, des abris et de la gestion et de la coordination des camps.

En 2021, le HCR a renforcé la programmation par zones et l'assistance multisectorielle, notamment en matière d'articles de secours essentiels et de soutien aux abris.

Les dépenses sous le **Pilier 4** (projets globaux pour les déplacés internes) se sont élevées à 784,9 millions de dollars, contre 700,7 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 84,1 millions de dollars ou de 12%, et ont représenté 16% du total des dépenses. Ces hausses ont permis de

répondre à l'augmentation des déplacements internes en Afghanistan, en El Salvador, en Éthiopie, au Honduras et au Mozambique. Le HCR a renforcé les services de protection et apporté une aide, et s'est engagé de manière proactive auprès des déplacés internes pour trouver des solutions durables, notamment en facilitant les retours volontaires lorsque cela était possible et en plaidant pour des solutions alternatives lorsque les retours n'étaient pas réalisables.

GRAPHIQUE 3 | DÉPENSES PAR RÉGION EN 2021 PAR RAPPORT À 2020 | Millions - USD



Par région

En **Afrique de l'Ouest et du Centre**, les dépenses sont restées relativement stables à 446 millions de dollars, en hausse de 3,6 millions de dollars ou de 0,8% par rapport aux 442,5 millions de dollars engagés en 2020. Les principales augmentations ont été enregistrées au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Tchad. Dans le bassin du lac Tchad, plus de 3 millions de déplacés internes et plus de 327 000 réfugiés ont été déplacés, notamment au Cameroun, au Niger, au

Nigéria et au Tchad. Le HCR a également organisé le rapatriement d'environ 33 700 réfugiés, principalement vers la Côte d'Ivoire (22 500). Les augmentations des dépenses ont été compensées par des réductions au Niger en raison de la redéfinition des priorités des activités dans la région.

Dans la région de **l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs**, où vivent 48% des personnes relevant de

la compétence du HCR du continent, les dépenses sont passées de 863,3 millions de dollars en 2020 à 990,3 millions de dollars, soit une augmentation de 127 millions de dollars ou de 14,7%. Les principales augmentations ont été enregistrées au Burundi, en Éthiopie (en lien avec la situation du Tigré), en Ouganda et au Soudan.

Les dépenses en [Afrique australe](#) se sont élevées à 211,3 millions de dollars, contre 199,5 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 5,9% ou de 11,8 millions de dollars. Les principales augmentations concernaient le Mozambique, où le conflit dans la province de Cabo Delgado a déplacé 745 000 personnes à l'intérieur du pays et la République du Congo, où le HCR a soutenu une initiative du Gouvernement qui a permis à 25 000 Congolais sans papiers d'obtenir un certificat de naissance.

Les dépenses au [Moyen-Orient et en Afrique du Nord](#) se sont élevées à 1,286 milliard de dollars, contre 1,353 milliard de dollars en 2020, soit une diminution de 66,7 millions de dollars ou de 4,9%. Les principales baisses ont été enregistrées au Liban et en Libye. Au Liban, la dévaluation de la monnaie a permis à l'opération d'apporter l'assistance prévue, notamment sous forme d'aides en espèces, qui sont versées en monnaie locale. En Libye, le nombre de déplacés internes a diminué, passant de 278 000 en janvier à 179 000 à la fin de l'année. Ces baisses ont été partiellement compensées par l'augmentation des dépenses en Égypte, en Iraq, en Jordanie et au Yémen. Au Yémen, 287 000 nouvelles personnes ont été déplacées, ce qui porte le nombre de déplacés internes dans le pays à près de 4,3 millions.

En [Asie et dans le Pacifique](#), les dépenses se sont élevées à 543 millions de dollars, contre 442,9 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 100,1 millions de dollars ou de 22,6%. Cette augmentation s'explique principalement par la situation

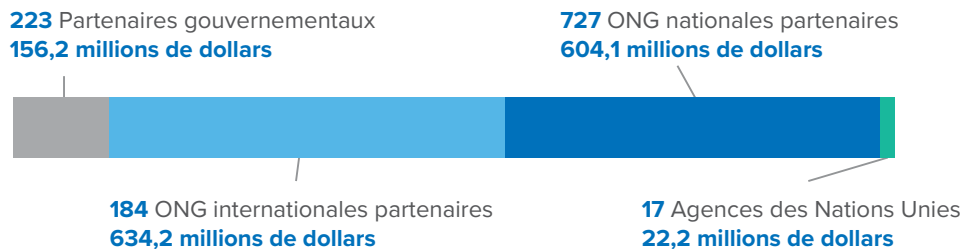
afghane, avec des augmentations importantes enregistrées dans les opérations au Kazakhstan, dans les Républiques islamiques d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan et au Tadjikistan. Les augmentations des dépenses ont été partiellement compensées par des diminutions au Bangladesh, où les services dans les camps de réfugiés avaient été limités en raison des mesures sanitaires liées au COVID-19 et n'ont été entièrement restaurés qu'à la fin de 2021.

Les dépenses pour l'[Europe](#) se sont élevées à 359,1 millions de dollars, contre 509,1 millions de dollars en 2020, soit une diminution de 150 millions de dollars ou de 29,5%. Cette baisse s'explique principalement par le transfert le 1^{er} octobre 2021 du programme d'aide d'urgence à l'intégration et au logement au Gouvernement grec, au terme d'une transition progressive. Le HCR a recentré ses plans sur les activités de protection essentielles et le soutien à l'intégration des réfugiés reconnus, notamment en assurant un accès de qualité au territoire et à l'asile.

Les dépenses pour les [Amériques](#) se sont élevées à 415,4 millions de dollars, contre 320,8 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 94,5 millions de dollars ou de 29,5%. Cette augmentation était répartie sur toute la région, avec les plus fortes hausses en Colombie, en El Salvador, au Guatemala et au Mexique. Le Mexique est devenu le troisième pays destinataire de demandes d'asile au monde, avec plus de 130 000 nouvelles demandes en 2021. En Colombie, plus de 1,8 million de demandeurs sollicitant le statut de protection temporaire originaires de la République bolivarienne du Venezuela ont été enregistrés, ainsi que 124 000 nouveaux déplacés internes colombiens. En El Salvador, au Guatemala et au Honduras, le HCR a soutenu divers services multisectoriels dans le cadre des plans de réponse humanitaire.

GRAPHIQUE 4 | DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

1,417 milliard de dollars dépensés via **1151** partenaires



Programmes globaux et Siège

Les dépenses des **programmes globaux** se sont élevées à 415,2 millions de dollars, contre 486,3 millions de dollars en 2020, soit une diminution de 71 millions de dollars ou de 14,6%. Cette diminution correspond à certaines dépenses gérées de manière centralisée qui sont maintenant comptabilisées dans les opérations sur le terrain, aux stocks d'urgence d'articles pour le COVID-19 qui n'étaient plus nécessaires en 2021, aux dépenses relatives à la gestion du parc mondial de véhicules qui ont été comptabilisées dans un fonds distinct, et à la baisse des besoins relatifs à certains articles, tels que les unités d'hébergement pour réfugiés pour la Division de la résilience et des solutions et de matériel informatique pour la Division des systèmes et technologies de l'information.

Les dépenses du **Siège** se sont élevées à 243 millions de dollars, contre 211,4 millions de dollars en 2020, soit une augmentation de 31,6 millions de dollars ou de 15%. Cette hausse s'explique en partie par les investissements dans le programme de transformation institutionnelle et dans la sécurité et l'infrastructure informatiques, ainsi que par les coûts de location et de rénovation des locaux du Centre de services mondiaux à Budapest.

Dépenses via les partenaires

Le HCR a collaboré avec ses 1151 partenaires pour soutenir la mise en œuvre des accords de partenariat simplifiés introduits à la fin de 2020, qui ont donné aux partenaires plus de flexibilité que les années précédentes. L'organisation a commencé à développer PROMS (Project Reporting Oversight and Monitoring Solution – Solution de surveillance et de suivi des rapports de projets), qui regroupera les processus de gestion des partenariats en un seul endroit et devrait être déployé à l'échelle mondiale en 2023. Le HCR a collaboré avec d'autres agences des Nations Unies pour harmoniser les pratiques de partenariat, notamment grâce à un nouveau cadre permettant de mener des audits de projets conjoints auprès de partenaires communs.

Les données sur les dépenses finales montrent que le HCR a versé 1,417 milliard de dollars à ses partenaires. Le nombre d'intervenants locaux et nationaux recevant des fonds du HCR (comprenant des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile, ainsi que des partenaires gouvernementaux) s'est élevé à 950, soit 83% de l'ensemble des partenaires, ce qui représente un chiffre record à ce jour.

Environ 25% de l'ensemble des dépenses de programmes du HCR ont été mises en œuvre par des intervenants locaux et nationaux, ce qui signifie que l'engagement de 25% du Grand Bargain a donc été respecté pour la troisième année consécutive. Le HCR a également expérimenté une nouvelle convention de subvention simplifiée avec des organisations dirigées par des personnes relevant de sa compétence dans 8 opérations, pour veiller à ce que les communautés déplacées et d'accueil soient traitées comme des partenaires égaux et actifs.

Coordination des plans de réponse pour les réfugiés

Des plans de réponse régionaux pour les réfugiés (RRP) ont été établis pour l'Afghanistan, le Burundi, l'Éthiopie, la République démocratique du Congo et le Soudan du Sud. Les mécanismes mis en place, tels que le Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP) pour la crise syrienne (codirigé avec le PNUD)

et le Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants (RMRP) de République bolivarienne du Venezuela (codirigé avec l'OIM) ont permis de mobiliser des ressources et d'établir des liens entre l'action humanitaire, les activités de résilience et les approches de développement. Le HCR et l'OIM ont codirigé le plan de réponse conjoint (JRP) pour la crise humanitaire des Rohingyas au Bangladesh.

Les RRP ont mobilisé plus de 800 partenaires pour protéger environ 15,5 millions de personnes déplacées et leur venir en aide, et ont soutenu 9 millions de personnes issues des communautés d'accueil. Le Cadre régional global de protection et de solutions en Amérique centrale et au Mexique (MIRPS) et la plateforme de soutien à la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans sont d'autres mécanismes de soutien qui visent à instaurer une collaboration à long terme entre les États membres pour promouvoir les solutions.

Priorités stratégiques globales

Coordination humanitaire

Voir p. 16 les résultats des PSG



TABLEAU 2 | PLANS DE RÉPONSE POUR LES RÉFUGIÉS | USD

Plan	Situation	Financements interagences demandés	Financements interagences reçus	Déficit de financement (en %)
Plans de réponse pour les réfugiés	Afghanistan*	299 210 282	174 471 670	42%
	Burundi	222 592 189	74 588 191	66%
	RDC	585 115 119	128 860 445	78%
	Éthiopie**	155 667 565	85 312 679	45%
	Soudan du Sud	1 211 784 147	241 993 661	80%
Plan régional pour les réfugiés et la résilience	Syrie	5 832 737 574	1 920 887 002	67%
Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants	Venezuela	1 439 234 410	605 312 814	58%
Plan de réponse conjoint	Crise des Rohingyas	943 123 350	678 570 060	28%
TOTAL (EN USD)		10 689 464 636	3 909 996 522	64%

Notes: * le Plan de réponse pour les réfugiés 2021 pour l'Afghanistan a couvert la période d'août à décembre 2021.

** le Plan de réponse pour les réfugiés éthiopiens 2021 a ouvert la période de novembre 2020 à juin 2021.

TABLEAU 3 | DÉPENSES PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN 2021 | Milliers - USD

	SOURCES DE FINANCEMENT									
	Report des années antérieures		Contributions volontaires financières			Contributions volontaires en nature	Coûts d'appui indirects	Budget ordinaire des Nations Unies	Autres revenus²	TOTAL
	Affecté	Sans affectation	Affectées	Légèrement affectées¹	Sans affectation					
OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN										
Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs	53 794	105 972	584 753	104 247	63 567	47 114	7 464		23 427	990 339
Afrique australe	3 905	29 125	74 930	43 224	43 812	1 458	10 872		3 953	211 279
Afrique de l'Ouest et du Centre	10 479	74 886	206 686	79 009	27 124	31 492	7 219		9 121	446 016
Amériques	50 209	11 697	232 438	68 566	42 762	3 355			6 350	415 377
Asie et Pacifique	14 687		304 658	145 156	51 671	7 820			19 039	543 030
Europe	12 276		227 298	29 851	66 828	3 025	7 491		12 340	359 108
Moyen-Orient et Afrique du Nord	76 254	16 780	841 573	254 457	41 036	16 883			39 208	1 286 190
TOTAL OPÉRATIONS SUR LE TERRAIN	221 605	238 460	2 472 336	724 509	336 799	111 146	33 046	-	113 438	4 251 339
Programmes Globaux	10 825		52 060	49 632	270 264	13 453			18 974	415 207
Siège			1 239			15 380	180 605	43 132	2 686	243 041
Réserve opérationnelle pour les activités nouvelles ou additionnelles liées au mandat										-
Fonds pour les Jeunes experts associés	8 388									8 388
TOTAL	240 817	238 460	2 525 635	774 141	607 063	139 979	213 651	43 132	135 098	4 917 975
% du total des dépenses	5%	5%	51%	16%	12%	3%	4%	1%	3%	100%

Notes:

¹ Inclut les contributions affectées au niveau régional, sous-régional ou à une situation ou à un thème spécifique.² Inclut des revenus divers liés à des ajustements antérieurs, à des annulations ou à d'autres transferts internes.

Le [tableau 3](#) montre comment le HCR a utilisé ses diverses sources de revenus pour couvrir ses dépenses de 4,918 milliards de dollars. Les revenus non affectés ont été alloués tout au long de l'année selon les priorités et les besoins identifiés et

en fonction des objectifs généraux fixés, à savoir le lancement des opérations d'urgence, le soutien aux opérations sous-financées et l'exécution intégrale des programmes. Aucune contribution non affectée n'a été utilisée pour le Siège.

Le HCR a financé 213,7 millions de dépenses par les coûts d'appui indirects, dont 180,6 millions au Siège et 33 millions dans les régions.

Les contributions volontaires affectées ont financé 51% des opérations du HCR, alors que les contributions légèrement affectées et non affectées ont financé respectivement 16% et 12% des opérations. Les dépenses les plus importantes financées par des contributions volontaires affectées ont été engagées au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (33%), suivis par l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs (23%) et l'Asie et le Pacifique (12%).

Tout au long de l'année, les programmes du HCR ont été exécutés dans un environnement de responsabilité financière et de contrôle solide. L'année a été marquée par une grave crise des infrastructures bancaires en Afghanistan et en Éthiopie, qui a nécessité de trouver des solutions innovantes et créatives pour apporter un soutien financier sur le terrain. Pour l'avenir, le HCR est en train de mettre en place un nouveau système de gestion des ressources financières, et des efforts importants ont été déployés en 2021 pour comprendre les outils sélectionnés et examiner les aspects de la gestion financière et des contrôles internes qu'ils pourraient renforcer.

Les comptes ont été enregistrés dans le strict respect des normes IPSAS. Le HCR a finalisé la clôture des comptes de 2020, en apportant son soutien à l'audit, et a finalement obtenu un avis sans réserve sur

ses états financiers. Le travail de terrain pour l'audit de 2021 a été soutenu, et les résultats sont attendus en 2022.

Le HCR a versé 668 millions de dollars d'aides en espèces, dans le plein respect des procédures financières et des cadres de contrôle intégrés au système. Une supervision et une expertise en matière de gestion financière et de gestion des risques ont été fournies tout au long du processus pour assurer la conformité des politiques et procédures financières. Les opérations recourant aux aides en espèces ont été soutenues par des instructions supplémentaires sur la gestion des risques financiers ainsi que par la fourniture de vérifications de diligence raisonnable et d'une évaluation des risques lors de la passation de marchés auprès de prestataires de services financiers. Un plus grand nombre d'opérations ont déployé le système de gestion des aides en espèces et les outils de vérification biométrique du HCR, ce qui s'est traduit par une réduction des processus manuels, une plus grande automatisation et une meilleure traçabilité des dossiers de paiement individuels du début à la fin. Le HCR a également bien avancé dans la création d'une plateforme de connectivité bancaire centrale pour améliorer l'accès aux écosystèmes financiers mondiaux, qui fournira des modalités de transfert directement aux personnes relevant de sa compétence de manière efficace, sûre et inclusive.

Priorités stratégiques globales

Mobilisation d'appuis

Voir p.17 pour les résultats des PSG



Priorités stratégiques globales

Responsabilité financière et contrôles

Voir p.15 pour les résultats des PSG

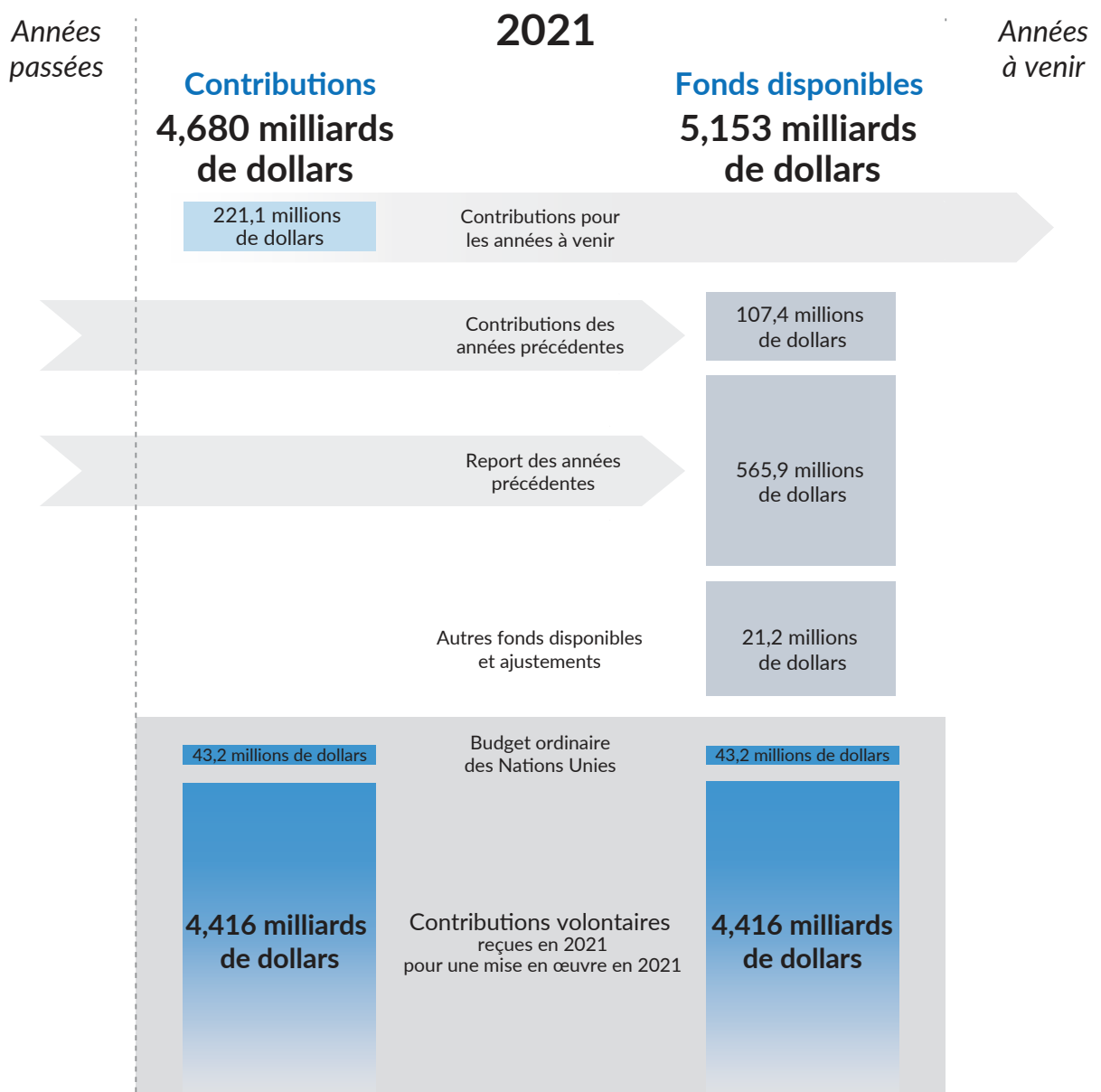


REVENUS

Le HCR a levé 4,680 milliards de dollars de contributions en 2021, y compris des fonds pour soutenir les activités au-delà de 2021 ainsi que la quote-part du budget ordinaire des Nations Unies d'un montant de 43,2 millions de dollars. Les ressources disponibles du HCR s'élevaient au total à 5,153 milliards de dollars, compte tenu des

reports, des contributions des années précédentes et des autres fonds disponibles et ajustements. Ce montant représente une légère baisse par rapport aux 5,404 milliards de dollars disponibles en 2020. En 2020, les fonds disponibles ont atteint 59% des besoins budgétaires globaux; en 2021, ce chiffre est tombé à 56%.

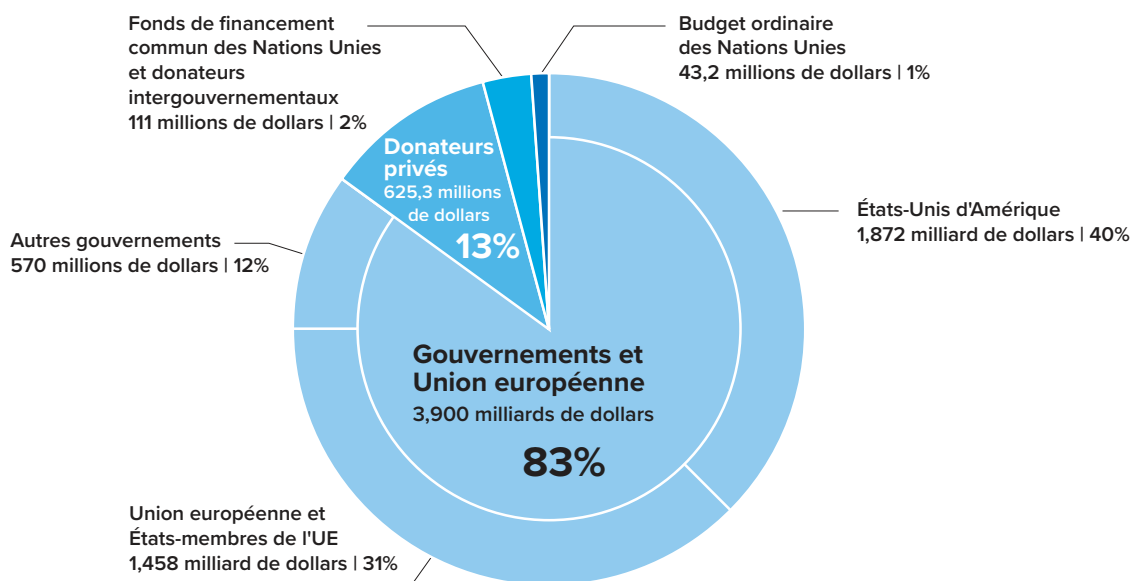
GRAPHIQUE 5 | CONTRIBUTIONS ET FONDS DISPONIBLES | 2021



En 2021, il y avait 71 gouvernements, l'Union européenne et trois autres donateurs intergouvernementaux parmi les sympathisants du HCR du secteur public. Les principaux donateurs du HCR sont les États-Unis d'Amérique (1,872 milliard de dollars), l'Allemagne (488 millions de dollars) et l'Union européenne (327 millions de dollars). Plusieurs donateurs du secteur public ont considérablement augmenté leurs contributions en 2021. Ainsi, la contribution de la France a plus que doublé, atteignant 101 millions de dollars, soit une augmentation de 128% par rapport à 2020.

La contribution de l'Italie a augmenté de 83% en 2021, s'élevant à 68,8 millions de dollars. L'Autriche a fourni 29,8 millions de dollars, soit une augmentation de 196% par rapport à 2020. Il convient également de mentionner l'augmentation de 57% de la contribution du Luxembourg (atteignant 13,6 millions de dollars), l'augmentation de 202% de la contribution de la Chine (atteignant 5,3 millions de dollars) et des augmentations supérieures à 100% de la part de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie.

GRAPHIQUE 6 | SOURCES DES REVENUS | 2021



Les contributions globales des donateurs du secteur public ont légèrement diminué en 2021, passant de 4,199 milliards de dollars en 2020 à 4,011 milliards de dollars. Les baisses les plus fortes concernaient l'Union européenne (qui a diminué sa contribution de 195 millions de dollars en 2021, soit une baisse de 37%), le Royaume-Uni (dont la contribution a chuté de 46%, passant de 134,7 millions de dollars à 72,9 millions de dollars), les États-Unis (qui ont diminué leur contribution de 101 millions de dollars en 2021 tout en restant le principal donateur du HCR) et le CERF, qui

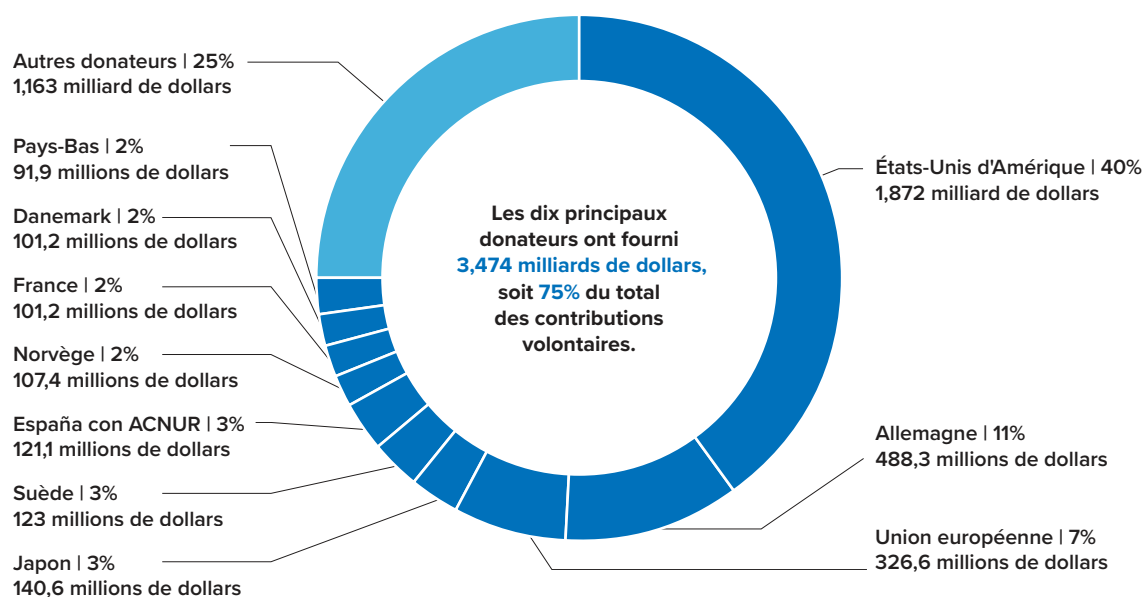
est revenu à son niveau de contribution antérieur après une augmentation en 2020. Le HCR a reçu 10,5% des allocations globales du CERF en 2021, contre 12,6% en 2020. D'autres baisses ont été constatées parmi les donateurs des pays du Golfe. Il s'agissait notamment du Koweït, qui a donné 43 millions de dollars en 2018 et 20 millions de dollars en 2019, mais qui a contribué pour moins de 4 millions de dollars en 2020 et 2021, ainsi que de l'Arabie saoudite, qui a fait une contribution de 24 millions de dollars, soit une baisse de 21,7% par rapport à 2020.

Revenus provenant des principaux donateurs

Ensemble, les 10 principaux donateurs du HCR ont fourni 75% de toutes les nouvelles contributions. Ce chiffre représente une diminution de 5 points de pourcentage par rapport à 2020. La diminution du soutien des 10 principaux donateurs en 2021 (254 millions de dollars) pose des défis, notamment pour parvenir à inverser

la baisse des contributions des principaux donateurs, mais elle a également des conséquences positives, telles que la diversification de la base de donateurs du HCR, conformément aux engagements pris lors du Pacte mondial pour les réfugiés pour un meilleur partage de la charge entre les pays donateurs.

GRAPHIQUE 7 | CONTRIBUTIONS DES DIX PRINCIPAUX DONATEURS | 2021



Le groupe de donateurs du secteur public qui versent plus de 20 millions de dollars au HCR (le « club des grands donateurs ») est passé à 22 membres avec l'arrivée de l'Autriche, qui a versé 29,8 millions de

dollars, soit une augmentation de 196% par rapport à 2020. Au total, ce groupe de donateurs a fourni 3,840 milliards de dollars, soit 83% des contributions volontaires en 2021.

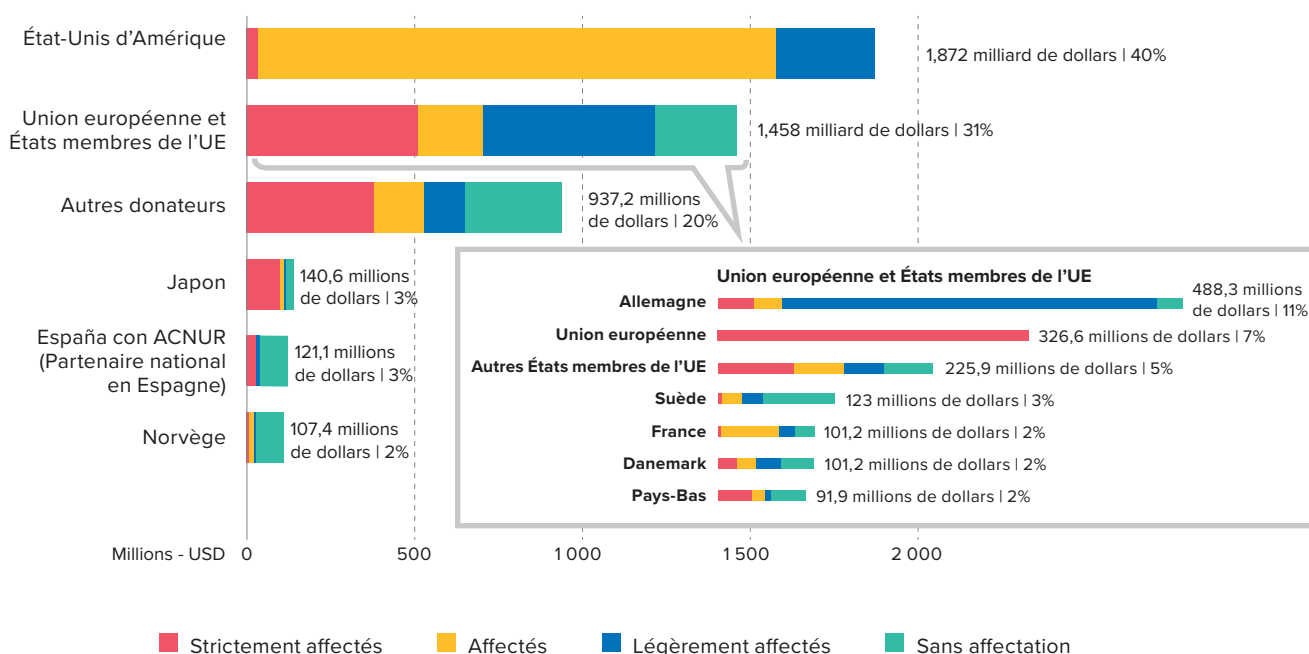
Nature des revenus

Les contributions flexibles et versées en début d'année facilitent l'apport d'une aide et d'une protection vitales à des millions de personnes. Bien que les contributions strictement affectées et différées soient

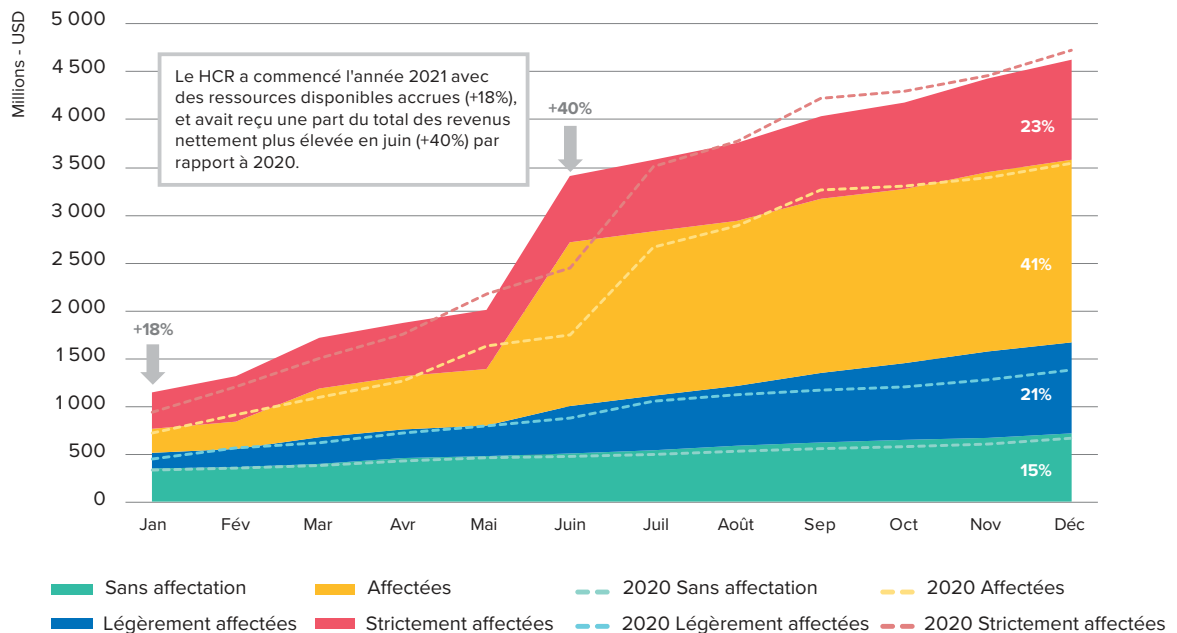
également précieuses – elles représentent une grande partie des fonds administrés par le HCR – ces contributions génèrent des charges et des coûts administratifs supplémentaires.

Financements non affectés	Financements légèrement affectés	Financements affectés	Financements strictement affectés	Financements pluriannuels
Contributions sans restriction d'utilisation. Elles donnent au HCR la flexibilité essentielle de décider de la meilleure manière de protéger et soutenir les personnes relevant de sa compétence les plus démunies ou les plus vulnérables.	Ils permettent au HCR d'affecter des ressources à plusieurs pays et activités dans une région ou une situation donnée, ou à un pilier, un thème ou une activité spécifique conformément aux priorités définies.	Contributions destinées à un pays spécifique sans autres limitations. Elles incluent aussi les contributions destinées à répondre à une situation d'urgence dans un pays donné.	Contributions affectées à un projet ou secteur spécifique au sein d'un pays ou d'une division. Elles incluent aussi les contributions en nature et les jeunes experts associés.	Engagement sur 24 mois ou plus. Bien que tous les financements pluriannuels ne soient pas flexibles, l'intérêt de ce type de contribution est sa prévisibilité, qui permet au HCR d'affecter les ressources là où il y en a le plus besoin en début d'année.

GRAPHIQUE 8 | QUALITÉ DES FINANCEMENTS DES PRINCIPAUX DONATEURS 2021



GRAPHIQUE 9 | DATE DE RÉCEPTION DES CONTRIBUTIONS EN 2021 PAR RAPPORT À 2020



Les donateurs ont répondu avec force à l'Appel global 2021 du HCR à la fin de 2020, et les contributions totalisaient 1,140 milliard de dollars au 1^{er} janvier 2021, soit une augmentation de 18% par rapport aux contributions reçues au début de 2020. Cette situation financière plus robuste en début d'année a permis aux opérations de commencer ou de poursuivre la mise en œuvre d'activités qui, autrement, auraient peut-être été retardées ou interrompues en attendant la réception de fonds des donateurs.

Sans un soutien flexible, l'ampleur de la réponse humanitaire apportée à certaines populations ou situations d'urgence dépendrait de l'intérêt variable manifesté par les donateurs, ce qui pourrait saper les principes humanitaires fondamentaux d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Grâce à l'appui généreux et flexible de nombreux donateurs, le HCR a pu affecter des ressources aux situations où les besoins étaient le plus importants et réduire au minimum les inégalités dans la fourniture d'une aide vitale.



FOCUS: Mme Susanne Fries-Gaier, directrice de l'aide humanitaire au Ministère fédéral des affaires étrangères allemand, et l'engagement envers des financements légèrement affectés

« Les besoins humanitaires atteignent un niveau record, et l'écart entre les besoins et les financements disponibles s'accroît. Il est donc indispensable d'améliorer l'efficacité du système humanitaire et de lui permettre de réagir rapidement. C'est pourquoi l'Allemagne a déployé d'importants efforts au niveau national ainsi que dans les instances internationales pour accroître les financements flexibles, pluriannuels et anticipés. Le HCR est un partenaire privilégié à cet égard, et nous nous efforçons de lui fournir la flexibilité nécessaire pour pouvoir s'adapter aux crises qui évoluent rapidement comme l'Afghanistan ou la pandémie de COVID-19. En outre, l'adoption d'une approche régionale permet de réaffecter rapidement des fonds vers des pays voisins si nécessaire. Nous encourageons les autres donateurs et partenaires à accroître également leurs financements de qualité et à transformer le système humanitaire conformément au *Grand Bargain*. »

De 2012 à 2020, la proportion de financements flexibles – non affectés ou légèrement affectés – a diminué, passant de plus de la moitié à moins d'un tiers (52% en 2012, 29% en 2020). Avec un total de

36% de financements flexibles, 2021 a vu un renversement de cette tendance à la diminution de la flexibilité des contributions des donateurs, une évolution bienvenue.

GRAPHIQUE 10 | CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU D'AFFECTATION | 2012-2021

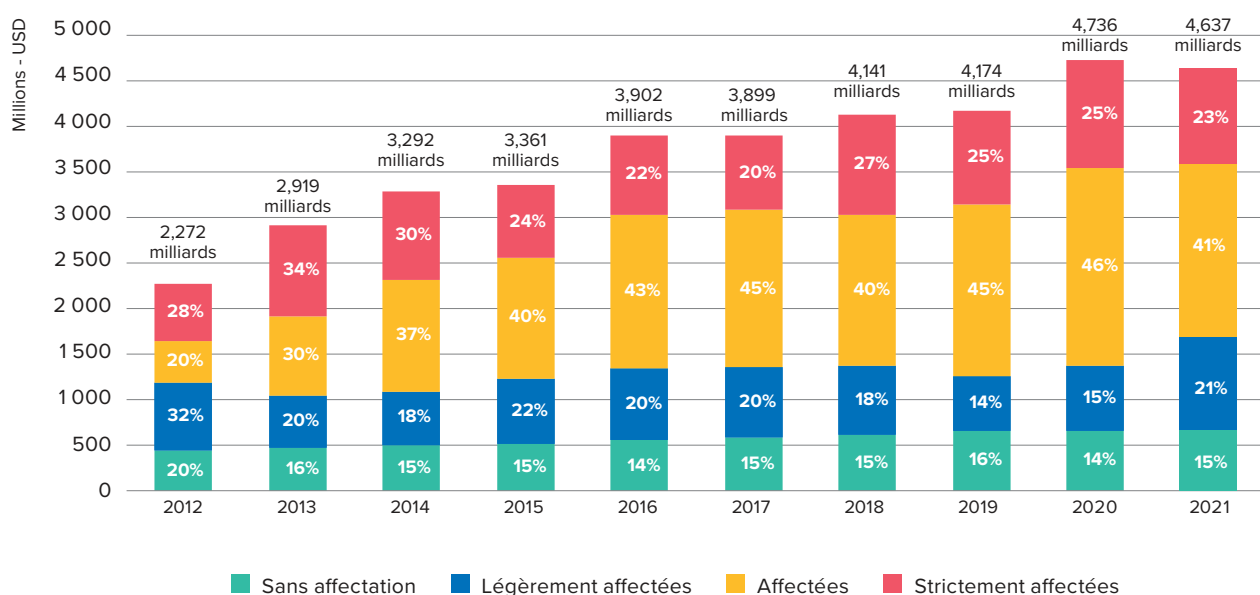


TABLEAU 4 | FINANCEMENTS FLEXIBLES EN 2021 | USD

DONATEUR	SANS AFFECTATION	LÉGÈREMENT AFFECTÉS	TOTAL DES FINANCEMENTS FLEXIBLES
Allemagne	25 985 663	394 822 841	420 808 504
États-Unis d'Amérique		295 282 472	295 282 472
Suède	75 390 687	21 890 429	97 281 116
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	83 842 404	8 642 814	92 485 219
Norvège	79 990 589	6 097 054	86 087 643
Danemark	34 604 624	26 161 769	60 766 393
Donateurs privés en République de Corée	42 427 640	5 940 554	48 368 193
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)	43 614 452	1 983 048	45 597 500
Pays-Bas	36 105 033	6 411 225	42 516 258
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	40 424 803	13 755	40 438 559
France	20 152 026	17 355 137	37 507 164
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)		30 929 149	30 929 149
Japon	23 408 080	7 233 696	30 641 775
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis)	17 491 866	10 244 019	27 735 884
Donateurs privés en Italie	22 496 377	2 849 580	25 345 957
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	21 714 217	2 393 504	24 107 721
Canada	9 431 138	13 862 883	23 294 021
Finlande	8 363 202	14 199 684	22 562 885
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)		21 331 240	21 331 240
Suisse	16 376 663	511 771	16 888 434
Autres donateurs	114 929 862	62 447 083	177 376 945
TOTAL	716 749 325	950 603 706	1 667 353 031

*Les barres colorées montrent la part de fonds sans affectation et légèrement affectés de chaque donateur par rapport au total de chaque catégorie.

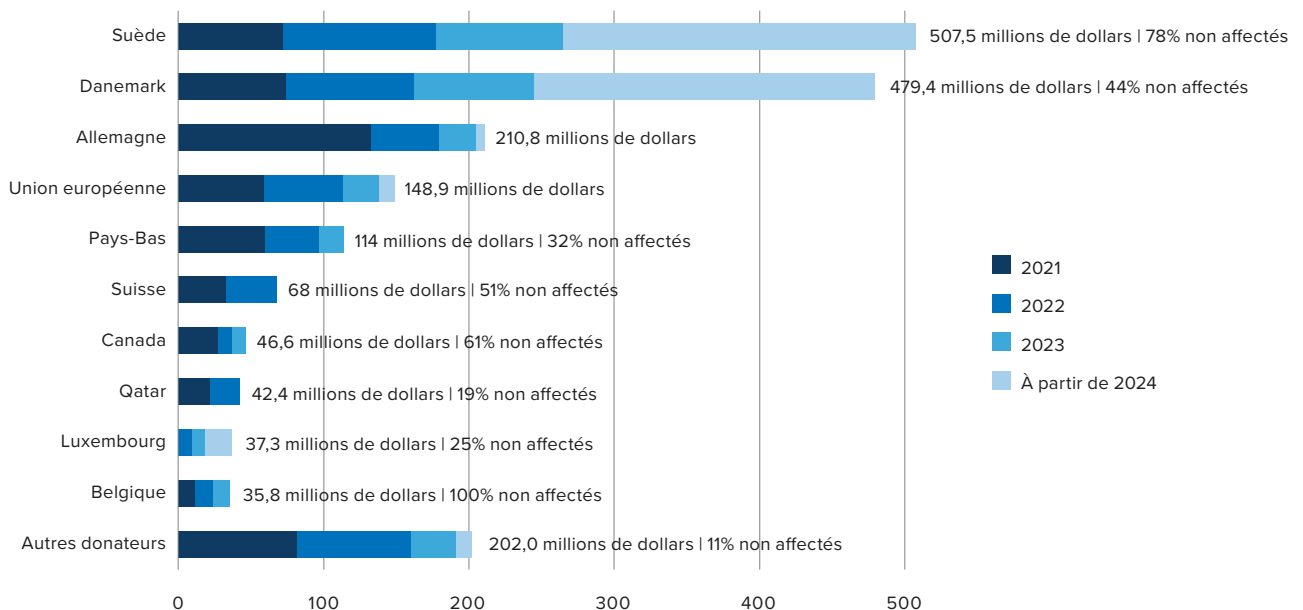
Pour contrer la tendance à plus long terme à l'affectation croissante des financements, le HCR intensifie ses efforts pour communiquer l'impact global et les besoins de financement du HCR dans des domaines thématiques clés. Les actions du HCR dans les domaines de l'éducation, de l'égalité des genres, des violences de genre et de l'action climatique ont été présentées dans l'[Appel Global 2022](#) et feront l'objet de collectes de fonds renforcées pour obtenir un soutien flexible.

Financements pluriannuels

Les financements pluriannuels soutiennent le HCR et ses partenaires en élargissant l'horizon de planification et en limitant l'impact négatif des variations de revenus au long de l'année. Le fait de disposer d'une base de financement fiable assure la continuité des approvisionnements,

des capacités du personnel sur le terrain ou des moyens de fonctionnement. En 2021, le HCR disposait de financements pluriannuels d'un montant de 575,1 millions de dollars. En outre, le HCR a signé 62 accords pluriannuels pour un montant total de plus de 1,2 milliard de dollars avec 45 donateurs différents en 2021, qui soutiendront les activités du HCR jusqu'en 2022 et au-delà ; la Suède et le Danemark sont les principaux contributeurs en valeur absolue et en termes de ressources pluriannuelles non affectées. Bien que ces accords et contributions soient les bienvenus, le montant total des financements pluriannuels est insuffisant pour permettre au HCR d'en faire bénéficier pleinement ses partenaires tout en maintenant sa propre flexibilité et en couvrant ses frais initiaux pour une année donnée.

GRAPHIQUE 11 | **LES DIX PRINCIPAUX DONATEURS DE CONTRIBUTIONS PLURIANNUELLES** | Millions - USD

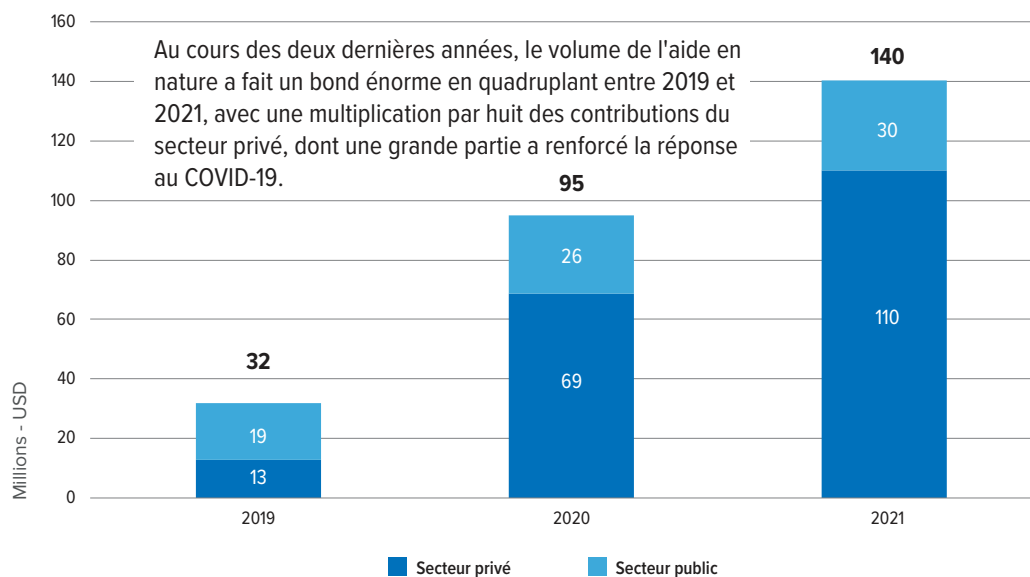


Revenus en nature

Les contributions en nature ont inclus la fourniture de locaux pour les bureaux du HCR, la mise à disposition de partenaires de réserve d'urgence et la fourniture de matériel pour les personnes relevant de la compétence du HCR. La valeur des contributions en nature a plus que quadruplé au cours des deux dernières

années, passant de 32 millions de dollars en 2019 à plus de 140 millions de dollars en 2021. Cette augmentation provenait surtout de dons du secteur privé, notamment de dons importants de vêtements et de grandes quantités de produits d'hygiène et d'équipements médicaux de protection individuelle pour la réponse à la pandémie de COVID-19.

GRAPHIQUE 12 | CROISSANCE DES DONS EN NATURE | 2019-2021



© HCR/Amir Ayad



H&M et INDITEX renforcent leur soutien en nature

L'une des plus importantes enseignes de prêt-à-porter au monde, [le groupe H&M](#) (en anglais), a conclu un accord de partenariat à long terme avec Sweden for UNHCR (partenaire national du HCR en Suède) en donnant des vêtements neufs d'une valeur de près de 13,5 millions de dollars à des familles déracinées en Iraq. Cette contribution a été l'un des principaux dons de ce type à l'opération du HCR en Iraq en 2021, et a aidé plus de 250 000 enfants, femmes et hommes à rester au chaud pendant l'hiver.

Grâce à une généreuse contribution d'[INDITEX](#), la plus grande enseigne de prêt-à-porter au monde, plus de 2 millions de nouveaux vêtements et d'autres articles ont été donnés et distribués à des réfugiés et à des déplacés internes dans des pays tels que le Burkina Faso et l'Ouganda. Cela a permis à des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants d'utiliser les fonds précédemment réservés à l'habillement pour répondre à d'autres besoins, tels que l'alimentation et l'éducation. Ce don en nature, négocié par le partenaire national du HCR en Espagne, España con ACNUR, et évalué à près de 23,7 millions de dollars, fait partie d'un partenariat à long terme assurant la pérennité de ce programme de don de vêtements au HCR.

Financements innovants

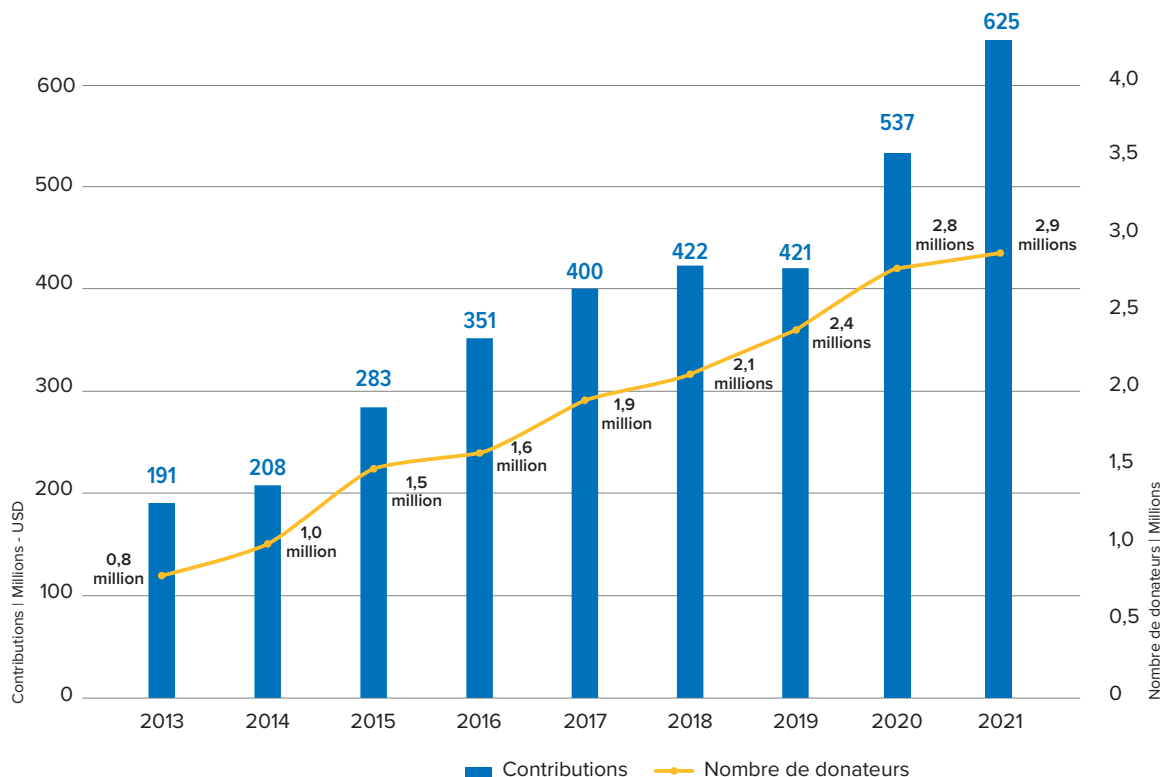
Les financements innovants au HCR désignent des dispositifs financiers visant à soutenir la mission du HCR qui incluent des modalités autres que les subventions traditionnelles et qui, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, permettent de mobiliser un plus large éventail de parties prenantes. Depuis qu'il a initié des activités de financements innovants il y a deux ans, le HCR a beaucoup progressé. Les événements marquants incluent :

- le lancement du [Fonds pour la protection de l'environnement des réfugiés](#), un mécanisme innovant qui permet aux réfugiés de participer aux solutions

mondiales au changement climatique et dont la viabilité financière s'accroît au fil du temps grâce au financement carbone ;

- le lancement du [Mécanisme de financement vert](#) (en anglais), un mécanisme reposant sur des garanties visant à accompagner la transition des bureaux de terrain vers des énergies renouvelables. La première passation de marché pour la transition de trois bureaux dans des zones reculées en Afrique de l'Est a suscité un vif intérêt du secteur privé, et la planification de nouvelles passations de marché est déjà en cours.

GRAPHIQUE 13 | CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PRIVÉ ET NOMBRE DE DONATEURS 2013-2021



Contributions du secteur privé

Dans le prolongement des contributions exceptionnelles de 2020, le soutien des donateurs privés est resté vigoureux en 2021. Le HCR et ses partenaires nationaux ont levé 625,3 millions de dollars, dont 377,2 millions de dollars auprès de donateurs individuels et 248,1 millions de dollars auprès d'entreprises, de fondations et de philanthropes. Ce montant constitue une augmentation de 16% par rapport à l'année précédente, dépassant de loin l'objectif de collecte de fonds de 510 millions de dollars pour 2021, et représentait 13% de l'ensemble des financements. Plus de 281 millions de dollars étaient des financements non affectés.

Après une année difficile en 2019, qui a vu un ralentissement de la croissance des contributions du secteur privé au HCR et à de nombreuses organisations partenaires, 2020 et 2021 ont vu un retour à une croissance annuelle à deux chiffres, avec une augmentation des financements du HCR provenant du secteur privé de 204 millions de dollars au cours de cette période. Cette progression est le résultat de la réponse généreuse de la société civile du monde

entier aux incertitudes engendrées par la pandémie de COVID-19, et du dynamisme des équipes de collecte de fonds auprès du secteur privé du HCR. Celles-ci se sont rapidement adaptées aux nouvelles conditions et ont mobilisé les sympathisants grâce à des narratifs convaincants sur l'impact envers les personnes déracinées et apatrides.

Les appels d'urgence sont restés un élément essentiel de la collecte de fonds auprès de donateurs privés pour répondre aux crises prolongées et grandissantes en Afghanistan, au Bangladesh, en Éthiopie, au Myanmar, en République arabe syrienne, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et au Yémen, entre autres. Les appels d'urgence ont permis de lever plus de 267 millions de dollars, soit 43% des contributions totales des donateurs privés au HCR.

Les principales campagnes de collecte de fonds telles que la campagne annuelle de préparation à l'hiver et le lancement de la campagne « [Aiming higher](#) » (en anglais) pour soutenir l'enseignement supérieur ont également donné des résultats positifs.

© HCR/Antoine Tadiy



Les campagnes mondiales ont permis de lever plus de 27,8 millions de dollars en 2021

En 2021, le HCR a lancé « [aiming-higher](#) » (Viser plus haut), une nouvelle campagne visant à collecter des fonds pour le programme de bourses d'études pour les réfugiés, qui contribue à l'objectif du HCR de faire passer le taux de scolarisation des réfugiés dans l'enseignement supérieur de 3% à 15% d'ici 2030. En 2021, la campagne a permis de recueillir 7,5 millions de dollars pour financer des bourses d'une durée de quatre ans pour 488 étudiants réfugiés.

La **campagne pour l'hiver**, qui s'est achevée en mars 2021, a permis de recueillir 17,5 millions de dollars. La **campagne du ramadan** a été lancée à l'échelle mondiale pour la troisième année, et a recueilli 2,6 millions de dollars en provenance de pays autres que la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, soit une croissance de 271% depuis 2019. 46% des dons de la campagne mondiale du ramadan ont été versés au [Fonds Zakat pour les réfugiés du HCR](#), qui distribue la Zakat conformément à la charia. L'application innovante [Connecting Worlds](#) (en anglais) a été redéveloppée avec succès en 2021 pour passer de la phase pilote à un outil plus robuste permettant de lever des fonds pour les aides en espèces. À la fin de 2021, deux marchés ont lancé la campagne qui, à la fin de l'année, avait recueilli plus de 250 000 dollars, permettant de soutenir 115 familles pendant toute une année.

Grâce à cette stratégie de diversification des canaux utilisés pour obtenir de nouveaux donateurs, plusieurs possibilités s'offraient au HCR lorsque la pandémie a restreint la collecte de fonds en personne, qui représente la principale source de nouveaux donateurs individuels du HCR. Malgré l'impact négatif de la pandémie de COVID-19, ce canal s'est avéré solide et est en train de retrouver sa vigueur : ainsi, le nombre de donateurs au HCR a atteint près de 2,9 millions pendant cette période difficile.

La croissance du soutien des entreprises, des fondations et des philanthropes privés en 2020 s'est prolongée en 2021 et a entraîné une augmentation des revenus de 25% en 2021, générant 248,1 millions de dollars. En 2021, le HCR a reçu les dons en nature les plus importants à ce jour de GAP Inc. (34,3 millions de dollars), d'INDITEX

(23,7 millions de dollars) et de H&M (13,5 millions de dollars).

Par l'intermédiaire de sa fondation, S. E. Sheikh Thani Bin Abdullah Bin Thani Al-Thani a versé 18,7 millions de dollars aux opérations du Yémen, Liban, Bangladesh, Pakistan et du Tchad, ce qui fait de lui le plus important donateur individuel au HCR pour une année supplémentaire. La Fondation Lego (4,8 millions de dollars) et M. Tadashi Yanai (4 millions de dollars) ont également apporté des contributions financières majeures.

Ce niveau de contributions est le résultat d'une large collaboration à l'échelle de l'organisation, soutenue par une stratégie à long terme visant à mobiliser le secteur privé pour lever des financements flexibles permettant au HCR d'intervenir là où son aide est la plus nécessaire.



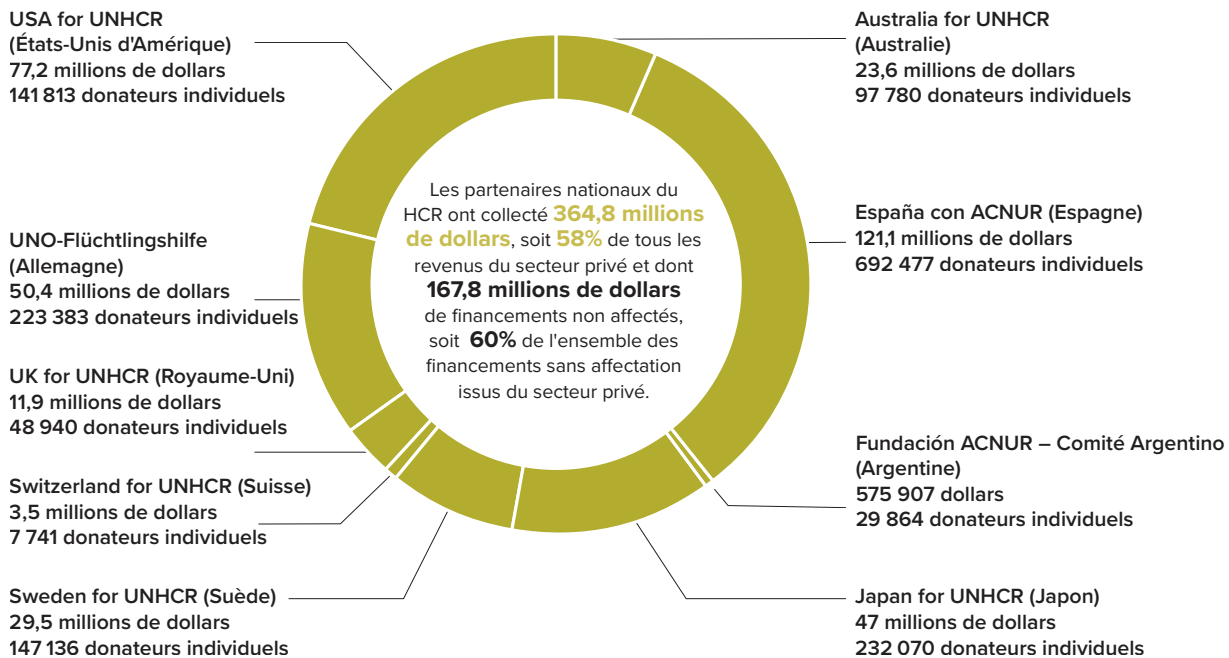
Les donateurs privés ont continué à jouer un rôle vital dans les situations d'urgence, en donnant plus de 267 millions de dollars en 2021

Le HCR a déclaré 40 nouvelles situations d'urgence dans 29 pays, un nombre record. Certains pays, comme la République démocratique du Congo (RDC), ont connu deux ou trois nouvelles situations d'urgence au cours de la même année. La RDC a été affectée à la fois par un nouvel afflux de réfugiés de République centrafricaine en janvier et par une éruption volcanique dévastatrice à Goma en mai. Des contributions d'urgence généreuses et rapides de donateurs privés – dont plus de 90 millions de dollars de particuliers et environ 177 millions de dollars de partenaires du secteur privé – ont permis d'apporter un soutien dans des crises nouvelles et en cours. Il s'agissait notamment de la RDC, mais aussi de l'Afghanistan, de l'incendie et de la mousson au Bangladesh, de la région de l'extrême nord du Cameroun, du nord de l'Éthiopie, du tremblement de terre en Haïti, du Mozambique, du Myanmar, de la République arabe syrienne, de la République centrafricaine, du Sahel, de la situation au Venezuela et du Yémen. Les donateurs privés ont également contribué à la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19 et à la crise climatique, qui touche déjà de manière disproportionnée les personnes déracinées dans de nombreux pays.



© HCR/Colin Delfosse

GRAPHIQUE 14 | REVENUS DES PARTENAIRES NATIONAUX | 2021



Les revenus provenant des partenaires nationaux du HCR

Le HCR a entretenu des relations stratégiques positives avec ses neuf partenaires nationaux. En 2021, leur contribution représentait 58% des revenus du secteur privé, España con ACNUR étant de nouveau le principal contributeur avec 121,1 millions de dollars, dont plus de 83,8 millions de dollars étaient non affectés. En plus de leurs contributions financières (notamment le niveau élevé de financements non affectés), les neuf partenaires nationaux du HCR ont joué un rôle vital pour faire le lien entre le public et le HCR et ont contribué à encourager une réponse fondée sur l'engagement de l'ensemble de la société, en particulier en temps de crise. La [campagne d'USA for UNHCR en faveur de l'égalité d'accès à la vaccination contre le COVID-19](#) (en anglais) pour les populations vulnérables

est un exemple de cette contribution. Les partenaires nationaux se sont efforcés de promouvoir des communautés inclusives et accueillantes. Ces efforts ont pris de multiples formes, allant du soutien à l'emploi et aux initiatives de mentorat à la promotion du soutien communautaire. En Allemagne, outre la contribution de UNO-Flüchtlingshilfe au HCR, plus de 80 projets en faveur des réfugiés ont bénéficié d'un soutien de 2,4 millions de dollars. Un autre domaine de travail clé a été la collaboration avec les médias pour construire un récit positif sur les réfugiés et lutter contre la désinformation et les stéréotypes. Une étude d'IPSOS sur les attitudes à l'égard des réfugiés a révélé qu'au cours des deux années qui se sont écoulées depuis le lancement du [partenaire national du HCR en Argentine](#) (en espagnol), la confiance des Argentins dans les réfugiés a atteint 60%, faisant de l'Argentine l'un des lieux les plus ouverts pour les personnes déracinées.

Australia for UNHCR (en anglais) | L'année 2021 a été marquée par une générosité inégalée des donateurs australiens, environ un tiers des fonds recueillis étant destinés à l'Afghanistan. Le célèbre [artiste australien Ben Quilty](#) (en anglais) a contribué à promouvoir la campagne pour l'Afghanistan, qui a reçu le soutien de philanthropes ainsi que d'entreprises partenaires, dont Canva et Deloitte. Les fans de sports ont soutenu « Batting for Afghanistan » en achetant des battes de cricket virtuelles et en participant à des ventes aux enchères. Australia for UNHCR a également établi un partenariat avec Islamic Relief Australia pour renforcer le soutien aux réfugiés de la communauté musulmane, lancé le Prix Les Murray parrainé par SBS pour reconnaître la contribution des réfugiés installés en Australie, et organisé son événement annuel à l'occasion de la Journée mondiale du réfugié afin de collecter des fonds pour la réponse à la pandémie de COVID-19. Le [Leading Women Fund](#) (en anglais) a enregistré une croissance de 40%, et ses membres ont testé l'application Connecting Worlds pour communiquer avec les réfugiées syriennes qu'ils soutiennent.

España con ACNUR (Espagne) (en espagnol) | Outre la poursuite de sa collecte de fonds fructueuse basée sur sa stratégie intégrée, qui tire parti de l'élan suscité par la COP26, l'organisation a lancé une nouvelle campagne de plaidoyer sous forme d'une pétition appelant les gouvernements à mettre en place de véritables politiques pour lutter contre le [changement climatique](#) (en espagnol), qui a permis à España con ACNUR d'atteindre de nouveaux donateurs engagés. España con ACNUR a adapté sa stratégie d'acquisition de donateurs aux réalités de la pandémie de COVID-19 tout en prenant soin des principaux comptes philanthropiques privés existants et en cultivant de nouveaux.

Fundación ACNUR Comité Argentino (Argentine)(en espagnol) | Des campagnes intégrées tout au long de l'année ont

soutenu d'importantes activités de collecte de fonds et de communication, notamment un appel de fonds pour l'hiver, une campagne sur le genre (Opportunités sans frontières), la Journée mondiale du réfugié sur le thème « Inadmissible », l'initiative « Ponchos Azules » autour de la COP26, un concert avec des réfugiés retransmis à la télévision nationale, ainsi que le lancement rapide d'appels pour des situations d'urgence telles que l'Éthiopie. L'organisation a également lancé des collectes de fonds numériques en Uruguay et, en collaboration avec le HCR en Argentine, a expérimenté GROW, un programme innovant de parrainage communautaire qui permettra aux donateurs d'aider les réfugiés arrivant en Argentine en 2022.

Japan for UNHCR (en japonais) | L'organisation a notamment apporté une réponse financière et médiatique vigoureuse à la situation d'urgence en Afghanistan, qui a aussi ouvert la voie au lancement d'une campagne « Women+Beyond » pour soutenir les femmes et les filles afghanes. La forte augmentation des legs s'est poursuivie, car la population japonaise âgée a répondu aux appels à soutenir les personnes déracinées. La campagne « Sports pour les réfugiés » menée en collaboration avec les événements de la Journée mondiale du réfugié a mobilisé le public japonais dans le prolongement des Jeux olympiques de Tokyo 2020. La collaboration avec les entreprises a été renforcée, et la contribution en nature de Toyota Tsusho Corporation a été une première de ce genre.

Sweden for UNHCR (en anglais) | La croissance est venue des dons individuels, qui ont presque doublé depuis 2019, ainsi que d'entreprises partenaires, de fondations et de philanthropes. En particulier, l'organisation a noué des partenariats stratégiques avec le groupe H&M, qui a fourni un niveau historique de

dons en nature, Solvatten, qui a apporté un soutien en nature à l'Ouganda, la Loterie de la poste suédoise, qui a fourni des financements non affectés, et Dreamfund. Les 70 ans du HCR ont été marqués par une série de podcasts avec des Suédois célèbres racontant leur histoire de déplacement, qui a permis de mieux faire connaître l'organisation et d'augmenter ainsi la croissance des revenus.

Switzerland for UNHCR | 2021 a été la première année où l'organisation a été pleinement opérationnelle depuis sa création en 2020. Quatre campagnes de publipostage ont été lancées en attendant la mise en place de l'infrastructure numérique. Des partenariats stratégiques avec des fondations, des entreprises et des philanthropes ont été mis en place, et des événements de mobilisation du public ont également été organisés, par exemple avec [Servette FC](#) et le Triathlon LaTour Genève. 2021 a également vu des innovations en matière de collecte de fonds, avec le lancement du tout premier [jeton non fongible](#) (NFT) du HCR.

UK for UNHCR (en anglais) | Les activités menées au cours de sa deuxième année ont inclus le lancement d'un programme de dons individuels multicanaux et l'établissement de nouveaux partenariats avec des entreprises, des fiducies et des fondations. Un soutien a été apporté à l'Afghanistan, à l'Éthiopie et au Yémen, ainsi qu'à la campagne pour l'hiver et à «Aiming Higher», qui vise à permettre à davantage de réfugiés d'accéder à l'enseignement supérieur. Pour marquer le 70^e anniversaire du HCR, UK for UNHCR a mené une campagne nationale pour créer le Dictionnaire des réfugiés, qui regroupe des récits de survie rendus possibles par la Convention relative au statut des réfugiés, et qui a été remis à la British Library en mémoire de la solidarité nationale.

UNO-Flüchtlingshilfe (Allemagne) (en allemand) | La campagne de la Journée mondiale du réfugié a été soutenue par Spotify Allemagne ainsi que par des acteurs et artistes célèbres. Avec le nouveau podcast «Beweggründe» (Motifs), la campagne de jeu «Flucht ist kein Spiel» («Fuir n'est pas un jeu»), des événements caritatifs diffusés en direct et la coopération avec la Börsenverein des Deutschen Buchhandels (Association allemande des éditeurs et libraires), l'organisation s'est développée pour atteindre de nouveaux publics. En septembre, le Berliner Philharmoniker et son chef principal, Kirill Petrenko, sont devenus ambassadeurs d'UNO-Flüchtlingshilfe. Le partenariat avec le groupe Volkswagen a également été renforcé: le groupe a financé 70 bourses du programme DAFI pour marquer le 70^e anniversaire du HCR et a fourni des véhicules pour soutenir la Journée mondiale du réfugié et la collecte de fonds en personne.

USA for UNHCR (en anglais) | En réponse à la crise en Afghanistan, USA for UNHCR a levé plus de 8 millions de dollars, comprenant des contributions financières de plus de 25 nouveaux partenaires du secteur privé, existants et anciens tels que la Fondation Coca-Cola, Facebook, Baker McKenzie et Google. Les activités relatives à la philanthropie islamique ont continué de mûrir grâce en partie à de nouveaux partenariats avec l'IFANCA et Fair Fintech et au lancement d'un Conseil de philanthropie islamique. Tout au long de l'année, l'organisation a fait entendre la voix des réfugiés aux États-Unis – notamment grâce à l'initiative «Refugee Youth Storyteller Celebration» – et rassemblé les Américains pour défendre et soutenir les réfugiés. USA for UNHCR a obtenu le label «Great Place to Work» pour la deuxième année consécutive.

TABLEAU 5 | TOTAL DES CONTRIBUTIONS | 2021

DONATEUR	GOUVERNEMENTS	DONATEURS PRIVÉS	ORGANISMES INTER-GOUVERNEMENTAUX	FONDS DES NATIONS UNIES	TOTAL
États-Unis d'Amérique	1 872 206 682	83 356 296			1 955 562 978
Allemagne	488 348 148	39 902 226			528 250 374
Union européenne			326 645 601		326 645 601
Japon	140 577 508	61 375 124			201 952 632
Suède	122 980 123	40 126 274			163 106 397
Espagne ¹	26 201 083	121 128 104			147 329 187
Norvège	107 423 101	4 198 483			111 621 584
Danemark	101 160 855	9 251 133			110 411 988
Pays-Bas	91 917 024	15 784 481			107 701 505
France	101 200 082	5 232 571			106 432 653
Canada	80 420 845	17 277 904			97 698 749
Italie	68 791 489	28 656 143			97 447 632
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	72 907 401	23 430 374			96 337 775
République de Corée	27 023 846	49 314 776			76 338 622
Fonds central pour les interventions d'urgence ²				57 573 586	57 573 586
Australie	22 684 721	23 752 150			46 436 871
Suisse ³	41 585 816	4 834 707			46 420 523
Qatar	23 067 640	21 222 153			44 289 793
Budget ordinaire des Nations Unies				43 181 800	43 181 800
Émirats arabes unis	4 377 070	27 163 124			31 540 193
Autriche	29 805 198	381 330			30 186 528
Finlande	26 586 769	56 147			26 642 917
Arabie saoudite	24 262 883	2 062 470			26 325 353
Irlande	23 276 368	202 340			23 478 708
Belgique	21 185 559	394 981			21 580 541
Chine	5 329 982	12 882 263			18 212 245
Luxembourg	13 622 779	502 916			14 125 694
Fonds de financement commun ⁴				10 290 754	10 290 754
Éducation sans délai ⁵				10 253 687	10 253 687
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix ⁶				10 056 181	10 056 181
Banque africaine de développement			9 662 290		9 662 290
Hongrie	8 577 840	13 251			8 591 091
Koweït	3 956 490	3 115 236			7 071 726
Thaïlande	20 000	6 691 913			6 711 913
Nouvelle-Zélande	6 607 900	21 296			6 629 195
Tchéquie	4 475 133	1 370 717			5 845 850
Malaisie		4 243 524			4 243 524
Brésil	399 082	2 889 528			3 288 610
ONUSIDA				3 161 819	3 161 819
Grèce	495 868	2 440 176			2 936 044
Philippines	100 000	2 732 546			2 832 546
Liban ³		2 379 944			2 379 944
Fédération de Russie	2 000 000	13 050			2 013 050
Islande	1 896 071	5 728			1 901 799
Singapour	60 000	1 620 239			1 680 239
UNICEF				1 509 825	1 509 825
OIM				1 347 385	1 347 385
Mexique	81 421	1 232 034			1 313 455
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre le COVID-19 et pour le relèvement ⁷				889 356	889 356
Monaco	867 549	11 933			879 482
Autorité intergouvernementale pour le développement			842 295		842 295
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine ⁸				833 701	833 701
Initiative Spotlight pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles ⁹				829 912	829 912
Bailliage de Jersey	829 842				829 842
Burkina Faso	800 000	146			800 146
Fonds d'affectation spéciale multilatéral pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience au Soudan du Sud ¹⁰				771 962	771 962
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ¹¹				733 483	733 483
Estonie	696 985	1 760			698 745
Argentine	107 100	587 450			694 550
Israël	550 000	122 029			672 029
UNESCO				631 554	631 554

.../...

.../...

Indonésie		588 361			588 361
Égypte		539 056			539 056
Pologne	463 506	8 302			471 808
Liechtenstein	441 501	20 060			461 562
Portugal	354 633	57 806			412 439
Slovaquie	390 777	3 065			393 842
Sri Lanka		376 714			376 714
PAM				366 854	366 854
Türkiye	300 000	66 789			366 789
Roumanie	329 163	6 850			336 013
Kenya		329 699			329 699
Oman		291 695			291 695
Département des affaires politiques des Nations unies				284 199	284 199
Iraq		283 886			283 886
Afrique du Sud	214 625	52 535			267 160
Malte	240 238	24 428			264 666
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la prévention des violences sexuelles lors des conflits ¹²				251 008	251 008
Bahreïn		217 111			217 111
Maroc	176 918	35 281			212 199
Slovénie	210 002	706			210 708
Fonds conjoint des Nations unies pour les ODD ¹³				162 444	162 444
Nigéria	74 188	77 306			151 494
Jordanie		149 207			149 207
Banque mondiale			148 110		148 110
République du Congo	121 352				121 352
Angola	120 000				120 000
ONU-Femmes				111 238	111 238
Serbie	108 748	1 106			109 854
Arménie	108 000	44			108 044
Algérie	100 000	6 639			106 639
Bulgarie	102 413	838			103 250
Fonds des Nations Unies pour l'accélération des ODD en Albanie ¹⁴				101 601	101 601
PNUD				82 188	82 188
Kazakhstan	77 452	1 458			78 910
Inde		71 796			71 796
OMS				66 587	66 587
Guyana	63 531	146			63 677
Lituanie	58 617	1 052			59 669
Pérou	54 348	39			54 387
Chypre	35 800	11 531			47 331
Saint-Siège	40 000				40 000
Chili		37 271			37 271
Kirghizistan	34 784	204			34 988
Uruguay	30 000	250			30 250
PNUE				30 000	30 000
Colombie		20 460			20 460
Costa Rica	15 037	1 751			16 788
Mission intégrée d'assistance à la transition des Nations Unies au Soudan				15 975	15 975
Ghana		14 169			14 169
Lettonie	11 933	911			12 844
Monténégro	11 947				11 947
Azerbaïdjan	7 208	497			7 706
TOTAL *	3,573,760,974	625,279,989	337,298,295	143,537,101	4,679,876,358

¹ Le total sous le Gouvernement de l'Espagne inclut un montant de 5 439 861 dollars de contributions d'autres sources publiques transférées par España con ACNUR.

² Le Fonds central pour les interventions d'urgence est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://cerf.un.org> (en anglais).

³ Les contributions totales pour le Liban et la Suisse comprennent les contributions de donateurs privés du monde entier acheminées par les bureaux régionaux.

⁴ Les Fonds de financement commun sont des mécanismes de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.unocha.org/our-work/humanitarian-financing/country-based-pooled-funds-cbpf> (en anglais).

⁵ Éducation sans délai (Education Cannot Wait - ECW) est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.educationcannotwait.org> (en anglais).

⁶ Le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir www.un.org/peacebuilding/fund (en anglais).

⁷ Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre le COVID-19 et pour le relèvement est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/COVID19> (en anglais).

⁸ Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.un.org/humansecurity/fri/>.

⁹ L'Initiative "Spotlight" pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.un.org/fr/spotlight-initiative/>.

¹⁰ Le Fonds d'affectation spéciale multilatéral pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience au Soudan du Sud est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/SSR00>.

¹¹ Le Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/MIG00> (en anglais).

¹² Le Fonds des Nations Unies pour la prévention des violences sexuelles lors des conflits (MPTF) est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/CSV00> (en anglais).

¹³ Le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <https://www.jointsdgfund.org/> (en anglais).

¹⁴ Le Fonds des Nations Unies pour l'accélération des ODD en Albanie est un mécanisme de financement multilatéral. Pour plus de détails, voir <http://mptf.undp.org/factsheet/fund/AL100> (en anglais).

* Ne comprend pas un total de 107 430 613 dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et inclut 221 071 778 dollars reçus en 2021 dont la mise en oeuvre est prévue pour 2022 et au-delà.

TABLEAU 6 | DONS EN NATURE | 2021

		USD
DONATEUR	DESCRIPTION	MONTANT
GOUVERNEMENTS		
Angola	Locaux pour le Bureau du HCR à Luanda	120 000
Argentine	Locaux pour le Bureau du HCR à Buenos Aires	107 100
Arménie	Locaux pour le Bureau du HCR à Erevan	98 000
Autriche	Locaux pour le Bureau du HCR à Vienne	67 070
Azerbaïdjan	Locaux pour l'entrepôt du HCR à Bakou	7 208
Brésil	Locaux pour le Bureau du HCR à Brasília	149 082
Canada	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR	388 449
Tchéquie	Locaux pour le Bureau du HCR à Prague	38 100
Danemark	Locaux pour le Bureau du HCR à Copenhague	3 267 068
Estonie	Déploiement d'experts de réserve pour le Service des données mondiales	212 896
Allemagne	Locaux pour le Bureau du HCR à Nuremberg et masques réutilisables pour le Soudan	345 954
Guyana	Locaux pour le Bureau du HCR à Georgetown	63 531
Hongrie	Locaux pour le Bureau du HCR à Budapest: Centre des Services mondiaux et Représentation régionale pour l'Europe centrale	8 577 840
Irlande	Déploiement d'experts de réserve par l'intermédiaire de Irish Aid	319 500
Italie	Kits d'hygiène pour la République centrafricaine	192 614
Kazakhstan	Locaux pour le Bureau du HCR à Almaty	42 452
Koweït	Locaux pour le Bureau du HCR à Koweït City	39 490
Kirghizistan	Locaux pour le Bureau du HCR à Bishkek	34 784
Luxembourg	Locaux pour le Bureau du HCR à l'Université du Luxembourg	15 665
Mexique	Locaux pour le Bureau du HCR à Mexico	31 421
Monaco	Déploiement de personnel à travers le programme de Volontariat International de Monaco	128 360
Maroc	Locaux pour le Bureau du HCR à Laayoune, Sahara Occidental	26 918
Pays-Bas	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR	399 000
Nigéria	Locaux pour le Bureau du HCR à Lagos	74 188
Pologne	Locaux pour le Bureau du HCR à Varsovie	87 000
Qatar	Tablettes numériques par le Gouvernement du Qatar via Qatar Charity pour l'opération du HCR en Malaisie	989 743
République de Corée	Déploiement d'experts de réserve au Bangladesh	35 761
Roumanie	Locaux pour le Bureau du HCR à Bucarest	106 794
Serbie	Locaux pour le Bureau du HCR à Belgrade	103 748
Espagne	Locaux pour le Bureau du HCR à Madrid	396 908
Suède	Déploiement d'experts de réserve par l'Agence suédoise des services de secours (MSB) dans diverses opérations du HCR	4 065 096
Suisse	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR et locaux pour le Bureau du Siège du HCR à Genève grâce à la politique de "l'État hôte" de la Suisse, qui offre d'excellentes conditions de travail aux organisations internationales	6 954 959
Émirats arabes unis	Locaux pour les entrepôts du HCR à Dubai fournis par The International Humanitarian City	2 177 070
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Déploiement d'experts de réserve pour les programmes globaux du HCR	300 000
SOUS-TOTAL		29 963 768

.../...

.../...

TABLEAU 6 | DONS EN NATURE | 2021

		USD
DONATEUR	DESCRIPTION	MONTANT
DONATEURS PRIVÉS		
Agility Logistics	Gants chirurgicaux pour l'opération du HCR en Ouganda	175 650
Borealis AG	Panneaux solaires pour l'opération du HCR en Ouganda	46 215
Cisco Systems, Inc.	Matériel informatique pour l'opération du HCR en Colombie	972 044
Conseil danois pour les réfugiés	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	736 500
Ericsson AB	Matériel informatique pour l'opération du HCR en Colombie	136 805
Eunhong TEX CO	Couches en coton pour l'opération du HCR au Pakistan	188 100
Fast Retailing (UNIQLO)	Vêtements pour les opérations du HCR dans le monde	10 918 865
Fuji Optical Co Limited	Équipement optique pour l'opération du HCR en Azerbaïdjan	184 581
Fundación Unir y Dar	Lingettes nettoyantes pour l'opération du HCR au Mexique	25 200
GAP Inc.	Vêtements pour les opérations du HCR en Arménie, au Burkina Faso, en Éthiopie et au Soudan du Sud	34 289 056
H&M Hennes & Mauritz AB	Vêtements pour l'opération du HCR en Iraq	13 483 168
Hanesbrands Inc.	Vêtements pour les opérations du HCR en Argentine, en Bolivie (État plurinational de) et au Chili	467 132
Helping Hand for Relief and Development	Bâtiment d'hébergement préfabriqué pour l'opération du HCR en Jordanie	967 200
Hestra	Gants pour l'opération du HCR en Azerbaïdjan	93 750
Hope Health Action	Compléments alimentaires pour l'opération du HCR en Ouganda	75 171
HUGO BOSS	Vêtements pour l'opération du HCR au Bélarus	90 171
iMMAP	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	265 000
Inditex	Vêtements pour diverses opérations du HCR dans le monde	23 761 561
Kids Operating Room	Équipement médical et un container de transport pour l'opération du HCR au Kenya	23 420
Fondation LEGO	Briques LEGO pour l'opération du HCR en Éthiopie	12 115
Fondation L'OREAL	Désinfectants pour les mains pour l'opération du HCR en Grèce	41 092
Médecins Sans Frontières	Tentes familiales pour l'opération du HCR au Soudan	365 625
Conseil norvégien pour les réfugiés	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	3 613 500
Palace Skateboards Limited	Chaussures et vêtements pour l'opération du HCR au Kenya	44 809
ProFuturo	Matériel informatique pour l'opération du HCR au Rwanda	420 020
Proyecto Salesiano Tijuana A.C.	Locaux pour le Bureau du HCR au Mexique	828
Qatar Airways	Services de transport pour l'opération du HCR en Iran	167 248
RedR	Déploiement d'experts de réserve dans diverses opérations du HCR	181 500
Samsung Engineering Co., Ltd	Tablettes informatiques pour l'opération du HCR au Kenya	230 000
Solvatten	Kits de filtration d'eau pour l'opération du HCR en Ouganda	327 060
Toyota Tsusho Corporation	Écrans faciaux et pièces détachées pour les opérations du HCR en Afrique	1 382 712
Unilever (UK)	Savons pour les opérations du HCR au Cameroun, au Kenya, en Ouganda et au Yémen	8 852 046
Unione Calcio Sampdoria S.p.a.	Vêtements pour l'opération du HCR au Kenya	36 387
UPS Corporate	Services de transport pour les opérations du HCR en Arménie, en Haïti et en Ouzbékistan.	783 600
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	Vêtements pour l'opération du HCR en Éthiopie	5 513 892
Visilab Group SA	Lunettes de vue et lunettes de soleil pour l'opération du HCR au Bangladesh	288 000
Fondation Vodafone	Matériel informatique pour les opérations du HCR en Afrique	1 042 022
WOM SA	Matériel informatique pour l'opération du HCR au Chili	36 780
SOUS-TOTAL		110 238 825
TOTAL		140 202 594

TABLEAU 7 | TRANSFERTS DE LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE | USD

		Pilier 1	Pilier 2	Pilier 4	Total
1. RÉSERVE OPÉRATIONNELLE APPROUVÉE PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF EN OCTOBRE 2020					612 798 491
	Réduction du budget pour la gestion du parc automobile. Augmentation de la réserve opérationnelle du même montant, de sorte que le total des crédits approuvés par le Comité exécutif reste inchangé.	63 482 608			63 482 608
					676 281 099
2. TRANSFERTS DE LA RÉSERVE OPÉRATIONNELLE					
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE					
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Amélioration de la fonctionnalité du bureau pour soutenir les opérations-pays	4 444 612	-	-	4 444 612
Burkina Faso	Amélioration de la réponse du HCR aux situations d'urgence liées à la crise du Sahel, à l'accès au logement et à la réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	-	-	10 000 000	10 000 000
Bureau multi-pays au Cameroun	Besoins supplémentaires pour les déplacés internes dans le cadre de la réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	6 158 787	29 470	608 409	6 796 666
Tchad	Soutien aux déplacés internes, aux personnes ayant des besoins spécifiques et réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	10 000 000	-	-	10 000 000
Côte d'Ivoire	Soutien à la stratégie de solutions globales, pour la réintégration et la réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	1 284 075	-	-	1 284 075
Ghana	Soutien aux activités dans le cadre de l'initiative d'investissement pour des Solutions	503 004	-	-	503 004
Libéria	Besoins supplémentaires liées aux solutions durables et à la réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	1 012 410	-	-	1 012 410
Mali	Besoins supplémentaires dus à la crise du Sahel et à la réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	10 000 000	-	-	10 000 000
Niger	Besoins supplémentaires dus à l'augmentation du nombre de déplacés internes et de réfugiés, à la crise du Sahel et à la réponse du HCR aux situations d'urgence liées au COVID-19	17 923 030	298 752	4 709 354	22 931 136
Nigéria	Soutien à l'approche d'installation hors des camp, à l'éducation, aux services de santé et d'approvisionnement en eau pour les déplacés internes	3 112 467	-	2 491 875	5 604 342
Bureau multi-pays au Sénégal	Préparation aux urgences et assistance aux opérations en Guinée, Guinée-Bissau et au Togo	1 003 395	-	-	1 003 395
SOUS-TOTAL		55 441 780	328 222	17 809 638	73 579 640
AFRIQUE DE L'EST, CORNE DE L'AFRIQUE ET GRANDS LACS					
Soudan	Besoins supplémentaires dus au nombre croissant de déplacés internes	-	-	10 000 000	10 000 000
SOUS-TOTAL		-	-	10 000 000	10 000 000
AFRIQUE AUSTRALE					
Angola	Besoins supplémentaires pour l'aide alimentaire et la santé	4 848 652	-	-	4 848 652
République démocratique du Congo	Besoins supplémentaires pour répondre au nouvel afflux de réfugiés en provenance de la République centrafricaine	10 000 000	-	-	10 000 000
Malawi	Besoins supplémentaires dus à l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile	200 000	-	-	200 000
Mozambique	Besoins supplémentaires dus à la situation d'urgence des personnes déplacées (déplacement interne massif et forcé continu dans la province de Cabo Delgado)	338 804	-	14 982 139	15 320 943
République du Congo	Besoins supplémentaires pour répondre au nouvel afflux de réfugiés en provenance de la République centrafricaine	3 135 640	-	-	3 135 640
Zimbabwe	Étude conjointe du HCR et du Gouvernement sur l'apatridie	298 490	500 000	-	798 490
SOUS-TOTAL		18 821 586	500 000	14 982 139	34 303 725
EUROPE					
Arménie	Soutien aux populations touchées par les conflits	6 500 000	-	-	6 500 000
Azerbaïdjan	Soutien aux populations touchées par les conflits	-	-	135 485	135 485
SOUS-TOTAL		6 500 000	-	135 485	6 635 485

.../...

.../...

AMÉRIQUES

		Pilier 1	Pilier 2	Pilier 4	Total
Bureau multi-pays en Argentine	Amélioration des opérations dans le Cône Sud, expansion des aides en espèces et des programmes de subsistance	13 573 298	-	-	13 573 298
Brésil	Augmentation de l'aide pour sauver des vies dus au nombre croissant de personnes relevant de la compétence du HCR	2 909 777	-	-	2 909 777
Canada	Renforcement de l'assistance juridique fournie par les partenaires	75 000	-	-	75 000
Colombie	Besoins supplémentaires dus à l'augmentation du nombre de Vénézuéliens déplacés à l'étranger	5 366 054	-	-	5 366 054
Costa Rica	Besoins supplémentaires dus à l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile et renforcement des capacités de protection	5 715 879	-	-	5 715 879
Équateur	Besoins supplémentaires pour soutenir les Vénézuéliens déplacés à l'étranger	2 163 628	-	-	2 163 628
El Salvador	Renforcement des capacités de l'opération en matière de protection et de solutions	-	-	11 187 606	11 187 606
Guatemala	Renforcement des capacités de l'opération en matière de protection et de solutions	24 989 986	-	-	24 989 986
Honduras	Renforcement des capacités de l'opération en matière de protection et de solutions	-	-	11 187 606	11 187 606
Mexique	Besoins supplémentaires dus au nombre croissant de demandeurs d'asile et de réfugiés	6 122 877	-	-	6 122 877
Pérou	Besoins supplémentaires dus au nombre croissant de demandeurs d'asile et de Vénézuéliens déplacés à l'étranger	13 790 824	-	-	13 790 824
Vénézuéla (République bolivarienne du)	Besoins supplémentaires dus au nombre croissant d'autres personnes relevant de la compétence du HCR et de l'intensification des activités opérationnelles	2 983 541	-	-	2 983 541
SOUS-TOTAL		77 690 864	-	22 375 212	100 066 076

PROGRAMMES GLOBAUX

Division des relations extérieures	1. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	1 555 423	-	-	1 555 423
	2. Panel de haut niveau sur les déplacements internes	185 229	-	-	185 229
Division de la protection internationale	1. Activités de protection et de réinstallation	10 000 000	-	-	10 000 000
	2. Ressources supplémentaires pour les processus de suivi du Forum mondial sur les réfugiés	712 417	-	-	712 417
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement	1. Besoins supplémentaires pour les partenaires de réserve, le maintien des stocks mondiaux liés au COVID-19; et les fonds pour la gestion de la sécurité.	12 081 373	-	-	12 081 373
	2. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	60 178	-	-	60 178
Division des systèmes d'information et des télécommunications	1. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	4 190 109	-	-	4 190 109
Division de la gestion administrative et financière	1. Besoins supplémentaires pour le Groupe d'innovation organisationnelle	192 080	-	-	192 080
	2. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	680 439	-	-	680 439
Division de la résilience et des solutions	1. Flux de fonds pour la solarisation des forages	385 000	-	-	385 000
	2. Renforcement du Centre commun de données	883 156	-	-	883 156
Division des ressources humaines	1. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	3 071 947	-	-	3 071 947
SOUS-TOTAL		33 997 351	33 997 351	-	33 997 351

SIÈGE

Direction et gestion exécutive	1. Transformation et gestion du changement	475 521	-	-	475 521
	2. Soutien au mécanisme informel de résolution des conflits	235 038	-	-	235 038
Division des ressources humaines	1. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	335 992	-	-	335 992
Division des systèmes d'information et des télécommunications	2. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	3 581 257	-	-	3 581 257
Division de la gestion administrative et financière	1. Besoins supplémentaires pour le programme de transformation institutionnelle	10 395 025	-	-	10 395 025
	2. Projets du Service de la mobilité et des infrastructures mondiales	600 000	-	-	600 000
SOUS-TOTAL		15 622 833	-	-	15 622 833

2. TOTAL DES TRANSFERTS

208 074 414 828 222 65 302 474 274 205 110

3. SOLDE APRÈS TRANSFERTS

402 075 990

TABLEAU 8 | BUDGET ET DÉPENSES POUR LE SIÈGE | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	PILIER 1 - PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS	
	Budget ¹	Dépenses ¹
DIRECTION ET GESTION EXÉCUTIVE		
Bureau exécutif	6 186 468	6 186 468
Bureau de liaison à New York	5 059 916	5 059 916
Bureau de l'Inspecteur général	10 961 298	10 961 298
Service des affaires juridiques	3 748 529	3 718 209
Bureau du Médiateur	1 227 131	1 227 131
Bureau de la déontologie	2 861 018	2 861 018
Gestion des risques au sein de l'organisation	1 547 687	1 537 480
Service de l'évaluation	2 107 745	2 107 745
Service de la transformation et du changement	2 630 118	2 445 914
Service de la gouvernance	2 662 884	2 662 884
SOUS-TOTAL	38 992 794	38 768 064
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES		
Bureau de la Directrice	4 146 958	4 146 958
Service des relations avec les donateurs et de la mobilisation des ressources	8 735 278	8 735 278
Service des partenariats avec le secteur privé	1 425 659	1 425 659
Service des communications globales	6 328 093	6 328 093
Section des archives et des dossiers	2 786 555	2 786 555
Service de la coordination des partenariats	3 417 377	3 417 377
Engagement numérique	423 804	423 804
Engagement du public et campagnes	1 331 595	1 331 595
Contributions aux activités conjointes des Nations Unies	2 556 123	2 556 123
SOUS-TOTAL	31 151 442	31 151 442
DIVISION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE		
Bureau de la Directrice	2 937 028	2 937 028
Sections spécialisées	13 726 298	13 726 298
SOUS-TOTAL	16 663 326	16 663 326
DIVISION DE LA RÉSILIENCE ET DES SOLUTIONS		
Bureau du Directeur	2 320 095	2 158 302
Sections spécialisées	-	-
SOUS-TOTAL	2 320 095	2 158 302
DIVISION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DES RÉSULTATS		
Bureau de la Directrice	-	-
Sections spécialisées	19 505 041	19 505 041
SOUS-TOTAL	19 505 041	19 505 041
DIVISION DES URGENCES, DE LA SÉCURITÉ ET DE L'APPROVISIONNEMENT		
Bureau de la Directrice	1 953 030	1 953 030
Sécurité du Siège	3 685 867	3 685 867
SOUS-TOTAL	5 638 896	5 638 896
DIVISION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Bureau du Directeur	-	-
Service des télécommunications et des infrastructures	32 896 477	31 249 163
Programme de transformation institutionnelle	2 812 266	2 812 266
SOUS-TOTAL	35 708 743	34 061 430

.../...

.../...

TABLEAU 8 | BUDGET ET DÉPENSES POUR LE SIÈGE | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	PILIER 1 - PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS	
	Budget ¹	Dépenses ¹
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES		
Bureau de la Directrice	4 125 046	4 125 046
Sections spécialisées	13 706 142	13 706 142
SOUS-TOTAL	17 831 188	17 831 188
DIVISION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE		
Bureau du Contrôleur et Directeur	7 867 756	7 867 756
Services et sections spécialisés	3 073 606	3 073 606
Audit	789 052	789 052
Division des finances des Nations Unies	1 097 085	1 097 085
Coûts de fonctionnement du Siège	14 955 111	14 955 111
SOUS-TOTAL	27 782 610	27 782 610
CENTRE DES SERVICES MONDIAUX (BUDAPEST)		
Unité de gestion	9 376 974	9 376 974
Bureau du Médiateur	136 821	136 821
Division de la gestion administrative et financière	3 950 567	3 938 313
Division des ressources humaines	19 998 166	19 995 444
Division des systèmes d'information et des télécommunications	2 858 891	2 858 891
Division des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement	6 480 930	6 480 930
SOUS-TOTAL	42 802 349	42 787 373
CENTRE DES SERVICES MONDIAUX (COPENHAGUE)		
Unité de gestion	5 681 960	5 681 960
SOUS-TOTAL	5 681 960	5 681 960
Conseil du personnel	1 011 362	1 011 362
TOTAL	245 089 806	243 040 994

¹ Inclut les allocations du Budget ordinaire des Nations Unies suivantes : 43 181 800 dollars (Budget) et 43 132 050 dollars (Dépenses).

GRAPHIQUE 15 | DÉPENSES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX ET LE SIÈGE | 2016-2021

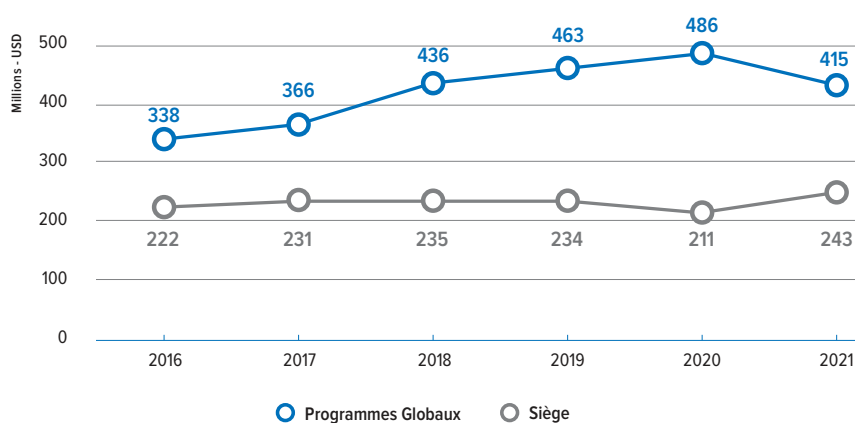


TABLEAU 9 | CONTRIBUTIONS POUR LE SIÈGE | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEUR	MONTANT
SIÈGE	Budget ordinaire des Nations Unies	43 181 800
	SOUS-TOTAL	43 181 800
CENTRES DES SERVICES MONDIAUX	Hongrie	8 220 327
	Danemark	3 267 068
	SOUS-TOTAL	11 487 395
DIVISION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE	Suisse	3 892 459
	SOUS-TOTAL	3 892 459
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES	Allemagne	357 832
	SOUS-TOTAL	357 832
DIVISION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	13 868
	SOUS-TOTAL	13 868
DIVISION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DES RÉSULTATS	Pays-Bas	246 100
	Suède	193 495
	Luxembourg	164 104
	SOUS-TOTAL	603 699
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES	Suisse	200 000
	Norvège	182 860
	Comité international olympique	82 262
	Danemark	18 105
	Union européenne	4 501
	SOUS-TOTAL	487 728
TOTAL*		60 024 780

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.² Les contributions au Siège bénéficient à tous les piliers.³ Exclut 50 000 dollars reçus en 2021 pour des activités avec une mise en œuvre prévue pour 2022 et au-delà.

TABLEAU 10 | BUDGET ET DÉPENSES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

PILIER 1 - PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS		
ACTIVITÉS	Budget	Dépenses
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Aides en espèces	450 000	124 475
Solutions durables	5 351 400	2 438 366
Projets liés à l'éducation	25 281 996	22 834 453
Projets liés aux urgences (y compris les stocks)	70 795 248	15 499 232
Projets liés à l'environnement	558 813	450 980
Groupes sectoriels mondiaux	600 000	598 741
Projets d'innovation	1 259 538	1 089 810
Projets liés à la santé (VIH/SIDA, anémie, eau et assainissement)	1 138 430	1 115 727
Projets liés à la protection	6 510 669	4 148 360
Collecte de fonds auprès du secteur privé	149 639 596	142 638 707
Projets liés à l'information et aux médias	7 972 480	7 104 225
Femmes, enfants et adolescents réfugiés	2 165 237	1 967 237
Enregistrement, gestion des données et des informations	9 550 939	9 550 939
Recherche, évaluation et documentation	11 255 427	4 842 910
Réinstallation	13 586 149	13 429 166
Projets liés aux abris	3 799 570	3 771 278
Projets liés à la formation	947 500	906 173
Divers	2 642 038	2 280 677
SOUS-TOTAL ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	313 505 030	234 791 457
ACTIVITÉS D'APPUI AUX PROGRAMMES		
DIRECTION ET GESTION EXÉCUTIVE		
Projet d'innovation	2 508 790	2 508 790
Bureau de l'Inspecteur général - activités de terrain	3 225 137	3 225 137
Section des affaires juridiques - activités de terrain	1 465 934	1 465 934
Recherche, évaluation et documentation	606 195	606 195
Gestion des risques 2.0	3 589 272	3 190 768
Bureau de liaison avec les bureaux régionaux	2 281 103	2 178 152
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES		
Division des relations extérieures	7 230 746	6 964 006
Collecte de fonds auprès du secteur privé - Fonds d'investissement et activités	27 874 224	23 457 419
DIVISION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE		
	8 783 294	7 605 914
DIVISION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
	34 277 297	31 514 225
DIVISION DE LA RÉSILIENCE ET DES SOLUTIONS		
	36 724 704	18 809 111
DIVISION DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET DES RÉSULTATS		
	1 774 283	1 774 283
DIVISION DES URGENCES, DE LA SÉCURITÉ ET DE L'APPROVISIONNEMENT		
Section de la gestion des capacités dans les situations d'urgence	4 318 494	4 318 494
Section de la sûreté sur le terrain - appui à la sécurité sur le terrain	2 595 035	2 595 034
Gestion de l'approvisionnement - renforcement et appui au terrain	3 322 122	3 322 122
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES		
Coûts spéciaux relatifs au personnel	22 612 404	22 612 404
Formation du personnel du HCR	7 906 355	7 906 355
Projet de numérisation des ressources humaines	4 229 983	4 229 983
DIVISION DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE		
Projet chaîne d'approvisionnement et contributions financières	3 301 695	3 301 695
Groupe d'innovation organisationnelle	229 611	229 611
Écologie et durabilité	1 492 884	1 492 884
Gestion du parc automobile	-	-
CENTRE DES SERVICES MONDIAUX (BUDAPEST)		
Division de la gestion administrative et financière	-	-
CENTRE DES SERVICES MONDIAUX (COPENHAGUE)		
Direction et gestion exécutive	12 443 129	12 443 129
Division de la protection internationale	569 807	558 116
Division des relations extérieures	10 768 696	9 738 728
Division des systèmes d'information et des télécommunications	4 366 934	4 366 934
SOUS-TOTAL ACTIVITÉS D'APPUI AUX PROGRAMMES	208 498 128	180 415 426
TOTAL	522 003 158	415 206 883

TABLEAU 11 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEUR	MONTANT
Opérations mondiales	États-Unis d'Amérique	52 682 472
SOUS-TOTAL		52 682 472
DIVISION DE LA RÉSILIENCE ET DES SOLUTIONS		
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	1 473
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Tchéquie	981 315
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	14 934
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Allemagne	16 009 558
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés au Canada	36 785
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Chine	469 427
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Tchéquie	237 493
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Égypte	41
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en France	250 194
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Italie	816 357
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés au Koweït	2 999
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés au Liban	48 716
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés à Oman	968
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés au Qatar	9 374
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Arabie saoudite	4 672
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés à Singapour	2 047
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Suisse	36 604
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en Thaïlande	14 832
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés aux Pays-Bas	119 326
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés en République de Corée	21 809
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Donateurs privés aux Émirats arabes unis	112 070
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Suisse for UNHCR (Partenaire national en Suisse)	177 893
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	162 690
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	639 278
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	1 051 535
Initiative académique allemande A.Einstein pour les réfugiés (DAFI)	USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	2 238
Groupe sectoriel mondial de la gestion et coordination des camps	Donateurs privés en Norvège	182 500
Groupe sectoriel mondial de la gestion et coordination des camps	États-Unis d'Amérique	149 100
Action climatique	France	255 973
Action climatique	Allemagne	704 225
Éducation	Éducation sans délai (Education Cannot Wait - ECW)	763 752
Éducation	Donateurs privés aux Pays-Bas	100 000
Éducation	Qatar	314 175
Éducation	USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	182 983
Santé	España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	150 000
Santé	Pays-Bas	56 144
Santé	Organisation mondiale de la santé	66 587
Solutions innovantes	Allemagne	1 293 876
Centre commun de données	Union européenne	490 113
Centre commun de données	Banque mondiale	148 110
Centre commun de données	États-Unis d'Amérique	952 801
Moyens de subsistance	Danemark	693 315
Moyens de subsistance	Union européenne	23 006
Moyens de subsistance	Donateurs privés au Japon	93 897
Moyens de subsistance	Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)	103 413
Partenariats et analyses	Danemark	60 892
Partenariats et analyses	Union européenne	250 933
Partenariats et analyses	Allemagne	37 856
Partenariats et analyses	Luxembourg	341 697
Groupe sectoriel chargé des abris	Canada	92 000

.../...

.../...

TABLEAU 11 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEUR	MONTANT
Groupe sectoriel chargé des abris	Union européenne	97 588
Groupe sectoriel chargé des abris	Monaco	23 895
Groupe sectoriel chargé des abris	Donateurs privés en Norvège	92 000
Inclusion socioéconomique	Allemagne	910 031
Assistance technique	Union européenne	1 136 364
Assistance technique	Allemagne	573 870
Assistance technique	Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	319 368
Assistance technique	Suisse	1 061 963
SOUS-TOTAL		32 947 055
DIVISION DE LA PROTECTION INTERNATIONALE		
Gestion des cas individuels	États-Unis d'Amérique	209 604
Protection de l'enfance et de la jeunesse	Pays-Bas	138 499
Protection de l'enfance et de la jeunesse	États-Unis d'Amérique	1 347 066
Protection communautaire et égalité des genres	États-Unis d'Amérique	42 600
Pacte mondial sur les réfugiés	Union européenne	5 325
Recherche juridique et politique	Danemark	307 929
Recherche juridique et politique	Monaco	11 947
Recherche juridique et politique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	27 685
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	130 276
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	Allemagne	392 315
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	Irlande	37 500
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	Donateurs privés en Norvège	363 500
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	Suisse	608 827
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	UNICEF	57 727
Soutien au Groupe sectoriel mondial chargé de la protection	États-Unis d'Amérique	1 268 415
Soutien à la protection	États-Unis d'Amérique	1 947 150
Soutien aux programmes de réinstallation	Canada	4 063 301
Soutien aux programmes de réinstallation	Allemagne	1 792 115
Soutien aux programmes de réinstallation	OIM	546 816
Soutien aux programmes de réinstallation	Norvège	1 213 569
Soutien aux programmes de réinstallation	Portugal	37 450
Soutien aux programmes de réinstallation	République de Corée	292 148
Soutien aux programmes de réinstallation	Suisse	102 316
Soutien aux programmes de réinstallation	États-Unis d'Amérique	4 679 540
SOUS-TOTAL		19 623 620
DIVISION DES URGENCES, DE LA SÉCURITÉ ET DE L'APPROVISIONNEMENT		
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	181 500
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Canada	10 500
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Irlande	282 000
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Luxembourg	358 423
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Pays-Bas	399 000
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Donateurs privés au Danemark	736 500
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Donateurs privés en Norvège	2 975 500
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	265 000
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Suède	1 792 000
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Suisse	1 644 500
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Émirats arabes unis	2 177 070
Préparation et réponse aux situation d'urgence	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	300 000
Préparation et réponse aux situation d'urgence	USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	33 775
SOUS-TOTAL		11 155 767

.../...

.../...

TABLEAU 11 | CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES PROGRAMMES GLOBAUX | USD

DIVISIONS/DÉPARTEMENTS	DONATEUR	MONTANT
SERVICE DES DONNÉES MONDIALES		
Construire une paix durable et la cohésion sociale	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	156 489
Action de développement sur les déplacements forcés	Union européenne	277 714
Déploiement d'experts	Estonie	212 896
Systèmes de gestion de l'identité	États-Unis d'Amérique	1 597 500
Identité numérique inclusive	Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	100 000
Service commun de profilage des déplacés internes	Norvège	475 436
Service commun de profilage des déplacés internes	États-Unis d'Amérique	334 680
Projet de partenariat PROSPECTS	Pays-Bas	1 082 401
Soutien aux déplacés internes	Fonds central pour les interventions d'urgence	200 493
SOUS-TOTAL		4 437 609
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES		
Sensibilisation urbaine: Projet 2.0 "Raconter la véritable histoire"	Danemark	1 895 129
Sensibilisation urbaine: Projet 2.0 "Raconter la véritable histoire"	Norvège	223 092
Ambassadeurs de bonne volonté	Norvège	46 423
Ambassadeurs de bonne volonté	Donateurs privés aux Pays-Bas	100 000
Solutions innovantes	Danemark	63 900
Partenariats du secteur privé	Autriche	4 695
Partenariats du secteur privé	Donateurs privés au Koweït	6 043
Partenariats du secteur privé	Donateurs privés aux Pays-Bas	44 007
Panel de haut niveau sur les déplacés internes	Suède	185 229
SOUS-TOTAL		2 568 518
DIRECTION ET GESTION EXÉCUTIVE		
Solutions innovantes	Luxembourg	1 729 829
Solutions innovantes	Pays-Bas	19 260
Protection des droits des réfugiés	Finlande	119 474
SOUS-TOTAL		1 868 564
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES		
Groupe sectoriel chargé de la protection	Allemagne	107 640
Fonds de communication et de sensibilisation sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels	Allemagne	118 064
Projet "Safe from the Start"	États-Unis d'Amérique	546 113
SOUS-TOTAL		771 816
DIVISION DE LA GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE		
Fonds vert	Suède	227 319
SOUS-TOTAL		227 319
TOTAL*		126 282 741

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.² Comprend 10,5 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en œuvre était prévue pour 2021.

TABLEAU 12 | CONTRIBUTIONS AU PROGRAMME DES JEUNES
EXPERTS ASSOCIÉS | 2021

USD

DONATEUR	MONTANT
Japon	1 176 936
Allemagne	943 751
Pays-Bas	850 728
Danemark	713 470
Chine	515 221
Italie	395 727
Finlande	320 180
États-Unis d'Amérique	300 000
Suède	277 294
Luxembourg	273 070
France	256 920
République de Corée	195 112
Norvège	182 250
Suisse	165 543
Bailliage de Jersey	108 691
Belgique	63 816
Tchéquie	46 339
TOTAL	6 785 047

© HCR/humera karim



La Fondation The Big Heart fournit des secours et un soutien durable aux enfants réfugiés et à leurs familles

Depuis 2012, Son Altesse Sheikha Jawaher Al Qasimi soutient le HCR à la fois à titre personnel et par le biais de la [Fondation The Big Heart](#). Ces contributions combinées ont bénéficié à un million de réfugiés et de personnes déplacées dans plus de 15 pays, avec un soutien financier total de quelque 26 millions de dollars. Son Altesse a reçu le titre d'Éminent défenseur du HCR en 2013, en reconnaissance de son engagement envers les valeurs humanitaires.

TABLEAU 13 | **DONATEURS PRIVÉS AUX CONTRIBUTIONS SUPÉRIEURES
À 100 000 DOLLARS | 2021**

UNHCR GLOBAL	ASIE ET PACIFIQUE	ESPAGNE / ESPAÑA CON ACNUR
Comité international olympique	AUSTRALIE / AUSTRALIA FOR UNHCR	Fondation de la Banque "la Caixa"
Fast Retailing Co. Ltd. (UNIQLO)	Fondation Cannon-Brookes	Fondation Probitas
Fondation Bill and Melinda Gates	Fondation Minderoo	Industria de Diseño Textil, S.A.
Fondation des Nations Unies	Fondation Wilson	Laboratorios Vinas
Fondation IKEA	Scott Farquhar	ProFuturo
Fondation Vodafone	CHINE / HONG KONG SAR	FRANCE
MasterCard International Incorporated	Fondation Beijing New Sunshine Charity	Fondation BNP Paribas
Open Society Policy Center	Fondation Shih Wing Ching	Fondation L'Oréal
PricewaterhouseCoopers	Fonds de charité Lam Kin Chung Morning Sun	Meubles IKEA France S.A.S
The Famine Relief Fund	Infinity Design & Engineering	ITALIE
TTY Management B.V	Mme Pwee Ling Cheng	Brunello Cucinelli Spa
Unilever (UK)	Sunshine forever Limited	Calzedonia S.p.A
	TikTok	Fondation Onlus Only The Brave
	Transsion Holdings	Giuliana Lagetto
	INDONÉSIE	Intesa Sanpaolo
	Rumah Zakat	M. Cangini
	JAPON / JAPAN FOR UNHCR	Soka Gakkai
	Fuji Optical Co Limited	LUXEMBOURG
	RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Fondation de Luxembourg
	Eunhong TEX CO	NORVÈGE
	Samsung Engineering Co., Ltd	Conseil norvégien pour les réfugiés
	SINGAPOUR	PAYS-BAS
	M. Caesar Sengupta	CTP Invest SPOL
	THAÏLANDE	Loterie de la poste néerlandaise (NPL)
	M. Wanchai Tachavejnukul	M. Remon L Vos
		Stichting Benevolentia
		ROYAUME-UNI / UK FOR UNHCR
	EUROPE	Accenture
	ALLEMAGNE / UNO-FLÜCHTLINGSHILFE	Allen & Overy LLP
	AmazonSmile	Band Aid
	AUTRICHE	Comic Relief
	Borealis AG	Fondation Saïd
	DANEMARK	Fondation The Hands Up
	Augustinus Fonden	Fondation Virgin Atlantic
	Fondation LEGO	GlaxoSmithKline Services Unlimited
	Fondation Novo Nordisk	Hikma Pharmaceuticals PLC
	Kirkbi A/S	Pepsi Lipton International Ltd
		SAP (UK) Ltd.
		The Genesis Charitable Trust

.../...

.../...

SUÈDE / SWEDEN FOR UNHCR

Fondation Einar Belvén

H&M Hennes & Mauritz AB

IKEA Svenska Försäljning AB

Lindex AB

Loterie de la poste suédoise

M. Magnus M. Lind

Mme Monika Selkman

SUISSE / SWITZERLAND FOR UNHCR

Fondation Philanthropique Famille Sandoz

Fondation Sesam

Fondation Üsine

M3 Hospitality

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**ARABIE SAOUDITE**

Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane

Fondation Famille Tamer

Ligue islamique mondiale

Mme Omnia Abdullah Taha Bakhsh

ÉGYPTE

Fondation Sawiris pour le développement social

ÉMIRATS ARABES UNIS

Careem Networks

Dr. Wael Al Mahmeed

Etihad Airways

Fondation The Big Heart

Higher Committee of Human Fraternity

International Charity Organization

M. Hani Rustom

Mme Sheikha Jameela Al-Qasimi

The Mohammed bin Rashid Al Maktoum Global Initiatives

KOWEÏT

Agility Logistics

Fondation Tanmeia

Patients Helping Fund Society

Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society

QATAR

Fonds humanitaire Thani Bin Abdullah

Qatar Charity

Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani

**WeTransfer a généré 2 millions d'impressions pour le HCR**

En collaboration avec WeTransfer, le HCR a élaboré une [campagne de fond d'écran virtuel](#) afin de sensibiliser le public au manque d'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur et à l'importance de soutenir la prochaine génération de penseurs, décideurs et dirigeants. Le fond d'écran, qui représente Gabriel et Dramani, deux étudiants sud-soudanais bénéficiant d'une bourse DAFI, a généré plus de 2 millions d'« impressions » (affichages) dans le monde. Ce projet a amplifié la campagne mondiale du HCR « Aiming Higher » et les activités de communication générale sur l'éducation tout au long du mois de septembre 2021.

Initiatives globales



© HCR/Pedro Costa Gomes

Abdallah Yasser, un réfugié originaire de la République arabe syrienne, se fait vacciner contre le COVID-19 à Alexandrie, en Égypte.

RÉPONDRE À LA PANDMÉIE DE COVID-19 EN 2021

Après le choc initial des interdictions de voyage et des confinements, la pandémie de [COVID-19](#) (en anglais) a évolué en 2021 vers une configuration plus régulière mais tout aussi dommageable. Le HCR a publié un [appel supplémentaire spécial COVID-19](#) (en anglais) fin 2020, et introduit des adaptations opérationnelles pour continuer d'assurer protection et assistance. Tandis que les États assouplissaient les restrictions de voyage et adoptaient des plans nationaux pour la vaccination, l'apprentissage à distance, la protection sociale et de l'emploi, le HCR œuvrait

pour que les personnes déracinées et apatrides – désavantagées de manière disproportionnée par la crise sanitaire – ne soient pas laissées pour compte. La stratégie du HCR a été centrée sur l'accès au territoire et à l'asile, l'inclusion des personnes relevant de sa compétence dans les plans nationaux de vaccination et de relance, ainsi que sur le rôle vital joué par les réseaux communautaires d'information et sur l'importance des aides en espèces pour atténuer les impacts les plus graves de la pandémie.

Au cours de l'année, 19,7 millions de personnes dans 148 pays ont eu accès aux services de protection du HCR dans ce contexte de pandémie.

Les fermetures de frontières et les restrictions à l'entrée liées à la pandémie ont été allégées dans de nombreux pays, facilitant l'accès au territoire et à la sécurité pour les personnes sollicitant l'asile, [comme l'indique la plateforme de surveillance du HCR](#). Le [plaidoyer pour l'inclusion](#) dans les systèmes et les plans nationaux de vaccination a également porté ses fruits, 162 pays ayant inclus les réfugiés dans leurs [plans nationaux](#) (en anglais). À la fin de 2021, 4,79 millions de [doses de vaccin](#) (en anglais) avaient été distribuées à plus de 3,25 millions de personnes déracinées dans 66 pays où le HCR était en mesure d'enregistrer des données. 72 autres pays ont confirmé qu'ils avaient démarré la vaccination des personnes déracinées et apatrides, mais le HCR ne disposait pas des données. Bien que les progrès soient encourageants, la [disponibilité inégale des vaccins](#) (en anglais) a ralenti le déploiement de la vaccination.

Le HCR a également fait des recommandations pour l'inclusion des [personnes apatrides](#) (en anglais), exposées à un risque accru d'exclusion du fait de leur absence de statut légal. Au Bangladesh et au Malawi, le HCR a défendu avec succès et soutenu l'inclusion des apatrides dans les plans nationaux de vaccination contre le COVID-19, et plus de [330 000 réfugiés Rohingyas apatrides](#) (en anglais) au Bangladesh avaient reçu au moins une dose à la fin de 2021, sur les 420 000 éligibles selon leur tranche d'âge. Le HCR a acheté et fourni des équipements de protection individuelle et d'autres articles et services essentiels pour une valeur de 69,1 millions de dollars à 75 opérations, notamment 532 000 tests antigéniques de diagnostic rapide. Il a également soutenu les systèmes nationaux de santé en fournissant des tests et des capacités de diagnostic en laboratoire, des centres de quarantaine et

de traitement, et des équipements pour unités de soins intensifs.

L'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19 sur les personnes déracinées et apatrides a été étendu et important. Avec le soutien du centre commun de données géré conjointement par le HCR et la Banque mondiale, des échantillons de déplacés internes ont été inclus dans les [sondages téléphoniques à haute fréquence](#) (en anglais), au Burkina Faso et en Iraq par exemple, pour suivre l'expérience vécue par les déplacés internes et leurs communautés d'accueil pendant la pandémie. En Iraq, [les données](#) (en anglais) récoltées ont montré que le chômage était plus élevé et la fréquentation scolaire inférieure parmi les déplacés internes et les rapatriés que parmi les ménages non déplacés, et que la consommation alimentaire des déplacés internes s'était également beaucoup détériorée pendant la pandémie. [Une étude en Libye](#) (en anglais) a conclu que les personnes déracinées étaient 60% plus nombreuses que les autres à signaler des répercussions économiques et sanitaires négatives, malgré des taux d'infection similaires.

[Les données](#) (en anglais) récoltées par les enquêtes téléphoniques au Bangladesh, à Djibouti, en Éthiopie, en Iraq, au Kenya, [en Ouganda](#), au Tchad et au Yémen ont aussi montré des détériorations concernant le bien-être socioéconomique des réfugiés et des populations d'accueil, en particulier dans l'accès à la santé, l'éducation, les salaires et l'emploi, les revenus non-salariaux et la sécurité alimentaire. Au Tchad, par exemple, 75% des réfugiés et de la population d'accueil ont déclaré des baisses de revenus. Des perturbations similaires ont été notées pour les déplacés internes, par exemple en Iraq, en Jordanie et au Liban.

D'après les projections, environ 4,4 millions de personnes issues des communautés d'accueil et 1,1 million de réfugiés ou de déplacés internes ont basculé dans la pauvreté pendant la pandémie.

Les programmes de moyens de subsistance ont fait partie de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19 dans 30 pays, notamment des projets de grande envergure au Burkina Faso, au Cameroun et au Tchad, et le volume global de ces interventions a plus que triplé par rapport à 2020. Le HCR a élaboré des stratégies spécifiques pour les moyens de subsistance et l'inclusion économique dans sept pays pour répondre à l'impact socioéconomique de la pandémie, notamment à travers son soutien concernant la lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'approche de progression, la production artisanale, la création d'entreprise et les transferts d'actifs, ainsi que la formation sur les moyens de subsistance et l'inclusion économique dans le contexte de la préparation aux situations d'urgence.

Après une étude de novembre 2020 portant sur « [les réponses à la pandémie de COVID-19 en matière de protection sociale pour les personnes déracinées](#) » (en anglais), le HCR a publié trois autres études sur l'inclusion dans les régimes de protection sociale en [Europe post-pandémie](#) (en anglais), en [Afrique](#) (en anglais) et dans le cadre de [projets de protection sociale financés par la Banque mondiale](#) (en anglais). Selon ce dernier rapport, « la pandémie de COVID-19 s'avère être un tournant dans certains pays d'accueil de réfugiés et représente une autre occasion de promouvoir l'inclusion. » Au cours de l'année 2021, 2,8 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile affectés par le COVID-19 dans 84 pays ont bénéficié d'une protection sociale accrue ou élargie.

Les aides en espèces sont restées un outil efficace pour répondre aux problèmes de protection et aux besoins essentiels, ainsi qu'une méthode clé pour débloquer le potentiel d'inclusion financière durable des personnes relevant de la compétence du HCR, combler l'écart vers une inclusion plus large et encourager la résilience. Le HCR a distribué près de 670 millions de dollars d'aides en espèces à 9,3 millions de personnes dans presque 100 pays. 6 millions d'entre elles les ont reçues sur leurs comptes bancaires personnels ou en argent mobile. Cela a été une voie vers l'inclusion financière. 95% des personnes interrogées dans le cadre du suivi post-distribution ont indiqué que les aides en espèces avaient amélioré leurs conditions de vie et contribué à diminuer leur sentiment de stress, bien que pour la majorité, cela ait juste permis de couvrir au maximum la moitié de leurs besoins essentiels. 77% des ménages interrogés dans 44 pays ont signalé qu'ils avaient recours à au moins un mécanisme d'adaptation négatif pour satisfaire leurs besoins essentiels, notamment en réduisant leurs dépenses pour l'éducation.

La pandémie a réduit à néant les progrès importants réalisés en matière d'égalité des genres et de droits des femmes et des filles, et a aggravé les risques de violences de genre. Les confinements ont amplifié les différences entre les genres concernant l'accès à la santé, à la garde d'enfants, à l'éducation et à l'emploi, et entraîné des conséquences préjudiciables pour les femmes et les filles qui subissaient déjà des formes croisées de discrimination. En 2021, le HCR a fourni aux victimes des services pour lutter contre les violences de genre dans 96 pays. L'accès à des [espaces sûrs dédiés](#) (en anglais) et à une aide ciblée, notamment des aides en espèces, a été essentiel pour les victimes de violences de genre et les personnes à risque.

Suivi multisectoriel de la réponse au COVID-19

au 31 décembre 2021

Protection sociale



2,8 millions

de réfugiés et de demandeurs d'asile ont bénéficié d'une protection sociale accrue ou élargie.

Pays déclarants : **84**

Communication avec les communautés



89%

des pays accueillant des réfugiés, des déplacés internes et d'autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de campagnes d'information sur les risques liés au COVID-19.

Objectif 2021 : **100%**
Pays déclarants : **140**

Protection



19,7 millions

de réfugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR¹ ont eu accès à des services de protection.

Objectif 2021 : **16 millions**
Pays déclarants : **148**

Redevabilité envers les personnes affectées



65%

des pays accueillant des réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR, disposaient d'un système de communication et de réponse à multiples canaux.

Objectif 2021 : **100%**
Pays déclarants : **147**

Santé



9,29 millions

de réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes relevant de la compétence du HCR (filles, garçons, femmes et hommes) ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

Objectif 2021 : **9 millions**
Pays déclarants : **79**



74%

des pays ont rendu disponibles des services de prise en charge des violences de genre dans le contexte du COVID-19.

Objectif 2021 : **100%**
Pays déclarants : **130**



841 100

réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de santé mentale et de soutien psychosocial.

Objectif 2021 : **650 000**
Pays déclarants : **85**



112 370

enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM).

Objectif 2021 : **129 740**
Pays déclarants : **28**



45 380

enfants de 6 à 59 mois ont été admis pour traitement de la malnutrition aiguë sévère (SAM).

Objectif 2021 : **44 900**
Pays déclarants : **29**



1,25 million

de femmes et filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative.

Objectif 2021 : **1,25 million**
Pays déclarants : **50**



100%

des pays ont inclus les réfugiés et/ou d'autres personnes relevant de la compétence du HCR dans leurs plans nationaux de vaccination contre le COVID-19.

Objectif de 2021 : **100%**
Pays déclarants : **162**



4,79 millions

de doses de vaccin contre le COVID-19 ont été administrées à 3,25 millions de réfugiés.

Pays déclarants : **66**

Éducation



979 660

enfants et jeunes réfugiés ont bénéficié d'un enseignement à distance ou à domicile.²

Objectif 2021 : **950 000**
Pays déclarants : **82**



1,27 million

d'enfants et de jeunes réfugiés ont été déscolarisés à cause de la fermeture des écoles.

Pays déclarants : **61**



129 890

personnes relevant de la compétence du HCR auraient abandonné l'école en raison de la pandémie.

Pays déclarants : **55**

Aides en espèces



9,3 millions

de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces.

Pays déclarants : **96**

¹ Pour la protection dans le cadre de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides, les communautés d'accueil et les Vénézuéliens déplacés à l'étranger.

² La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

En République centrafricaine, le projet « [Ma Mbi Si](#) » (« Écoute-moi aussi ») (en anglais) a été lancé sur la recommandation de femmes et de filles déracinées et s'est appuyé sur un vaste réseau de points focaux communautaires qui ont diffusé des informations sur les services disponibles. La permanence téléphonique et les espaces sûrs mis en place dans le cadre de ce projet ont permis d'aider plus de 3500 femmes et filles à risque et des victimes de violences de genre grâce à un soutien psychosocial, des aides en espèces, des aides médicales et juridiques et des kits d'hygiène. Comme en 2020, la plupart des personnels de santé et soignants de première ligne étaient des femmes et des filles et elles étaient davantage susceptibles d'occuper des emplois précaires dans le secteur informel. Leur risque d'être exposées à la pandémie de COVID-19 et à ses impacts était par conséquent accru. Le document intitulé « [Protéger les femmes et les filles déracinées pendant la pandémie de COVID-19](#) » (en anglais), publié en mars 2021, montre des exemples de bonnes pratiques dans les opérations du HCR.

La sensibilisation à la prévention contre le COVID-19 a constitué un pilier de la réponse du HCR, et des moyens innovants ont été mis en place pour collaborer avec les communautés et les partenaires locaux, notamment des organisations dirigées par des femmes réfugiées et déplacées internes. Le HCR a renforcé ses [applications de messagerie](#) (en anglais) et sites internet pour diffuser des informations vitales sur le COVID-19, l'accès à la vaccination et la

protection. Plus de 38 000 personnes au Brésil, au Chili, en Équateur, en Indonésie, au Mexique et au Soudan ont obtenu des informations sur le COVID-19 et d'autres services de protection par le biais de la messagerie WhatsApp du HCR. Dans le monde entier, la communication du HCR avec les communautés et la redevabilité envers les populations affectées sont restées des priorités : 89% des pays habités par des personnes déracinées et apatrides ont été touchés par des campagnes d'information, et 65% des pays disposaient de systèmes de retour d'informations et de réponse à canaux multiples.

De même que pour le reste de la population, la [réticence face à la vaccination](#) (en anglais) a affecté les personnes déracinées. Les opérations se sont appuyées sur les efforts menés par les communautés pour contrer les rumeurs et les fausses informations en fournissant des informations précises et à jour, à la fois en ligne et hors ligne. Le [Conseil consultatif des réfugiés](#) (en anglais) en Bulgarie a surveillé les rumeurs locales et diffusé des informations exactes sur un [site internet](#) (en anglais) dédié, tandis que le HCR a soutenu des comités locaux d'urgence au Costa Rica qui ont diffusé 51 heures d'émissions de radio communautaire sur la prévention et la vaccination, et organisé des ateliers dans les communautés rurales pour contrer les fausses informations sur le vaccin. Le HCR s'est coordonné avec ses partenaires pour s'assurer que les informations étaient cohérentes et à jour, et il a joué un rôle actif en matière de

communication des risques et dans les structures d'engagement communautaire. Le [kit d'outils sur la pandémie de COVID-19 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre](#) a rassemblé des vidéos, des fichiers audios et des affiches, qui ont servi à informer plus de 30 000 visiteurs.

Les fermetures d'écoles en 2020 ont affecté 1,6 milliard d'élèves dans le monde. En 2021, 57% des élèves réfugiés ou déplacés inscrits à l'école avant la pandémie n'étaient toujours pas en mesure d'accéder à des programmes d'apprentissage numériques ou à domicile. D'après les estimations de l'UNESCO, près de 24 millions d'élèves dans le monde risquaient d'abandonner l'école à cause des fermetures d'écoles liées à la crise sanitaire. Selon la Fondation Malala, dans les pays où l'accès et le taux de scolarisation des filles réfugiées étaient inférieurs à 10% avant la pandémie, toutes les filles réfugiées risquaient d'abandonner définitivement l'école.

Pour atténuer les conséquences néfastes sur l'éducation, le HCR a continué de fournir des documents imprimés à emporter et une assistance informatique en ligne, et a utilisé la radio pour diffuser des leçons et des contenus dans près de 60 pays. Grâce à ces moyens et d'autres, au total près de 980 000 élèves dans 82 pays ont été soutenus pour suivre des cours connectés ou à domicile. Au Bangladesh, en Égypte, au Guatemala, au Liban, en Malaisie, au Mexique, en République du Congo, en Somalie et à Trinité-et-Tobago, le HCR a mis en œuvre des programmes spécifiquement

conçus pour encourager les filles à retourner à l'école dès la réouverture des établissements scolaires.

La pandémie ayant aggravé les troubles de [santé mentale et les difficultés psychosociales](#) (en anglais) des personnes relevant de sa compétence, le HCR a fourni un soutien psychosocial et en santé mentale à plus de 841 000 personnes dans 85 pays.

Le HCR a continué de collaborer étroitement avec ses partenaires. Par exemple, il a mené des consultations mensuelles en ligne sur les priorités opérationnelles, politiques et de plaidoyer, a organisé des échanges avec le Haut Commissaire et des consultations régionales avec plus de 3000 participants. La plupart des assouplissements introduits dans les accords de partenariat en 2020 ont été intégrés dans les modalités de fonctionnement ordinaires.

Le COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur les solutions dans les pays tiers en 2021. La reprise des déplacements et des régimes aux frontières normaux a été progressive et fragmentée, ce qui a empêché une relance rapide des départs dans le cadre de la réinstallation et des voies complémentaires d'admission. La pandémie a toutefois renforcé les arguments en faveur de l'inclusion des personnes déracinées et apatrides, ce qui pourrait créer une dynamique vers un avenir prometteur.



Poursuivre la transformation du HCR en 2021

©HCR/Saiyna Bashir

Zia-ur-Rehman enseigne les compétences de base et la théorie en informatique à des réfugiés afghans dans le centre de formation du HCR à Timergera, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan, le 7 septembre 2021.

En 2016, le HCR a lancé un important processus de transformation pour devenir plus agile et réactif, dans le but principal d'améliorer les services de protection et d'assistance, ainsi que les solutions en faveur des personnes relevant de sa compétence. Pour soutenir ce processus, il s'est employé à accorder plus de responsabilités à ses opérations, à réduire la bureaucratie et à assurer une utilisation efficace et effective des ressources. Le Pacte mondial sur les réfugiés a fait partie de cette transformation.

La décentralisation et la régionalisation en sept bureaux régionaux en janvier 2020 a représenté une réalisation majeure de ces réformes, avec comme élément caractéristique de cette transformation le transfert progressif du pouvoir de décision. Bien que ce processus soit encore en cours d'ajustement, la nouvelle architecture a déjà réussi plusieurs « tests de résistance », de la pandémie de COVID-19 aux situations d'urgence nouvelles ou qui s'aggravent,

dans presque toutes les régions. Un Groupe de référence effectif sur le terrain et des consultations structurées entre les bureaux régionaux et les divisions et entités au Siège ont contribué à la consolidation progressive et au « peaufinage » de la décentralisation et de la régionalisation et à la réorganisation des structures du Siège.

En 2021, dans le cadre de la transformation du HCR, l'attention est passée des structures aux systèmes. Tout au long de l'année, les divisions au Siège ont travaillé sur le développement de six nouveaux systèmes qui font partie du Programme de transformation institutionnelle. Ces systèmes vont améliorer, moderniser et simplifier les systèmes de sauvegarde vieillissants grâce aux dernières technologies basées sur le cloud et aux meilleures pratiques du secteur en matière de programmes et de partenariats, de gestion financière, d'approvisionnements, de ressources humaines, de collaborations externes et de mobilisation des ressources.

La numérisation et l'intégration faciliteront les flux de données entre plateformes et l'automatisation et la rationalisation des processus, et amélioreront les méthodes de travail. Des collègues du HCR issus de toutes les opérations ont été mobilisés en tant qu'experts en la matière pour apporter leur soutien et leurs conseils sur la conception des nouveaux systèmes.

COMPASS – le nouveau système de gestion axée sur les résultats du HCR pour la planification – a été le premier élément du Programme de transformation institutionnelle à être lancé début 2021. Les autres systèmes du Programme de transformation institutionnelle seront déployés de manière progressive et coordonnée au cours des deux prochaines années. Le HCR a également progressé régulièrement vers la rationalisation et la réduction des contraintes imposées par les instructions officielles lourdes et complexes transmises aux opérations. L'un des principaux résultats a consisté à supprimer massivement les instructions obsolètes en 2021, ce qui a réduit de 25% le corpus de politiques et d'instructions officielles.



Le Pacte mondial sur les réfugiés

À mi-chemin entre les deux Forums mondiaux sur les réfugiés, l'année 2021 a été consacrée à dresser le bilan des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés et des engagements et initiatives annoncés lors du premier Forum mondial sur les réfugiés en 2019, ce qui a abouti à la [Réunion des hauts responsables](#) en décembre 2021. Dans la perspective de cette réunion, le HCR et ses partenaires ont fait le point sur les progrès accomplis dans la réalisation des engagements et des initiatives au cours d'[événements](#) de bilan régionaux, thématiques et avec les acteurs concernés. Les résultats de ces événements ont alimenté la discussion globale en amont de la Réunion des hauts responsables par le biais de [tables rondes préparatoires](#) axées sur la publication du premier [rapport sur les indicateurs du Pacte mondial sur les réfugiés](#) (en anglais), le financement, les partenariats, l'autosuffisance et les solutions.



Renforcer les données factuelles relatives au Pacte mondial sur les réfugiés

Le [rapport sur les indicateurs du Pacte mondial sur les réfugiés](#) (en anglais) décrit les progrès tangibles réalisés par rapport aux objectifs du Pacte et les domaines où des soutiens et des engagements supplémentaires sont nécessaires pour partager les responsabilités face aux situations de réfugiés. Depuis 2016, l'aide étrangère allouée aux pays à revenu faible ou intermédiaire accueillant des réfugiés a augmenté et le nombre de partenaires dans les réponses en faveur des réfugiés a triplé, en particulier après l'adoption du Pacte mondial sur les réfugiés. Les besoins de financement restent toutefois largement supérieurs à l'aide disponible. Trois quarts des réfugiés avaient le droit de travailler, mais en pratique une proportion très inférieure bénéficiait d'un travail décent et un tiers d'entre eux ne pouvaient pas circuler librement. Si la pandémie a fait plonger de nombreux réfugiés dans la pauvreté extrême, les programmes d'aides en espèces sont restés un outil d'atténuation majeur. Davantage d'enfants réfugiés ont été inscrits à l'école mais les filles réfugiées ont continué d'avoir moins de chance d'avoir accès à l'éducation. La proportion de réfugiés ayant accès à des solutions durables a connu une tendance à la baisse, seul 1% ayant accès à une solution. Le rapport montre qu'un partage des responsabilités plus équitable est non seulement essentiel mais aussi réalisable.

Bien qu'elle se soit tenue virtuellement, la Réunion des hauts responsables a rassemblé plus de 1500 participants, notamment des fonctionnaires gouvernementaux, des réfugiés, des représentants du secteur privé et d'autres parties prenantes, et plus de 130 réfugiés ont été invités. Malgré les défis croissants liés aux déplacements forcés, aggravés par la pandémie de COVID-19, la communauté internationale a tenu son engagement envers le Pacte mondial sur les réfugiés et la mise en œuvre des actions promises lors du premier Forum mondial sur les réfugiés. Plus de 50 nouveaux engagements ont été annoncés dans les domaines de la réinstallation, du soutien aux capacités d'asile, de l'enregistrement à l'état civil et de l'autosuffisance. Des initiatives importantes ont été lancées, telles que la Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la préservation

de l'environnement 2022-2025, le [Fonds de protection environnementale des réfugiés \(REP\)](#), l'initiative conjointe de la Société financière internationale et du HCR sur « [les solutions du secteur privé pour les communautés déplacées et leurs communautés d'accueil](#) » (en anglais), et le [Défi éducation connectée pour les réfugiés \(en anglais\)](#). La Réunion des hauts responsables a conduit à l'adoption de [20 recommandations clés](#) (en anglais) avec des mesures de suivi, qui guideront la stratégie et le développement des engagements et des initiatives en vue du prochain Forum mondial sur les réfugiés qui se tiendra en 2023.

Plus de 200 engagements [supplémentaires](#) (en anglais) ont été soumis à la suite du Forum mondial sur les réfugiés de 2019, portant le nombre total d'engagements à plus de 1600.



Le partage des responsabilités en action

La Réunion des hauts responsables a souligné les progrès réalisés par les [trois plateformes de soutien](#) (en anglais), qui constituent des mécanismes importants permettant à la communauté internationale de collaborer pour lutter contre les déplacements forcés et leurs causes profondes. Elle a montré que les solutions – l'objet des plateformes de soutien – nécessitent une combinaison d'engagement politique, de soutien financier et d'expertise technique. Les enseignements tirés depuis leur lancement en 2019 montrent que les plateformes sont plus efficaces quand elles sont flexibles et se concentrent sur des activités et des actions au niveau des pays.

Cette flexibilité s'est avérée essentielle, en particulier dans des pays comme l'Afghanistan où, alors que la situation se détériorait, la plateforme de soutien pour la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans a intégré la réponse et la préparation à la situation d'urgence dans son champ d'action. Elle est apparue comme une plateforme agile et orientée vers l'action, fournissant un soutien dans un contexte évolutif et encourageant aussi la poursuite du soutien envers les principaux pays d'accueil.

Des réunions des groupes restreints de la plateforme de soutien au niveau des ambassadeurs ont eu lieu à Kaboul, Islamabad et Téhéran. Par l'intermédiaire du secrétariat de la plateforme de soutien, les membres des groupes restreints ont reçu des informations en temps réel sur l'évolution de la situation, les dynamiques et les mouvements, ce qui leur a permis de se mobiliser et de fournir une aide vitale multisectorielle en Afghanistan, en particulier en prévision de la saison hivernale difficile.

Trois quarts des engagements mis à jour étaient en cours et plus de 160 étaient réalisés à la date de ce rapport. Parmi les exemples notables figure celui du Gouvernement espagnol qui a tenu son engagement pris lors du Forum mondial sur les réfugiés en allouant 100 millions d'euros à la situation relative à la République bolivarienne du Venezuela.

Du côté du secteur privé, la Fondation LEGO a alloué, en plus des 100 millions de dollars promis lors du premier Forum mondial sur les réfugiés, un financement supplémentaire de 13 millions de dollars à la réponse à la pandémie de COVID-19 pour offrir des opportunités d'apprentissage ludique dans le cadre de son engagement financier et technique en faveur du développement global de la petite enfance dans les sites de réfugiés.

En 2021, le HCR a travaillé avec les gouvernements et d'autres acteurs pour faire concorder les engagements des pays d'accueil visant à mettre en œuvre une politique donnée avec les engagements des donateurs visant à leur fournir des moyens techniques, financiers et matériels nécessaires à la mise en œuvre de cette politique. Manifestant leur leadership en tant que coorganisateurs du Forum mondial sur les réfugiés, l'Allemagne a fait concorder son engagement de soutien financier avec l'engagement de la Türkiye d'améliorer l'accès des enfants réfugiés et issus des communautés d'accueil aux établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels. Le Groupe d'appui à la capacité d'asile, autre initiative lancée dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés, a également facilité ce système de [contreparties aux engagements](#) (en anglais) pour renforcer les systèmes d'asile des pays d'accueil, plusieurs contreparties notables ayant été effectuées en Afrique, en Asie et dans les Amériques.

Les États et d'autres parties prenantes ont également adapté, accéléré et lancé de nouveaux engagements et initiatives pour soutenir la réponse à la pandémie. Par exemple, l'organisation à but non lucratif [Kiva Refugee Investment Fund](#) (en anglais) a accéléré et concrétisé son engagement visant à offrir des microcrédits à des réfugiés et à des personnes issues de communautés fragiles. À sa clôture finale, le fonds avait atteint 32,5 millions de dollars, ce qui aidera des milliers de personnes à créer des entreprises.

Soulignant l'importance de l'approche énoncée dans le Pacte mondial sur les réfugiés impliquant divers partenaires et parties prenantes, de nouveaux partenariats innovants ont émergé, permettant de tirer parti des forces complémentaires, de débloquent des ressources et d'améliorer la vie des personnes sur le long terme. Le partenariat entre la Fondation Vodafone et le HCR dans le cadre de l'initiative [Instant Network Schools](#) visant à connecter 500 000 élèves réfugiés et leurs communautés d'accueil à une éducation numérique de qualité d'ici 2025, est un exemple du rôle essentiel joué par le secteur privé. Jusqu'à présent, ce partenariat a bénéficié à près de 130 000 élèves réfugiés et issus des communautés d'accueil.

Ciblant les personnes déplacées et les communautés d'accueil à travers 17 projets menés en 2021 pour un budget de 50 millions de dollars, le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies constitue une autre pratique prometteuse améliorant la coopération entre les acteurs humanitaires, du développement et de la paix. Au Darfour, par exemple, le HCR collabore avec le PNUD et ONU-Habitat pour régler des litiges fonciers, l'accès aux ressources et à la terre étant essentiel pour la paix et l'harmonie.



Partenariats stratégiques et coordination

© HCR/Felipe Irnaldo

La plateforme R4V agit en réponse aux inondations qui ont endommagé de façon permanente les deux structures de l'Opération Bienvenue pour les réfugiés et les migrants vénézuéliens à Manaus, au Brésil.

Les partenariats du HCR ont été alignés sur ses Orientations stratégiques et conçus pour renforcer la collaboration avec les acteurs afin de faire avancer le programme de localisation, de toucher de nouveaux publics et de réorienter l'objectif de la coopération au développement pour qu'elle passe d'une réponse purement humanitaire à une réponse qui favorise l'inclusion et les solutions.

Collaboration interagences et partenariats avec les Nations Unies

Le HCR a collaboré avec les agences des Nations Unies pour tirer profit de la complémentarité de leurs actions et de leur expertise au bénéfice des personnes relevant de sa compétence. La collaboration avec l'UNICEF dans le cadre du « [Plan d'action commun](#) » (en anglais) a permis de fournir à quelque 10 millions de réfugiés et membres des communautés d'accueil des programmes et des services dans le domaine de l'éducation, de la protection de l'enfance et de l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Le principal objectif du partenariat est de mieux assurer l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux, ainsi que de veiller à une coordination plus prévisible au début d'une situation d'urgence. Le [Programme d'excellence et la plateforme conjointe au PAM et au HCR](#) (en anglais) ont permis de cibler et de privilégier la nourriture et les besoins essentiels fournis aux réfugiés. L'accord entre le HCR et l'Union internationale des télécommunications a amélioré la [connectivité](#) (en anglais) des personnes relevant de la compétence du HCR et des communautés d'accueil et a atteint des groupes marginalisés comme les personnes en situation de handicap. Sur la base de la lettre de décembre 2020 publiée par le HCR et ONU-Femmes, un plan d'action régional commun a été élaboré, prévoyant des activités spécifiques pour promouvoir l'égalité des genres au Bangladesh, en Malaisie et au Pakistan. Le HCR, l'OMS et GAVI, l'Alliance pour les vaccins, ont favorisé l'accès équitable aux vaccins en en fournissant aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil, tout en soutenant les systèmes de santé.

Le HCR a collaboré avec le Groupe de haut niveau sur les déplacements internes et contribué à la conception du Programme commun du Secrétaire général des Nations Unies ainsi qu'à son Plan d'action pour les déplacés internes (voir la section sur l'engagement accru du HCR dans les situations de déplacement interne). Dans le cadre du Comité permanent interorganisations des Nations Unies (IASC), le HCR a dirigé les travaux sur la redevabilité et l'inclusion et a été à l'initiative des recommandations sur la localisation avec le Consortium des ONG somaliennes. L'adhésion d'ONG locales et nationales, la mise en place d'un [référentiel de localisation](#) (en anglais) ainsi qu'une plateforme « de référence » pour obtenir des bonnes pratiques et des conseils en matière de redevabilité et d'inclusion font partie des principales réalisations.

Collaboration avec les ONG et la société civile

Les consultations menées avec les ONG dans toutes les régions ont souligné l'importance de la localisation, de l'engagement communautaire et de l'action climatique. Au niveau du Siège, les consultations mensuelles avec les ONG ont été coorganisées avec ICVA sur des sujets comme la vaccination contre le COVID-19, la protection et les mouvements mixtes. Le HCR a publié deux rapports, l'un sur le [rôle moteur joué par la société civile dans la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés](#) (en anglais), et l'autre sur les exemples de bonnes pratiques de solutions innovantes élaborées par les organisations dirigées par des réfugiés en réponse à la pandémie de COVID-19.

Concernant le programme de localisation, le HCR a récompensé sept organisations dirigées par des réfugiés pour leur innovation, et un accord de partenariat simplifié pour l'octroi de petites subventions permettant d'accorder un soutien direct à des organisations communautaires a été expérimenté. La collaboration avec les organisations confessionnelles a été renforcée, par exemple dans le cadre du Conseil multireligieux des dirigeants de Religions pour la Paix. Le HCR a également signé de nouveaux protocoles d'accord avec la Fédération luthérienne mondiale, la Communauté de Sant'Egidio, Miles4Migrants, Powercoders, le Réseau international Scalabrini pour les migrations, le monde académique, des villes et des municipalités.

Afin de conquérir de nouveaux publics et différents segments de la société civile, le HCR a exploité le pouvoir du sport pour montrer la résilience des réfugiés et pour lutter contre les stéréotypes négatifs. Le partenariat du HCR avec le Comité international olympique et la Fondation olympique pour les réfugiés a facilité l'accès des réfugiés au sport aux niveaux amateur et d'élite et a généré une couverture impressionnante dans la presse et les médias sociaux. Les Jeux olympiques de 2021 à Tokyo ont été à l'origine de 9,9 millions d'articles dans les médias et 162 millions de tweets, dont respectivement 10% et 12% ont présenté les réfugiés comme des sportifs et sportives résilients et compétents.



Réforme du système des Nations Unies pour le développement

et liens entre les secteurs humanitaires, du développement et de consolidation de la paix

Le HCR a soutenu activement la réforme du système des Nations Unies pour le développement, collaborant avec le Bureau de la coordination des activités de développement (BCAD) pour influencer sur les lignes directrices, en contribuant par exemple au Manuel pour les Coordonnateurs résidents sur le système humanitaire. En octobre 2021, le HCR et le BCAD ont également signé une lettre commune adressée à tous les Coordonnateurs résidents et Représentants du HCR, exposant les domaines de travail communs. [Une analyse réalisée par OCHA, le BCAD et le HCR](#) (en anglais) a montré que 86% des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans les pays d'accueil de réfugiés mentionnaient les réfugiés dans leurs énoncés de résultats. Sur le plan financier, le HCR a contribué à hauteur de 2,5 millions de dollars au système des Coordonnateurs résidents au titre de l'accord de partage des coûts avec les Nations Unies.

À l'échelle régionale, le HCR a codirigé les plateformes mises en place dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, notamment les Coalitions thématiques, qui contribuent à la réalisation des ODD en fournissant des données et des analyses, ainsi qu'un soutien technique et en capacités aux acteurs locaux et gouvernementaux.

Le HCR a respecté la recommandation du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur les liens entre les secteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix et est resté un membre actif du groupe de résultats du Comité permanent inter-organisations des Nations Unies sur cette question.

La collaboration entre le HCR et la Banque mondiale a permis de mobiliser des financements supplémentaires pour le développement dans les pays d'accueil de réfugiés. Le HCR a fourni régulièrement des évaluations de la protection à la Banque mondiale, notamment des examens complets et publics des politiques nationales concernant les réfugiés, ce qui permet d'orienter le soutien vers les pays d'accueil de réfugiés au bénéfice des réfugiés et des communautés d'accueil. La collaboration avec les banques multilatérales régionales de développement a également été renforcée, par exemple par le biais du protocole d'accord conclu avec la Banque interaméricaine de développement et de l'échange de lettres avec la Banque asiatique de développement favorisant l'inclusion des personnes déracinées dans les politiques et les programmes de ces banques. La coopération avec la Banque africaine de développement a débouché sur des projets bénéficiant aux personnes déplacées au Zimbabwe, dans la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs ainsi qu'au Sahel.



© UNHCR/Olga Sarrado Mur

Le transfert des déplacés internes qui ont été accueillis dans des écoles vers Sabacare 4, un nouveau site construit pour abriter les personnes déplacées qui ne peuvent pas retourner chez elles, a commencé dans la région du Tigré, en Éthiopie.



Ressources humaines

Le HCR a renforcé sa gestion prévisionnelle stratégique

à long terme des besoins en personnel et a soutenu la gestion prévisionnelle des besoins en personnel des opérations en 2021, malgré les perturbations liées à la pandémie de COVID-19. Les postes vacants ont été pourvus rapidement avec des candidats répondant aux exigences de compétences et aux priorités stratégiques, notamment en termes de diversité et de parité entre les genres. Conformément à la politique relative à la parité entre les genres, 50% des candidats à des postes senior (niveaux D1 et P5) étaient des femmes.

Une nouvelle « approche stratégique de la gestion prévisionnelle des besoins en personnel », pilotée avec des collègues spécialistes de la gestion des risques, a affiné la façon dont le soutien, les instructions et les analyses sont fournis aux opérations-pays, aux bureaux et au Siège.

Testée avec le service de gestion des risques de l'organisation en soutien à sa stratégie de gestion des risques à l'horizon 2025, la planification des ressources humaines est au cœur de cette nouvelle approche. 45 employés des ressources humaines ont participé à des formations sur la gestion prévisionnelle des besoins en personnel, et des collègues issus de 11 opérations et de deux divisions ont été formés aux tableaux de bord des effectifs qui génèrent des données et des informations stratégiques sur la composition de la main d'œuvre permettant d'éclairer les décisions sur la gestion prévisionnelle opérationnelle et stratégique des besoins en personnel.

La gestion prévisionnelle stratégique des besoins en personnel a été encore améliorée par le développement de Workday@UNHCR, dans le cadre du Programme de transformation institutionnelle, qui fournira aux décideurs des données en temps réel sur les compétences, les talents et les profils, et fera des prévisions sur les pénuries de talents.

Priorités stratégiques globales

Ressources humaines

Voir p. 17 pour les résultats des PSG



La formation et le perfectionnement sont devenus plus stratégiquement liés à la gestion intégrée des talents, avec des liens entre performance, gestion prévisionnelle des besoins en personnel, leadership et évolution de carrière. Les modules d'auto-apprentissage ont été rendus plus interactifs et la formation continue a été renforcée grâce au développement de micro-ressources à utiliser au cours du travail en cas de besoin.

Un diagnostic de la façon dont le HCR gère la performance – notamment la culture et les processus relatifs à la gestion de la performance – a été réalisé par le Centre mondial d'apprentissage et de perfectionnement. Un nouveau système, testé en 2021, se veut simple et efficace, en offrant une expérience positive aux employés et en développant davantage une culture permettant aux collègues de réussir et de s'épanouir. Cette nouvelle approche renforce la capacité du manager de fournir du coaching et du feedback et d'identifier les opportunités de carrière et de perfectionnement.

Diverses plateformes virtuelles de formation et de perfectionnement ont été lancées, notamment GetAbstract, MysteryCoffee et Coursera, et le HCR a investi dans le renforcement de sa culture de coaching et de mentorat. Les collègues seniors recrutés à l'extérieur aux niveaux P5 et D1 ont bénéficié d'un coaching, d'un mentorat et de possibilités d'apprentissage individualisés par le biais du Programme d'orientation/préparation pour les hauts responsables.

Le HCR a dispensé une formation sur des domaines thématiques spécifiques, comme par exemple une série de webinaires pour « Animer des échanges sur la sensibilisation au racisme » à destination des responsables et des superviseurs, en collaboration avec le Conseiller principal chargé des questions d'inclusion et de diversité.

Alors que l'année 2021 était encore marquée par la pandémie, la Commission mixte d'examen [des recrutements] s'est réunie virtuellement, jouant un rôle de supervision clé pour veiller à ce que le processus de recrutement soit transparent, stratégique et exempt de préjugés et de discrimination. Le HCR a reçu 92 000 candidatures pour 1681 offres d'emplois publiées, les deux tiers d'entre elles émanant de candidats externes. Compte tenu de la forte augmentation du nombre de situations d'urgence, le HCR a considérablement accru les processus d'embauche accélérée, avec 12 séries d'annonces pour 270 postes. Les 33 fichiers de réserve de talents du HCR ont fourni en moyenne 1300 candidatures par mois, contribuant à combler les besoins en recrutement, en particulier pour les missions temporaires. 45% des candidats finalistes étaient des femmes et la principale origine géographique des candidats était l'Afrique (35%). Le HCR a considérablement renforcé son rayonnement international pour se positionner comme un employeur de choix et mieux cibler les profils difficiles à recruter comme les femmes, les nationalités moins représentées et les personnes en situation de handicap.

Un travail important a été fait pour mettre au point des politiques de recrutement, d'affectation et de travail flexible, qui permettent d'améliorer la diversité géographique et la parité entre les genres. Pour éliminer les obstacles et prendre en considération les circonstances et les difficultés auxquelles les collègues LGBTIQ+ sont confrontés, en particulier, une instruction administrative prévoyant un paiement établi par rapport au lieu d'installation de la famille a été révisée pour considérer tous les lieux d'affectation comme appartenant à la catégorie « famille » lorsque les personnes à charge éligibles ont des difficultés pour obtenir le statut de résident.

Le HCR a joué un rôle moteur dans les efforts interagences en matière de santé et de sécurité. Il a contribué activement à l'Équipe spéciale sur les évacuations sanitaires à l'échelle du système des Nations Unies, aux efforts interagences visant à renforcer la première ligne de défense médicale, et à la stratégie vaccinale des Nations Unies. Le HCR a publié une nouvelle « Politique relative à la gestion de la santé et de la sécurité au travail » qui constitue un cadre solide pour gérer les menaces, les blessures et les maladies affectant le personnel – en lien avec la pandémie de COVID-19 et dans d'autres contextes – et il a développé un système numérique pour signaler les incidents. Un réseau de points focaux et de comités chargés de la santé et de la sécurité au travail a assuré une vue d'ensemble régionale et locale sur la façon dont les normes étaient appliquées, et 60 cadres supérieurs ont été formés à la gestion de la santé et de la sécurité au travail. Conformément au Cadre relatif à la santé et à la sécurité au travail, les maisons d'hôtes du HCR sont surveillées et soutenues, et les lignes directrices concernant les normes de santé et de sécurité doivent être respectées par les structures d'hébergement.



Gestion axée sur les résultats

Le HCR a introduit COMPASS en 2021 comme une approche

renouvelée de la gestion axée sur les résultats. Cette approche comprend la planification, l'obtention et la production de résultats sur une période de 3 à 5 ans, liés à un cadre mondial de résultats. Le fait de mener une réflexion et de fixer des priorités stratégiques à plus long terme avec différentes parties prenantes permet au HCR de mieux répondre aux déplacements forcés, de remédier à l'apatridie et d'intégrer les Objectifs de développement durable dans son activité.

Les personnes déplacées et apatrides, les gouvernements, les autres organisations humanitaires et du développement, les groupes de la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs sont impliqués tout au long du processus afin d'optimiser les résultats pour les personnes relevant de la compétence du HCR. En 2021, 24 opérations du HCR ont fait partie des premières à élaborer leurs stratégies pluriannuelles.

L'approche COMPASS de la gestion axée sur les résultats se base sur une approche de la planification et du suivi des résultats collaborative et fondée sur des données objectives. Les stratégies pluriannuelles se fondent sur une analyse de la situation, des populations relevant de la compétence du HCR, de la protection et des solutions. L'analyse est menée en collaboration avec les parties prenantes concernées, notamment les personnes déplacées et apatrides et les organisations partenaires du HCR. Ces données objectives constituent la base des priorités communes et de l'élaboration des orientations stratégiques pour les années à venir et peuvent contribuer à d'autres cadres de planification dans le même contexte. Le HCR et ses partenaires suivent les progrès réalisés pour parvenir aux résultats prévus et produisent des rapports par rapport à des indicateurs clés. Les conclusions du suivi et de l'analyse des progrès réalisés sont utilisées pour ajuster les plans de mise en œuvre si nécessaire.

Le système a été mis en service avec succès pour l'Appel global 2022 publié en décembre 2021. Dans le même temps, Global Focus, le principal site internet du HCR qui fournit des informations opérationnelles aux donateurs, a également été mis à jour avec une configuration totalement nouvelle qui reflète le nouveau cadre de résultats.

Priorités stratégiques globales
Programme et gestion axée sur les résultats
Voir p. 16 pour les résultats des PSG





Un employé du HCR assiste des familles déplacées qui attendent de recevoir des aides en espèces pour l'hiver à Kaboul.



Gestion des risques au HCR

La gestion des risques aide le HCR à anticiper, à prévenir les problèmes, à saisir les opportunités et à faire preuve d'intégrité. S'appuyant sur les progrès considérables réalisés pour faire face à l'incertitude opérationnelle et guidé par la stratégie de « gestion des risques à l'horizon 2025 », le Haut-Commissaire a appelé à une culture forte et soutenue de la gestion des risques. Basé sur un modèle de changement des comportements, cette stratégie fera avancer la gestion des risques dans l'ensemble de l'organisation avec le soutien des cadres supérieurs et un réseau de 30 spécialistes de cette question.

Grâce à l'intégration d'une culture de gestion des risques, le personnel qui travaille directement auprès des communautés déplacées peut repérer les risques et prendre des mesures. En Ouganda, pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés en Afrique, les bureaux de terrain et les sous-délégations du HCR ont désigné des points focaux pour la gestion des risques, tandis que le groupe

consultatif chargé des risques au niveau du pays, qui comprend notamment les donateurs et les partenaires, s'attaque aux risques comme l'impunité pour les responsables de haut niveau qui commettent des actes d'exploitation et d'abus sexuels. Au Rwanda, tous les bureaux de terrain sont impliqués dans l'examen des risques, de sorte que ceux qui sont le plus près du point de distribution orientent la prise de décision. Au Soudan du Sud, des plans d'action détaillés pour chaque risque identifié garantissent une gestion proactive des risques. Dans les camps de réfugiés de Kakuma et de Dadaab au Kenya, des évaluations annuelles de la vulnérabilité à la fraude préservent l'intégrité des processus de protection comme la détermination du statut de réfugié et la réinstallation. L'intégration de la gestion des risques dans toutes ses opérations renforce les programmes et la redevabilité du HCR.

Le réseau de gestion des risques a formé et fourni un soutien en personne et en ligne à 5081 membres du personnel du HCR et de ses partenaires, soit près du double du nombre de 2020, et a abordé

en particulier les risques liés à l'intégrité comme l'abus d'autorité, la fraude, la corruption, et l'exploitation et les abus sexuels. Les membres du personnel des partenaires en Ouganda, en Somalie et au Soudan du Sud ont bénéficié d'une formation générale à la gestion des risques. Une formation à la prévention de la fraude a eu lieu au Bangladesh, en Indonésie, au Pakistan, en République démocratique du Congo et au Yémen, et les partenaires dans toute la région Asie et Pacifique ont été impliqués dans cette question importante. Des missions de soutien à l'intégrité et des évaluations des risques ont été effectuées au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger et au Tchad. Des discussions sur le code de conduite ont été organisées en Libye pour établir un dialogue entre le HCR et ses partenaires sur l'utilisation

éthique des médias sociaux, l'intégrité des procédures d'achat, la prévention de la fraude et de la corruption ou les conflits d'intérêt. Les risques de protection encourus par l'équipe olympique d'athlètes réfugiés ont été examinés de manière collective par la Division de la protection internationale, le Bureau régional pour l'Asie et Pacifique et l'opération au Japon.

Les cadres supérieurs ont été formés à la gestion des risques de réputation et à la communication de crise, ainsi qu'à la façon dont leurs actions pourraient affecter la sécurité des personnes et la confiance que les réfugiés placent dans le HCR. Une simulation en temps réel d'une situation de crise leur a fourni une expérience pratique.

Afghanistan – la gestion des risques en action

Pendant l'année 2021, le conflit et les troubles politiques en Afghanistan ont aggravé les besoins humanitaires. Malgré un contexte très instable, le HCR a maintenu sa présence dans le pays et a continué d'intervenir pour répondre aux besoins des centaines de milliers d'Afghans qui ont été forcés de fuir. Le retour au pouvoir des Talibans et l'effondrement du système bancaire ont engendré des risques importants et l'ont contraint à recalibrer ses plans. En coordination étroite avec l'équipe de pays des Nations Unies pour l'Afghanistan, le HCR a constamment évalué les risques pour les communautés déplacées, ses programmes humanitaires, son personnel et celui de ses partenaires. [La résolution 2615 \(2021\) du Conseil de sécurité des Nations Unies](#) a été importante pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire en Afghanistan, en exemptant les activités humanitaires répondant aux besoins essentiels de la population des sanctions infligées aux Talibans. Toutefois, tout en naviguant dans le nouveau paysage politique et en collaborant avec de nouveaux partenaires et avec les autorités de fait pour s'assurer qu'il pourrait continuer de venir en aide aux personnes en besoin, le HCR a systématiquement vérifié que les individus et les entités concernés ne figuraient pas dans la liste des sanctions des Nations Unies. L'aide financière directe a été considérée comme l'une des meilleures façons de soutenir les Afghans ayant fui leurs foyers afin de renforcer leur protection, couvrir leurs besoins en abris et leur sécurité alimentaire, et de soutenir les retours dans leurs localités d'origine lorsque les conditions de sécurité le permettaient. La mise en place d'un programme d'aides en espèces a constitué un domaine essentiel dans lequel le HCR a pu intervenir en partenariat avec des prestataires de services financiers. Afin de faire face aux risques dans la mise en œuvre de ce programme dans un contexte où les partenaires sur le terrain étaient peu nombreux, et où identifier les personnes les plus vulnérables était difficile, le HCR a exercé une diligence stricte dans la sélection de ses partenaires. Parmi les mesures d'atténuation prises, il y avait aussi la distribution d'espèces en dollars et en afghanis, le renforcement du suivi post-distribution et l'enregistrement biométrique basé sur les empreintes et la reconnaissance de l'iris.

Tout au long de l'année 2021, la pandémie est restée une source importante d'incertitude pour la santé des personnes relevant de la compétence du HCR et pour son personnel dans toutes les opérations. Bien que les risques aient été gérés de manière proactive, les répercussions socioéconomiques de la pandémie à long terme sur les moyens de subsistance des communautés déplacées et sur l'environnement de protection affectent les personnes forcées de fuir dans le monde entier.

Comme le nombre de personnes qui dépendent du soutien du HCR continue d'augmenter en raison des nouvelles crises, des phénomènes météorologiques extrêmes et des conflits, le HCR doit continuer de prendre et de gérer les risques nécessaires pour s'acquitter de son mandat régulièrement, consciemment et collectivement.

Intégrité et surveillance

Alors que le HCR poursuivait sa transformation interne et faisait face aux difficultés liées au nombre croissant de situations d'urgence et à l'impact continu de la pandémie, les activités du Bureau de l'Inspecteur général (IGO) étaient au cœur de la surveillance indépendante dont l'objectif global est d'assurer l'efficacité du système indépendant de surveillance du HCR.

Bien que l'année 2021 ait été une autre année de travail en temps de pandémie, le Bureau de l'Inspecteur général a réalisé des progrès constants dans la mise en œuvre de sa stratégie quinquennale. Des consultations renforcées et une collaboration positive entre organismes indépendants de contrôle et avec la direction du HCR ont permis d'identifier, d'évaluer et de répondre aux principaux risques, questions et défis rencontrés par le HCR en 2021.

Les conclusions du contrôle indépendant au cours de l'année ont globalement confirmé que le HCR avait assuré une surveillance satisfaisante de la gestion de ses opérations malgré les défis posés par un nombre record de déclarations de situations d'urgence et les répercussions de la pandémie de COVID-19.

Le nombre de plaintes reçues a augmenté de 27%, soit 1450 plaintes (contre 1146 en 2020), et le Bureau de l'Inspecteur général a augmenté le nombre et l'efficacité des plaintes évaluées par la mise en place d'un processus d'admission des plaintes. En 2021, le nombre de cas évalués a augmenté de 42% (soit 1613) essentiellement grâce aux mesures prises pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des procédures pour traiter le nombre croissant de plaintes. Sur le nombre total d'évaluations, 44% n'ont pas nécessité de suites et ont été closes à l'issue de la phase d'admission (37% en 2020) ; 38% ont été déferées (43% en 2020) ; 8% ont conduit à des enquêtes (13% en 2020) ; 3% ont été closes après évaluation (1% en 2020) et les 7% restants ont été orientées vers les partenaires d'exécution pour une éventuelle enquête de suivi. 121 enquêtes ont été ouvertes en 2021 (142 en 2020). 158 enquêtes ont été finalisées, soit une augmentation de 22% par rapport à 2020. Sur ce nombre, 50% ont été jugées fondées (55% en 2020).

Il y a également eu une coordination efficace du travail de contrôle indépendant, avec la mise en place de deux plateformes en ligne présentant une vue consolidée des plans de travail et des recommandations. Ces dernières ont fourni à la direction un aperçu des plans de surveillance et des résultats au niveau de l'organisation, avec une analyse et des détails à l'appui. Un véritable dialogue entre organismes indépendants de contrôle a été mené en 2021 et cela a permis d'assurer un plan de travail cohérent pour les activités de surveillance pour 2022.



Prévention de l'exploitation et des abus sexuels et du harcèlement sexuel en 2021

© HCR/Martim Gray Pereira

Elisa Jamal, assistante pour la protection communautaire au HCR, mène des activités de sensibilisation à la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels à Pemba, dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique.

La lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel est essentielle pour fournir une protection et une assistance de manière sûre et digne, à la fois pour les personnes relevant de la compétence du HCR et pour celles avec lesquelles le HCR travaille. En 2021, les efforts du HCR se sont concentrés sur l'amélioration de la formation et le renforcement des capacités du personnel pour combattre les comportements sexuels répréhensibles en mettant en œuvre une approche centrée sur les victimes et en s'attaquant aux causes sous-jacentes des comportements sexuels répréhensibles profondément ancrées dans la culture de l'organisation.

Compte tenu des restrictions mondiales liées à la pandémie de COVID-19, le HCR a adapté ses activités de formation au mode virtuel, à destination de plus de 600 membres de son personnel. Deux programmes de formation internes au HCR ont été mis au point, l'un sur l'exploitation et les abus sexuels, et l'autre sur le harcèlement sexuel. S'appuyant

sur des vidéos, des cas pratiques et des témoignages pour apprendre par l'expérience, ces programmes interactifs visent à améliorer les capacités du personnel à définir, détecter, prévenir et lutter contre les comportements sexuels répréhensibles. À la fin de 2021, 40 membres du personnel du HCR issus de 25 opérations et du Siège avaient été formés comme animateurs de ces programmes de formation. En outre, un webinaire participatif innovant basé sur un cas pratique en vidéo a été utilisé pour sensibiliser 119 employés – points focaux chargés de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels sur le terrain – dans le cadre de 14 sessions différentes d'apprentissage entre pairs pour étudier les concepts clés, les normes et les bonnes pratiques. Ces points focaux étaient issus de 89 opérations provenant des sept régions du HCR.

À la suite de l'adoption en 2020 de la « [Politique du HCR relative à l'approche centrée sur la victime pour la réponse aux inconduites sexuelles](#) », le premier

document de ce type dans le système des Nations Unies, des consultations ont été menées dans l'ensemble du HCR pour mettre en œuvre cette politique, notamment avec les collègues sur le terrain qui apportent un soutien aux victimes d'exploitation et d'abus sexuels, ainsi qu'avec les entités pertinentes au Siège. Des ateliers virtuels ont identifié les mesures concrètes pour intégrer les principes clés de cette politique dans les procédures opérationnelles. Afin de renforcer le soutien aux victimes de comportements sexuels répréhensibles et d'améliorer l'intégration de la prévention et de la lutte contre le harcèlement sexuel au sein de l'organisation, l'agent chargé de la prise en charge des victimes de comportements sexuels répréhensibles a été rattaché au Bureau du Coordonnateur principal chargé des questions de protection contre l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel. Ses responsabilités ont été accrues bien que toujours fortement concentrées sur l'assistance aux victimes de harcèlement sexuel dans le cadre du processus de soutien et de résolution.

Dans le cadre de son engagement systémique visant à éradiquer les causes sous-jacentes des comportements sexuellement répréhensibles, le HCR a produit un « [recueil de pratiques prometteuses sur le changement de culture organisationnelle](#) » (en anglais), recensant un ensemble d'initiatives et de pratiques innovantes menées par toute une série d'organisations humanitaires et de développement. Pour soutenir davantage la prise en compte des questions culturelles sur le lieu de travail, le HCR a élaboré un

« [Guide de l'animateur de formations sur les valeurs, les attitudes et la culture organisationnelle dans le cadre de la prévention contre les comportements sexuels répréhensibles](#) » (en anglais). Ce guide aide les organisations et les équipes à organiser des séances de réflexion qui offrent un espace sûr permettant aux cadres supérieurs de réfléchir et d'examiner les questions qui sont au cœur des comportements sexuels répréhensibles, notamment les questions sous-jacentes de déséquilibre des pouvoirs et d'inégalité des genres, ainsi que leurs propres rôles pour changer ces comportements. S'appuyant sur une telle séance organisée à la fin de 2020 pour les membres du Groupe de travail du Conseil des chefs de secrétariat sur la lutte contre le harcèlement sexuel au sein des organismes des Nations Unies, le HCR a animé une session avec les dirigeants du Comité permanent inter-organisations des Nations Unies et deux sessions avec les Coordonnateurs humanitaires provenant du monde entier. Pour réaffirmer sa détermination à lutter contre les comportements sexuels répréhensibles, le HCR a été l'une des premières organisations des Nations Unies à adhérer à la « [Recommandation du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire](#) ». Le HCR a également été la première agence des Nations Unies à piloter le [Mécanisme de déclaration des comportements répréhensibles](#) (en anglais), un outil de contrôle et de vérification des références sur le personnel des ONG partenaires qui complète la base de données des Nations Unies *ClearCheck* à laquelle le HCR participe.



Répondre aux situations de déplacement interne

© HCR

Des déplacés internes à Hsipaw, dans l'État shan, au Myanmar, reçoivent des articles de secours essentiels de la part du HCR et des partenaires locaux.

Le nombre croissant de déplacés internes, en particulier du fait des conflits et des violences, a conduit le HCR à intervenir de façon plus systématique. Les déplacés internes représentent le groupe le plus important de personnes relevant de la compétence du HCR : on comptait 51,3 millions de déplacés internes enregistrés à la fin de 2021, soit 2,7 millions de plus qu'à la fin de 2020. Bien que l'accès aux déplacés internes soit souvent entravé, ce qui complique l'évaluation et la prise en charge de leurs besoins, le HCR s'est engagé activement et a déclaré 11 nouvelles situations d'urgence de déplacés internes dans huit pays, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, au Myanmar et en République démocratique du Congo. Outre l'aide humanitaire fournie par le biais de ses opérations et des trois groupes sectoriels qu'il dirige (protection ; abris ; gestion et coordination des camps), le HCR a renforcé sa collaboration avec les acteurs du développement, attirant leur attention sur les besoins de protection sociale et les solutions potentielles susceptibles d'être accessibles grâce à des interventions de développement précoces et soutenues par les États.

En Éthiopie, en coordination avec ses partenaires et les autorités, le HCR a étendu son programme pour couvrir neuf régions et a fourni directement ses services de protection, des abris et des articles essentiels à plus de 1,7 million de personnes. Parmi elles, plus d'un million ont bénéficié d'activités de protection, notamment des activités qui soutiennent les décisions des déplacés internes relatives à des solutions. En outre, dans le cadre de son rôle en matière de gestion et de coordination des camps, le HCR a soutenu 580 000 déplacés internes dans des installations communautaires, la majorité étant située dans 68 sites dans les régions de l'Amhara et du Tigré. Ailleurs en **Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs**, les conflits actuels et croissants dans la Province du Darfour, au Soudan, ont contraint le HCR à se concentrer sur les activités vitales notamment via un suivi de protection à distance et des interventions directes.

Priorités stratégiques globales

Coordination humanitaire

Voir p. 12 et p. 16 les résultats des PSG.



Le HCR a collaboré avec l'IGAD et d'autres partenaires dans le cadre de l'initiative de recherche de solutions pour la situation de déplacement au Soudan et au Soudan du Sud afin de promouvoir des cadres de solutions globales pour les réfugiés, les déplacés internes et les rapatriés. Au Soudan du Sud, le HCR a développé une approche par zones, orientée vers des solutions, ciblant des zones de retours importants en mobilisant des investissements pour des interventions à moyen ou long terme dans le domaine du développement et de la paix, appelées « Poches d'espoir », qui seront lancées en 2022.

En **Afrique australe**, le personnel responsable de la protection communautaire a aidé à renforcer les mécanismes de retour d'informations, la protection et la participation en République démocratique du Congo, où les conflits armés et les violences ont provoqué des déplacements répétés de grande ampleur, aggravés par l'éruption du [volcan Nyiragongo](#) (en anglais). Cette approche a permis de répondre aux besoins des déplacés internes vivant dans des sites planifiés et ceux hébergés par des familles d'accueil. Au Mozambique, le HCR est intervenu pour répondre aux déplacements internes de grande ampleur engendrés par les attaques de groupes armés dans la province de Cabo Delgado et par des catastrophes naturelles comme des cyclones. Le HCR a soutenu les grands projets de développement de la Banque africaine de développement, en facilitant également le développement du secteur privé et l'accès des déplacés internes à l'électricité et à la production agricole. Il a renforcé son partenariat avec la coopération allemande pour le développement afin de soutenir les déplacés internes au nord du Mozambique.

En **Afrique de l'Ouest et du Centre**, le HCR a encouragé et aidé les États à intégrer la [Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique](#) dans leur législation interne. En 2021, un projet de loi a été adopté au niveau technique au Cameroun et au Tchad, et le projet de loi de la République centrafricaine a été soumis au Parlement pour adoption. Au Burkina Faso, un soutien a été apporté pour la mise en place et la formation du comité technique interministériel et une feuille de route a été adoptée pour l'intégration de cette convention dans la législation interne. Au Nigéria, une politique fédérale relative aux déplacés internes a été adoptée. Au Mali, le projet de loi validé au niveau technique en 2019 a été examiné.

Aux **Amériques**, le HCR a collaboré avec les autorités nationales et départementales, les parlements et les gouvernements locaux pour encourager la mise en place de cadres et politiques institutionnels sur les déplacements internes. Des initiatives législatives sont en cours en El Salvador, au Honduras et au Mexique. Parmi les initiatives figurent l'adoption et/ou la mise en œuvre de législations, de politiques, de programmes de protection et d'assistance en faveur des déplacés internes, par exemple un cadre visant à protéger leurs droits au logement, à la terre et à la propriété et la récupération des biens matériels et communautaires. Le HCR a collaboré avec les autorités nationales pour produire des statistiques et des informations nationales sur les déplacés internes conformément aux recommandations internationales sur les statistiques relatives aux déplacés internes afin de mieux orienter les futures stratégies et interventions en faveur des personnes déplacées par les violences.

Le HCR a développé ses initiatives en matière de protection communautaire dans les communautés d'accueil ou pour les personnes confrontées à des risques accrus de déplacement. En collaboration avec des organisations locales, le HCR a soutenu des interventions visant à atténuer les risques et à renforcer les réseaux de protection grâce à la réhabilitation d'espaces communs et à des programmes favorisant l'organisation des communautés et offrant des alternatives aux groupes exposés à des risques accrus dans le nord de l'Amérique centrale. L'Unité de protection des victimes en Colombie et le HCR ont pris des mesures pour améliorer les données sur les niveaux de vulnérabilité des déplacés internes et les liens avec des solutions.

En **Asie et Pacifique**, 571 000 nouveaux déplacés internes du fait des conflits ont porté le nombre total de déplacés internes [en Afghanistan](#) à près de 3,5 millions à la fin de l'année, bien que 791 000 personnes au moins soient rentrées, la plupart à la fin de 2021. Anticipant une escalade des déplacements, le HCR avait réalisé une préparation et une planification détaillées des mesures d'urgence, prévoyant davantage de matériaux pour les abris d'urgence et des équipements de protection individuelle pour qu'une réponse sûre soit également assurée contre le COVID-19. Le HCR est resté sur place pour assister 1,1 million de déplacés internes, en leur fournissant des articles de secours essentiels, des abris d'urgence, des kits d'hygiène, des aides en espèces et un soutien pour la préparation à l'hiver. Le HCR a privilégié la distribution d'aide humanitaire vitale, assurant la continuité de la protection pour les déplacés internes et renforçant la résilience des communautés conformément à la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans.

Au Myanmar, 320 900 personnes ont été déplacées à la suite du coup d'État militaire du 1er février 2021, portant le nombre total de déplacés internes à 671 000. Le HCR et ses partenaires se sont efforcés d'atteindre les déplacés internes vulnérables, notamment 130 000 déplacés dans l'État rakhine depuis 2012. [62 000 personnes affectées](#) (en anglais) dans l'État rakhine ont reçu des articles de secours essentiels et un soutien pour les abris d'urgence de la part du HCR. Des projets à impact rapide, mis en œuvre par le HCR et le PNUD, ont bénéficié à plus de 20 000 personnes. Aux Philippines, le HCR a renforcé les capacités des autorités locales et nationales pour qu'elles soient en mesure de diriger les réponses actuelles et futures aux déplacements internes et, en décembre, il a déployé du personnel et des articles de secours essentiels à Caraga après le passage du typhon Rai.

En **Europe**, Le HCR a coordonné des activités dans le domaine de la protection et des abris dans l'est de l'Ukraine, de part et d'autre de la ligne de contact, en effectuant des réparations sur les abris et en soutenant des projets communautaires pour les services de base dans des zones isolées. Il a fourni des aides en espèces et des conseils juridiques aux populations affectées dans les zones contrôlées par le Gouvernement, ainsi que des services aux personnes ayant des besoins spécifiques. Le HCR a également fourni un soutien logistique aux convois humanitaires pour le compte de l'Équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire.

Au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord**, le HCR a effectué une [évaluation participative](#) (en anglais) en Iraq, concernant la délivrance de documents, la protection de l'enfance, les violences de genre, les moyens de subsistance, l'autosuffisance et la santé mentale.

Il a encouragé l'inclusion et les opportunités d'emploi après la [fermeture soudaine de trois sites pour déplacés internes](#) et soutenu l'[aide juridique](#) (en anglais) et le renforcement des capacités institutionnelles pour assurer la délivrance de [documents d'état civil](#) (en anglais). Un soutien similaire pour la délivrance de documents a été assuré au Yémen, parallèlement à une aide juridique et à un soutien psychosocial. Le HCR a effectué plus de 230 000 [évaluations de suivi de protection](#) (en anglais), soutenu quelque 138 000 déplacés internes grâce à des interventions de protection, notamment une aide juridique et un soutien psychosocial, et distribué 72 millions de dollars d'aides en espèces pour aider 1,4 million de déplacés internes à [éviter la famine](#) (en anglais). Dans le nord-ouest de la [République arabe syrienne](#) (en anglais), 275 000 personnes ont été vaccinées contre le COVID-19 et 547 000 déplacés internes ont reçu des articles de secours essentiels. Par le biais de ses partenaires, le HCR a fourni un soutien psychosocial à 203 000 personnes, et l'initiative *Safe from the Start* a contribué à financer la prévention des violences de genre, la réduction des risques et la prise en charge.

Coordination

À l'échelle mondiale, le HCR a déployé d'importants efforts pour s'assurer que la protection des déplacés internes restait au centre de l'action internationale et nationale des acteurs humanitaires, du développement et de la paix. En 2021, conjointement avec la Rapporteuse spéciale sur les droits humains des personnes déplacées internes, le HCR a mis en place le groupe d'experts sur la protection des déplacés internes. Composé des actuels et anciens titulaires du mandat sur les droits humains des personnes déplacées internes, ainsi que de leaders d'opinion de haut niveau, d'anciens Coordonnateurs résidents et humanitaires et d'experts en politique, le groupe d'experts

sur la protection des déplacés internes vise à faire émerger une volonté politique et un leadership national grâce à un soutien international de haut niveau permettant de renforcer les mesures de protection face aux situations de déplacement interne. Favoriser l'environnement juridique et politique pour la protection des déplacés internes est resté une priorité stratégique du HCR, notamment en tenant à jour une base de données mondiales sur le droit et les politiques relatives aux déplacés internes et en collaborant avec l'Union africaine sur la Convention de Kampala.

Le HCR demeure un fervent partenaire des initiatives menées par les Nations Unies et les États pour soutenir des solutions. Il a constamment soutenu le Groupe de haut niveau du Secrétaire général chargé de la question des déplacements internes et son suivi ultérieur dans le cadre du Plan d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes. En tant qu'organisation membre du groupe de pilotage, le HCR s'engage à contribuer à la recherche de solutions en faveur des déplacés internes en partenariat étroit avec les États concernés, en transposant en particulier son expérience des « solutions pour les réfugiés » au contexte des déplacés internes. Cela consiste notamment à faciliter les méthodes de financement du développement, à mener des consultations avec les communautés de déplacés internes, à soutenir l'inclusion des considérations socioéconomiques dans les données relatives aux déplacés internes – tout cela visant à assurer la protection des déplacés internes dans le contexte des solutions durables.

Le Plan d'action GP20 mondialement connu a été remplacé par la Plateforme mondiale sur le déplacement interne GP2.0, coanimée par le HCR comme une plateforme informelle d'initiatives conjointes et de partage de bonnes pratiques.



© UNHCR/Ararat Babayan

En juin 2021, le HCR et les partenaires de gestion du site ont mené un exercice de vérification du nombre de déplacés internes au camp de El Geneina au Soudan.

Le travail du Centre commun de données sur les déplacements forcés du HCR et de la Banque mondiale améliore également la capacité des parties prenantes de prendre des décisions rapides et fondées sur des données objectives afin d'améliorer la vie des personnes impactées par les déplacements forcés, notamment les déplacés internes.

Groupe sectoriel mondial chargé de la protection

En 2021, le groupe sectoriel mondial et 32 groupes sectoriels nationaux chargés de la protection – dont 29 dirigés par le HCR – ont défendu les droits de 113 millions de personnes ayant des besoins de protection, et ont fourni des services à 23 millions de personnes dans les domaines de l'aide juridique, du soutien psychosocial, de la gestion des cas individuels, de la protection de l'enfance et des violences de genre.

Le soutien au terrain a constitué un élément important du travail du groupe sectoriel mondial chargé de la protection. Sa cellule opérations et ses groupes de travail multi-agences ont fourni un soutien sur des thèmes comme l'inclusion du handicap, les services adaptés à l'âge, la traite, la santé mentale et le soutien psychosocial, l'impact du climat, les droits humains, les aides en espèces pour la protection, le plaidoyer, le droit et la politique relatifs à la protection, le cycle du programme humanitaire et la coordination en matière de protection. Des missions ont été effectuées au Burkina Faso, au Cameroun, en Colombie, en Éthiopie, au Mozambique, au Niger, en RDC, au Soudan et un soutien à distance a été fourni en Afghanistan et en République bolivarienne du Venezuela. Le groupe sectoriel a activé une cellule de soutien d'urgence pour l'Afghanistan, afin d'aider à la coordination sur le terrain, au plaidoyer précoce et à l'analyse fondée sur des données objectives dans un contexte opérationnel difficile.

Le groupe sectoriel a défini une empreinte opérationnelle minimale sur le terrain, un [cadre analytique de la protection](#) collectif permettant une analyse cohérente, et a continué de publier des rapports phares comme la [Centralité de l'examen de la protection](#) (en anglais), des [mises à jour sur la protection mondiale](#) (en anglais) et un [bilan du financement de la protection](#) (en anglais).

Le groupe sectoriel a continué de soutenir les opérations pour leurs actions de plaidoyer auprès des autorités, des organisations et des Équipes de pays pour l'action humanitaire tout en relayant les points de vue de première ligne à l'échelle mondiale. Ces initiatives ont notamment concerné un [Forum mondial sur la protection](#) (en anglais) qui a rassemblé plus de 5000 partenaires humanitaires, de la paix et du développement, ainsi que des réunions d'information avec les États membres et les donateurs. Grâce à sa présence active dans tous les groupes des résultats du Comité permanent interorganisations des Nations Unies (IASC), le groupe sectoriel a soutenu la prise en compte des efforts de protection dans l'ensemble du système humanitaire et a continué de mobiliser les partenaires pour qu'ils reconnaissent la centralité de la protection, en particulier dans le cadre de l'examen de la politique de protection de l'IASC.

Groupe sectoriel mondial chargé de la gestion et de la coordination des camps

Du fait de la poursuite des conflits et des déplacements récurrents, les déplacés internes les plus vulnérables se sont retrouvés à vivre dans des sites spontanés et des campements indignes et insalubres en 2021. Si cela n'est pas traité dans le

cadre des activités relatives à la gestion et à la coordination des camps (CCCM), l'accès insuffisant et irrégulier aux services dans les sites risque d'aggraver davantage ces situations et d'affecter la vie des personnes. Plus de 12 millions de personnes ont été ciblées dans le cadre des Plans de réponse humanitaire par les groupes sectoriels chargés de la CCCM et par les partenaires proches des groupes sectoriels dans 22 opérations, le HCR en dirigeant ou codirigeant en tout 18. 107 partenaires internationaux et 117 partenaires nationaux ont constitué des groupes sectoriels dans ce domaine dans 13 opérations où le groupe sectoriel était activé, et 22 plateformes de coordination chargées de la CCCM ont été actives tout au long de l'année 2021. Sur ce nombre, 14 constituaient des groupes sectoriels CCCM officiellement activés et 8 étaient des mécanismes de coordination semblables à des groupes sectoriels. Deux nouveaux groupes sectoriels (Burkina Faso et Éthiopie) et un groupe de travail (Afghanistan) ont été activés.

À l'échelle mondiale, 715 représentants issus de 66 organisations nationales et internationales ont participé au [séminaire annuel](#) (en anglais) organisé par le HCR, qui a abouti au lancement d'une [Stratégie actualisée pour le groupe sectoriel mondial chargé de la CCCM](#) (en anglais) et à de nouvelles normes minimales pour la gestion des camps. Le séminaire a contribué à donner un nouvel élan au groupe sectoriel mondial, codirigé avec l'OIM, après une période de déplacements sans précédent et la pandémie de COVID-19.

243 jours de mission pour soutenir les groupes sectoriels nationaux ont été fournis par l'équipe du HCR en charge du groupe sectoriel mondial chargé de la CCCM sur

des questions relatives à l'élaboration de la stratégie, au soutien technique, à l'élaboration de termes de référence, au recrutement, au renforcement des capacités et à la gestion de l'information. Un partenariat a été établi avec la *London School of Economics* pour examiner les meilleures pratiques en matière de gestion et de coordination des camps écologique et durable, et le groupe sectoriel a collecté et publié des [études de cas](#) (en anglais) sur 13 domaines thématiques, notamment les solutions durables et la localisation. Afin d'améliorer la coordination dans ce domaine, une mise à jour de la boîte à outils pour le groupe sectoriel chargé de la CCCM a été initiée et la politique sur les « [Normes minimales pour la gestion des camps](#) » (en anglais) a été lancée. Le groupe de travail mondial sur l'approche par zones a publié une note d'orientation exposant la position du groupe sectoriel sur cette approche.

Groupe sectoriel mondial chargé des abris

En 2021, le HCR a dirigé 16 groupes sectoriels chargés des abris formellement activés sur 31 et 19 groupes sectoriels ou mécanismes similaires. Les groupes sectoriels chargés des abris dirigés par le HCR ont fourni des abris et des articles de secours essentiels à plus de 10,6 millions de déplacés internes dans des situations de conflit par l'intermédiaire de 470 partenaires. Cela signifie que 54% de tous les déplacés internes dans le monde ont reçu une aide pour les abris et des articles de secours essentiels. Un soutien affecté a aussi permis au groupe sectoriel mondial chargé des abris de mobiliser des efforts collectifs pour mettre au point des réponses humanitaires dans le domaine des abris et des sites d'installation qui soient plus vertes et intelligentes face au

climat. Cela passe par des modifications des cahiers des charges, un soutien aux possibilités de recyclage et de réutilisation, des solutions dans l'énergie durable, l'élaboration de profils environnementaux au niveau des pays, des interventions localisées basées sur les marchés et le pilotage de solutions d'abris innovantes et plus respectueuses de l'environnement. Pour améliorer sa capacité de gestion de l'information, le groupe sectoriel mondial chargé des abris a développé et lancé son [kit d'outils pour la gestion de l'information et l'évaluation](#) en complément de son [kit d'outils pour la coordination](#). En juin 2021, le groupe sectoriel a organisé sa [réunion annuelle 2021](#) en ligne, sur le thème des « abris dans un environnement en évolution » qui a réuni 26 événements et 1433 participants. En octobre, [l'atelier de coordination](#) annuel s'est tenu avec de nombreux événements en ligne. En juin 2021, le groupe sectoriel a lancé la 8^e édition de la publication portant sur [les projets du groupe sectoriel mondial chargé des abris](#) (en anglais).

Au cours du second semestre 2021, un nouveau point focal chargé des violences de genre a rejoint l'équipe (poste partagé avec le groupe sectoriel chargé de la CCCM) pour fournir un soutien et des conseils. À la fin de l'année 2021, l'équipe du groupe sectoriel a renforcé ses capacités en ajoutant des points focaux chargés du plaidoyer et de la recherche. En outre, un coordinateur itinérant pour le groupe sectoriel et un agent itinérant chargé de la gestion de l'information ont également rejoint le groupe sectoriel et, dans l'ensemble, le soutien (missions et soutien à distance) apporté aux groupes sectoriels sur le terrain a représenté un total de 774 jours.



Action climatique

© HCR/Andrew McConnell

Les signes de sécheresse sont partout dans le paysage aride de la province de Helmand et les perspectives sont sombres pour les agriculteurs. Beaucoup sont déjà en mouvement, ne fuyant plus la guerre, mais les effets combinés du changement climatique et de l'effondrement économique.

En 2021, une triste évolution a pris de plus en plus de relief : l'interdépendance entre le changement climatique, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les conflits et les déplacements. De plus en plus de personnes – inmanquablement celles qui contribuent le moins au changement climatique et qui sont le moins équipées pour s'adapter – sont à la recherche de sécurité face aux menaces liées au climat. Parmi de nombreux exemples en 2021, des inondations ont frappé le [Soudan du Sud](#) et [les réfugiés rohingyas](#) ; [l'Afghanistan](#) (en anglais) et la [Somalie](#) (en anglais) ont subi des sécheresses dévastatrices, et la diminution des ressources en eau a déclenché des conflits au [Cameroun](#). 90% des réfugiés proviennent de pays situés en [première ligne de l'urgence climatique](#). Mais fuir n'apporte aucune garantie de sécurité : plus de 40% des réfugiés et 70% des déplacés internes du fait des conflits vivent dans des pays particulièrement vulnérables au changement climatique.

Le HCR a exposé sa réponse face à l'urgence climatique dans un « [Cadre stratégique pour l'action climatique](#) » qui fixe des objectifs concernant les opérations, le droit et la politique et sa propre empreinte écologique.

Opérations – Renforcer la résilience en première ligne de l'urgence climatique

Les personnes déplacées se trouvant en première ligne de la crise climatique, le HCR cherche à atténuer les impacts négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les personnes relevant de sa compétence. Par exemple, dans le site d'installation de réfugiés de Tunaydbah au Soudan, le HCR et ses partenaires ont dû évacuer les réfugiés dont les abris avaient été endommagés par de fortes pluies et des inondations. Une étude topographique de la zone a été effectuée pour mieux comprendre quelles parties du site d'installation étaient les plus exposées aux inondations et ainsi éviter, atténuer et se préparer à de telles conséquences à l'avenir. D'autres actions ont permis la livraison d'électricité renouvelable à des hôpitaux et à des centres d'isolement contre la pandémie de COVID-19 au Kenya ; la reforestation au Bangladesh autour des camps de Rohingyas ; la solarisation des réseaux d'approvisionnement en eau qui fournissent plus d'eau aux communautés pour des périodes plus longues. Le HCR a mené de telles actions dans 20 pays, fournissant de l'eau à plus de 800 000 réfugiés.

Cependant, des défis sans précédent et des phénomènes météorologiques dangereux limitent la capacité des communautés à se remettre et à prospérer. Une meilleure préparation est indispensable pour aider les personnes déplacées à être résilientes face au changement climatique.

Pour étoffer son approche visant à intégrer le cadre stratégique dans ses opérations, le HCR a adopté la « [Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la soutenabilité environnementale 2022-2025](#) », qui met l'accent sur l'intégration des considérations et des risques environnementaux dans les activités de préparation, les réponses opérationnelles et la gestion des approvisionnements. Son objectif est de diminuer l'empreinte écologique des réponses aux situations de déplacement tout en améliorant la résilience climatique, en particulier dans des secteurs comme la planification des sites d'installation, les abris, WASH et [l'énergie](#).

Deux initiatives innovantes importantes ont été lancées dans le cadre de cette stratégie : le [Fonds de protection environnementale des réfugiés \(REP\)](#) et le fonds *Project Flow*.

Le Fonds REP est un mécanisme de financement durable qui investit dans des programmes de reforestation et de cuisson propre à grande échelle pour les réfugiés et les communautés d'accueil, tout en les enregistrant comme des crédits carbone vérifiés. En 2021, quatre opérations ont exprimé leur intérêt pour adhérer au Fonds REP. Le fonds *Project Flow* vise à surmonter l'obstacle des coûts d'investissement élevés nécessaires pour convertir des générateurs diesel à l'énergie renouvelable. Le HCR a déjà solarisé 41% des systèmes de pompage de l'eau, mais de nombreuses améliorations nécessitent un investissement important, un problème que *Project Flow* résout en recyclant les économies de carburant dans un fonds renouvelable. En 2021, six opérations ont exprimé leur intérêt pour adhérer à ce fonds.

D'autres instructions sur le verdissement des opérations figurent dans les documents du HCR intitulés « [Aperçu des abris et de la durabilité](#) » (en anglais) et « [recueil sur l'accès à la cuisson propre en prenant en considération la protection](#) » (en anglais). Étant donné que la fabrication des articles de secours essentiels représente un pourcentage important des

Au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, l'électricité solaire permet au personnel médical de faire fonctionner les équipements de l'hôpital et les systèmes de laboratoire 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Elle permet aussi aux vaccins d'être conservés correctement au réfrigérateur et aux diagnostics et traitements médicaux de répondre efficacement à la pandémie de COVID-19. En République-Unie de Tanzanie, le HCR a installé des panneaux solaires dans le principal hôpital qui fournit des services à plus de 135 000 personnes – soit près de 56% de la population réfugiée totale. Au Kenya, le HCR fournit de l'électricité solaire aux hôpitaux et aux centres d'isolement contre le COVID-19 pour combler les pénuries d'énergie et s'assurer que les centres puissent être totalement opérationnels.

émissions de gaz à effet de serre du HCR, ce dernier a identifié les 10 articles les plus émetteurs fournis aux opérations et a prévu de les modifier en priorité pour améliorer leur durabilité environnementale. Le HCR a également défini les principales activités d'approvisionnement qui contribuent à améliorer la chaîne d'approvisionnement du début à la fin, notamment les modalités de production des articles de secours essentiels et les mécanismes de distribution plus efficaces et plus légers.

Afin d'améliorer la prévisibilité de l'engagement du HCR dans les situations d'urgence provoquées par des risques liés au climat et d'autres risques naturels, la « Politique du HCR sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence » a été révisée en profondeur. Les mécanismes et les outils pour l'analyse des risques et la préparation ont également été revus pour intégrer des considérations liées à l'environnement. Le HCR a également élaboré des [conseils pratiques pour le personnel sur la protection dans le contexte de catastrophes et du changement climatique](#) (en anglais). Ces conseils visent essentiellement à aider les opérations du HCR à se préparer et à fournir des réponses en matière de protection face aux déplacements internes dans le contexte de catastrophes et du changement climatique.

Droit et politique – promouvoir la protection des personnes déplacées de force à cause des effets du changement climatique

Le HCR a continué de diffuser ses « [Considérations juridiques relatives aux demandes de protection internationale faites dans le contexte des effets néfastes du changement climatique et des catastrophes](#) » et de fournir

des recommandations aux États, aux juristes praticiens et à d'autres acteurs sur les questions juridiques relatives à ces questions. Le HCR aide aussi les gouvernements à élaborer des cadres juridiques et politiques pertinents pour la protection des personnes déplacées dans le contexte des catastrophes et du changement climatique, comme la « Politique et la stratégie en matière de gestion des déplacements internes » du Mozambique, qui a été adoptée en août 2021.

Le HCR a soutenu des [recherches](#) (en anglais) et a coorganisé, avec le Centre Kaldor pour le droit international des réfugiés et d'autres partenaires, une [série d'ateliers](#) (en anglais) sur le « Déplacement et la migration dans le contexte des catastrophes et du changement climatique en Afrique », qui a produit un programme de recherche élaboré en coopération avec des universitaires, des chercheurs et des experts juridiques. En partenariat avec le Conseil norvégien pour les réfugiés et le Centre Peter McMullin sur l'apatridie, le HCR a publié une [fiche d'information](#) (en anglais) sur les vulnérabilités particulières auxquelles les apatrides sont confrontés du fait du changement climatique, ainsi que sur les risques d'apatridie liés au climat.

Le HCR a coopéré étroitement avec des institutions régionales partenaires et a participé activement à des discussions politiques à l'échelle mondiale et régionale. Il a soutenu l'Agenda de protection de l'Initiative Nansen, repris par la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes pilotée par les États, et, en tant que membre de l'équipe spéciale sur les déplacements du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux changements climatiques qui relève de la

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il a soutenu l'examen par les Parties des politiques et mesures visant à éviter, minimiser et répondre aux déplacements liés au climat lors de la COP26. [Le Haut-Commissaire a imploré les États d'agir](#) (en anglais) et a souligné la [situation particulièrement difficile des personnes déplacées dans un climat en évolution](#).

Verdir le HCR – réduire sa propre empreinte écologique

Le HCR souhaite [réduire sa propre empreinte écologique](#) (en anglais) et ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 45% d'ici 2030. En 2021, il a atteint la neutralité climatique pour la troisième année consécutive grâce à des compensations et poursuit ses efforts en installant des « boîtiers verts », qui contrôlent à distance la consommation d'électricité de ses bureaux via des objets connectés. 252 boîtiers (62%) sur un objectif de 409 ont été installés. Le nombre de bureaux du HCR communiquant des données dans le cadre du projet des « données vertes » a augmenté de 102 à 292 (sur un total de 520 bureaux).

Le « mécanisme de financement vert » a mûri et dispose désormais de personnel et d'un processus pour commencer à financer la transition des infrastructures du HCR vers des sources d'énergie renouvelable. Le HCR a été la première entité des Nations Unies à signer la Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires. Ce texte comprend des engagements de haut niveau pour guider la réponse du secteur humanitaire face à la crise climatique, et des conseils de bonnes pratiques sur la façon de réduire l'empreinte écologique du HCR ont été publiés. Un système de localisation des véhicules a été installé dans 90% du parc de véhicules du HCR, basé sur l'utilisation de données satellite qui collectent des informations pour calculer les émissions.



Partenariats de recherche pour agir

En soutien à la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et au travail du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le développement au Sahel, le HCR a facilité un projet interagences d'analyse prédictive au [Sahel](#) (en anglais) pour améliorer la coordination en matière de données et renforcer la préparation aux risques croissants et interdépendants. Il a réuni un consortium mondial de grandes institutions universitaires travaillant sur les liens entre le changement climatique et d'autres grandes tendances comme facteurs contribuant aux nouvelles vulnérabilités ou à l'aggravation des vulnérabilités, à l'insécurité alimentaire, aux conflits et aux déplacements potentiels. Un rapport de synthèse sera publié en 2022.



Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et Grands Lacs

Surafuel Gebrehiwot, 54 ans, a été séparé de sa femme et de ses enfants alors qu'ils fuyaient vers le Soudan pour échapper aux combats sévissant au Tigré, leur région d'origine en Éthiopie. Le HCR a retrouvé sa famille dans le camp de réfugiés de Um Rakuba au Soudan.

© HCR/Ahmed Kwarte

RÉSUMÉ

À la fin de 2021, la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs accueillait 4,9 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile, ainsi que plus de 12 millions de déplacés internes. Près de 200 000 personnes sont devenues réfugiées à cause des conflits, de la sécheresse, des inondations, des pénuries alimentaires, de l'insécurité et de violences localisées.

Si l'année 2021 a connu un assouplissement généralisé des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, des restrictions concernant l'asile étaient toujours en vigueur dans quelques pays, empêchant le dépôt et l'enregistrement de certaines demandes d'asile. Malgré les démarches du HCR, des cas de refoulement ont également eu lieu tout au long de l'année. Certains réfugiés ont poursuivi leur trajet, dans des conditions souvent dangereuses, vers la Méditerranée ou l'Afrique australe. La procédure de détermination du statut de réfugié était longue et coûteuse, avec un arriéré de 180 000 demandes d'asile en attente de décision depuis plusieurs années. Le HCR a collaboré avec la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), l'Autorité

intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Commission de l'Union africaine afin de promouvoir les droits des personnes déracinées et leur accès aux services et aux documents d'état civil. Un [Dialogue régional EAC/IGAD sur la protection](#) (en anglais) a conduit à la présentation de recommandations sur le non-refoulement et le droit d'asile, ainsi que sur l'inclusion socioéconomique, les solutions et d'autres sujets.

Plusieurs pays ont progressé dans la réalisation de [leurs engagements en matière d'apatridie](#) (en anglais), notamment le Rwanda qui a adopté une nouvelle loi sur la nationalité facilitant la naturalisation. Le HCR a publié une [étude](#) (en anglais) analysant les facteurs de risque d'apatridie dans la Corne de l'Afrique et lancé une autre étude sur [la région des Grands Lacs](#) (en anglais) avec le Secrétariat de la CIRGL.

Le sous-financement du PAM l'a contraint à réduire les portions alimentaires de plus de 3,5 millions de réfugiés dans la région, ce qui a conduit à de hauts niveaux de malnutrition aiguë, de retard de croissance et d'anémie selon les informations communiquées. Les conflits et la pandémie de COVID-19 empêchant les contacts directs, le HCR a effectué un suivi de protection et des interventions

à distance, tout en soutenant le rôle des structures communautaires pour assurer la protection de l'enfance et lutter contre les violences de genre. Les effectifs ont été renforcés en Éthiopie et au Soudan afin de faire face aux violences de genre dans le cadre de l'urgence au nord de l'Éthiopie. Les fermetures d'écoles liées à la pandémie ont aggravé les risques pour les enfants dans les situations d'urgence. Le HCR a fait pression pour rouvrir les écoles en toute sécurité et réduire le nombre d'abandons scolaires, en particulier pour les jeunes filles. Des progrès notables ont été réalisés pour inclure les réfugiés et les rapatriés dans les plans nationaux d'éducation. Le HCR a fourni des aides en espèces à plus de 1 million de personnes, pour un montant total de 37,9 millions de dollars, principalement via des virements bancaires ou de l'argent mobile, contribuant au paiement de l'énergie, des abris, de l'hygiène, des moyens de subsistance et du rapatriement.

La stratégie du HCR pour les moyens de subsistance au [Kenya](#) (en anglais) a aidé à relancer l'emploi des réfugiés et à réduire l'insécurité alimentaire. Le HCR a collaboré avec l'IGAD et d'autres partenaires dans le cadre de l'initiative de recherche de solutions

pour la situation de déplacement au Soudan et au Soudan du Sud afin de promouvoir des cadres de solutions globales et ces deux pays ont adopté des stratégies nationales de solutions. Le HCR a coorganisé le [Forum africain du secteur privé sur les déplacements forcés](#), réunissant des chefs d'entreprises et des philanthropes de toute l'Afrique pour discuter de solutions innovantes.

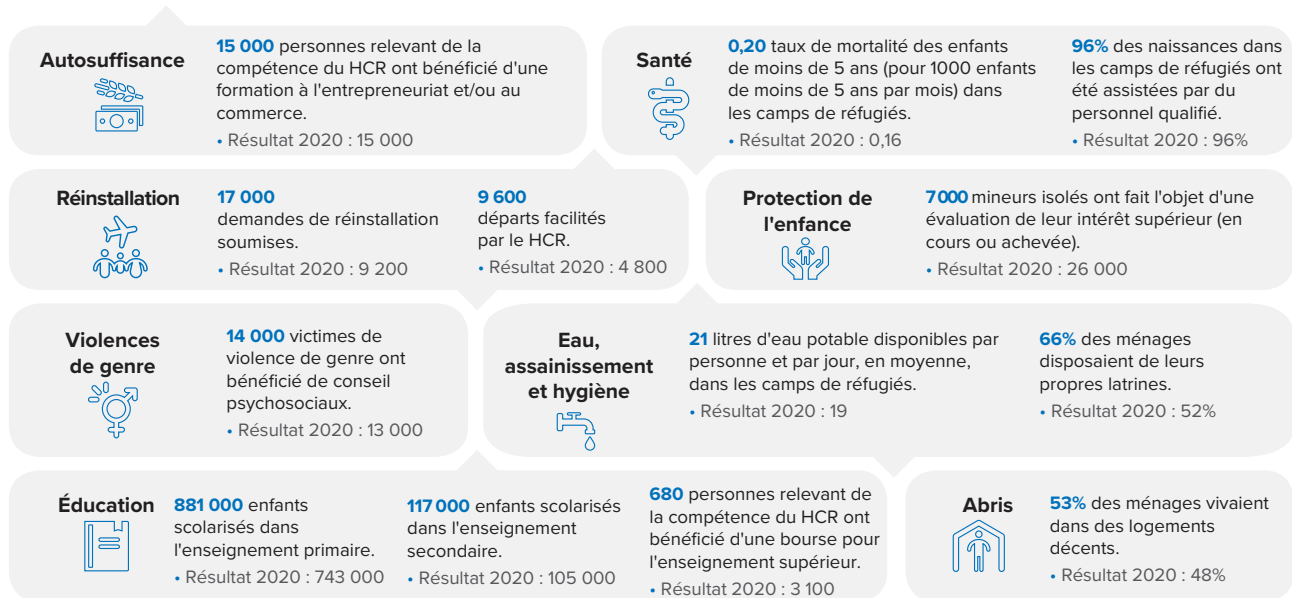
Près de 270 000 [Sud-Soudanais](#) (en anglais) sont rentrés spontanément dans leur pays et le HCR a facilité le [rapatriement volontaire](#) de 66 000 [réfugiés burundais](#) (en anglais). Le HCR a facilité le retour de plus de 2700 Somaliens et de 2000 Rwandais, tandis que plus de 1000 réfugiés sont rentrés en Éthiopie. La réinstallation a été ralentie par l'insécurité et l'instabilité politique en Éthiopie et au Soudan, le regroupement des camps au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie, ainsi que par la pandémie de COVID-19. Toutefois, plusieurs opérations ont repris les entretiens de réinstallation en personne, et des demandes ont été soumises pour 73% des quelque 22 500 places de réinstallation. 9600 réfugiés sont partis dans ce cadre, soit le double par rapport à 2020.

Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

Sur plus de 600 engagements présentant un intérêt potentiel pour la région, 257 ciblaient spécifiquement au moins un pays d'accueil de la région, principalement dans le secteur de l'éducation (25%), de l'apatridie (20%) et des emplois et moyens de subsistance (16%). Des informations actualisées avaient été transmises sur la mise en œuvre de près de 150 engagements sur 257 à la fin de l'année. 83% des engagements étaient en cours, tandis que 18 avaient été remplis. L'intérêt pour la réalisation des engagements est clairement ressorti du [Groupe de travail régional sur l'inclusion économique](#) (en anglais), organisé conjointement par le HCR et NRC et rassemblant des représentants de 66 ONG internationales, agences des Nations Unies, institutions financières internationales, instituts de recherche et autres organisations pour un total de plus de 300 membres..

Parmi [les engagements](#) (en anglais), celui de l'Éthiopie en matière d'emploi et de moyens de subsistance a été soutenu par des projets dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage à hauteur de 88,5 millions de dollars, grâce au soutien de partenaires comme la Fondation IKEA, GIZ, l'ONG *Good Neighbors Ethiopia*, le FENU et le PAM. Le gouvernement danois a soutenu l'engagement du Rwanda dans le domaine de l'emploi et des moyens de subsistance, en s'engageant à allouer 1,6 million de dollars pour des projets agricoles, au bénéfice de 1883 ménages de réfugiés et issus des communautés d'accueil. Le gouvernement danois et la Fondation LEGO ont tous deux soutenu le plan d'intervention de l'Ouganda pour l'éducation, tandis que l'Union européenne a lancé une [initiative dans le domaine de l'environnement](#) (en anglais) d'un montant de 11 millions de dollars en contrepartie de l'engagement de l'Ouganda dans le domaine des ressources naturelles. La République de Corée a apporté une [contribution pluriannuelle de 5 millions de dollars](#) (en anglais) pour la réponse en faveur des réfugiés en Ouganda et a contribué au fonds de financement commun visant à soutenir notamment le Soudan et l'Éthiopie.

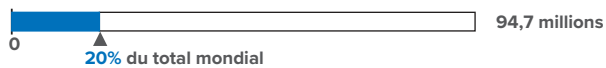
PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR



APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

19,2 millions de personnes relevant de la compétence du HCR | 2021



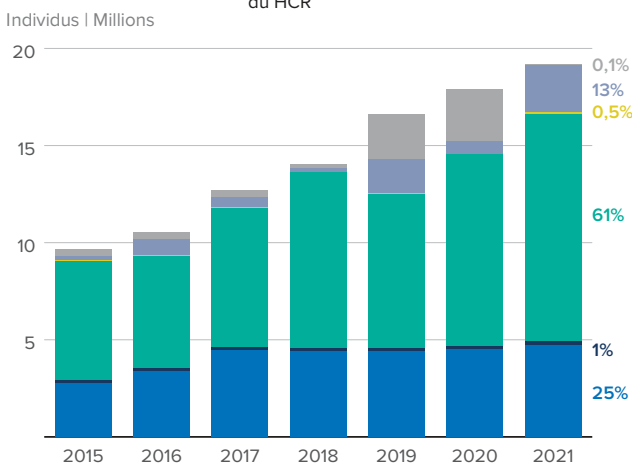
Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

969,8 millions de dollars de fonds disponibles | 2021



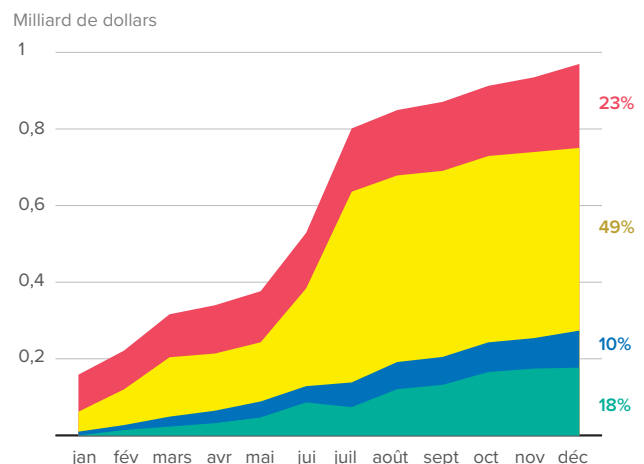
Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

Réfugiés (bleu)
 Demandeurs d'asile (bleu foncé)
 Déplacés internes (vert)
 Apatrides (jaune)
 Rapatriés (réfugiés et déplacés internes) (gris)
 Autres personnes relevant de la compétence du HCR (gris foncé)



Évolution mensuelle des financements de la région | 2021

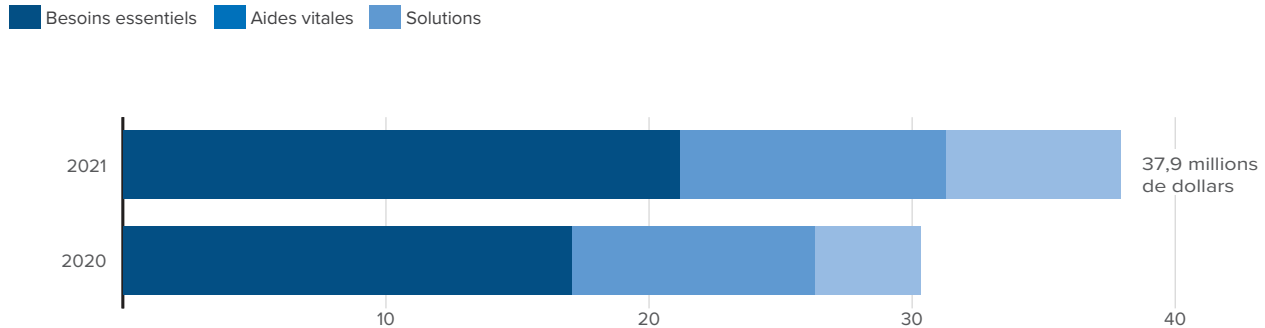
Sans affectation (vert)
 Légèrement affectés (bleu)
 Affectés (jaune)
 Strictement affectés (rouge)



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais).

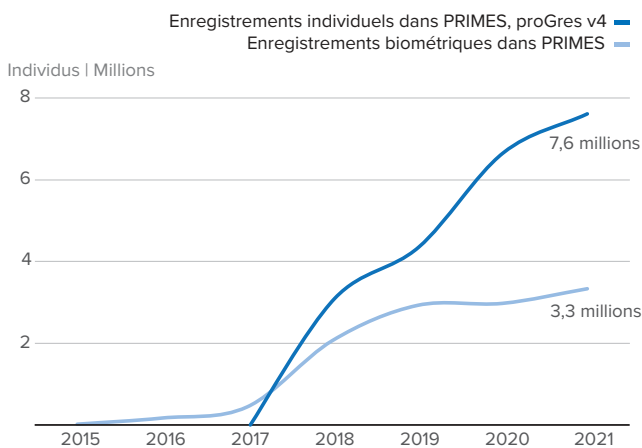
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur 2020-2021¹ | Millions - USD



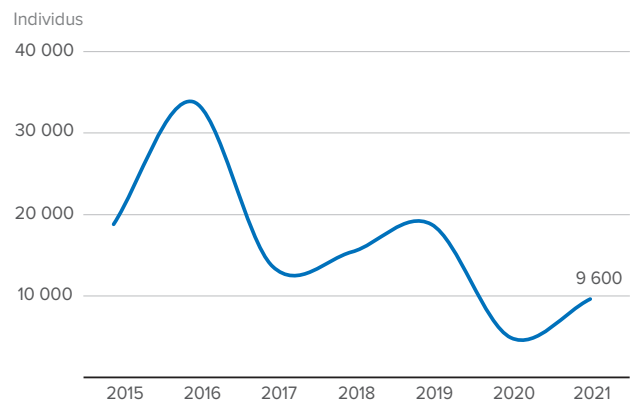
¹ Des données désagrégées sur les aides en espèces pour les trois régions africaines sont disponibles à partir de 2020.

Enregistrements individuels | 2015-2021²



² Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé).

Départs en réinstallation | 2015-2021



RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Santé



5,6 millions de réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• 10 pays déclarants

Protection



3,4 millions de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services de protection³.

• 11 pays déclarants

Aides en espèces



1,0 million de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces en lien avec l'impact de la pandémie de COVID-19.

• 9 pays déclarants

Éducation



345 000 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile⁴.

• 10 pays déclarants

³ Pour la protection dans le contexte de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides et les communautés d'accueil.

⁴ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

Conséquences du sous-financement

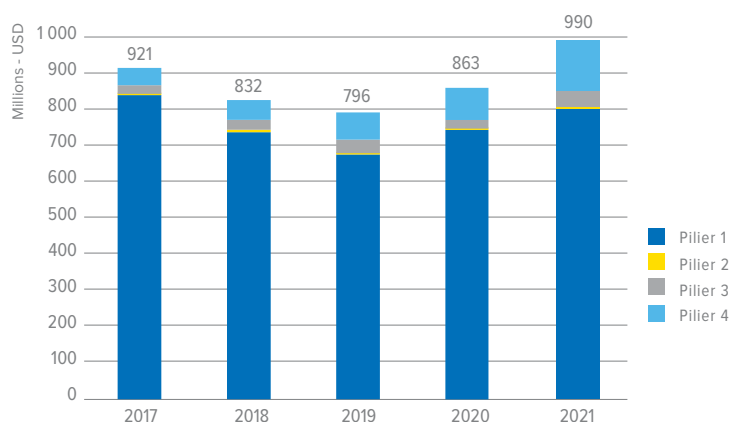
Le budget régional du HCR, d'un montant de 1,9 milliard de dollars n'était financé qu'à hauteur de 51% à la fin de l'année. Le manque de financement du PAM a contraint à limiter l'aide alimentaire à 3,5 millions de réfugiés, principalement au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et au Soudan du Sud, ce qui a conduit à des niveaux élevés de malnutrition aiguë, de retard de croissance, d'anémie et à des préoccupations de protection majeures.

La pandémie a incité certains donateurs à réduire leurs financements pour le HCR au Kenya, ou à affecter les fonds de manière plus stricte. Le HCR n'a pas pu assumer certains coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et aux partenaires, ce qui a affecté les services de base et les activités de protection. Au Soudan, les fonds destinés à construire des infrastructures et à du mobilier scolaire dans des lieux d'accueil de réfugiés faisaient défaut, et plus de 3,1 millions d'enfants avaient besoin d'un soutien financier pour leur éducation formelle, notamment plus de 2 millions de membres des communautés d'accueil, 617 000 déplacés internes, 241 000 réfugiés et 166 000 rapatriés. Environ 70% des enfants réfugiés en âge d'aller à l'école primaire et 90% de ceux en âge d'aller à l'école secondaire ne bénéficiaient d'aucune éducation formelle, les réfugiés sud-soudanais étant particulièrement affectés.

En République-Unie de Tanzanie, le sous-financement a empêché le HCR et ses partenaires de fournir une alimentation complémentaire à certaines personnes ayant des besoins spécifiques et aux enfants vulnérables âgés de plus de 2 ans. 27% des personnes relevant de la compétence du HCR dans les camps de réfugiés de la République-Unie de Tanzanie enduraient des conditions de vie inacceptables, hébergés dans des abris d'urgence délabrés et des tentes sur une durée prolongée. À cause du sous-financement, des réfugiés en Ouganda étaient privés d'approvisionnement en eau. 72 000 réfugiés burundais n'ont reçu que 14,2 litres d'eau par personne et par jour, à peine deux tiers de la norme minimale. Le HCR a également rencontré des difficultés pour fournir de l'eau en quantité suffisante à 905 000 réfugiés sud-soudanais répartis sur plusieurs sites d'installation en Ouganda. Des financements supplémentaires auraient permis de respecter les normes SPHERE, ce qui aurait par conséquent réduit les risques de protection pour les femmes obligées de parcourir de longues distances à pied pour aller chercher de l'eau.

Le manque d'opportunités de réintégration pour les réfugiés burundais de retour chez eux a incité certains à se déplacer à l'intérieur du Burundi ou vers d'autres pays, ou à retourner dans leur pays d'asile à la recherche de services sociaux ou éducatifs.

DÉPENSES EN AFRIQUE DE L'EST, DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | 2017-2021



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE DE L'EST, DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | USD

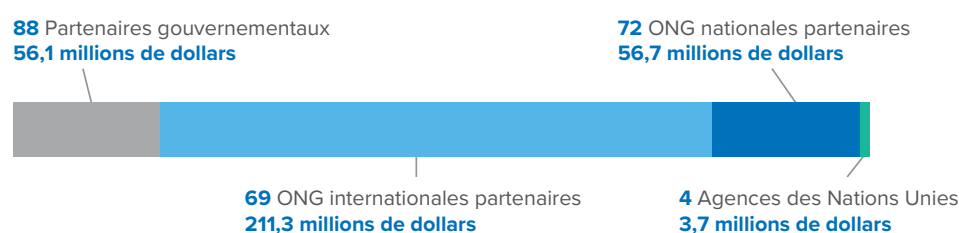
OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs ¹	Budget	17 717 504	-	-	-	17 717 504	1%	
	Dépenses	17 519 916	-	-	-	17 519 916	2%	99%
Activités régionales pour l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs ¹	Budget	2 788 149	-	-	-	2 788 149	0%	
	Dépenses	1 698 919	-	-	-	1 698 919	0%	61%
SOUS-TOTAL	Budget	20 505 653	-	-	-	20 505 653	1%	
	Dépenses	19 218 836	-	-	-	19 218 836	2%	94%
Autres opérations en Afrique ^{1 2}	Budget	2 717 300	-	-	-	2 717 300	0%	
	Dépenses	1 472 154	-	-	-	1 472 154	0%	54%
Burundi	Budget	35 469 609	12 017	35 505 751	1 754 219	72 741 596	4%	
	Dépenses	25 071 495	-	17 452 874	458 217	42 982 585	4%	59%
Djibouti	Budget	18 182 481	-	-	-	18 182 481	1%	
	Dépenses	10 084 566	-	-	-	10 084 566	1%	55%
Érythrée	Budget	8 445 487	-	-	-	8 445 487	0%	
	Dépenses	1 196 509	-	-	-	1 196 509	0%	14%
Éthiopie	Budget	245 849 982	-	-	93 248 872	339 098 854	18%	
	Dépenses	142 939 271	-	-	46 901 057	189 840 329	19%	56%
Kenya	Budget	150 047 653	582 665	-	-	150 630 318	8%	
	Dépenses	95 908 497	534 360	-	-	96 442 857	10%	64%
Rwanda	Budget	84 692 744	-	2 699 900	-	87 392 644	5%	
	Dépenses	49 032 164	-	534 014	-	49 566 177	5%	57%
Somalie	Budget	48 691 643	-	74 258 873	34 427 232	157 377 749	8%	
	Dépenses	16 097 092	-	20 167 224	16 732 985	52 997 301	5%	34%
Soudan du Sud	Budget	147 175 058	3 958 680	37 715 741	35 683 947	224 533 427	12%	
	Dépenses	89 657 464	612 076	4 782 769	24 174 450	119 226 758	12%	53%
Soudan	Budget	267 801 460	2 576 599	17 116 252	69 684 889	357 179 200	19%	
	Dépenses	114 589 892	634 603	2 411 325	48 960 241	166 596 061	17%	47%
Ouganda	Budget	345 414 188	493 279	-	-	345 907 467	18%	
	Dépenses	185 280 477	31 667	-	-	185 312 144	19%	54%
République-Unie de Tanzanie	Budget	113 967 664	-	3 131 836	-	117 099 500	6%	
	Dépenses	53 931 137	-	1 471 640	-	55 402 777	6%	47%
TOTAL	Budget	1 488 960 922	7 623 240	170 428 354	234 799 160	1 901 811 676	100%	
	Dépenses	804 479 554	1 812 706	46 819 844	137 226 950	990 339 055	100%	52%

¹ Les montants pour le Bureau régional, les Activités régionales et les Autres opérations en Afrique couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs.

² Les montants pour les Autres opérations en Afrique comprennent la Représentation auprès de l'Union Africaine et de la Commission économique pour l'Afrique à Addis Abeba, en Éthiopie.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

327,7 millions de dollars dépensés via **233** partenaires en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE DE L'EST, LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	13 925 474		53 250	6 800 000	411 007 599	431 786 323
Allemagne	3 174 523				31 419 038	34 593 561
Union européenne	15 245 983		532 235	605 316	10 070 109	26 453 643
Japon	13 949 459		2 733 855	1 295 147	4 945 105	22 923 566
Fonds central pour les interventions d'urgence	4 118 974			17 986 690		22 105 664
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	20 560 989			600 050	509 337	21 670 376
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	17 308 562				1 145 565	18 454 127
Danemark	13 209 601	89 344	53 250	2 109 244	2 945 074	18 406 513
Pays-Bas	8 555 872			116 568	2 448 298	11 120 738
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9 207 637				754 293	9 961 930
Suède	1 799 424			1 799 424	6 129 459	9 728 307
Qatar	8 205 404					8 205 404
Canada					7 472 304	7 472 304
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	78 451				6 942 624	7 021 075
République de Corée			1 520 500		4 589 421	6 109 921
Finlande					4 778 973	4 778 973
Suisse	69 140				4 605 937	4 675 077
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix				4 124 520		4 124 520
France					3 894 281	3 894 281
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	3 093 007				700 823	3 793 830
Fonds de financement commun par pays				3 412 759		3 412 759
Donateurs privés aux Pays-Bas	2 821 833				387 914	3 209 747
Éducation sans délai	2 748 364				402 791	3 151 155
Irlande	1 194 743				1 792 115	2 986 858
Norvège	2 773				2 742 899	2 745 672
Luxembourg					2 313 084	2 313 084
Donateurs privés au Canada	2 025 547				253 572	2 279 119
Donateurs privés au Japon	1 624 080				65 454	1 689 535
Belgique					1 667 376	1 667 376
Donateurs privés au Danemark	1 120 052				339 680	1 459 732
Italie	1 116 756					1 116 756
Donateurs privés en Tchéquie	1 002 329					1 002 329
ONUSIDA	782 829				200 500	983 329
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	659 229				278 246	937 475
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)	365 625				538 229	903 854
UNICEF	890 724					890 724
Autorité intergouvernementale pour le développement	494 999				347 296	842 295
Fonds d'affectation spéciale multipartenaires pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience du Soudan du Sud				771 962		771 962
Espagne	439 252				329 171	768 423
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique					700 000	700 000
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	240 000				413 921	653 921

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE DE L'EST, LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES GRANDS LACS | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)	519 114				21 287	540 401
Donateurs privés en République de Corée	434 969				44 753	479 721
Tchéquie	455 996					455 996
Initiative « Spotlight » pour éliminer les violences contre les femmes et les filles					318 575	318 575
Donateurs privés en Chine					277 099	277 099
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	243 139					243 139
Donateurs privés au Kenya					225 467	225 467
Donateurs privés en Suisse	163 557				58 394	221 952
Donateurs privés au Koweït	175 650					175 650
Liechtenstein					110 375	110 375
Donateurs privés en France					81 447	81 447
Donateurs privés en Italie	36 387				7 076	43 463
Donateurs privés en Afrique du Sud					38 714	38 714
Donateurs privés à Singapour					23 238	23 238
PNUD	18 518					18 518
Donateurs privés en Thaïlande					16 722	16 722
Donateurs privés au Brésil					16 486	16 486
Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan				15 975		15 975
Chine	14 761					14 761
Donateurs privés au Ghana					14 150	14 150
Donateurs privés au Nigéria					7 659	7 659
Donateurs privés en Belgique					6 229	6 229
Donateurs privés au Mexique					210	210
Donateurs privés en Mauritanie					6	6
TOTAL*	152 093 727	89 344	4 893 090	39 637 655	518 398 374	715 112 190

* Notes:

¹ Les Contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.² Inclut un montant de 28,7 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 24,7 millions de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.³ Inclut les contributions affectées aux situations du Burundi, de l'Éthiopie, de Somalie et du Soudan du Sud.

Soutenir l'éducation secondaire en Ouganda

La généreuse contribution pluriannuelle de la famille Vos en faveur de l'éducation secondaire en Ouganda permet à des milliers d'enfants réfugiés de poursuivre leurs études secondaires et de réaliser leur potentiel. Malgré la fermeture des établissements d'enseignement pendant la pandémie de COVID-19, la contribution de la famille Vos a permis aux enseignants de poursuivre leur soutien à leurs élèves grâce à des activités pédagogiques menées par les communautés et avec du matériel d'apprentissage à domicile et des tablettes.

Afrique australe



Un réfugié contemple l'autre côté de la rivière Ubangi en République démocratique du Congo en direction de son pays d'origine, la République centrafricaine, après avoir fui les violences post-électorales.

© HCR/Adrienne Surprenant

RÉSUMÉ

Le nombre de personnes déracinées et apatrides en Afrique australe a atteint près de 8,4 millions, en raison des conflits et des déplacements internes au [Mozambique](#) (en anglais) et en [République démocratique du Congo](#) (RDC), de la violence politique en [République centrafricaine](#) (en anglais) qui ont provoqué des mouvements de réfugiés vers l'Afrique australe, ainsi que de l'éruption du [volcan Nyiragongo](#) (en anglais) dans l'est de la RDC.

Le HCR est intervenu face aux déplacements répétés et de grande ampleur en RDC et a documenté plus de 27 400 violations des droits humains et exactions, en particulier dans [l'est de la RDC](#) (en anglais). Les violences de genre ont été au centre des activités de protection du HCR, notamment en RDC où sa priorité a porté sur la prévention et les approches communautaires, et à [Cabo Delgado](#) (en anglais) au Mozambique où [la stratégie du HCR](#) (en anglais) a visé à réduire les risques et à assurer des services de qualité pour les victimes.

Le HCR a intégré des aides en espèces dans sa programmation régulière dans six opérations, s'est engagé dans l'extension des sites et la construction d'abris pour désengorger le camp de réfugiés de Dzaleka au Malawi et, avec l'aide de la Fondation Vodafone, a étendu le programme *Instant Network School* à 12 écoles en RDC. Les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 ont poussé des réfugiés et des demandeurs d'asile auparavant autosuffisants à solliciter une aide humanitaire, même ceux inclus dans les plans nationaux de lutte contre la pandémie. L'accès au dépistage a échoué, et moins de 3% des réfugiés et demandeurs d'asile ont reçu une dose de vaccin, à l'exception de l'Afrique du Sud où la couverture vaccinale a atteint 10% de ce public. Des aides en espèces distribuées à 222 000 personnes vulnérables ont amorti l'impact de la pandémie, et le HCR et ses partenaires ont joué un rôle vital pour financer les soins de santé, notamment les services de nutrition et de VIH pour les réfugiés.

Pour renforcer la redevabilité envers les populations affectées, le HCR a étoffé le personnel chargé de la protection communautaire au Mozambique et en RDC et créé une nouvelle [plateforme numérique](#) (en anglais) en Afrique du Sud.

Il a également pris des mesures pour réduire les délais d'attente pour bénéficier de l'asile et du statut de réfugié – en fournissant une aide juridique pour améliorer l'accès aux documents, en développant l'enregistrement biométrique et en renforçant les systèmes nationaux dans cinq États. Le Zimbabwe a introduit des alternatives à la détention dans son mécanisme d'orientation des demandeurs d'asile et des réfugiés. Pour sa part, la République du Congo a adopté une loi instaurant le droit d'asile et le statut de réfugié et œuvré en faveur de la ratification de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique ([Convention de Kampala](#)).

Pour lutter contre [l'apatridie](#) (en anglais), neuf opérations ont collecté des données qualitatives, tandis que quatre États envisageaient d'aborder la question de l'apatridie dans leurs prochains recensements. Les centres d'aide juridique partenaires du HCR ont permis d'identifier et d'assister des personnes apatrides ou exposées à un risque d'apatridie en Afrique du Sud, à Madagascar et au Mozambique, tandis que le HCR a soutenu une initiative de la République du Congo visant à fournir 25 000 certificats de naissance à des personnes sans papiers.

Le HCR a mis en œuvre un projet soutenu par la Banque africaine de développement dans le domaine des moyens de subsistance au Zimbabwe et a démarré des projets financés par la même banque au Mozambique visant à soutenir l'accès à l'électricité, l'agriculture et les petits commerçants. Dans le site d'installation de réfugiés de Mantapala en Zambie, un projet de riziculture soutenu par l'Agence japonaise de coopération internationale visait à stimuler l'autosuffisance. Le HCR et ses partenaires ont proposé des [formations professionnelles](#) à des victimes de violences de genre en RDC, et ont poursuivi le déploiement du [modèle de progression](#) (en anglais) au Mozambique.

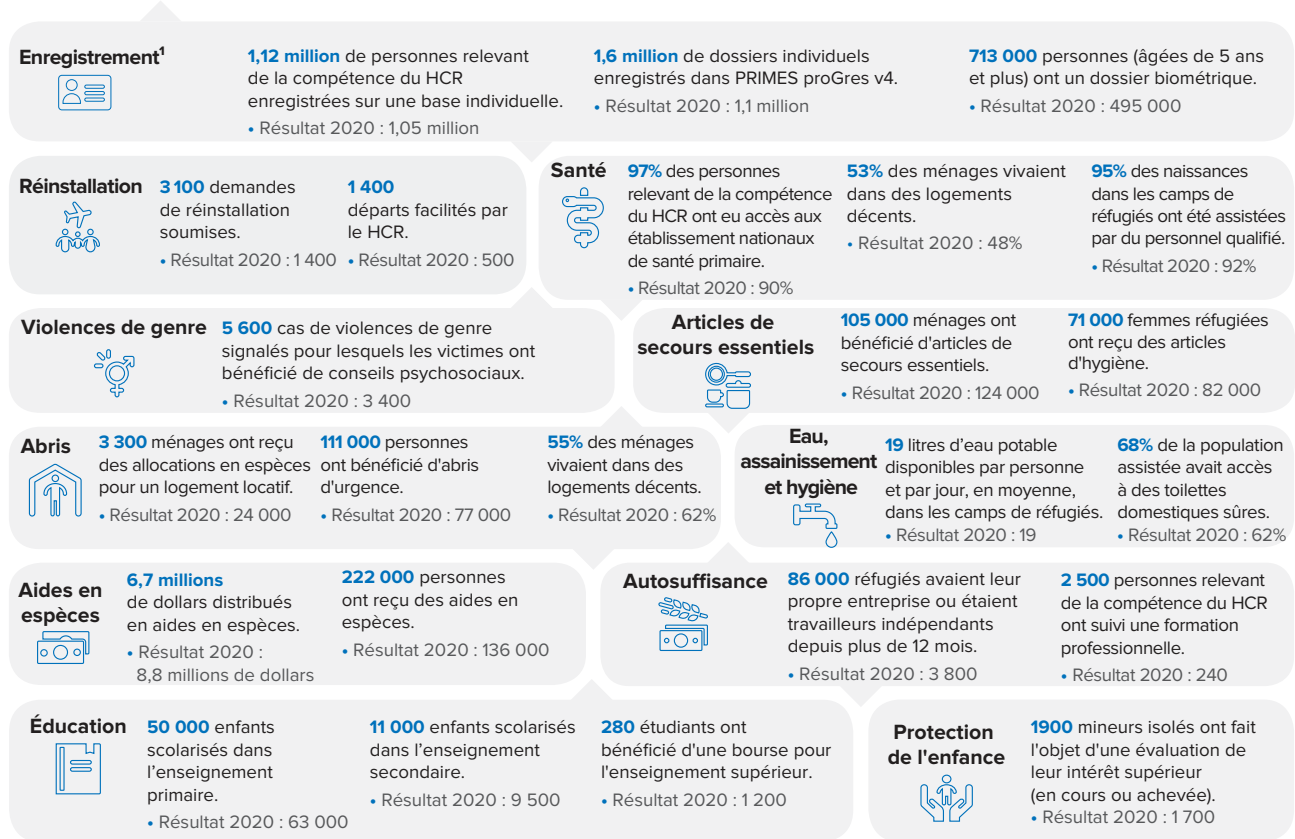
Les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ont ralenti la réinstallation. Seules 3105 demandes ont été soumises et seuls 1400 départs ont eu lieu dans la région. Plus de 30 000 réfugiés, principalement des Burundais, des Centrafricains et des Sud-Soudanais, sont rentrés dans leurs pays d'origine depuis leurs pays d'asile en Afrique australe, principalement de RDC.

Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

Dans le cadre du Forum mondial sur les réfugiés, le nombre d'engagements pour l'Afrique australe est passé de 137 en 2019 à 152 en 2021, avec six nouveaux engagements pris par le Botswana en matière d'apatridie et un engagement pris par l'Eswatini dans les domaines de la détermination du statut de réfugié et des moyens de subsistance. 85% des engagements pris étaient en cours de réalisation. En octobre 2021, le HCR et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont organisé une conférence virtuelle pour concrétiser les engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés, à laquelle des représentants de 16 États membres de la SADC ont participé. Celle-ci s'est conclue par l'adoption d'un projet de plan d'action soumis à l'approbation de la SADC.

Parmi les engagements tenus en 2021, la République du Congo a identifié plus de 150 000 personnes qui n'avaient pas été enregistrées à la naissance et a délivré des certificats de naissance à plus de 25 000 d'entre elles, notamment 5000 personnes appartenant à des minorités ethniques. Elle a également adopté une loi instaurant le droit d'asile et le statut de réfugié, consacrant le principe de non-refoulement et l'accès temporaire au territoire. L'Eswatini a confirmé l'attribution de 1095 hectares de terres pour soutenir les activités agricoles des réfugiés, et en Afrique du Sud un [centre régional de formation](#) (en anglais) a ouvert ses portes dans le cadre d'un programme concernant toute l'Afrique, en partenariat avec l'Association internationale des juges pour les réfugiés et les migrations. Ce projet a permis de former 40 juges originaires de 14 pays africains en 2021, et son objectif est de former 2000 praticiens et juges aux questions d'asile et d'apatridie d'ici 2023.

PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR

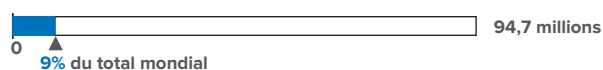


¹ Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé).

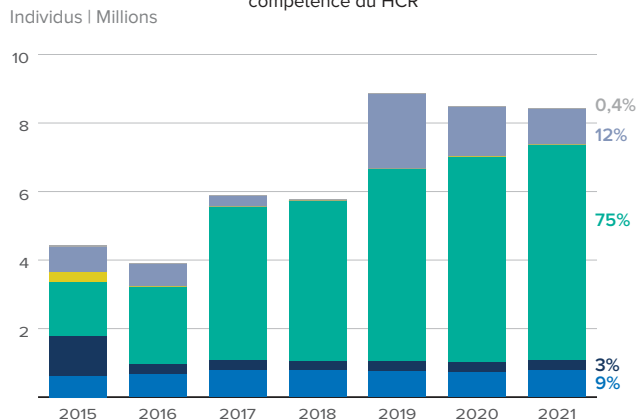
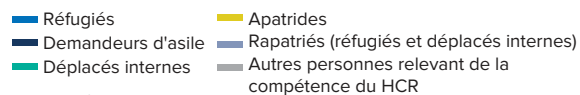
APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

8,4 millions de personnes relevant de la compétence du HCR | 2021



Personnes relevant de la compétence du HCR

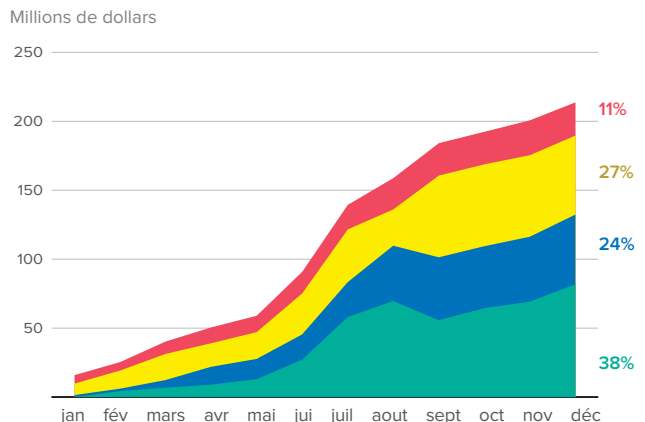


Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

213,8 millions de dollars de fonds disponibles | 2021



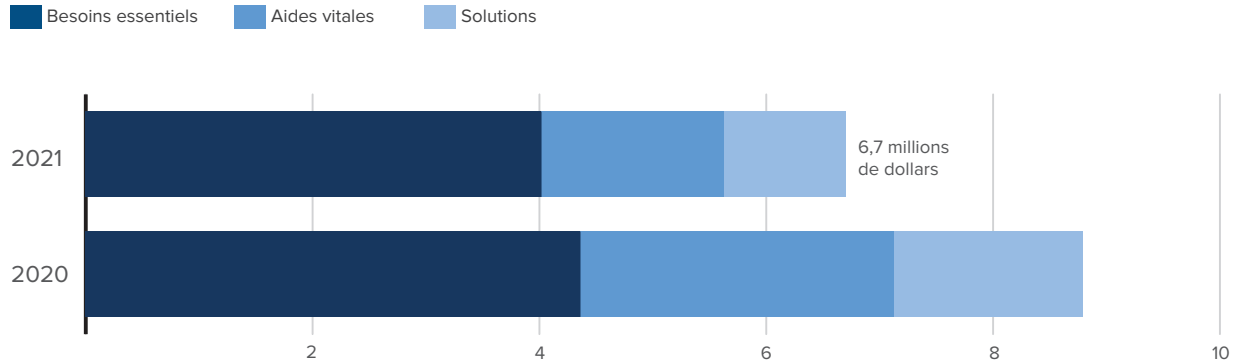
Évolution mensuelle des financements de la région | 2021



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais).

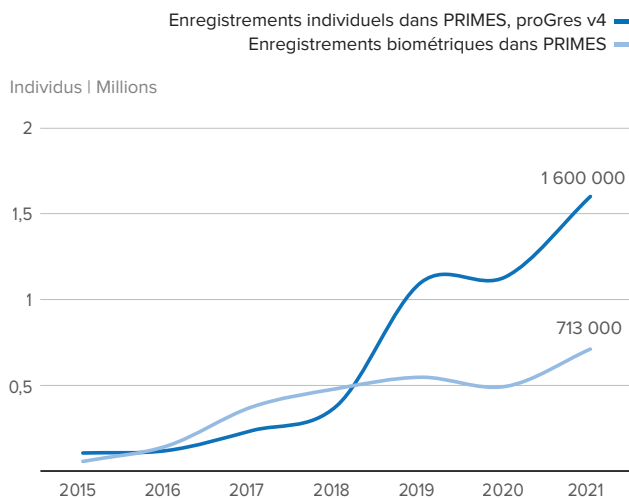
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur 2020-2021² | Millions - USD



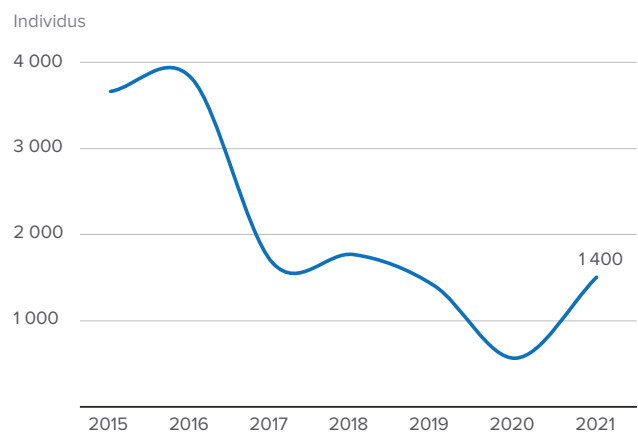
² Des données désagrégées sur les aides en espèces pour les trois régions africaines sont disponibles à partir de 2020.

Enregistrements individuels | 2015-2021³



³ Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé).

Départs en réinstallation | 2015-2021



RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Santé



516 000 réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• 12 pays déclarants

Éducation



24 000 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile⁴.

• 8 pays déclarants

Aides en espèces



222 000 réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces en lien avec l'impact de la pandémie de COVID-19⁵.

• 9 pays déclarants

⁴ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

⁵ Les bénéficiaires de l'aide en espèces liée à l'impact du COVID-19 peuvent également avoir reçu une aide en espèces dans le cadre des programmes réguliers d'aides en espèces du HCR et ne doivent donc pas être considérés comme des bénéficiaires supplémentaires.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

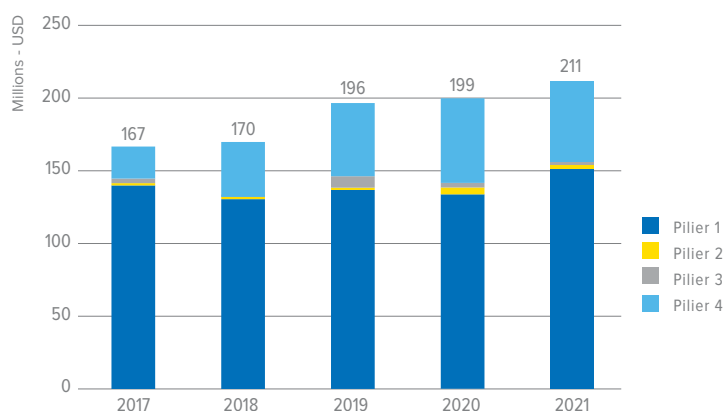
La région n'a reçu que 55% de son budget de 390 millions de dollars, un résultat que le HCR doit surtout aux donateurs de financements non affectés qui ont contribué à plus d'un tiers du total. Le déficit global de financement a empêché le HCR de répondre complètement à la forte augmentation des demandes de rapatriement volontaire. Bien que le nombre de réfugiés rentrés volontairement dans leurs pays ait plus que doublé pour atteindre 14 000, toutes les personnes souhaitant rentrer n'ont pas pu bénéficier d'une aide pour le faire, notamment au moins 500 personnes ayant exprimé leur volonté de rentrer au Burundi et en RDC. Le fait de ne pas financer le rapatriement représente une fausse économie qui signifie que les réfugiés et les demandeurs d'asile auront simplement besoin d'une aide dans les pays d'accueil pendant plus longtemps.

Le sous-financement a également contraint à réduire de 40% le suivi de protection en RDC, ce qui a considérablement limité la capacité du HCR à évaluer et satisfaire les besoins de protection dans les zones affectées par les conflits, ainsi qu'à répondre aux nombreux signalements de violations des droits humains et d'exactions. Les ressources du HCR disponibles pour renforcer les activités de protection menées par les communautés ont également été réduites de 57% par rapport à 2020.

Le manque de financement a également conduit à privilégier uniquement les cas les plus prioritaires nécessitant un soutien vital. L'aide pour les abris a souvent été limitée aux abris d'urgence destinés aux déplacés internes les plus vulnérables en RDC et au Mozambique, plutôt qu'à fournir des abris provisoires de meilleure qualité à un plus grand nombre de personnes dans le besoin. Selon les estimations, plus de 540 000 personnes déplacées dans le nord du Mozambique avaient besoin d'une aide de base pour les abris et ne disposaient pas des articles ménagers les plus essentiels, notamment des ustensiles de cuisine. Près de 100 000 personnes ne disposaient pas d'un soutien minimal pour les abris et les articles ménagers.

Alors que l'insécurité alimentaire s'est accrue dans toute la région, le manque de financement a contraint le PAM à réduire les rations, ce qui a fait monter les besoins en aides en espèces du HCR, souvent allouées grâce à la disponibilité de financements flexibles. Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance et les risques en matière de sécurité alimentaire ont conduit certains réfugiés à avoir recours à des mécanismes négatifs d'adaptation. En outre, l'insécurité alimentaire a renforcé la nécessité de surveiller la situation nutritionnelle des réfugiés. Trois enquêtes standard élargies sur la nutrition ont été effectuées en 2021 au Malawi, en République du Congo et en Zambie pour établir des données de référence.

DÉPENSES EN AFRIQUE AUSTRALE | 2017-2021



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE AUSTRALE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour l'Afrique australe ¹	Budget	11 037 161	-	-	-	11 037 161	3%	
	Dépenses	11 012 625	-	-	-	11 012 625	5%	100%
Activités régionales pour l'Afrique australe ¹	Budget	2 417 392	-	-	-	2 417 392	1%	
	Dépenses	295 842	-	-	-	295 842	0%	12%
SOUS-TOTAL	Budget	13 454 553	-	-	-	13 454 553	3%	
	Dépenses	11 308 467	-	-	-	11 308 467	5%	84%
Angola	Budget	28 583 006	309 537	-	-	28 892 543	7%	
	Dépenses	10 398 642	165 135	-	-	10 563 776	5%	37%
République du Congo	Budget	28 899 291	1 295 601	-	3 189 281	33 384 172	9%	
	Dépenses	12 344 631	942 245	-	506 512	13 793 388	7%	41%
République démocratique du Congo	Budget	120 563 409	2 664 990	9 280 792	72 927 255	205 436 445	53%	
	Dépenses	66 870 589	935 094	3 082 164	41 289 334	112 177 180	53%	55%
Malawi	Budget	19 562 902	-	-	-	19 562 902	5%	
	Dépenses	10 212 243	-	-	-	10 212 243	5%	52%
Mozambique	Budget	8 801 943	93 630	-	16 910 935	25 806 508	7%	
	Dépenses	4 254 962	42 972	-	12 859 302	17 157 236	8%	66%
Bureau multi-pays en Afrique du Sud ²	Budget	30 047 536	1 181 319	-	-	31 228 855	8%	
	Dépenses	14 770 537	238 910	-	-	15 009 447	7%	48%
Zambie	Budget	22 632 037	23 156	-	-	22 655 192	6%	
	Dépenses	14 291 660	23 105	-	-	14 314 765	7%	63%
Zimbabwe	Budget	7 859 513	623 874	-	1 047 120	9 530 507	2%	
	Dépenses	6 434 753	74 747	-	233 076	6 742 575	3%	71%
TOTAL	Budget	280 404 190	6 192 107	9 280 792	94 074 590	389 951 678	100%	
	Dépenses	150 886 484	2 422 207	3 082 164	54 888 224	211 279 078	100%	54%

¹⁾ Les montants pour le "Bureau régional et les Activités régionales" couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique australe.

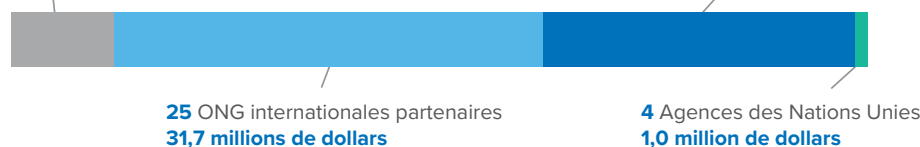
²⁾ Coordonne les activités en Afrique du Sud, au Botswana et au Zimbabwe et couvre aussi sans présence les Comores, l'Eswatini, le Lesotho, Madagascar, Maurice et les Seychelles.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

65,3 millions de dollars dépensés via **84** partenaires en Afrique australe

17 Partenaires gouvernementaux
8,2 millions de dollars

38 ONG nationales partenaires
24,5 millions de dollars

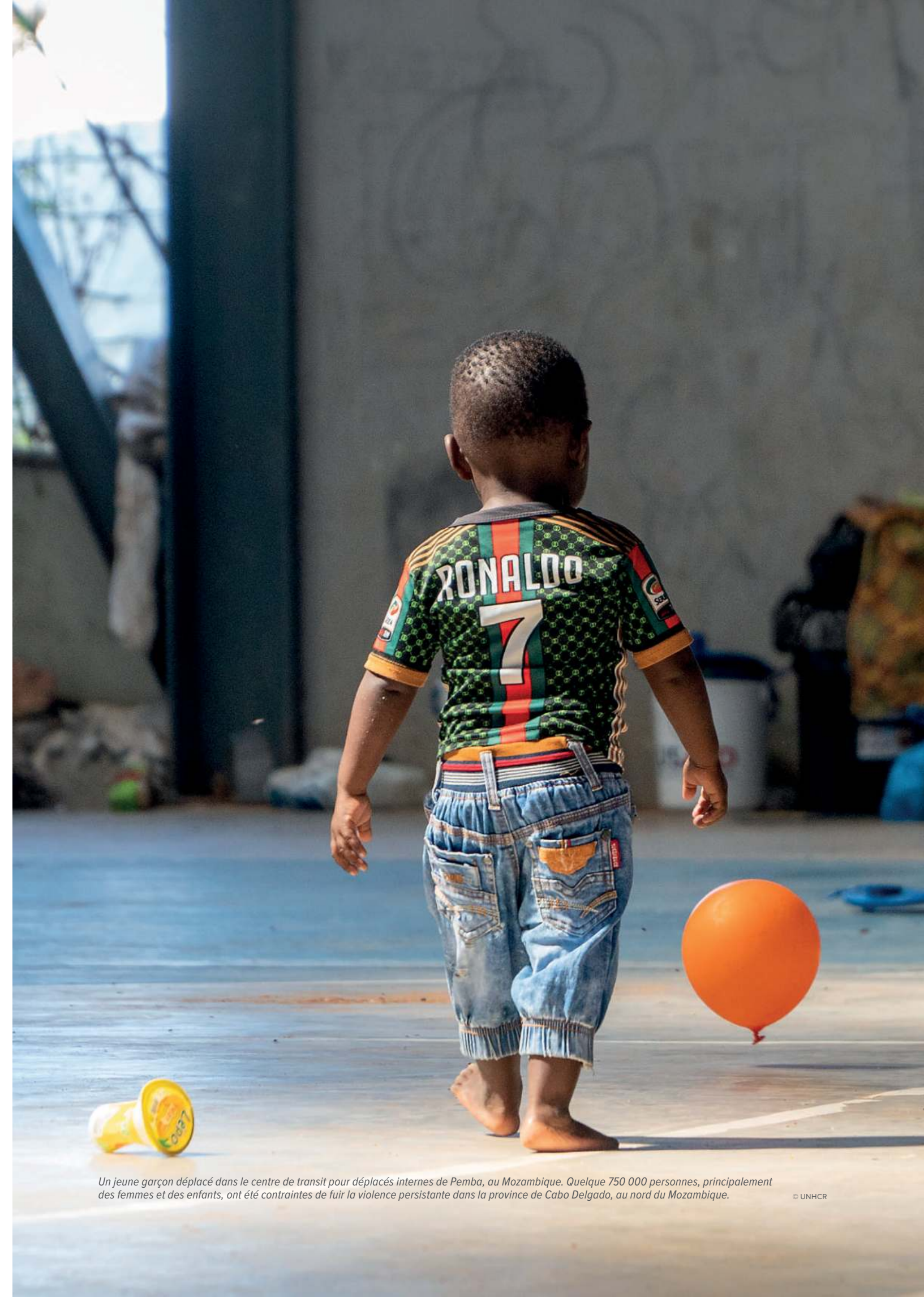


CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	539 247		37 275	74 339 102	74 915 624
Suède	2 870 264			5 638 196	8 508 460
Danemark	2 030 592	244 950	150 528	2 208 806	4 634 876
Allemagne	4 444 444				4 444 444
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)				4 190 634	4 190 634
Japon	2 430 709				2 430 709
Union européenne	722 165		1 683 947		2 406 112
France				1 406 800	1 406 800
Canada				1 191 422	1 191 422
Fonds central pour les interventions d'urgence			934 712		934 712
Donateurs privés au Japon	678 379				678 379
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix				615 451	615 451
Norvège				609 533	609 533
Espagne	595 941				595 941
Qatar	375 271				375 271
ONUSIDA	284 450				284 450
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	78 085			73 306	151 391
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées				150 000	150 000
Belgique		126 924			126 924
Angola				120 000	120 000
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)				117 073	117 073
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)				113 203	113 203
Donateurs privés en Italie	73 620			32 516	106 137
Donateurs privés en République de Corée	76 240			5 693	81 933
Groupe de la Banque africaine de développement	65 607				65 607
Donateurs privés en Suisse				41 970	41 970
République du Congo	19 170				19 170
Donateurs privés en France				18 774	18 774
Donateurs privés au Canada				9 977	9 977
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)				6 976	6 976
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)				3 750	3 750
Donateurs privés au Kenya				2 910	2 910
Donateurs privés en Thaïlande				2 889	2 889
Donateurs privés en Belgique				1 491	1 491
Donateurs privés à Singapour				461	461
Donateurs privés au Mexique				214	214
Donateurs privés au Danemark				53	53
TOTAL*	15 284 186	371 874	2 806 462	90 901 199	109 363 720

* Notes:

¹⁾ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.²⁾ Inclut un montant de 2,9 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 6,8 millions de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.³⁾ Inclut les contributions affectées à la situation de la République démocratique du Congo.



Un jeune garçon déplacé dans le centre de transit pour déplacés internes de Pemba, au Mozambique. Quelque 750 000 personnes, principalement des femmes et des enfants, ont été contraintes de fuir la violence persistante dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique.

Afrique de l'Ouest et du Centre



Zenaba, une réfugiée de 26 ans originaire de République centrafricaine, a créé une entreprise au Tchad pour soutenir sa famille et financer ses études.

© HCR/Antoine Tardy

RÉSUMÉ

À la fin de l'année 2021, il y avait 10,7 millions de personnes relevant de la compétence du HCR en Afrique de l'Ouest et du Centre, soit une augmentation de près de 1 million en un an, dont 900 000 nouveaux déplacés internes.

Dans toute la région, l'instabilité politique, les groupes armés non-étatiques et les pressions sur les ressources liées au climat ont alimenté les conflits et forcé les personnes à fuir, notamment au sein de mouvements mixtes périlleux, tout en entravant l'accès humanitaire. L'environnement de protection s'est détérioré au Sahel, tandis que la situation dans le bassin du lac Tchad est restée instable. La reprise des affrontements intercommunautaires alimentés par la concurrence pour les ressources dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun a contraint des personnes à fuir leur foyer. En République centrafricaine, la situation politique et les conditions de sécurité sont demeurées fragiles malgré des améliorations dans certaines parties du pays.

Dans ce contexte instable, le HCR a collaboré avec les gouvernements pour améliorer l'environnement de protection, en offrant un soutien technique et juridique pour l'élaboration de lois sur l'asile au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Sénégal ; en progressant vers l'adoption de la Convention de Kampala au Burkina Faso, au Mali, au Nigéria et en République centrafricaine ; et en soutenant l'enregistrement et la délivrance de documents pour les personnes relevant de sa compétence, par exemple au Burkina Faso où plus de 47 000 documents d'identité ont été délivrés. L'avant-projet d'une loi régionale type pour établir des procédures de détermination de l'apatridie a été examiné lors d'une réunion régionale en novembre 2021.

Des efforts importants ont été réalisés pour renforcer la redevabilité envers les personnes affectées dans le cadre de l'initiative régionale C4C, grâce à [des canaux de communications innovants à double sens](#) (en anglais) utilisés pour échanger plus de 57 000 SMS et messages WhatsApp sur des questions de protection dans neuf langues locales, notamment des schémas et des documents

sonores adaptés aux personnes rencontrant des difficultés d'apprentissage ou ne sachant pas lire. Les mécanismes communautaires d'identification et d'orientation ont été renforcés le long des routes empruntées par des mouvements mixtes.

Conformément à sa « [Stratégie de solutions globales relative à la situation des réfugiés ivoiriens](#) », le HCR a intensifié la promotion du rapatriement volontaire et de la réintégration, ouvrant la voie à la cessation du statut de réfugié en 2022, une étape historique pour tous les réfugiés et demandeurs d'asile ivoiriens dans le monde entier. Plus de 278 000 Ivoiriens sont rentrés dans leur pays depuis 2011, et le HCR apportera son soutien à ceux qui souhaitent rester dans leur pays d'accueil en tant que résidents légaux. Des résultats positifs ont été obtenus en termes d'intégration locale, par exemple en Guinée-Bissau où le HCR a soutenu la naturalisation de 7000 réfugiés qui se trouvaient encore dans ce pays. Le HCR a continué de promouvoir la réinstallation ou les voies complémentaires d'admission pour les personnes particulièrement vulnérables pour lesquelles aucune autre solution durable ne pouvait être envisagée. Le HCR a distribué 19,3 millions de dollars d'aides en espèces et fourni des abris et des articles de secours essentiels aux personnes relevant de sa

compétence. Il s'est efforcé de prévenir, réduire et prendre en charge les violences de genre, une préoccupation majeure de protection dans la région, en offrant un soutien psychosocial, une assistance médicale et une aide juridique aux victimes dans plus de 12 000 cas. Le HCR a aidé 200 000 enfants à démarrer, continuer ou retourner à l'école, en renforçant son soutien financier, matériel et technique afin d'améliorer l'accès à l'éducation et d'atténuer l'impact de la pandémie ou des fermetures d'écoles liées à la sécurité.

Tous les pays de la région ont inclus les réfugiés dans leurs programmes de vaccination contre le COVID-19. Outre la formation de plus de 1300 personnels de santé et la distribution de matériel à des centres de santé et de kits d'hygiène à 12 540 ménages, le HCR a contribué à la vaccination de plus de 32 000 réfugiés pendant l'année.

Tous les efforts ont été déployés pour fournir une assistance d'une manière écologiquement durable, en appliquant les meilleures pratiques dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, des abris et de l'énergie, que ce soit pour [solariser les forages au Tchad](#) ou promouvoir les sources d'énergie alternatives au bois de chauffage.

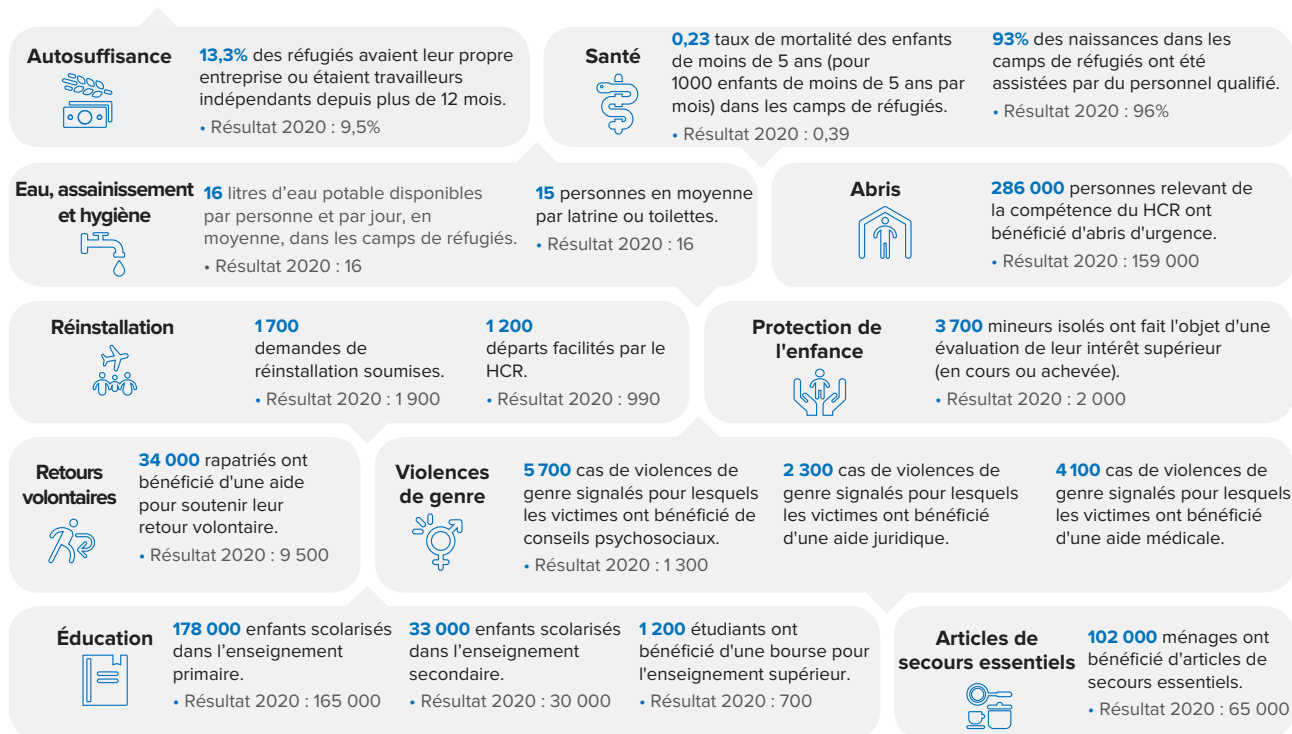
Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

Sur les [146 engagements](#) (en anglais) relatifs à l'Afrique de l'Ouest et du Centre comptabilisés fin décembre 2021, cinq avaient été honorés en 2021 et 31 étaient en cours de réalisation. Cela portait à six le nombre total d'engagements tenus dans la région – quatre par le Gouvernement du Cameroun, un par le Gouvernement de Côte d'Ivoire en 2021, et un par le Gouvernement du Tchad en 2020.

Les quatre engagements tenus par le Cameroun concernaient l'accès à la santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance. Un accord-cadre tripartite a été signé entre le Fonds national pour l'emploi, l'OIT et le HCR pour l'inclusion des réfugiés dans les programmes d'emploi. Cela contribuera à réduire le chômage des réfugiés et augmentera les opportunités d'autosuffisance économique.

Les engagements en cours de réalisation offrent également des possibilités importantes d'atteindre les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés, que ce soit pour atténuer la pression sur les pays d'accueil ou pour améliorer l'accès à des solutions dans des pays tiers. Au Tchad, la politique d'installation hors des camps mise en œuvre par le Gouvernement suit une approche innovante de « villagisation », qui cherche à renforcer les capacités des communautés d'accueil pour accueillir les réfugiés en leur apportant un soutien financier et technique. Par ailleurs, la coopération initiée par la France, le Niger et le Tchad en 2020 dans le cadre du [Groupe d'appui à la capacité d'asile](#) (en anglais) s'est poursuivie dans le but de renforcer les capacités des systèmes d'asile du [Niger](#) (en anglais) et du [Tchad](#) (en anglais).

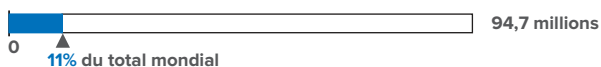
PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR



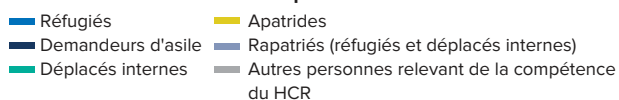
APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

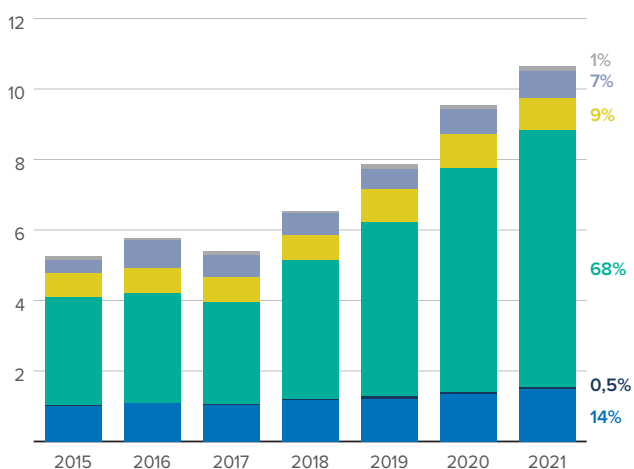
10,7 millions de personnes relevant de la compétence du HCR | 2021



Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

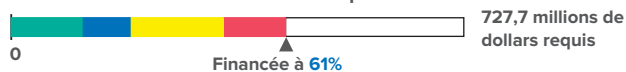


Individus | Millions



Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

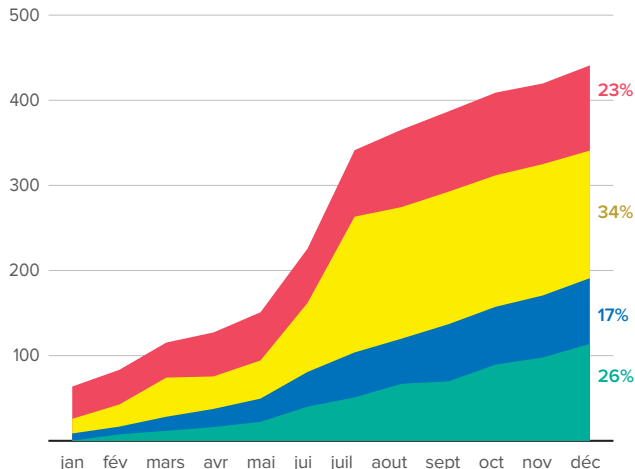
441 millions de dollars de fonds disponibles | 2021



Évolution mensuelle des financements de la région | 2021



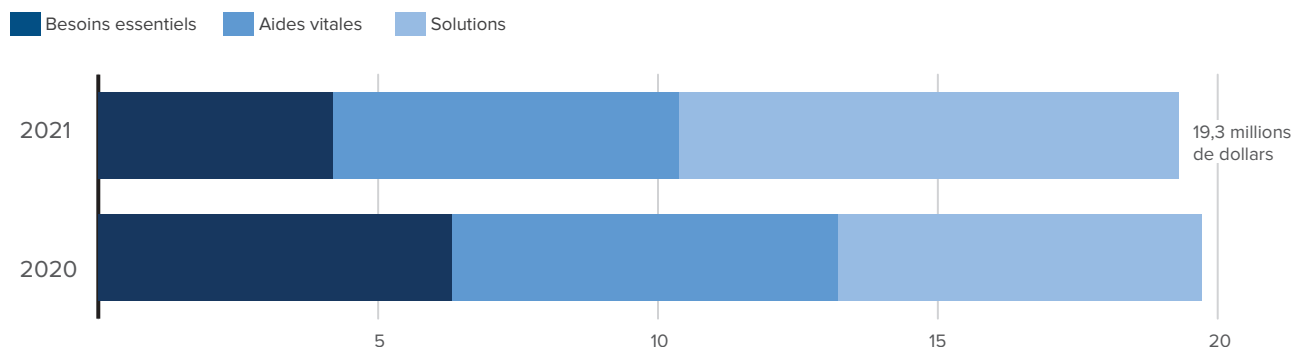
Millions de dollars



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais).

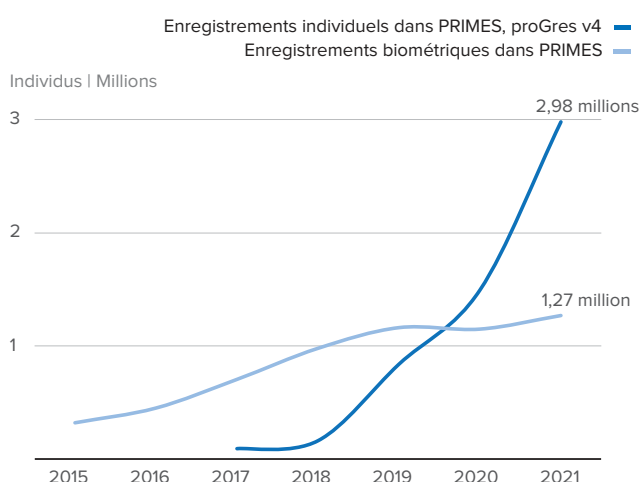
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur | 2020-2021¹ | Millions - USD

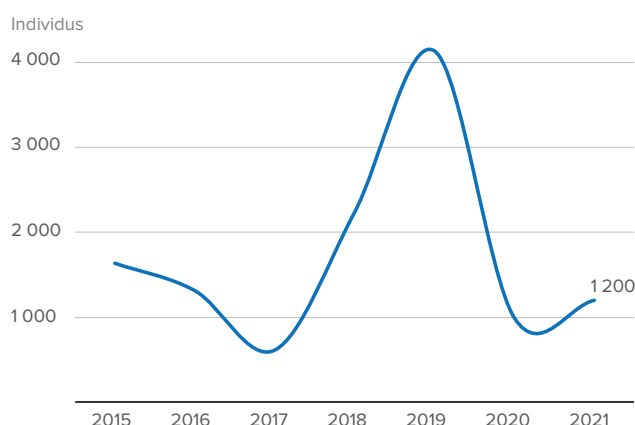


¹ Des données désagrégées sur les aides en espèces pour les trois régions africaines sont disponibles à partir de 2020.

Enregistrements individuels | 2015-2021²



Départs en réinstallation | 2015-2021



² Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé).

RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19



Santé

452 000 réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• 10 pays déclarants

Protection



4,3 millions de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services de protection³.

• 11 pays déclarants

Aides en espèces



208 000 réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces en lien avec l'impact de la pandémie de COVID-19.

• 7 pays déclarants

Éducation



1 500 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile⁴.

• 14 pays déclarants

³ Pour la protection dans le contexte de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides et les communautés d'accueil.

⁴ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

Le budget régional d'un montant de 727,7 millions de dollars n'était financé qu'à hauteur de 61% à la fin de l'année. Les effets du sous-financement ont été profondément ressentis dans toute la région, ce qui a posé des difficultés quant à la capacité du HCR à soutenir convenablement les personnes relevant de sa compétence et ont affecté tous ses domaines d'activité, de la fourniture d'une aide humanitaire vitale et de services de protection à la recherche de solutions durables et aux partenariats régionaux.

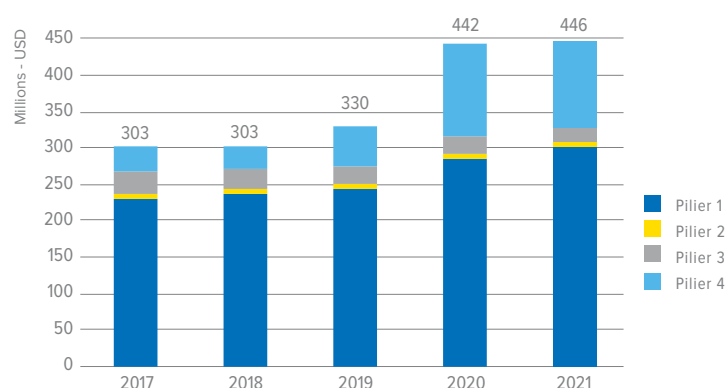
Dans l'ensemble de la région, les opérations ont eu du mal à mobiliser des ressources pour faire face aux effets socioéconomiques secondaires et à long terme de la pandémie de COVID-19, tels que la diminution rapide des opportunités de moyens de subsistance qui a contribué à la multiplication des violences de genre et l'interruption de la scolarité de milliers d'enfants déplacés.

Le sous-financement de l'aide humanitaire vitale a conduit à ce que, dans la région de la Middle Belt au Nigéria, seuls 30 000 déplacés internes ont pu bénéficier d'activités dans les domaines des moyens de subsistance et des abris sur les 380 000 ayant un besoin urgent d'aide. Ainsi, l'aide n'a pu atteindre que 8% des déplacés internes au maximum, dans le contexte d'une crise complexe et se dégradant rapidement.

Les répercussions du sous-financement se sont également fait ressentir en termes de protection. Au Mali, par exemple, le HCR n'a pas pu garantir la délivrance de documents d'identité à près de 880 réfugiés maliens rentrant du Burkina Faso, de Mauritanie et du Niger, et aux réfugiés nouvellement arrivés en provenance du Burkina Faso et du Niger. Sur 1150 cas où une absence de documents a été identifiée, seules 270 personnes ont pu être assistées.

L'absence de documents constitue un problème de protection majeur tant pour les réfugiés que pour les rapatriés, qui sont souvent confondus avec les membres des groupes extrémistes ou pris en otage au cours de leur déplacement forcé à travers le Mali.

DÉPENSES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | 2017-2021



BUDGET ET DÉPENSES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ¹	Budget	15 673 642	-	-	-	15 673 642	2%	
	Dépenses	15 029 758	-	-	-	15 029 758	3%	96%
Activités régionales pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ¹	Budget	5 603 265	170 000	-	-	5 773 265	1%	
	Dépenses	2 362 140	115 418	-	-	2 477 558	1%	43%
SOUS-TOTAL	Budget	21 276 907	170 000	-	-	21 446 907	3%	
	Dépenses	17 391 899	115 418	-	-	17 507 317	4%	82%
Burkina Faso	Budget	38 974 125	379 847	-	67 972 604	107 326 577	15%	
	Dépenses	15 191 227	191 513	-	53 234 299	68 617 040	15%	64%
Bureau multi-pays au Cameroun ²	Budget	58 928 220	389 258	-	40 714 977	100 032 454	14%	
	Dépenses	42 366 396	318 074	-	11 603 453	54 287 922	12%	54%
République centrafricaine	Budget	16 950 620	2 150 000	13 723 956	15 927 852	48 752 428	7%	
	Dépenses	10 865 755	1 909 739	7 766 925	13 587 136	34 129 555	8%	70%
Tchad	Budget	120 325 845	1 322 448	-	3 911 285	125 559 578	17%	
	Dépenses	79 279 224	894 409	-	3 114 157	83 287 790	19%	66%
Côte d'Ivoire	Budget	10 092 873	4 356 687	2 987 618	472 000	17 909 177	2%	
	Dépenses	8 415 577	2 719 081	2 904 072	447 327	14 486 057	3%	81%
Ghana	Budget	8 029 169	-	-	-	8 029 169	1%	
	Dépenses	7 382 317	-	-	-	7 382 317	2%	92%
Libéria	Budget	12 925 544	-	-	-	12 925 544	2%	
	Dépenses	12 492 652	-	-	-	12 492 652	3%	97%
Mali	Budget	25 103 686	1 245 042	14 538 516	18 374 767	59 262 010	8%	
	Dépenses	13 304 113	401 249	3 712 880	10 411 429	27 829 671	6%	47%
Niger	Budget	78 533 923	1 080 000	-	31 591 941	111 205 864	15%	
	Dépenses	65 125 140	337 711	-	5 210 898	70 673 748	16%	64%
Nigéria	Budget	40 915 236	390 718	20 203 501	36 425 421	97 934 875	13%	
	Dépenses	19 978 816	49 427	3 840 281	21 537 732	45 406 257	10%	46%
Bureau multi-pays au Sénégal ³	Budget	16 515 818	800 000	-	-	17 315 818	2%	
	Dépenses	9 563 994	351 470	-	-	9 915 464	2%	57%
TOTAL	Budget	448 571 965	12 283 999	51 453 591	215 390 846	727 700 401	100%	
	Dépenses	301 357 111	7 288 089	18 224 159	119 146 431	446 015 790	100%	61%

¹ Les montants pour le Bureau régional et les Activités régionales couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

² Coordonne les activités au Cameroun et au Gabon et couvre également la Guinée équatoriale et Sao Tome-et- Principe sans présence dans ces deux pays.

³ Coordonne les activités en Guinée, en Guinée Bissau, au Togo et au Sénégal et couvre aussi le Bénin, Cabo Verde, la Gambie et la Sierra Leone sans présence dans ces derniers pays.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

155,2 millions de dollars dépensés via **126** partenaires en Afrique de l'Ouest et du Centre

39 Partenaires gouvernementaux
15,9 millions de dollars

47 ONG nationales partenaires
54,5 millions de dollars



37 ONG internationales partenaires
84,1 millions de dollars

3 Agences des Nations Unies
705 883 dollars

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L' AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	803 023				155 376 703	156 179 726
Allemagne	3 499 642				21 051 507	24 551 149
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)				18 982 650	19 364	19 002 014
Suède	318 880				9 445 037	9 763 917
Japon	2 844 018		372 750	4 672 814	1 405 797	9 295 379
Fonds central pour les interventions d'urgence	254 961			3 598 954	3 800 000	7 653 915
France	1 029 392			410 317	5 744 431	7 184 140
Danemark	202 810				5 153 880	5 356 690
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	158 515			4 539 666	118 930	4 817 112
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)					4 682 700	4 682 700
Belgique	392 143		44 310	2 799 599	560 515	3 796 567
Qatar	3 570 850					3 570 850
Canada					3 331 244	3 331 244
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	2 083 663	22 365		1 175 001		3 281 029
Italie	2 519 229			536 901		3 056 130
Éducation sans délai	1 032 252			909 120	270 921	2 212 293
Espagne	1 457 014			609 237		2 066 251
Union européenne	1 181 001			609 756		1 790 757
Donateurs privés au Japon	1 539 218					1 539 218
Autriche				1 226 994		1 226 994
Suisse				152 679	1 023 541	1 176 220
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	961 590			5 344	36 878	1 003 812
Luxembourg	119 474				836 320	955 795
Fonds de financement commun par pays					813 100	813 100
Burkina Faso				800 000		800 000
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	24 304			596 150		620 454
Donateurs privés en Arabie saoudite				70 130	500 741	570 871
Donateurs privés en Italie					546 212	546 212
Initiative « Spotlight » pour éliminer les violences contre les femmes et les filles	511 337					511 337
PAM				359 600		359 600
ONUSIDA	353 980					353 980
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)	333 989					333 989
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	308 755				23 473	332 228
Islande					150 297	150 297
Groupe de la Banque africaine de développement				150 000		150 000
Donateurs privés au Luxembourg	131 265					131 265
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	117 150					117 150
Nigéria					74 188	74 188
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)					69 930	69 930

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L' AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4		
DONATEUR	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes	TOUS PILIERS	TOTAL
Donateurs privés au Nigéria				61 607	6 413	68 020
Roumanie	48 780					48 780
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)					39 881	39 881
Donateurs privés en France					39 316	39 316
Donateurs privés au Liban				5 874	27 944	33 818
Donateurs privés au Canada					32 468	32 468
Donateurs privés en Suisse					27 437	27 437
Saint-Siège					15 000	15 000
Donateurs privés au Koweït				3 023	1 768	4 791
Donateurs privés en Belgique					2 490	2 490
Donateurs privés au Kenya				759	1 545	2 304
Donateurs privés en Égypte				883	1 139	2 022
Donateurs privés en Autriche					1 942	1 942
Donateurs privés au Danemark					537	537
Donateurs privés à Oman				120	128	248
Donateurs privés au Mexique					41	41
Donateurs privés en Grèce					5	5
TOTAL *	25 797 237	22 365	417 060	42 277 178	215 233 766	283 747 606

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.² Inclut un montant de 12,3 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 18,4 millions de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.³ Inclut les contributions affectées aux situations de la République centrafricaine, du Nigéria et du Sahel.

© AIRFO/Lumbuku Moses



La société Toyota Tsusho soutient la réponse à la pandémie de COVID-19 en Afrique

La société Toyota Tsusho (en anglais) a donné plus de 35 000 pièces d'entretien de voitures Toyota et masques de protection aux opérations du HCR au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, au Niger, en Ouganda, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie, au Soudan, au Soudan du Sud et au Tchad. Le don total a représenté une valeur de plus de 1,38 million de dollars et a permis au HCR de poursuivre la fourniture d'une aide vitale à des communautés vulnérables déplacées de force dans des zones difficiles d'accès.



Amériques

Femmes et enfants réfugiés dans un site d'installation informel à Medellín en Colombie, qui accueille des déplacés internes et des réfugiés vénézuéliens dans des situations vulnérables.

© HCR/Catalina Betancur Sánchez

RÉSUMÉ

La région des Amériques accueillait 17 millions de personnes relevant de la compétence du HCR à la fin de 2021, soit 18% du total mondial. Le HCR a soutenu la numérisation des systèmes d'asile nationaux et apporté un soutien technique pour garantir l'accès à l'asile à mesure que les restrictions aux frontières liées à la pandémie de COVID-19 étaient levées. Il a plaidé pour que les programmes de vaccination nationaux contre le COVID-19 incluent les personnes déracinées et apatrides, ce qui a été le cas dans de nombreux pays. Le HCR a travaillé avec la société civile pour promouvoir l'accès aux hébergements collectifs temporaires et renforcé l'accès aux hébergements individuels grâce à des programmes de location. 425 projets relatifs aux abris et aux sites d'installation ont bénéficié à 273 000 personnes, principalement au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Honduras et en République bolivarienne du Venezuela. Rien qu'au Mexique, le HCR a apporté un soutien à 148 hébergements gérés pour la plupart par la société civile dans 44 villes. Le HCR a réalisé une évaluation régionale des violences de genre et aidé 45 000 victimes de ces violences sur l'ensemble du continent.

Le HCR et l'OIM ont coordonné le Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants ([RMRP](#)) (en anglais), afin d'aider 3,3 millions de personnes dans 17 pays. En [République bolivarienne du Venezuela](#) (en anglais), le HCR a accompagné la mise en œuvre du [plan d'intervention humanitaire](#) (en espagnol) et dirigé les groupes sectoriels chargés de la protection et des abris, venant en aide à plus de 2,93 millions de personnes.

En assumant la codirection de la [coalition thématique sur la mobilité humaine](#) (en anglais), le HCR a contribué à l'adoption d'une approche régionale commune pour faire face aux défis liés à l'augmentation des mouvements mixtes et secondaires. En 2021, plus de 133 000 personnes ont risqué leur vie en traversant la jungle dense qui sépare l'Amérique du Sud de l'Amérique centrale. Un nombre record de personnes ont également été signalées à la frontière sud-ouest des États-Unis.

Le HCR a collaboré avec le Ministère public et les services d'état civil colombiens pour fournir des informations et un soutien juridique à plus de 80 000 personnes, et mené un projet pédagogique et de protection pour près de 8500 enfants réfugiés et migrants vénézuéliens. Par ailleurs, il a travaillé avec l'Unité colombienne pour les victimes à l'amélioration des données sur les niveaux de vulnérabilité parmi les déplacés internes et sur les corrélations éventuelles avec les solutions durables.

Comme prévu dans le Cadre régional global de protection et de solutions ([MIRPS](#)) (anglais), le HCR et l'Organisation des États américains ont soutenu les interventions au Belize, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et au Panama, en assurant une protection et des solutions pour 916 000 personnes déplacées grâce à l'amélioration des mécanismes d'accueil et d'admission, en répondant aux besoins humanitaires et de protection, en soutenant les pays et les communautés d'accueil ainsi qu'en renforçant les solutions durables.

Le HCR a élargi les possibilités de réinstallation pour les réfugiés originaires de Colombie, du Nicaragua et de République bolivarienne du Venezuela. La mise en œuvre de l'accord de transfert en vue d'une protection en El Salvador, au Guatemala et au Honduras a continué de représenter un moyen de protection pour les personnes confrontées à des risques accrus. Le HCR a soutenu le développement de voies complémentaires d'admission dans la région, telles que

la réunification familiale depuis le nord de l'Amérique centrale, les programmes de mobilité professionnelle pour les réfugiés en Colombie et au Pérou, ainsi que le développement des possibilités d'éducation.

Le HCR a signé un protocole d'accord avec la [Banque interaméricaine de développement](#) et amélioré la coordination avec la [Banque mondiale](#) pour produire des statistiques régulières sur les déplacés internes au Honduras, grâce à un financement du [Centre commun de données](#) (en anglais). Le HCR a également joué un rôle de catalyseur pour concrétiser les accords entre les institutions financières internationales et les gouvernements des pays d'accueil (portant principalement sur des prêts concessionnels).

La prévention et l'éradication de l'apatridie ont progressé au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur et aux États-Unis d'Amérique, qui se sont engagés à adopter une définition de l'apatridie et à mettre en place une procédure de détermination de l'apatridie.

Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

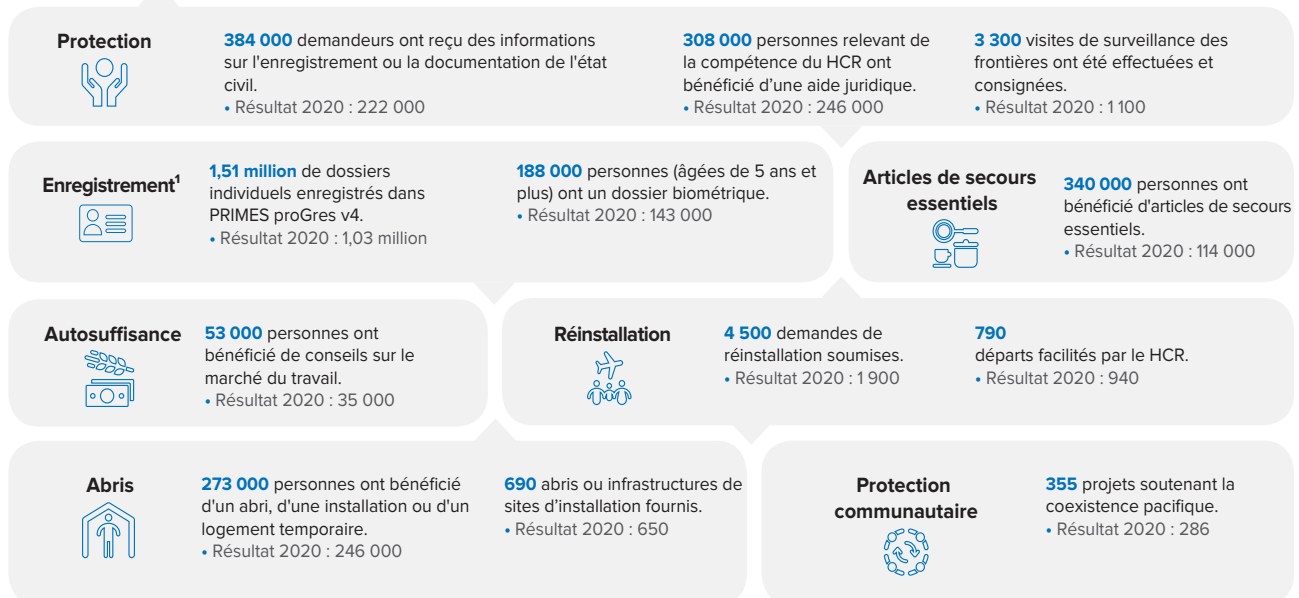
La région des Amériques fait l'objet de 239 engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés, dont 33 ont été ajoutés lors de la réunion des hauts responsables de 2021. Le HCR a confirmé des avancées sur 125 engagements, soit 52% du total, et 21% ont été remplis.

Le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la République dominicaine ont engagé différents types de processus de régularisation pour délivrer des documents et améliorer l'accès aux droits. En 2021, plus de 500 000 demandeurs vénézuéliens se sont vu accorder un permis de séjour régulier sous une forme ou une autre, et plus de 3 millions de réfugiés et de migrants pourraient potentiellement bénéficier d'une régularisation. La Colombie a enregistré plus de 1,8 million de demandeurs sollicitant le statut de protection temporaire. 1,2 million ont effectué un enregistrement biométrique, et plus de 300 000 ont obtenu le statut et reçu leurs documents.

Dans le cadre de la mise en œuvre régionale du Pacte mondial sur les réfugiés et du [MIRPS](#) (en anglais), le HCR a aidé le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique et le Panama à répondre aux besoins accrus des personnes demandant une protection internationale. Cette aide a notamment porté sur le renforcement de l'accès aux systèmes d'asile, des dispositifs de séjour régulier et de délivrance de documents, sur l'inclusion aux systèmes de protection sociale et sur la fourniture d'hébergements, d'aides en espèces ou d'une sécurité sociale.

Le Mexique a mis en relation plus de 18 000 réfugiés et demandeurs d'asile pour des emplois formels dans le cadre d'un programme de relocalisation mené avec les autorités nationales, telles que la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés. Les entreprises locales ont bénéficié de l'augmentation de l'activité économique, tandis que les réfugiés employés par plus de 260 entreprises ont contribué à hauteur de 5 millions de dollars en impôts. Avec le soutien de fondations du secteur privé, et en collaboration avec les autorités fédérales et locales, le HCR a apporté une aide en matière d'hébergement temporaire, d'orientation culturelle, de formation, d'insertion professionnelle et de scolarisation.

PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR



¹ Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé).

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

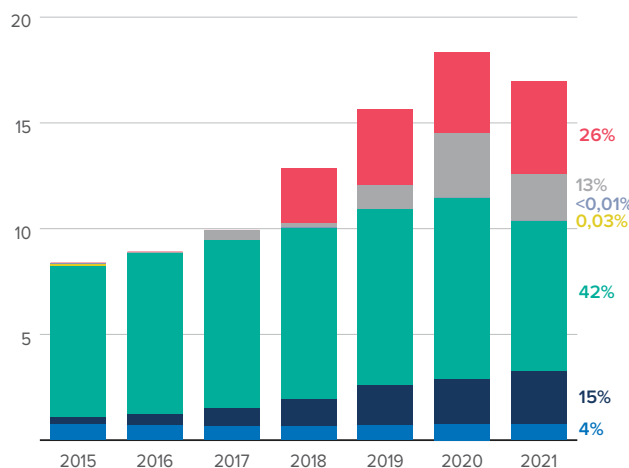
17 millions de personnes relevant de la compétence du HCR | 2021



Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

■ Réfugiés ■ Apatriés ■ Autres personnes relevant de la compétence du HCR
 ■ Demandeurs d'asile ■ Rapatriés (réfugiés et déplacés internes)
 ■ Déplacés internes ■ Vénézuéliens déplacés à l'étranger

Individus | Millions



Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

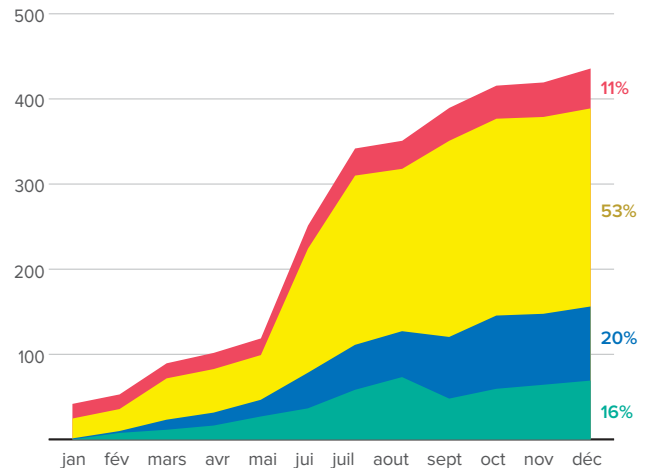
435,8 millions de dollars de fonds disponibles | 2021



Évolution mensuelle des financements de la région | 2021

■ Sans affectation ■ Affectés
 ■ Légèrement affectés ■ Strictement affectés

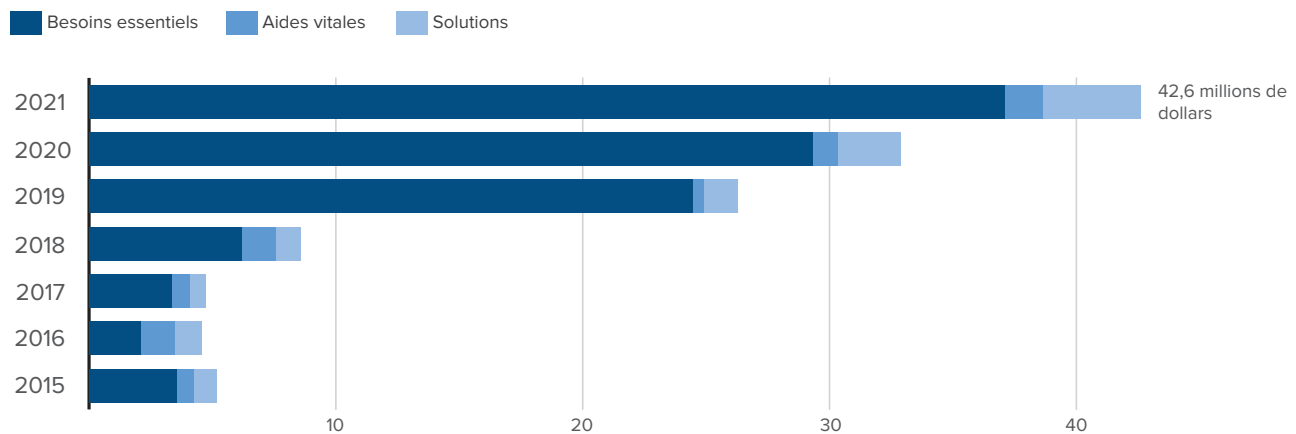
Millions de dollars



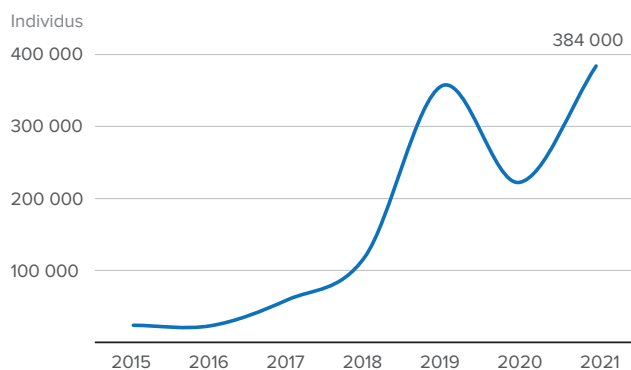
Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais).

TENDANCES DE LA RÉPONSE

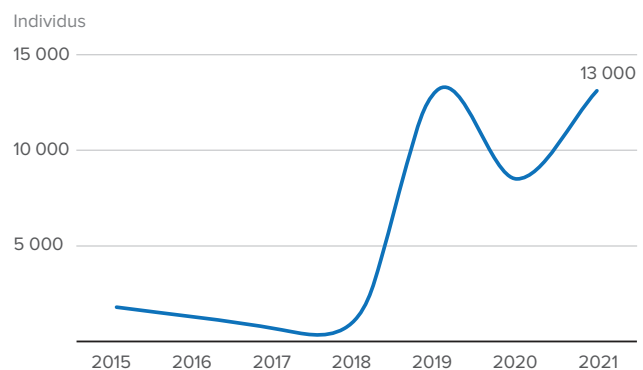
Aides en espèces par secteur 2015-2021 | Millions - USD



Accès à des informations relatives aux procédures de détermination du statut de réfugié | 2015-2021²



Personnes relevant de la compétence du HCR ayant bénéficié d'une formation à l'entrepreneuriat | 2015-2021



² L'enregistrement dans les Amériques est effectué par le HCR pour les interventions d'assistance et de protection, ainsi que pour la détermination du statut de réfugié relevant du mandat dans les Caraïbes. Dans tous les autres cas, l'enregistrement relève de la responsabilité des autorités nationales.

RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Santé



241 000 réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• 12 pays déclarants

Protection



1,1 million de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services de protection³.

• 22 pays déclarants

Aides en espèces



261 000 réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces en lien avec l'impact de la pandémie de COVID-19.

• 24 rapports d'opérations

Éducation



23 000 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile⁴.

• 14 pays déclarants

³ Pour la protection dans le contexte de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides, les communautés d'accueil et les vénézuéliens déplacés à l'étranger.

⁴ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

En 2021, le budget de la région, qui s'élevait à 730,8 millions de dollars, a été financé à 60%. La pandémie de COVID-19 et le manque d'accès à l'asile et au séjour légal ont entraîné une hausse des besoins humanitaires, exacerbant la demande en aides en espèces et en articles de secours essentiels. Cette aide a dû être financée en partie par des contributions non affectées, qui constituent une ressource précieuse réservée aux situations de besoin extrême. Parmi les bénéficiaires de ces financements flexibles, figuraient 10 000 réfugiés et demandeurs d'asile atteints de maladies chroniques ou en situation d'extrême vulnérabilité au Costa Rica, et des Vénézuéliens ayant besoin d'aide pour obtenir le statut de protection temporaire en Colombie. Les besoins essentiels n'étaient pas toujours couverts, notamment en matière de nourriture, de médicaments, d'articles d'hygiène et de vêtements de base. Dans le Cône Sud, 15 000 familles vulnérables n'ont pas reçu d'aides en espèces, 28 000 personnes n'ont pas pu accéder aux formations professionnelles et aux possibilités d'emploi, et 1600 personnes sans abri ont dormi dans la rue. De nombreux réfugiés et demandeurs d'asile ont été confrontés à des risques d'expulsion, d'exploitation et d'abus, avec un accès limité ou inexistant aux soins de santé ou à la protection sociale. Au Costa Rica, les contraintes budgétaires ont limité l'aide aux Nicaraguayens qui ont fui leur pays.

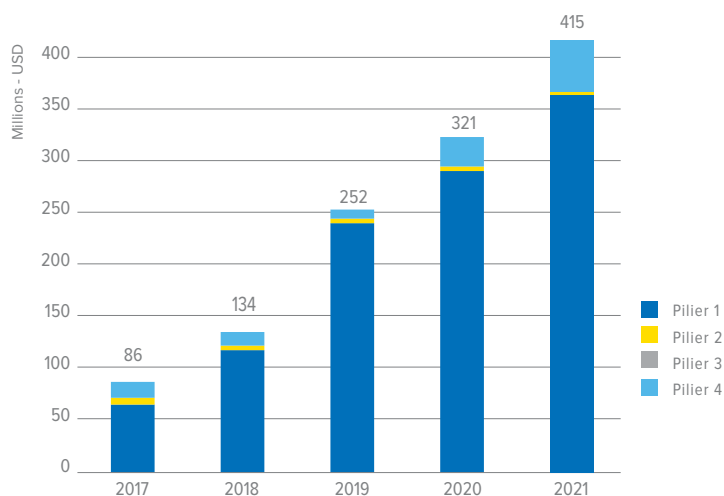
Dans un contexte d'augmentation des mouvements mixtes, les demandeurs d'asile et d'autres personnes ayant besoin d'une protection ont été exposés à des

risques extrêmes en mer et lors de déplacements à pied à travers des déserts et des régions sauvages. En raison du sous-financement, le HCR n'a pas pu renforcer les mécanismes d'identification et d'orientation aux frontières et les capacités d'accueil pour les cas à haut risque, et n'a pas non plus été en mesure de soutenir l'accès à la délivrance de documents et aux modalités de séjour alternatives.

Le déficit de financement a entravé la protection des enfants et adolescents vulnérables en Amérique centrale et au Mexique, ainsi que dans certains pays des Caraïbes et du Cône Sud. Le HCR et ses partenaires disposaient de capacités réduites pour identifier les enfants ayant besoin d'une protection spécialisée et pour fournir cette protection, et n'étaient pas en mesure de soutenir les réunifications familiales de manière adéquate. La prise en charge des violences de genre a également été compromise, avec un soutien moindre au rétablissement des victimes et à l'émancipation. En Colombie, les interventions du HCR se sont limitées à quelques communautés, laissant de nombreux besoins insatisfaits et des personnes vulnérables exposées à des risques.

Avec le soutien du HCR et de l'OIM, le Gouvernement canadien a organisé une [conférence internationale des donateurs](#) en solidarité avec les réfugiés et les migrants de République bolivarienne du Venezuela pour répondre aux besoins sous-financés. Par ailleurs, le premier [événement de solidarité envers les personnes déracinées et les communautés d'accueil en Amérique centrale et au Mexique](#) (en anglais) a été organisé par les Gouvernements costaricain et espagnol en marge du 30^e anniversaire du système d'intégration centraméricain.

DÉPENSES AUX AMÉRIQUES | 2017-2021



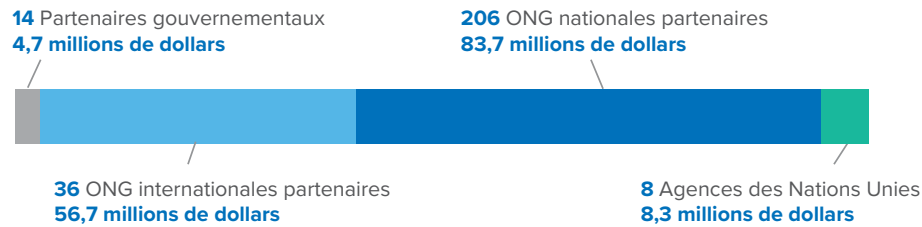
BUDGET ET DÉPENSES AUX AMÉRIQUES | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour les Amériques ¹	Budget	17 194 291	-	-	-	17 194 291	2%	
	Dépenses	15 077 899	-	-	-	15 077 899	4%	88%
Activités régionales pour les Amériques ¹	Budget	10 206 317	-	-	-	10 206 317	1%	
	Dépenses	5 113 758	-	-	-	5 113 758	1%	50%
SOUS-TOTAL	Budget	27 400 608	-	-	-	27 400 608	4%	
	Dépenses	20 191 657	-	-	-	20 191 657	5%	74%
AMÉRIQUE LATINE								
Bureau multi-pays en Argentine ²	Budget	39 021 496	-	-	-	39 021 496	5%	
	Dépenses	23 342 676	-	-	-	23 342 676	6%	60%
Brésil	Budget	52 614 196	-	-	-	52 614 196	7%	
	Dépenses	22 692 075	-	-	-	22 692 075	5%	43%
Colombie	Budget	96 970 227	-	-	27 822 929	124 793 156	17%	
	Dépenses	55 727 427	-	-	10 514 657	66 242 084	16%	53%
Costa Rica	Budget	32 212 823	-	-	-	32 212 823	4%	
	Dépenses	17 627 953	-	-	-	17 627 953	4%	55%
Équateur	Budget	84 721 210	-	-	-	84 721 210	12%	
	Dépenses	32 558 527	-	-	-	32 558 527	8%	38%
El Salvador	Budget	-	-	-	21 829 516	21 829 516	3%	
	Dépenses	-	-	-	19 667 891	19 667 891	5%	90%
Guatemala	Budget	39 297 917	-	-	-	39 297 917	5%	
	Dépenses	31 741 789	-	-	-	31 741 789	8%	81%
Honduras	Budget	-	-	-	26 703 789	26 703 789	4%	
	Dépenses	-	-	-	19 600 881	19 600 881	5%	73%
Mexique	Budget	75 589 193	-	-	-	75 589 193	10%	
	Dépenses	71 337 213	-	-	-	71 337 213	17%	94%
Bureau multi-pays au Panama ³	Budget	48 013 345	-	-	-	48 013 345	7%	
	Dépenses	20 456 197	-	-	-	20 456 197	5%	43%
Pérou	Budget	61 027 480	-	-	-	61 027 480	8%	
	Dépenses	23 717 048	-	-	-	23 717 048	6%	39%
Venezuela (République bolivarienne du)	Budget	61 374 589	-	-	-	61 374 589	8%	
	Dépenses	26 015 967	-	-	-	26 015 967	6%	42%
SOUS-TOTAL	Budget	590 842 477	-	-	76 356 234	667 198 711	91%	
	Dépenses	325 216 873	-	-	49 783 430	375 000 302	90%	56%
AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES								
Canada	Budget	2 230 519	-	-	-	2 230 519	0%	
	Dépenses	2 158 063	-	-	-	2 158 063	1%	97%
Bureau multi-pays aux États-Unis d'Amérique ⁴	Budget	27 272 969	6 665 921	-	-	33 938 890	5%	
	Dépenses	15 262 741	2 763 946	-	-	18 026 687	4%	53%
SOUS-TOTAL	Budget	29 503 488	6 665 921	-	-	36 169 409	5%	
	Dépenses	17 420 804	2 763 946	-	-	20 184 750	5%	56%
TOTAL	Budget	647 746 573	6 665 921	-	76 356 234	730 768 728	100%	
	Dépenses	362 829 333	2 763 946	-	49 783 430	415 376 709	100%	57%

¹ Les montants pour le Bureau régional et les Activités régionales couvrent l'ensemble de la région des Amériques.² Coordonne les activités en Argentine et au Chili et couvre aussi l'État plurinational de Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay sans présence dans ces trois derniers pays.³ Coordonne les activités à Aruba, au Belize, à Cuba, au Guyana, à Trinité-et-Tobago et au Panama et couvre également le Suriname sans présence dans ce dernier pays.⁴ Coordonne les activités en République dominicaine, à Haïti et aux États-Unis d'Amérique.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

153,5 millions de dollars dépensés via **264** partenaires aux Amériques



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES AMÉRIQUES | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	72 610 671		6 156 198	144 847 618	223 614 487
Union européenne	18 771 104	52 877	1 335 937		20 159 918
Allemagne	2 587 276			15 307 731	17 895 007
Espagne	10 713 438		1 384 419		12 097 857
Canada	2 482 073			3 177 125	5 659 197
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	5 029 282		50 000	97 946	5 177 228
République de Corée	2 163 684		825 648		2 989 332
Suède				2 955 763	2 955 763
Suisse				2 558 854	2 558 854
Irlande				2 388 061	2 388 061
Pays-Bas				2 293 578	2 293 578
Donateurs privés au Brésil				2 043 097	2 043 097
Norvège				1 855 845	1 855 845
Italie	1 855 404				1 855 404
Japon	905 797			905 797	1 811 594
Émirats arabes unis	1 117 115		334 410		1 451 525
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	605 327			826 446	1 431 773
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	1 385 168				1 385 168
Autriche				1 189 061	1 189 061
Fonds central pour les interventions d'urgence			1 013 151		1 013 151
Donateurs privés au Japon	990 423				990 423
Donateurs privés au Mexique	32 975			907 298	940 273
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	864 253			22 813	887 066
France	820 633				820 633
OIM	663 822				663 822
Qatar	641 757				641 757
UNESCO	631 554				631 554
Danemark	531 748		88 218		619 966
ONUSIDA	612 014				612 014
Donateurs privés en Suisse	455 610			607	456 217
Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix	107 991		342 105		450 096
Brésil	250 000			149 082	399 082
Donateurs privés en France	377 965			1 506	379 471
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	295 808				295 808
Luxembourg	267 065				267 065

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES AMÉRIQUES | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
Fundación ACNUR Comité Argentino (Partenaire national en Argentine)	263 426				263 426
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées	239 602				239 602
Portugal	117 925			56 306	174 231
Argentine				107 100	107 100
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	99 796			456	100 253
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine			81 259		81 259
Guyana				63 531	63 531
ONU-Femmes	57 545				57 545
Roumanie				56 306	56 306
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	51 601			265	51 866
Programme des Nations unies pour l'environnement	50 000				50 000
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)	42 418				42 418
Donateurs privés au Chili	36 780				36 780
Slovaquie				36 585	36 585
Mexique				31 421	31 421
UNICEF		28 169		1 831	30 000
Grèce	23 613				23 613
Donateurs privés aux Pays-Bas				23 613	23 613
Donateurs privés au Canada	2 062			21 531	23 593
Donateurs privés en Colombie	19 626				19 626
Donateurs privés en Italie	490			19 083	19 573
Donateurs privés en Chine	13 950				13 950
Lettonie	11 933				11 933
Donateurs privés en Argentine				11 353	11 353
Donateurs privés en Thaïlande	5 280				5 280
Donateurs privés en Belgique	292			590	882
Donateurs privés à Singapour	55				55
Donateurs privés au Danemark				22	22
TOTAL*	128 806 350	81 046	11 611 345	181 958 220	322 456 960

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.² Inclut un montant de 24,7 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 9,4 millions de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.³ Inclut les contributions affectées aux situations de El Salvador, du Guatemala, du Honduras et de la République bolivarienne du Venezuela.

© USA for UNHCR/Chris Freeman



Latter-day Saint Charities célèbre 30 ans de soutien au HCR

Latter-day Saint Charities a établi un partenariat avec le HCR depuis 1991, apportant une aide et du réconfort à des millions de réfugiés dans le monde entier. Latter-day Saint Charities a maintenu son engagement inébranlable envers les réfugiés en 2021. Il est resté l'un des principaux sympathisants d'USA for UNHCR, et a versé une contribution de 1,2 million de dollars en faveur de programmes en Éthiopie, en République centrafricaine, en République islamique d'Iran et en Somalie. USA for UNHCR était également l'une des organisations caritatives mises en avant lors de la campagne de fin d'année « Light the World Giving Machine », qui a permis de recueillir 250 000 dollars supplémentaires.

Asie et Pacifique

Un homme et sa fille de deux ans affrontent le froid de l'hiver et les pénuries alimentaires près de chez eux, dans la périphérie de Kaboul, en Afghanistan.

© HCR/Andrew McConnell

RÉSUMÉ

Deux crises ont dominé la région en 2021. Les violences et les crises politiques ont poussé plus d'1 million de personnes en Afghanistan et au Myanmar à se déplacer à l'intérieur de leur pays. Par ailleurs, au cours de l'année, au moins 158 000 Afghans ont fui leur pays, et plus de 31 000 personnes ont quitté le Myanmar, dont 19 700 étaient encore hors du Myanmar à la fin de l'année.

En Afghanistan, le HCR est resté après la prise de pouvoir des talibans et a rapidement intensifié son action, venant en aide à près de [1 million de personnes](#) (en anglais). Le HCR a fourni [des articles de secours essentiels](#) (en anglais) à 293 000 déplacés internes en Afghanistan, et a apporté une aide en espèces et/ou en nature à 10 000 [personnes ayant des besoins spécifiques](#) (en anglais). 263 000 Afghans vulnérables ont pu bénéficier d'une aide pour se préparer à l'hiver. Le HCR a suivi et soutenu des victimes de violences de genre et des [femmes vulnérables](#) (en anglais) en leur offrant des services de soutien psychologique et d'orientation et en couvrant leurs besoins essentiels.

Au Myanmar, par le biais des groupes sectoriels, le HCR a pu venir en aide à 287 000 déplacés internes vulnérables, un chiffre qui inclut les nouveaux déplacés internes et les 130 000 déplacés qui vivent dans l'État rakhine depuis 2012. Des dizaines de milliers de déplacés internes ont eu accès à des

articles de secours essentiels et à du matériel pour faire face au COVID-19, et plus de 20 000 personnes ont bénéficié des projets à impact rapide du HCR et du PNUD.

La région a connu d'autres situations d'urgence telles que le typhon Rai aux Philippines, où l'équipe de réponse aux situations d'urgence du HCR a apporté une protection, une expertise technique et des articles de secours essentiels aux communautés sévèrement touchées et vivant dans des zones reculées.

Pour aider les enfants, le HCR s'est employé à prévenir les violences et à répondre aux besoins spécifiques de chacun, déterminés selon les procédures relatives à l'intérêt supérieur de l'enfant. À Cox's Bazar, au Bangladesh, ces programmes ont bénéficié à 2500 enfants à risque et ont fourni à 48 800 enfants un soutien psychosocial. Avec le recul de la pandémie de COVID-19, les services humanitaires et d'éducation sont revenus dans les camps. Ainsi, le HCR et ses partenaires ont pu lancer un projet permettant aux enfants de suivre le programme scolaire du Myanmar.

La [pandémie de COVID-19](#) (en anglais) a eu un impact sur les services d'asile, les moyens de subsistance et les solutions. La réponse du HCR a consisté à maintenir les services de protection essentiels, à cibler les aides en espèces et à améliorer l'inclusion numérique via des sites help.unhcr.org dans toute la région. Les réfugiés et les demandeurs d'asile ont

généralement été inclus dans les programmes de protection sociale et de vaccination. Au [Bangladesh](#) (en anglais), parmi les 890 000 Rohingyas, près de 80% des personnes éligibles ont été vaccinées. L'Indonésie, la Malaisie, le Népal et le Pakistan ont aussi vacciné des proportions élevées de personnes relevant de la compétence du HCR. En République islamique d'Iran, les réfugiés ont pu accéder gratuitement aux soins de santé primaire, mais devaient avoir une assurance pour les soins de santé secondaire et tertiaire ; le HCR a couvert ces frais pour 120 000 personnes parmi les plus vulnérables.

Le HCR a appelé les États à partager la responsabilité de porter secours aux réfugiés qui entreprennent des [traversées en mer dangereuses](#) (en anglais) et à mettre en place des voies d'accès légales et sûres. En 2021, près de 800 personnes – pour la plupart des réfugiés rohingyas – ont entrepris une traversée en mer. Vingt-neuf ont péri.

Le HCR a signé avec le Gouvernement du Bangladesh un [protocole d'accord](#) (en anglais) qui définit des principes de protection concernant les 19 000 réfugiés rohingyas relocalisés sur l'île de Bhasan Char afin de limiter la surpopulation. Pour améliorer l'accès à l'asile, le HCR a soutenu le

lancement d'un mécanisme d'examen national en Thaïlande et adopté un protocole de coopération avec le Japon. Des mesures visant à éradiquer l'apatridie ont permis de résoudre 38 000 cas rien qu'en Asie centrale, principalement en Ouzbékistan.

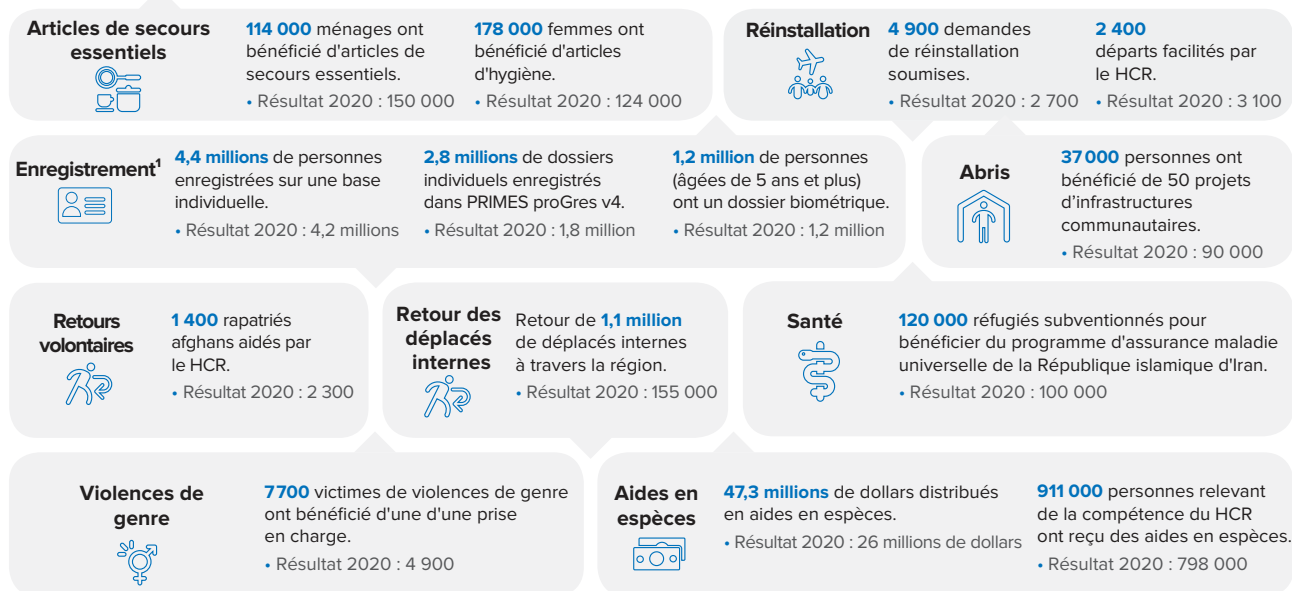
Malgré les crises en Afghanistan et au Myanmar et les complications liées au COVID-19, 1400 réfugiés afghans [ont pu rentrer chez eux](#) (en anglais), tout comme au moins 791 000 déplacés internes rapatriés recensés par le HCR au cours des quatre derniers mois de 2021, selon des évaluations rapides réalisées auprès de 153 700 ménages de 333 districts des 34 provinces d'Afghanistan. Le HCR a coopéré avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et d'autres acteurs régionaux afin de trouver des solutions pour les réfugiés du Myanmar, et cherché de nouveaux partenaires pour ouvrir des voies complémentaires d'admission telles que la mobilité professionnelle, l'éducation et la réunification familiale.

Le HCR a soumis des demandes de réinstallation pour 4900 personnes, principalement depuis ses opérations en Inde, Indonésie, Malaisie et Thaïlande, et 2400 sont partis vers des pays tiers.

Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

Parmi les 126 engagements envers la région, 52 étaient en cours de réalisation, six ont été remplis et sept étaient encore en planification à la fin de l'année 2021. Quarante-cinq mises à jour officielles ont été apportées en vue de la [réunion des hauts responsables](#) et certains États ont formulé de nouveaux engagements. Après la prise de pouvoir des talibans en août 2021 en Afghanistan, la [plateforme de soutien pour la Stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans](#) (en anglais) a contribué à soutenir les principaux pays accueillant des réfugiés : les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan. Elle a également renforcé les investissements et les actions en faveur de la stabilité, des éventuels retours et de l'intégration durable. Dans un esprit de partage des responsabilités et de la charge, le Japon et la République de Corée ont progressé dans la mise en œuvre de leurs engagements relatifs à la réinstallation et au développement. L'Agence japonaise de coopération internationale a renforcé son soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil et a déployé un conseiller sur son projet en [Ouganda](#) (en anglais), tandis que l'Agence coréenne de coopération internationale a élaboré des recommandations et alloué 17 millions de dollars au soutien aux réfugiés, aux communautés d'accueil et à d'autres groupes vulnérables dans ses projets multilatéraux. La Nouvelle-Zélande a aidé les Philippines à renforcer leurs capacités de traitement des données sur le pays d'origine dans le processus de demande d'asile, sous l'égide du [Groupe d'appui à la capacité d'asile](#) (en anglais), et la Thaïlande a pris des mesures pour établir un mécanisme d'examen des demandes d'asile. Plusieurs pays ont progressé dans la réalisation de leurs engagements à réduire l'apatridie en garantissant un meilleur accès à l'enregistrement des naissances (Tadjikistan, Turkménistan), un recensement inclusif (Kazakhstan, Kirghizistan), et des procédures de naturalisation (Philippines).

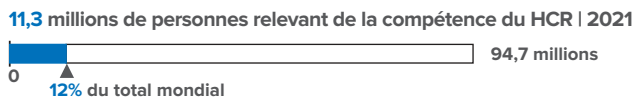
PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR



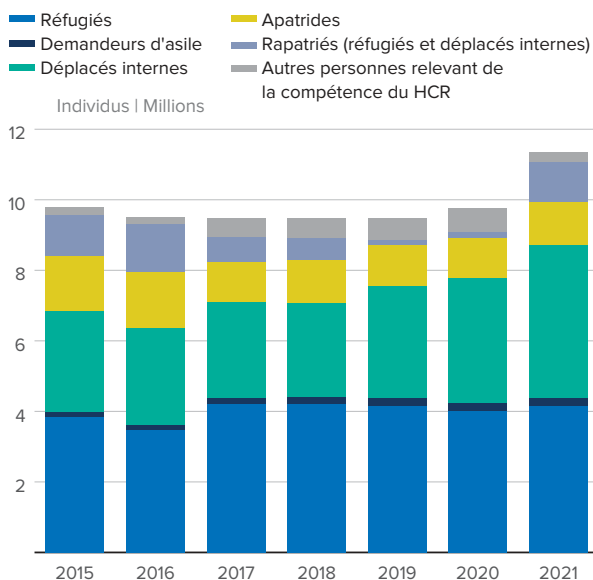
¹ Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé). L'augmentation des enregistrements dans PRIMES proGres v4 reflète le déploiement du système plutôt qu'une augmentation du nombre de réfugiés.

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

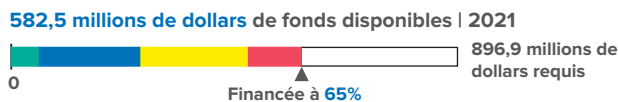


Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

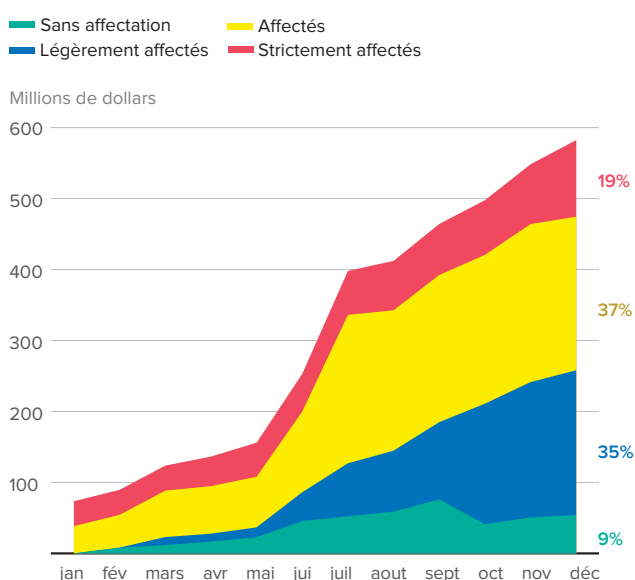


² Pour éviter un double comptage, ce chiffre ne comprend pas les quelque 1,2 million d'apatrides (principalement des Rohingyas) qui appartiennent à une autre catégorie, comme les réfugiés, les demandeurs d'asile ou déplacés internes. Au total, environ 21% des personnes relevant de la compétence du HCR dans la région sont apatrides.

Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation



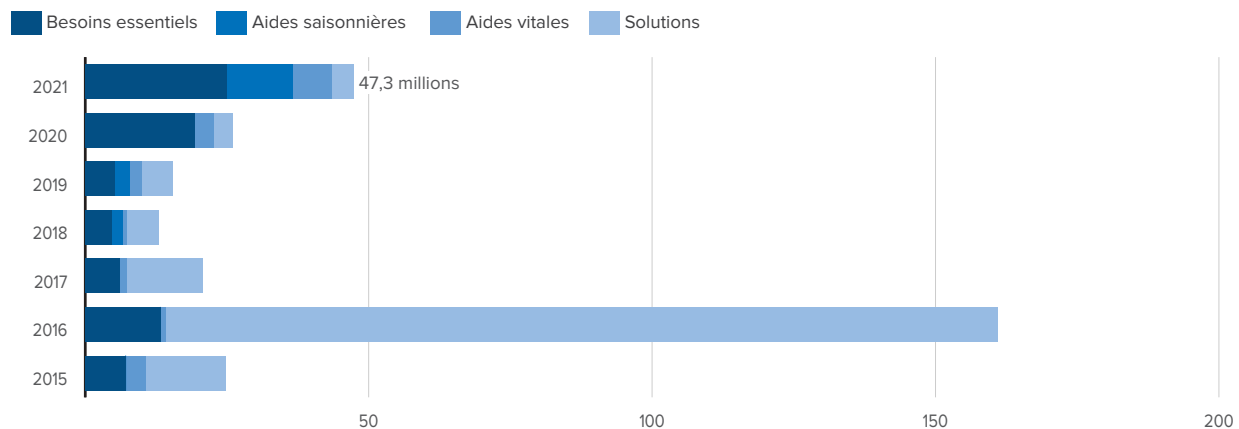
Évolution mensuelle des financements de la région | 2021



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais).

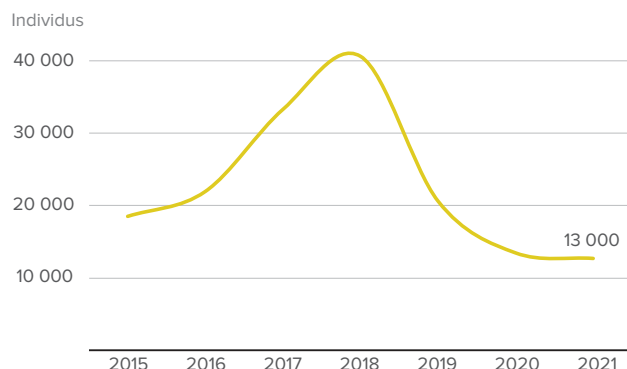
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur³ 2015-2021 | Millions - USD

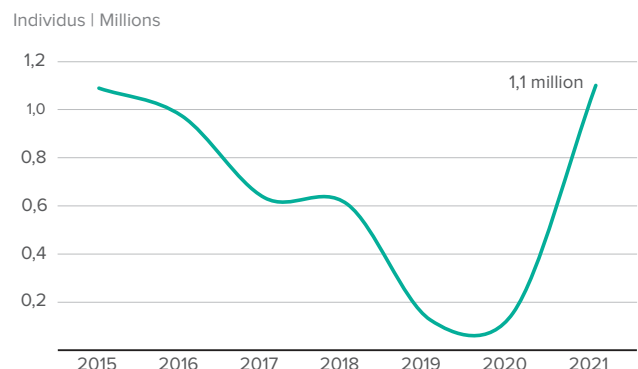


³ L'augmentation en 2016 s'explique par le rapatriement volontaire de 370 000 réfugiés afghans du Pakistan, qui ont reçu une aide en espèces pour faciliter leur rapatriement et leur réintégration.

Personnes de nationalité indéterminée aidées pour obtenir une confirmation de leur nationalité | 2015-2021



Retour des déplacés internes dans la région | 2015-2021



RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Santé



1,3 million de réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

- 15 pays déclarants

Protection



2,6 millions de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services de protection⁴.

- 32 pays déclarants

Aides en espèces



911 000 réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces en lien avec l'impact de la pandémie de COVID-19⁵.

- 18 pays déclarants

Éducation



472 000 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile⁶.

- 14 pays déclarants

⁴ Pour la protection dans le contexte de la réponse du HCR à la pandémie du COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides et les communautés d'accueil.

⁵ Les bénéficiaires de l'aide en espèces liée à l'impact de COVID-19 peuvent également avoir reçu une aide en espèces dans le cadre des programmes réguliers d'aides en espèces du HCR. Ils ne doivent donc pas être considérés comme des bénéficiaires supplémentaires.

⁶ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

Le budget régional, qui s'élevait à 896,9 millions de dollars, était sous-financé de 35%, ce qui a entravé des actions essentielles telles que la protection des personnes vulnérables contre les effets du COVID-19. La plupart d'entre elles n'étaient pas couvertes par les systèmes nationaux de protection sociale, et bien que les aides en espèces aient aidé à réduire l'impact de la pandémie, 54 000 familles n'ont pas reçu l'aide dont elles avaient besoin.

Le sous-financement a forcé le HCR à centrer son action sur l'aide vitale la plus urgente. Les opérations en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est (au-delà de la situation du Myanmar) ont eu des difficultés à obtenir des fonds. L'Asie centrale s'est beaucoup appuyée sur les financements flexibles, qui ont représenté les deux tiers de ses fonds en 2021. Sans cela, le HCR n'aurait pas pu intensifier sa réponse aux déplacements depuis l'Afghanistan vers l'Asie centrale, ni maintenir ses récentes avancées dans la lutte contre l'apatridie.

Les situations d'urgence en Afghanistan et au Myanmar ont obligé le HCR à redéfinir les priorités. Le sous-financement était sévère au Myanmar, particulièrement en matière d'abris, avec plus de 35 000 personnes vulnérables exposées à des conditions de vie détériorées et aux catastrophes naturelles.

La réponse du HCR à la situation de l'Afghanistan (en Afghanistan même et dans les pays voisins) souffrait d'un sous-financement critique depuis plus de dix ans.

L'augmentation significative des contributions en 2021 a été très appréciée, mais les conséquences du sous-financement des années passées se faisaient encore sentir et le HCR n'a pas été en mesure de construire ou de rénover six centres de santé et trois établissements scolaires en Afghanistan.

Au Bangladesh, le sous-financement a eu de lourdes conséquences sur le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en empêchant la construction de plus de 3000 latrines et sanitaires collectifs dans les camps de Cox's Bazar. Dans la région de Teknaf, le HCR a initié un projet portant sur les eaux souterraines qui bénéficie à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil, mais avait encore besoin de financements pour réaliser les tests et l'évaluation en 2022.

En Asie du Sud et en Asie du Sud-Est, les ressources limitées allouées aux aides en espèces ont restreint les actions du HCR. En Malaisie, le HCR a augmenté les aides en espèces en cas de besoin extrême, mais seuls 25% des besoins en la matière ont pu être satisfaits et 3000 familles n'ont pas pu recevoir d'assistance. En raison du sous-financement, 1500 ménages de réfugiés et de demandeurs d'asile dans les zones urbaines en Indonésie et 500 personnes ayant des besoins spécifiques en Thaïlande n'ont pas pu bénéficier d'aides en espèces. Après le passage du typhon Rai aux Philippines, le sous-financement a limité la réponse du HCR à des actions principalement opérationnelles et de coordination en soutien au Gouvernement et à des partenaires humanitaires.

© HCR/Min Yeamine



Fast Retailing et le HCR célèbrent 10 ans de partenariat international

L'année 2021 a marqué le dixième anniversaire du partenariat international entre le HCR et Fast Retailing, la société mère de marques comme [UNIQLO](#). C'est aussi l'année où le HCR a reçu de Fast Retailing les aides financières et en nature les plus élevées pour répondre, entre autres, à la situation d'urgence en Afghanistan et à la pandémie de COVID-19. Cette relation va

bien au-delà du soutien financier : Fast Retailing emploie 120 réfugiés à travers le monde et ses salariés contribuent à sensibiliser des milliers d'étudiants japonais à la question des réfugiés. Pour la première fois, une campagne a été organisée dans neuf pays d'Europe pour inciter les clients d'UNIQLO à soutenir l'aide hivernale aux personnes déplacées : grâce à cette campagne, 1 million de vêtements d'hiver ont été donnés au HCR. 4 millions de dollars ont aussi été donnés pour répondre à la situation des Rohingyas par TTY Management B.V., une entreprise de M. Tadashi Yanai, PDG de Fast Retailing.

BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique ¹	Budget	12 897 646	-	-	-	12 897 646	1%	
	Dépenses	12 434 616	-	-	-	12 434 616	2%	96%
Activités régionales pour l'Asie et le Pacifique ¹	Budget	23 938 875	67 000	-	-	24 005 875	3%	
	Dépenses	1 313 756	41 029	-	-	1 354 785	0%	6%
SOUS-TOTAL	Budget	36 836 521	67 000	-	-	36 903 521	4%	
	Dépenses	13 748 371	41 029	-	-	13 789 400	3%	37%
ASIE CENTRALE								
Bureau multi-pays au Kazakhstan ²	Budget	10 636 054	1 416 756	-	-	12 052 810	1%	
	Dépenses	8 775 558	1 411 038	-	-	10 186 596	2%	85%
Kirghizistan	Budget	806 340	127 089	-	-	933 429	0%	
	Dépenses	786 904	121 266	-	-	908 170	0%	97%
Tadjikistan	Budget	11 199 249	826 753	-	-	12 026 002	1%	
	Dépenses	4 690 607	448 813	-	-	5 139 421	1%	43%
SOUS-TOTAL	Budget	22 641 643	2 370 598	-	-	25 012 241	3%	
	Dépenses	14 253 069	1 981 117	-	-	16 234 187	3%	65%
ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE								
Bureau multi-pays en Australie ³	Budget	3 374 677	99 134	-	-	3 473 811	0%	
	Dépenses	2 039 830	37 845	-	-	2 077 674	0%	60%
Chine	Budget	3 995 341	48 500	-	-	4 043 841	0%	
	Dépenses	3 901 911	24 077	-	-	3 925 987	1%	97%
Japon	Budget	3 836 234	59 705	-	-	3 895 939	0%	
	Dépenses	3 406 433	50 630	-	-	3 457 063	1%	89%
République de Corée	Budget	2 192 242	89 716	-	-	2 281 958	0%	
	Dépenses	2 192 241	44 393	-	-	2 236 634	0%	98%
SOUS-TOTAL	Budget	13 398 493	297 055	-	-	13 695 548	2%	
	Dépenses	11 540 415	156 944	-	-	11 697 359	2%	85%
ASIE DU SUD								
Inde	Budget	14 120 216	184 625	-	-	14 304 841	2%	
	Dépenses	12 466 907	121 153	-	-	12 588 060	2%	88%
Népal	Budget	5 542 685	237 680	-	-	5 780 364	1%	
	Dépenses	3 516 922	227 524	-	-	3 744 446	1%	65%
Sri Lanka	Budget	3 854 617	31 191	-	-	3 885 808	0%	
	Dépenses	2 329 793	23 801	-	-	2 353 594	0%	61%
SOUS-TOTAL	Budget	23 517 517	453 496	-	-	23 971 013	3%	
	Dépenses	18 313 621	372 479	-	-	18 686 100	3%	78%

.../...

.../...

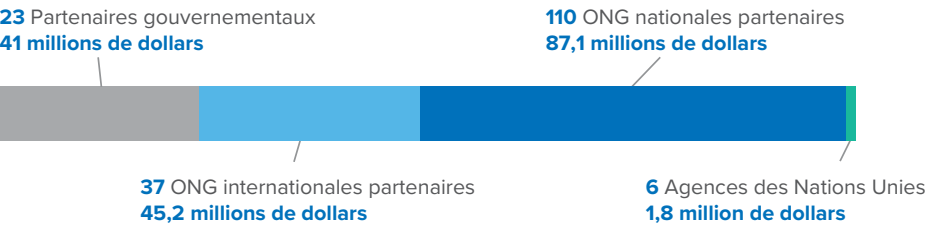
BUDGET ET DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | USD

		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4			
OPÉRATION		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
ASIE DU SUD-EST								
Bangladesh	Budget	295 134 921	-	-	-	295 134 921	33%	
	Dépenses	148 946 976	-	-	-	148 946 976	27%	50%
Indonésie	Budget	17 461 433	520 476	-	-	17 981 909	2%	
	Dépenses	11 455 222	371 527	-	-	11 826 749	2%	66%
Malaisie	Budget	22 392 887	327 858	-	-	22 720 745	3%	
	Dépenses	12 849 358	47 458	-	-	12 896 816	2%	57%
Myanmar	Budget	5 892 578	26 985 893	-	29 947 670	62 826 142	7%	
	Dépenses	1 397 801	12 162 661	-	16 152 672	29 713 135	5%	47%
Philippines	Budget	770 490	358 104	-	2 599 348	3 727 941	0%	
	Dépenses	700 383	226 413	-	2 062 467	2 989 263	1%	80%
Bureau multi-pays en Thaïlande ⁴	Budget	22 091 560	1 893 395	-	-	23 984 955	3%	
	Dépenses	14 030 258	1 711 395	-	-	15 741 653	3%	66%
SOUS-TOTAL	Budget	363 743 869	30 085 726	-	32 547 018	426 376 613	48%	
	Dépenses	189 379 998	14 519 453	-	18 215 140	222 114 591	41%	52%
ASIE DU SUD-OUEST								
Afghanistan	Budget	13 567 936	-	73 005 053	55 804 694	142 377 682	16%	
	Dépenses	8 392 662	-	52 855 682	55 602 244	116 850 588	22%	82%
République islamique d'Iran	Budget	112 339 948	-	-	-	112 339 948	13%	
	Dépenses	63 904 026	-	-	-	63 904 026	12%	57%
Pakistan	Budget	88 839 322	736 328	26 644 146	-	116 219 796	13%	
	Dépenses	74 557 974	214 716	4 981 503	-	79 754 193	15%	69%
SOUS-TOTAL	Budget	214 747 206	736 328	99 649 198	55 804 694	370 937 426	41%	
	Dépenses	146 854 661	214 716	57 837 185	55 602 244	260 508 807	48%	70%
TOTAL	Budget	674 885 250	34 010 203	99 649 198	88 351 712	896 896 363	100%	
	Dépenses	394 090 136	17 285 739	57 837 185	73 817 384	543 030 444	100%	61%

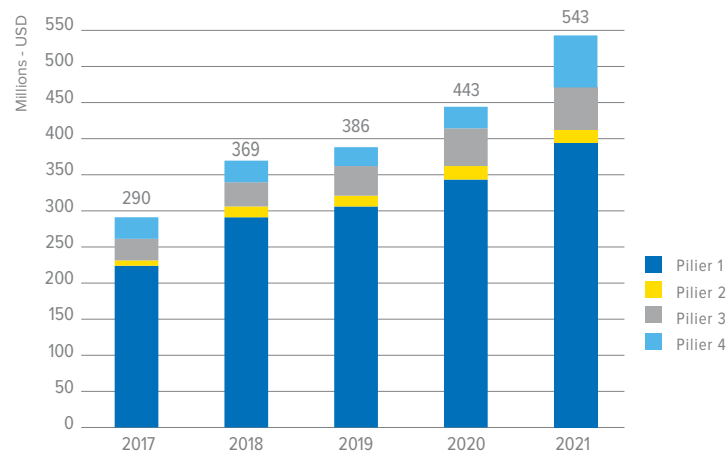
¹ Les montants pour le Bureau régional et les Activités régionales couvrent l'ensemble de la région de l'Asie et du Pacifique.
² Coordonne les activités au Kazakhstan et en Ouzbékistan et couvre également le Turkménistan sans présence dans ce dernier pays.
³ Coordonne les activités en Australie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée et couvre également la Nouvelle-Zélande et les îles du Pacifique sans présence dans ces derniers pays.
⁴ Coordonne les activités en Thaïlande et couvre également le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam sans présence dans ces trois pays.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

175,1 millions de dollars dépensés via 176 partenaires en Asie et dans le Pacifique



DÉPENSES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE | 2017-2021



© HCR/Asif Shanzid



La Fondation Novo Nordisk apporte son soutien aux réfugiés afghans au Pakistan

En 2021, la [Fondation Novo Nordisk](#) (en anglais) a rapidement répondu à la crise en Afghanistan et à l'appel supplémentaire du HCR, en fournissant plus de 3 millions de dollars pour aider les réfugiés afghans au Pakistan, un pays qui accueille des réfugiés afghans depuis plus de 40 ans. Ce don a permis au HCR d'améliorer considérablement la vie des réfugiés afghans et des communautés d'accueil au Pakistan, en apportant protection et assistance aux personnes déjà déplacées ainsi qu'aux nouveaux arrivants.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4		
DONATEUR	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	TOUS PILIERS	TOTAL
États-Unis d'Amérique	62 114 917	239 838			144 443 642	206 798 397
Allemagne	4 455 607				71 024 675	75 480 281
Union européenne	24 627 462	597 059		1 908 430	4 610 731	31 743 682
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	21 967 315				1 355 236	23 322 551
Japon	9 016 009		5 000 000	4 851 822	1 630 435	20 498 266
Australie	8 252 409	36 210		677 966	4 003 373	12 969 958
Danemark	4 523 220				8 388 387	12 911 607
Canada	2 130 349				7 063 518	9 193 868
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	240 012				7 859 730	8 099 743
Fonds central pour les interventions d'urgence	3 095 509		2 370 690	2 155 559		7 621 758
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	193 406				6 220 446	6 413 852
Donateurs privés au Japon	5 498 202			422 223		5 920 424
Donateurs privés au Danemark	799 731				4 935 708	5 735 439
Norvège	14 296				5 574 125	5 588 421
Donateurs privés en Thaïlande	4 570 600				78 490	4 649 090
Donateurs privés aux Pays-Bas	4 000 000				276 057	4 276 057
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	1 064 371				2 687 179	3 751 550
République de Corée	1 717 741			1 019 788	1 000 000	3 737 529
Pays-Bas	117 647		3 583 299			3 700 946
Finlande					3 584 229	3 584 229
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	113 655				3 375 094	3 488 749
Italie	1 882 634				1 410 540	3 293 174
Qatar	2 169 927			853 743		3 023 670
France	1 465 416			1 172 333	293 083	2 930 832
Chine	483 645	100 037	540 779	1 459 221	200 000	2 783 682
Donateurs privés en Italie	1 274 776				1 490 888	2 765 664
Nouvelle-Zélande	1 459 854				1 049 685	2 509 539
Irlande	1 194 743				1 189 061	2 383 804
Suède					2 279 271	2 279 271
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	300 000	53 250		578 600	1 202 553	2 134 403
Suisse	556 174			511 771	1 023 541	2 091 486
Donateurs privés au Canada	9 299				1 962 672	1 971 972
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	68 277				1 638 148	1 706 425
Donateurs privés au Koweït	1 228 904				9 785	1 238 689
Autriche					1 180 638	1 180 638
Tchéquie	155 328		77 664		931 099	1 164 090
Donateurs privés en République de Corée	352 077				726 960	1 079 037
Donateurs privés en Chine	481 840				516 801	998 641
Fonds de financement commun par pays				995 775		995 775
Donateurs privés aux Philippines	19 159			778 942	20 460	818 560
Luxembourg	179 211				597 372	776 583
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	632 371				120 731	753 103
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)	288 000				456 394	744 394
Donateurs privés en Suisse	47 083				600 494	647 577
Donateurs privés au Liban	512 599				92 351	604 950
Espagne	566 739				8 173	574 911

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Donateurs privés au Qatar	567 253				1 091	568 344
Bailliage de Jersey	354 108				207 469	561 577
Donateurs privés en France	206 488			43 519	224 469	474 476
Pologne					376 506	376 506
Donateurs privés à Singapour	57 894				297 961	355 855
Slovaquie					354 191	354 191
Éducation sans délai	322 674					322 674
Islande					241 818	241 818
Donateurs privés en Arabie saoudite	218 549				10 106	228 655
Donateurs privés en Égypte	50 178				167 480	217 658
Donateurs privés au Brésil	163 791				42 741	206 532
Donateurs privés en Indonésie	34 800				108 007	142 807
ONUSIDA	130 235					130 235
Slovénie					118 064	118 064
Donateurs privés en Tchéquie					116 550	116 550
Liechtenstein					110 375	110 375
Fédération de Russie	100 000					100 000
Donateurs privés en Malaisie	34 289				59 004	93 293
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)	33 863				57 512	91 375
Bulgarie			87 413			87 413
OIM	86 747					86 747
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	59 496			21 842		81 338
Kazakhstan					77 452	77 452
Donateurs privés en Belgique	2 601				62 411	65 012
PNUD	63 670					63 670
Roumanie	60 976					60 976
Estonie	59 737					59 737
ONU-Femmes	53 693					53 693
UNICEF	50 000					50 000
Malte					40 698	40 698
Kirghizistan					34 784	34 784
Donateurs privés au Kenya	548				31 824	32 372
Donateurs privés en Inde	20 295					20 295
Donateurs privés au Mexique	184				19 225	19 408
Fundación ACNUR Comité Argentino (Partenaire national en Argentine)					15 464	15 464
Donateurs privés en Grèce	723				13 989	14 712
Donateurs privés à Oman	10 120				3 205	13 325
Donateurs privés en Autriche					654	654
TOTAL*	176 583 423	1 026 394	11 659 844	17 451 533	299 904 808	506 626 001

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.² Inclut un montant de 15,0 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 86,8 millions de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.³ Inclut les contributions affectées aux situations de l'Afghanistan et du Myanmar.

Europe



Des membres du personnel du HCR et de ses partenaires accueillent 93 demandeurs d'asile évacués vers Rome depuis la Libye, notamment des enfants, des femmes à risque, des victimes de violences et de torture, ainsi que des personnes souffrant de troubles médicaux graves.

© HCR/Valerio Muscella

RÉSUMÉ

Malgré la poursuite de la pandémie de COVID-19 durant l'année 2021, plus de 123 000 réfugiés et migrants sont arrivés en [Europe](#) (en anglais), soit 29% de plus qu'en 2020. La grande majorité est arrivée par des traversées maritimes, au cours desquelles 3130 personnes sont mortes ou disparues. La plupart sont arrivées en [Italie](#) (en anglais), qui a accueilli presque deux fois plus de personnes qu'en 2020. Les conditions d'accueil surpeuplées dans certains États ne respectaient pas les normes minimales, augmentant les risques de protection, en particulier pour les mineurs isolés, les personnes LGBTIQ+ et les victimes de la traite.

Le HCR a plaidé pour l'amélioration de la protection et a exprimé sa grave préoccupation à propos d'informations faisant état d'expulsions et de renvois forcés de réfugiés et de demandeurs d'asile, et d'évolutions vers l'externalisation de l'asile et des obligations de protection. Les interventions du HCR devant les tribunaux ont abouti dans cinq affaires sur six, concernant en particulier des cas de renvoi forcé, de détention et de réunification familiale. Six nouvelles interventions ont été soumises, notamment deux devant la Cour de Justice de l'Union européenne. Le HCR a mis en œuvre des projets concernant les violences de genre dans 10 pays.

Pour favoriser la vaccination des réfugiés et des demandeurs d'asile contre [le COVID-19](#) (en anglais), le HCR a lutté contre les obstacles administratifs, les réticences et les fausses informations sur le vaccin, plaidé pour l'inclusion des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les systèmes de [protection sociale](#) (en anglais), et fourni un soutien en espèces et en nature aux personnes vulnérables relevant de sa compétence. Le HCR et ses partenaires ont animé des sessions d'information sur les mesures de prévention et la vaccination dans des centres d'hébergement collectif en Arménie, Bulgarie et Roumanie. Il a également géré des lignes d'assistance téléphonique sur les questions relatives au COVID-19 dans ces pays. Lorsque les écoles ont fermé, il a soutenu l'apprentissage à distance en fournissant des ordinateurs portables et des connexions et a plaidé pour l'inclusion des élèves déplacés dans les programmes nationaux d'éducation. Le HCR a organisé une conférence sur l'apatridie en collaboration avec le [Conseil de l'Europe](#). L'Albanie et l'Ukraine ont progressé dans la mise en place de procédures de détermination de l'apatridie, et l'Islande a adhéré aux deux conventions sur l'apatridie.

Le HCR a transféré la plus grande partie de son programme de « [Soutien d'urgence pour l'intégration et le logement](#) (en anglais) » (ESTIA) au Gouvernement grec, ce qui lui a permis de se recentrer sur ses activités de protection essentielles et sur l'intégration des réfugiés reconnus.

Le HCR a coordonné des activités dans le domaine de la protection et des abris dans l'est de l'Ukraine, de part et d'autre de la ligne de contact, effectuant des réparations sur les abris et menant des projets communautaires pour des services de base dans des zones isolées. Il a fourni des aides en espèces et des conseils juridiques aux populations affectées dans les zones contrôlées par le Gouvernement, ainsi que des services aux personnes ayant des besoins spécifiques. Le HCR a également fourni un soutien logistique aux convois humanitaires pour le compte de l'Équipe de pays des Nations Unies pour l'action humanitaire. En Arménie et en Azerbaïdjan, il a fourni de l'aide aux personnes affectées par le conflit et effectué des visites pour évaluer les conditions pour d'éventuels retours. Il a revu sa stratégie concernant les mouvements mixtes dans les [Balkans occidentaux](#) (en anglais) afin de renforcer les systèmes d'asile et d'aider à identifier des solutions. Le [programme régional d'hébergement](#) (en anglais) avait assisté 8800 familles à la fin de 2021, avec un objectif de 11 800 pour 2022. 1400 mineurs isolés vivant dans des conditions précaires sur les îles grecques et 3500 demandeurs d'asile vulnérables et bénéficiaires d'une protection internationale ont été transférés dans d'autres pays européens. Malgré la pandémie, 21 000 personnes au total ont été réinstallées en Europe.

L'inclusion a constitué un défi pour de nombreux États. Le HCR et le *Migration Policy Group* ont élaboré une [boîte à outils pour l'intégration à destination des municipalités](#) (en anglais), testée sur le terrain dans sept pays. Un atelier sur l'inclusion financière organisé en Bulgarie a permis à des réfugiés d'avoir accès aux services financiers. En outre, le HCR et le [Centre de microfinance](#) (en anglais) se sont associés pour améliorer l'inclusion financière des réfugiés. Le HCR a soutenu l'inclusion des réfugiés dans l'éducation en déployant « Enseigner aux réfugiés », un programme de formation destiné aux enseignants du primaire et du secondaire. 80 enseignants en Macédoine du Nord et au Royaume-Uni ont, dans un premier temps, été formés.

L'afflux de migrants et demandeurs d'asile du Bélarus vers l'Union européenne a déclenché l'application de procédures strictes à la frontière, engendrant des restrictions de l'accès à la protection. Le HCR a plaidé pour l'accès au territoire et à l'asile, fourni une aide d'urgence de base à plusieurs milliers de personnes coincées dans des conditions extrêmement précaires et déployé des efforts pour trouver des solutions pour les personnes relevant de sa compétence.

Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

La mise en œuvre des 467 engagements pris par des entités européennes lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019 a progressé de manière significative. À la fin de l'année 2021, 55% des engagements étaient en cours de réalisation, 39% étaient honorés et 13 étaient au stade de la planification. L'engagement des États et d'autres parties prenantes a été démontré par la soumission de plus de 200 mises à jour officielles dans la perspective de la [Réunion des hauts responsables](#).

La prévention et la réduction de l'apatridie ont progressé. L'Islande a adhéré aux deux conventions sur l'apatridie. L'Ukraine a mis en œuvre ses procédures de détermination de l'apatridie et la loi albanaise sur les étrangers, qui prévoit l'instauration de procédures de détermination de l'apatridie, est entrée en vigueur.

Les initiatives de parrainage communautaire ont pris de l'ampleur, impliquant de nouveaux acteurs dans l'accueil et le soutien aux réfugiés. L'une de ces initiatives a renforcé la coordination entre les autorités centrales, régionales et locales espagnoles pour mieux accueillir et intégrer les réfugiés. La création de couloirs humanitaires en Italie a également offert des solutions à de nombreux réfugiés provenant de pays situés en dehors de la région.

La pandémie de COVID-19 a entravé l'intégration et l'inclusion mais les entités européennes ayant pris des engagements ont persévéré dans leurs efforts pour renforcer le droit au travail. Le HCR a signé un protocole d'accord avec le Gouvernement de Serbie et le Service national pour l'emploi, afin de faciliter l'accès des réfugiés à des mesures spécifiques en matière d'emploi.

PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR

Protection de l'enfance



22 300, soit 17% des arrivées en Europe (Bulgarie, Chypre, Grèce, Italie, Malte et Espagne) étaient des enfants.

• Résultat 2020 : 16 700 (18%)

16 000 mineurs isolés parmi les arrivées d'enfants en Europe (Bulgarie, Chypre, Grèce, Italie, Malte et Espagne).

• Résultat 2020 : 10 000

1 400 enfants, dont 600 mineurs isolés, ont été relocalisés depuis la Grèce vers d'autres pays européens.

• Résultat 2020 : 1 500 et 600

Accès aux informations sur les procédures de détermination du statut de réfugié



60 000 personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des informations sur les procédures de détermination du statut de réfugié.

• Résultat 2020 : 66 000

Aides en espèces



77,9 millions de dollars d'aides en espèces ont été distribués.

• Résultat 2020 : 142,3 millions de dollars

463 000 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'aides en espèces.

• Résultat 2020 : 520 000

Réinstallation



27% (17 000) des demandes de réinstallation dans le monde ont été soumises auprès de pays européens.

• Résultat 2020 : 55% (22 000)

21 000 personnes ont été réinstallées (sont parties) dans des pays européens.

• Résultat 2020 : 11 000

54% des départs en réinstallation dans le monde ont eu lieu vers des pays européens.

• Résultat 2020 : 49%

51% des demandes de réinstallation en Europe incluaient des enfants.

• Résultat 2020 : 52%

Conditions d'accueil



37 000 personnes relevant de la compétence du HCR dans toute l'Europe ont bénéficié de meilleures conditions d'accueil.

• Résultat 2020 : 131 000

Protection communautaire



635 organisations communautaires et dirigées par des réfugiés ont été soutenues.

• Résultat 2020 : 80

Aide juridique



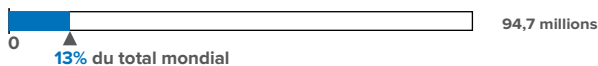
28 000 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'une aide juridique.

• Résultat 2020 : 65 000

APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

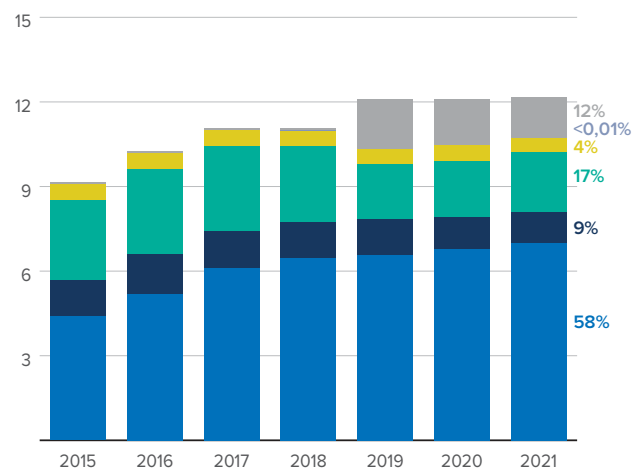
12,1 millions de personnes relevant de la compétence du HCR | 2021



Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

■ Réfugiés ■ Apatrides
 ■ Demandeurs d'asile ■ Rapatriés (réfugiés et déplacés internes)
 ■ Déplacés internes ■ Autres personnes relevant de la compétence du HCR

Individus | Millions



Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

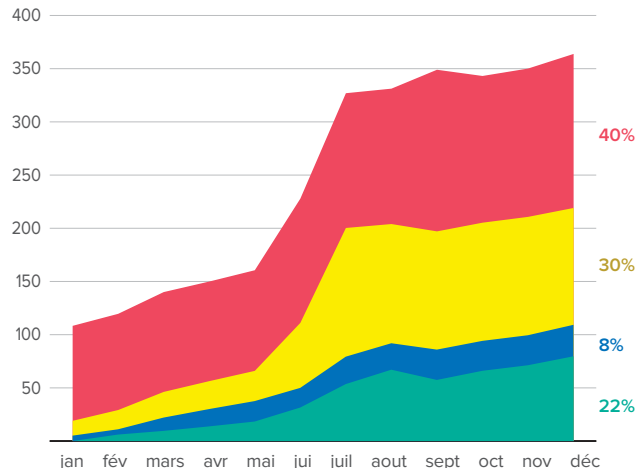
363,9 millions de dollars de fonds disponibles | 2021



Évolution mensuelle des financements de la région | 2021

■ Sans affectation ■ Affectés
 ■ Légèrement affectés ■ Strictement affectés

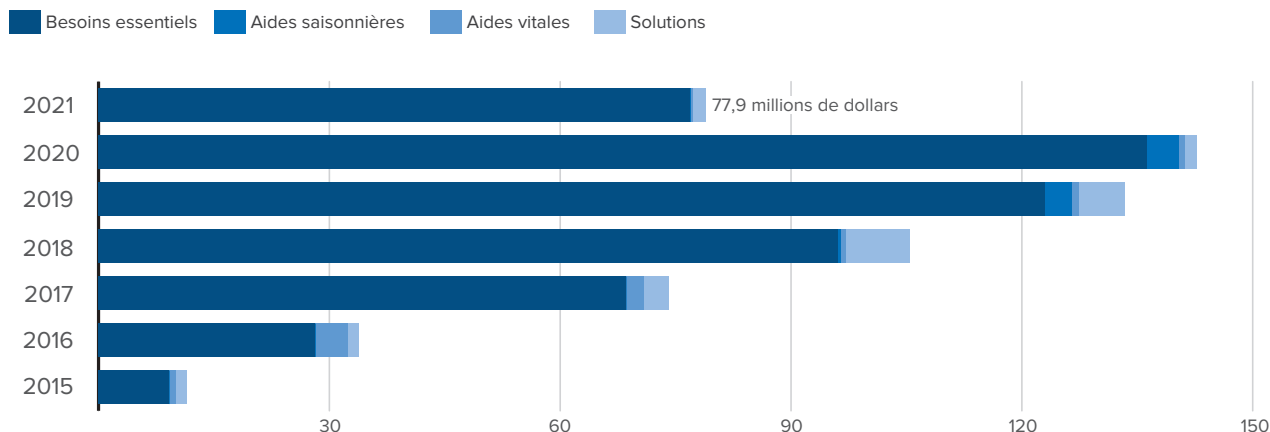
Millions de dollars



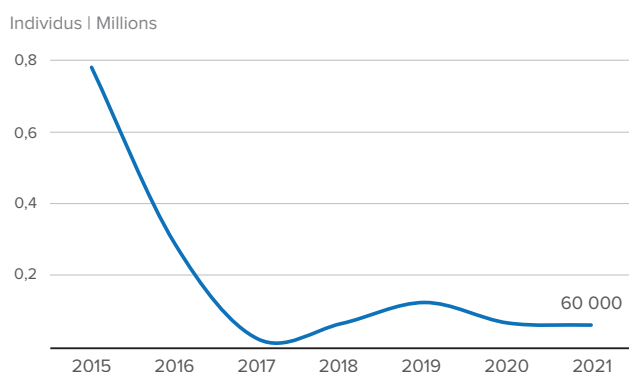
Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais) .

TENDANCES DE LA RÉPONSE

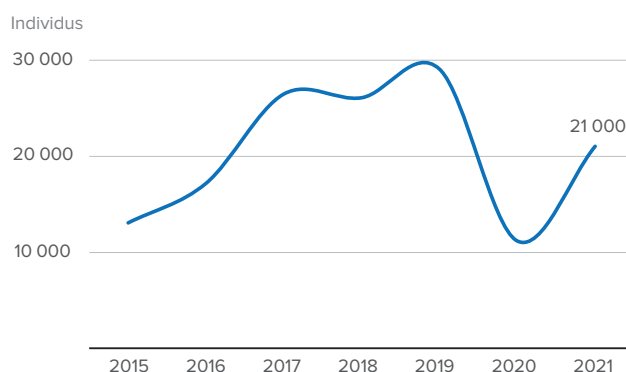
Aides en espèces par secteur 2015-2021 | Millions - USD



Accès à des informations relatives aux procédures de détermination du statut de réfugié | 2015-2021



Départs en réinstallation vers l'Europe | 2015-2020



RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Santé



28 000 réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• 8 pays déclarants

Protection



606 000 réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services de protection¹.

• 43 pays déclarants

Aides en espèces



463 000 réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont reçu des aides en espèces en lien avec l'impact de la pandémie de COVID-19².

• 14 pays déclarants

Éducation



6 000 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile³.

• 15 pays déclarants

¹ Pour la protection dans le contexte de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides et les communautés d'accueil.

² Les bénéficiaires de l'aide en espèces liée à l'impact du COVID-19 peuvent également avoir reçu une aide en espèces dans le cadre des programmes réguliers d'aides en espèces du HCR. Ils ne doivent donc pas être considérés comme des bénéficiaires supplémentaires.

³ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

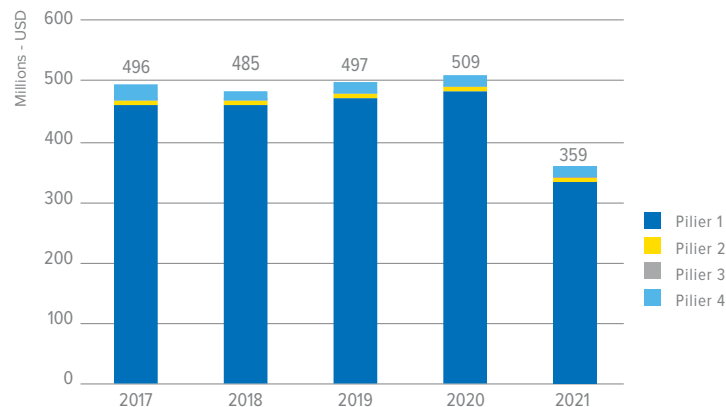
Conséquences du sous-financement

Les besoins de financement, prévus pour un montant de 697 millions de dollars, étaient couverts à hauteur de 52% à la fin de l'année. 70% des financements étaient affectés ou exclusivement réservés à des opérations-pays spécifiques, limitant la marge de manœuvre du HCR en cas d'urgence imprévues. Ainsi, le HCR a recouru à des financements flexibles pour répondre de manière efficace aux besoins émergents et de longue durée. Lorsque l'urgence au Haut-Karabakh a contraint 90 000 personnes à fuir l'Arménie, dont 90% de femmes et d'enfants, les financements flexibles ont été essentiels pour satisfaire leurs besoins urgents dans le cadre de la réponse coordonnée multisectorielle. Avant le lancement de [l'appel d'urgence du HCR](#) (en anglais), ce dernier disposait de capacités financières insuffisantes pour fournir de l'assistance à l'échelle requise. Les financements flexibles ont également permis la mise en œuvre des programmes réguliers du HCR.

L'augmentation des flux de réfugiés a engendré de nouveaux défis, comme la nécessité de trouver des solutions pour 3700 migrants et demandeurs d'asile coincés à la frontière entre la Pologne et le Bélarus en novembre 2021. Les financements disponibles ne couvraient que 40% des besoins identifiés.

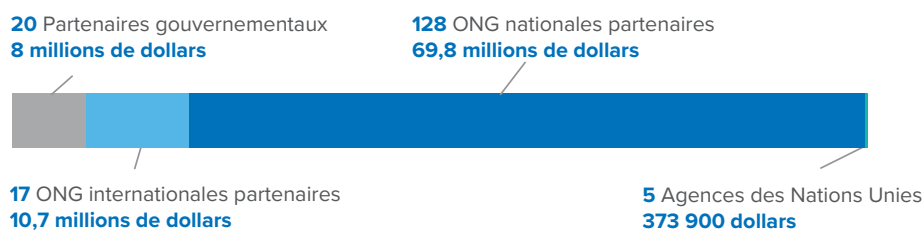
Le sous-financement s'est souvent traduit par des conséquences difficiles pour les personnes démunies. L'instabilité économique en Türkiye a provoqué un pic des prix des produits essentiels, ce qui a considérablement affecté les populations vulnérables, notamment les 4 millions de réfugiés dans ce pays. Le HCR a versé un montant complémentaire aux aides en espèces existantes liées à la pandémie de COVID-19, au bénéfice de 88 799 ménages. Mais l'opération n'a été financée qu'à hauteur de 31% et les activités de protection ont été limitées, et les aides en espèces du HCR pour la protection n'ont touché que 4500 ménages.

DÉPENSES EN EUROPE | 2017-2021



DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

88,8 millions de dollars dépensés via **170** partenaires en Europe



BUDGET ET DÉPENSES EN EUROPE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour l'Europe ¹	Budget	13 890 109	-	-	-	13 890 109	2%	
	Dépenses	13 890 109	-	-	-	13 890 109	4%	100%
Activités régionales pour l'Europe ¹	Budget	9 061 158	500 000	-	-	9 561 158	1%	
	Dépenses	346 462	97 231	-	-	443 693	0%	5%
Autres opérations en Europe ²	Budget	5 213 585	20 000	-	-	5 233 585	1%	
	Dépenses	4 575 384	7 096	-	-	4 582 480	1%	88%
SOUS-TOTAL	Budget	28 164 852	520 000	-	-	28 684 852	4%	
	Dépenses	18 811 955	104 327	-	-	18 916 282	5%	66%

EUROPE DE L'EST

Arménie	Budget	15 304 772	123 443	-	-	15 428 215	2%	
	Dépenses	9 461 741	77 503	-	-	9 539 243	3%	62%
Azerbaïdjan	Budget	4 460 839	107 727	-	5 511 995	10 080 562	1%	
	Dépenses	2 794 836	97 006	-	2 482 375	5 374 216	1%	53%
Biélorus	Budget	1 280 947	81 763	-	-	1 362 711	0%	
	Dépenses	1 260 798	81 611	-	-	1 342 409	0%	99%
Géorgie	Budget	3 265 172	371 414	-	2 802 249	6 438 835	1%	
	Dépenses	2 008 550	179 240	-	1 937 444	4 125 234	1%	64%
Fédération de Russie	Budget	5 203 697	536 327	-	-	5 740 024	1%	
	Dépenses	3 558 605	187 745	-	-	3 746 349	1%	65%
Türkiye	Budget	350 259 709	5 000	-	-	350 264 709	50%	
	Dépenses	100 308 936	-	-	-	100 308 936	28%	29%
Ukraine	Budget	6 030 329	908 838	-	22 170 923	29 110 090	4%	
	Dépenses	4 939 100	761 129	-	13 136 940	18 837 169	5%	65%
SOUS-TOTAL	Budget	385 805 466	2 134 512	-	30 485 167	418 425 145	60%	
	Dépenses	124 332 565	1 384 233	-	17 556 759	143 273 556	40%	34%

EUROPE DU NORD, DE L'OUEST, CENTRALE ET DU SUD

Bureau multi-pays en Belgique ³	Budget	10 736 318	427 562	-	-	11 163 880	2%	
	Dépenses	9 441 533	373 454	-	-	9 814 987	3%	88%
Bulgarie	Budget	1 880 838	83 000	-	-	1 963 838	0%	
	Dépenses	1 616 794	42 792	-	-	1 659 586	0%	85%
Croatie	Budget	1 453 290	193 933	236 860	-	1 884 083	0%	
	Dépenses	1 432 533	183 838	223 001	-	1 839 372	1%	98%
Chypre	Budget	3 073 263	4 000	-	-	3 077 263	0%	
	Dépenses	2 107 209	-	-	-	2 107 209	1%	68%
France	Budget	3 714 594	222 223	-	-	3 936 817	1%	
	Dépenses	3 600 930	211 548	-	-	3 812 478	1%	97%
Allemagne	Budget	2 196 337	38 265	-	-	2 234 602	0%	
	Dépenses	2 023 758	3 351	-	-	2 027 110	1%	91%
Grèce	Budget	150 770 283	75 000	-	-	150 845 283	22%	
	Dépenses	121 687 713	51 251	-	-	121 738 965	34%	81%
Bureau régional en Hongrie ⁴	Budget	5 039 186	115 698	-	-	5 154 884	1%	
	Dépenses	4 304 814	100 738	-	-	4 405 553	1%	85%
Bureau multi-pays en Italie ⁵	Budget	18 873 688	199 316	-	-	19 073 004	3%	
	Dépenses	12 515 347	197 151	-	-	12 712 497	4%	67%
Malte	Budget	1 895 408	5 000	-	-	1 900 408	0%	
	Dépenses	1 327 160	-	-	-	1 327 160	0%	70%
Pologne	Budget	934 843	18 895	-	-	953 738	0%	
	Dépenses	729 254	18 225	-	-	747 479	0%	78%

.../...

.../...

BUDGET ET DÉPENSES EN EUROPE | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Roumanie	Budget	2 427 811	21 412	-	-	2 449 223	0%	
	Dépenses	1 758 351	13 590	-	-	1 771 942	0%	72%
Espagne	Budget	4 984 511	5 000	-	-	4 989 511	1%	
	Dépenses	4 535 523	976	-	-	4 536 499	1%	91%
Bureau multi-pays en Suède ⁶	Budget	4 331 944	650 000	-	-	4 981 944	1%	
	Dépenses	3 925 763	348 248	-	-	4 274 011	1%	86%
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Budget	2 420 275	214 800	-	-	2 635 075	0%	
	Dépenses	2 348 161	192 961	-	-	2 541 122	1%	96%
SOUS-TOTAL	Budget	214 732 590	2 274 104	236 860	-	217 243 554	31%	
	Dépenses	173 354 842	1 738 125	223 001	-	175 315 968	49%	81%

EUROPE DU SUD-EST

Albanie	Budget	3 168 328	143 739	-	-	3 312 067	0%	
	Dépenses	2 313 926	106 941	-	-	2 420 867	1%	73%
Bosnie-Herzégovine	Budget	9 758 938	614 112	-	-	10 373 050	1%	
	Dépenses	5 311 793	433 546	-	-	5 745 339	2%	55%
Kosovo (S/RES/1244 (1999))	Budget	3 201 678	437 548	-	-	3 639 226	1%	
	Dépenses	2 018 277	220 199	-	-	2 238 477	1%	62%
Monténégro	Budget	2 007 024	248 528	-	-	2 255 552	0%	
	Dépenses	1 611 208	211 074	-	-	1 822 282	1%	81%
Macédoine du Nord	Budget	3 802 029	367 172	-	-	4 169 201	1%	
	Dépenses	2 311 162	222 896	-	-	2 534 058	1%	61%
Serbie	Budget	6 261 528	2 647 118	-	-	8 908 646	1%	
	Dépenses	4 639 621	2 201 422	-	-	6 841 043	2%	77%
SOUS-TOTAL	Budget	28 199 525	4 458 217	-	-	32 657 742	5%	
	Dépenses	18 205 987	3 396 078	-	-	21 602 065	6%	66%

TOTAL	Budget	656 902 433	9 386 833	236 860	30 485 167	697 011 292	100%	
	Dépenses	334 705 349	6 622 763	223 001	17 556 759	359 107 872	100%	52%

¹⁾ Les montants pour le Bureau régional, les Activités régionales et Autres opérations en Europe couvrent l'ensemble de la région.

²⁾ Les Autres opérations en Europe comprennent l'Autriche, le Bureau de liaison à Vienne (OSCE), le Portugal, Strasbourg (Représentation auprès du Conseil de l'Europe) et le Bureau pour la Suisse et le Liechtenstein.

³⁾ Coordonne les activités en Belgique, en Irlande, à Malte (EASO), aux Pays-Bas, en Pologne (FRONTEX) et couvre aussi le Luxembourg sans présence dans ce pays.

⁴⁾ Coordonne les activités en Tchéquie, en Hongrie, en République de Moldova et en Slovaquie et couvre également la Slovaquie sans présence dans ce pays.

⁵⁾ Coordonne les activités en Italie et couvre aussi le Saint-Siège et Saint Marin sans présence dans ces deux pays.

⁶⁾ Coordonne les activités au Danemark, en Lituanie, en Norvège et en Suède et couvre aussi l'Estonie, la Finlande, l'Islande et la Lettonie sans présence dans ces pays.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'EUROPE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
Union européenne	123 173 795		2 688 126		125 861 921
États-Unis d'Amérique	106 500			59 100 000	59 206 500
Italie	12 756 383				12 756 383
Autriche	5 381 772			622 969	6 004 740
France	2 495 313			175 850	2 671 163
Japon	51 250		250 000	2 350 000	2 651 250
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	1 249 732			1 243 024	2 492 756
Fonds central pour les interventions d'urgence	1 252 999		700 000		1 952 999
Espagne	1 300 238			396 908	1 697 146

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR L'EUROPE | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
Danemark	1 387 451	51 354			1 438 805
Pays-Bas	1 292 882				1 292 882
Norvège	219 565			975 253	1 194 818
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	774 161			64 849	839 010
Afghanistan	704 225				704 225
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	657 912			1 629	659 541
Allemagne				611 826	611 826
Donateurs privés en Italie	568 276			24 847	593 123
Fonds de financement commun par pays			574 001		574 001
Canada				555 997	555 997
Fédération de Russie	50 000	200 000	300 000		550 000
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	499 678				499 678
Suisse	429 104				429 104
Hongrie				357 513	357 513
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	315 623			7 800	323 423
Donateurs privés aux Pays-Bas	305 160			15 986	321 145
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations unies	266 853			17 345	284 199
Fonds de démarrage pour des migrations sûres, régulières et ordonnées	281 881				281 881
Irlande	263 857				263 857
Luxembourg	238 949			15 665	254 613
Suède				239 923	239 923
Estonie				213 415	213 415
Donateurs privés au Japon			184 581		184 581
Donateurs privés en France	165 072			3 043	168 115
Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD				162 444	162 444
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	37 275			123 000	160 275
Éducation sans délai	117 426				117 426
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)				110 254	110 254
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)			93 750	14 133	107 883
Roumanie				106 794	106 794
Serbie				103 748	103 748
Arménie				103 000	103 000
Fonds des Nations Unies pour l'accélération des ODD en Albanie	101 601				101 601
Malte	91 218				91 218
Pologne				87 000	87 000
Monaco	79 636				79 636
ONUSIDA	17 120	40 000			57 120
Tchéquie				38 100	38 100
Donateurs privés en Belgique	25 354			434	25 788
Donateurs privés en Grèce				17 762	17 762
Azerbaïdjan	7 208				7 208
Saint-Siège	5 000				5 000
Donateurs privés au Brésil				4 159	4 159
Donateurs privés en Suisse	793			2 809	3 602
Donateurs privés en Fédération de Russie	3 434				3 434
Donateurs privés en Autriche				524	524
Donateurs privés au Danemark				138	138
Donateurs privés à Singapour				98	98
Donateurs privés en Chine	60				60
Donateurs privés au Mexique				52	52
TOTAL*	156 674 756	291 354	4 790 459	67 868 290	229 624 860

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.

² Inclut un montant de 1,0 million de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 1,9 million de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.

³ Inclut les contributions affectées à la situation des Routes de la Méditerranée centrale.



Moyen-Orient et Afrique du Nord

Des employés du HCR aident Fatemeh, 85 ans, à la sortie du bus en provenance du camp de Zaatari le 14 janvier 2021, lors de son arrivée dans un centre de santé à Mafraq, en Jordanie, où elle a été l'une des premières réfugiées dans le monde à être vaccinée contre le COVID-19.

© HCR/Shawkat AlHarfoush

RÉSUMÉ

Les déplacements ont augmenté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2021, pour atteindre un total de 16 millions de personnes déracinées et apatrides à la fin de l'année, contre 15,8 millions un an plus tôt. Le HCR a enregistré 128 000 nouvelles personnes dans l'ensemble de la région, dont 15 800 personnes ayant besoin d'une protection internationale au sein des mouvements mixtes en Afrique du Nord.

Le [Plan régional pour les réfugiés et la résilience](#) (3RP) (en anglais), copiloté par le HCR, est resté la pierre angulaire de l'aide fournie à 5,7 millions de réfugiés syriens et aux gouvernements de leurs pays d'accueil. Dans le cadre du 3RP, plus de 2 millions de réfugiés ont reçu des aides en espèces, 140 000 enfants en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Türkiye ont bénéficié d'une protection spécialisée pour les enfants, et près de 132 000 enfants ont participé à des programmes structurés de protection de l'enfance et de soutien psychosocial. 45 000 femmes et hommes ont reçu un soutien à la parentalité.

Globalement, les [aides en espèces](#) (en anglais) du HCR ont bénéficié à plus de 6,2 millions de personnes, et représentent un outil essentiel pour la protection dans toute la région.

Au [Yémen](#) (en anglais), le HCR a effectué plus de 230 000 évaluations de [suivi de protection](#) (en anglais) et alloué 72 millions de dollars d'aides en espèces à 1,4 million de personnes, aidant des déplacés internes vulnérables à [éviter la famine](#) (en anglais). Plus de 105 000 familles au Yémen ont bénéficié d'abris et de kits d'articles de secours essentiels et 41 000 réfugiés et déplacés internes ont reçu des premiers soins psychologiques.

En [Libye](#) (en anglais), le HCR et ses partenaires ont plaidé pour la libération des personnes déplacées détenues et effectué 400 visites dans des centres de détention, mais l'aide du HCR a été réduite après la fermeture de son centre d'accueil communautaire à Tripoli pour des questions de sécurité.

En [Tunisie](#) (en anglais), le HCR a communiqué avec les communautés réfugiées sur les risques liés à la traversée et sur la protection et l'assistance disponibles. En [Algérie](#) (en anglais), le HCR a rénové des réseaux de distribution d'eau et des centres de santé dans les camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf, tandis qu'en [Mauritanie](#) (en anglais), il a fourni une protection et une assistance à 67 500 réfugiés maliens dans et autour du camp de Mbera. L'ensemble des 19 pays de la région ont inclus les réfugiés dans leurs programmes nationaux de vaccination contre le [COVID-19](#) (en anglais) et ont commencé à les vacciner.

Le HCR a soutenu leurs interventions en matière de santé et a pris des mesures pour atténuer l'impact plus large de la pandémie, notamment pour lutter contre les obstacles à l'apprentissage pour 2,2 millions d'enfants.

Pour remédier à l'apatridie, le HCR a collaboré avec l'Institut international pour le droit humanitaire afin de former des responsables gouvernementaux et d'autres interlocuteurs clés, et a organisé une conférence avec la Ligue des États arabes sur la mise en œuvre de la « [Déclaration arabe sur l'appartenance et l'identité juridique](#) » (en anglais).

Le HCR a coordonné conjointement 270 partenaires dans le cadre du 3RP, reliant la réponse humanitaire à la programmation à plus long terme et aux stratégies nationales relatives à la croissance inclusive et au développement durable. Des liens avec les plans stratégiques nationaux ont été présentés dans le contexte du partenariat entre le HCR et la Banque mondiale en Iraq, en Jordanie et au Liban pour 2021-2023. Les Syriens au [Liban](#) (en anglais) ont fait face à une pauvreté et [une vulnérabilité](#) (en anglais) croissantes, tandis

que la Jordanie a délivré un nombre record de 62 000 permis de travail à des réfugiés syriens. En Iraq, le HCR a centré son action sur l'inclusion et le développement, le renforcement de l'accès aux services nationaux et aux opportunités d'emploi et sur la promotion des projets d'infrastructures à grande échelle pour rendre les retours durables. Une [évaluation participative](#) (en anglais) a montré l'importance de l'accès à des documents d'état civil pour les déplacés internes et les rapatriés irakiens. Le HCR a facilité plus de 1000 retours en Iraq, tandis que 1% des réfugiés syriens (en anglais) ont pris la décision de rentrer en Syrie ou ont été réinstallés. [L'enquête régionale sur les intentions](#) (en anglais) a montré que la majorité espérait encore rentrer. Un groupe de contact régional pour les voies complémentaires d'admission, comprenant 100 représentants dont des États de réinstallation, a recherché des solutions durables via des possibilités d'emploi et d'éducation dans des pays tiers et des programmes de réunification familiale. En Libye, 748 réfugiés et demandeurs d'asile sont partis via [des évacuations humanitaires](#), et 785 autres personnes ont été réinstallées.

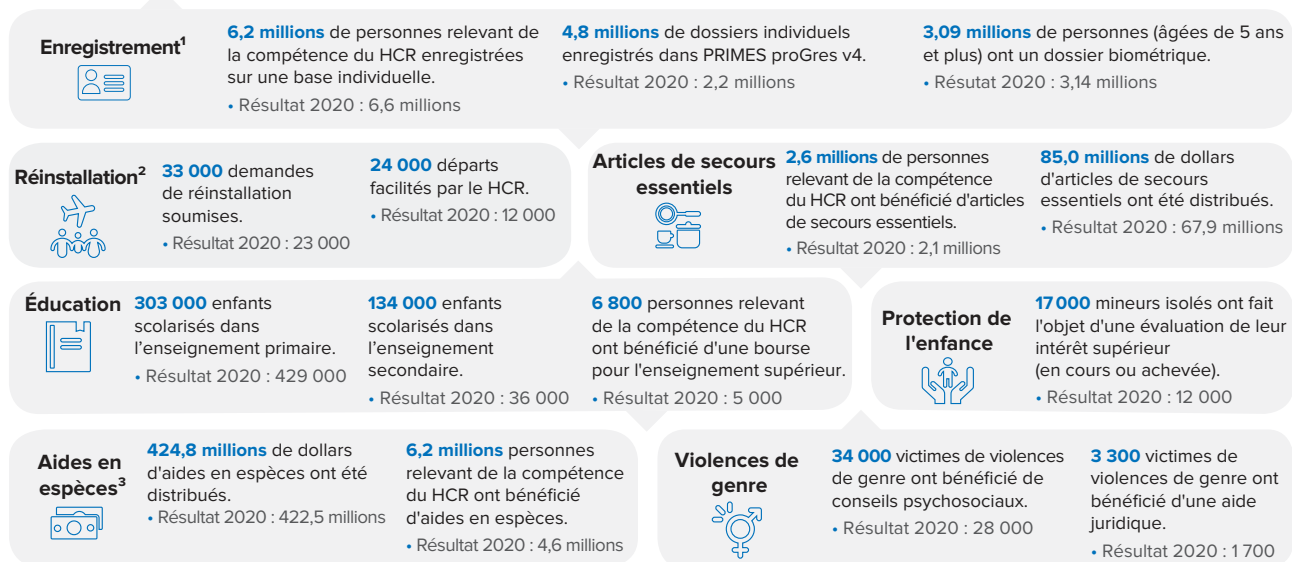
Impact du Pacte mondial sur les réfugiés

Sur les 70 [engagements](#) (en anglais) émanant de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, 23 étaient en cours de réalisation, six étaient remplis et un était au stade de la planification à la fin de l'année 2021. 18 mises à jour officielles sur la mise en œuvre des engagements ont été soumises en prévision de la [Réunion des hauts responsables](#) de décembre.

Parmi les engagements politiques en cours figurait l'engagement de l'Égypte d'accorder aux réfugiés l'accès aux soins de santé primaire et à l'éducation dans le cadre des systèmes nationaux. Les réfugiés sont désormais couverts par le régime d'assurance maladie universelle sur un pied d'égalité avec les Égyptiens et ont été inclus dans le déploiement du plan national de vaccination contre le COVID-19 et la campagne « [100 Million Seha](#) » (en anglais) qui vise à détecter et à éliminer les maladies chroniques d'ici 2023. Les élèves réfugiés ont été inclus dans le programme Instant Network Schools en Égypte qui vise à numériser 108 écoles publiques d'ici 2025 afin d'améliorer les programmes d'éducation pour les élèves égyptiens, réfugiés et demandeurs d'asile.

L'engagement pris par l'organisation [Kuwait Society for Relief](#) (en anglais) a été honoré. Deux accords de subvention ont été signés avec le HCR pour fournir des aides en espèces aux déplacés internes au Yémen et en Iraq, au bénéfice de 5524 familles au Yémen et de 763 familles en Iraq. L'engagement pris par l'organisation [Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society](#) a été tenu, et des aides en espèces pour les réfugiés en Jordanie ont été distribuées par l'intermédiaire du HCR en 2021. Un engagement a été mis en œuvre directement par l'organisation [Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society](#) dans d'autres opérations afin de satisfaire les besoins des réfugiés et des déplacés internes dans la région.

PROGRAMMES RÉGULIERS DE LA RÉPONSE DU HCR



¹ Les chiffres sont cumulatifs et les personnes enregistrées dans PRIMES proGres v4 sont comptées indépendamment de l'état du processus (actif, en attente, inactif ou fermé).

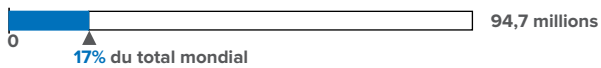
² Les chiffres de la réinstallation incluent les cas soumis par la Turquie.

³ Les chiffres incluent les aides en espèces distribuées en Turquie et liées aux situations en Syrie et en Iraq.

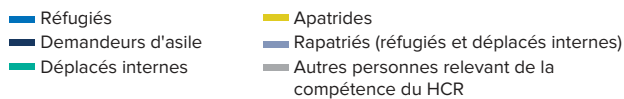
APERÇU DE LA POPULATION ET DU FINANCEMENT

Personnes relevant de la compétence du HCR

16 millions de personnes relevant de la compétence du HCR | 2021

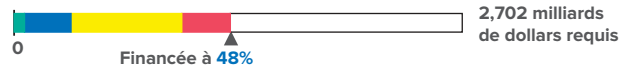


Personnes relevant de la compétence du HCR | 2015-2021

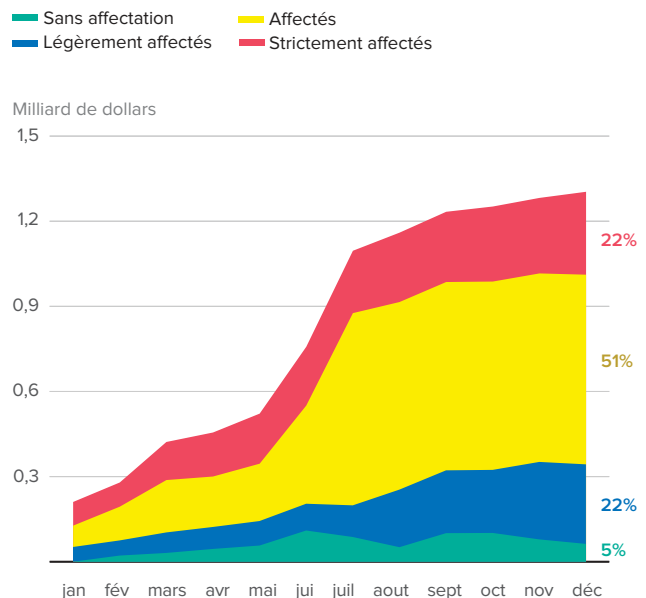


Aperçu du financement de la région et niveaux d'affectation

1,304 milliard de dollars de fonds disponibles | 2021



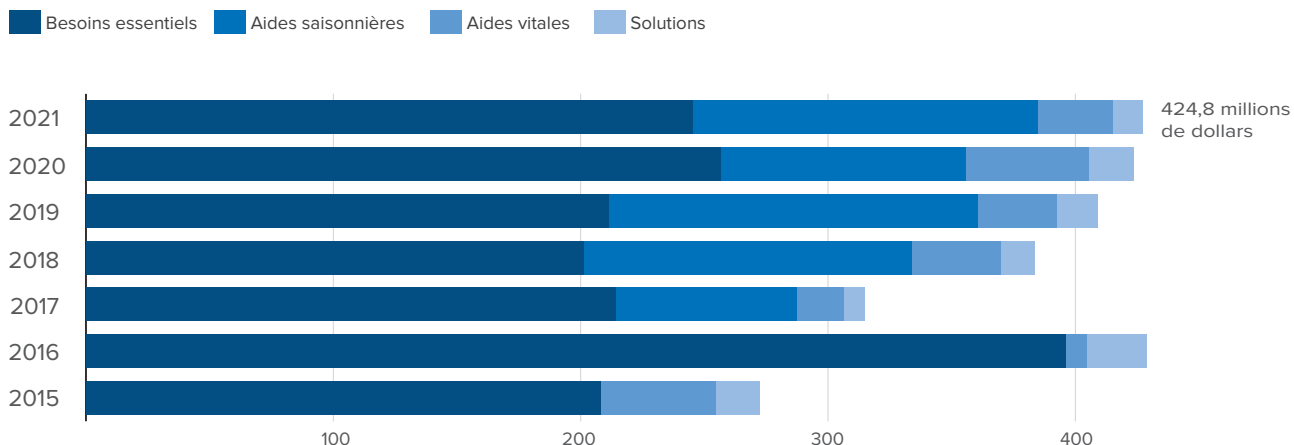
Évolution mensuelle des financements de la région | 2021



Pour des informations plus détaillées sur la réponse du HCR, veuillez consulter le site [Global Focus](#) (en anglais).

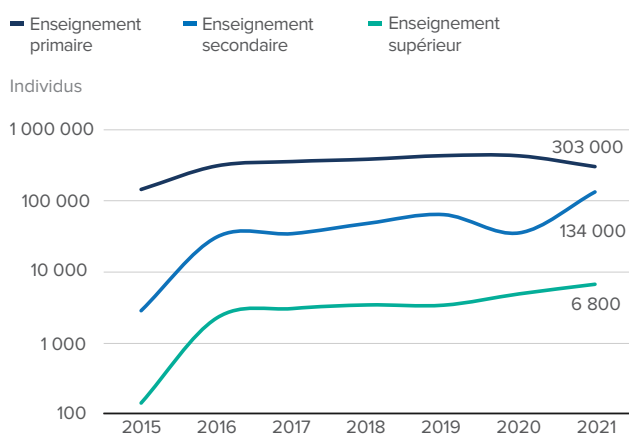
TENDANCES DE LA RÉPONSE

Aides en espèces par secteur 2015-2021⁴ | Millions - USD

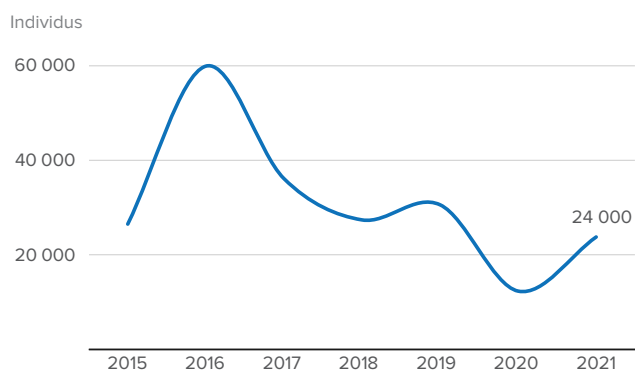


⁴ Les chiffres incluent les aide en espèces distribuées en Türkiye et liées aux situations en Syrie et en Iraq.

Scolarisation | 2015-2021



Départs en réinstallation | 2015-2021⁵



⁵ Les chiffres de la réinstallation incluent les cas soumis par la Türkiye.

RÉPONSE DU HCR À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Santé



1,2 million de réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de services de soins de santé essentiels.

• 12 pays déclarants

Protection



5,9 millions de réfugiés, déplacés internes et autres personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à des services de protection⁶.

• 14 pays déclarants

Éducation



108 000 enfants et jeunes soutenus par l'apprentissage à distance/à domicile⁷.

• 7 pays déclarants

⁶ Pour la protection dans le contexte de la réponse du HCR à la pandémie de COVID-19, les "Autres personnes relevant de la compétence du HCR" comprennent les rapatriés, les apatrides et les communautés d'accueil.

⁷ La majorité des enfants et des jeunes recensés sont des réfugiés qui avaient accès soit à un programme d'apprentissage connecté, soit à un apprentissage à domicile, soit à des programmes de rattrapage et d'éducation accélérée soutenus par le HCR et ses partenaires.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

Les besoins de financement pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, d'un montant de 2,702 milliards de dollars, étaient les plus importants des sept régions du HCR, ainsi que les plus sous-financés, à hauteur de seulement 48%, entraînant de [graves lacunes](#) (en anglais) en termes de besoins vitaux et de protection. Si certains cas de sous-financement étaient liés aux besoins résultant de la crise sanitaire, beaucoup d'autres étaient antérieurs à la pandémie de COVID-19.

Le manque de personnel a affecté les activités nécessitant du personnel spécialisé – des experts dans des domaines tels que les violences de genre, les aides en espèces et l'environnement – ainsi que la capacité du HCR d'être en contact avec les personnes relevant de sa compétence difficiles à atteindre. Le programme d'aides en espèces au Liban, le plus important de la région, était en sous-effectif et seule une opération, la Jordanie, comptait un spécialiste de l'environnement. Les aides en espèces ou en nature étaient rarement suffisantes pour couvrir les besoins des réfugiés, et la situation socioéconomique difficile des réfugiés a conduit à de nombreux cas d'abandons scolaires, d'expulsions et d'exploitations.

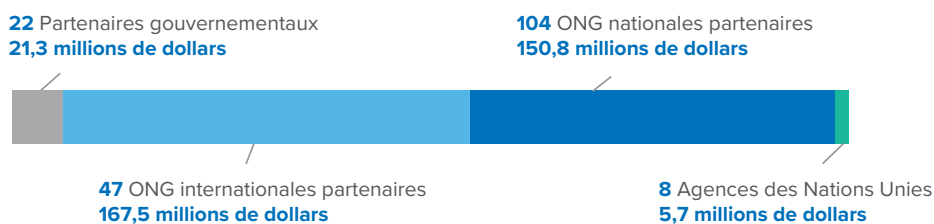
Environ 510 000 personnes parmi les populations cibles prioritaires en Jordanie, au Liban et en Syrie n'ont pas reçu d'aides en espèces faute de financements.

Le sous-financement a un impact tangible sur les activités impliquant des coûts de fonctionnement élevés ou des investissements à long terme dans les infrastructures – indispensables dans les camps de réfugiés comme à Tindouf en Algérie ou à Mbera en Mauritanie. Les domaines qui sont sortis des priorités concernent notamment la malnutrition, l'augmentation des primes des enseignants, le renouvellement des abris dégradés, la construction et l'entretien des réseaux de distribution d'eau et les écoles. Par ailleurs, faute de financements, des interventions innovantes comme un projet de recyclage à Tindouf, n'ont pas été mis en œuvre au-delà de la phase d'essai pilote. La pandémie de COVID-19 a plongé les communautés qui accueillent des réfugiés dans une situation économique encore plus précaire qu'avant. Cette précarité s'est aggravée avec l'arrivée de l'hiver et le HCR a manqué de ressources pour y répondre.

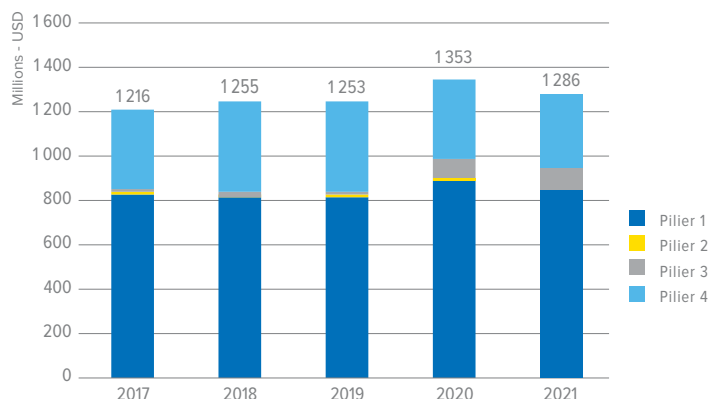
Le Yémen est resté l'une des opérations de la région dotée des financements les plus strictement affectés (47% de fonds strictement affectés), ce qui a conduit à des défis considérables pour répondre aux besoins nouveaux et croissants.

DÉPENSES VIA LES PARTENAIRES | 2021

345,2 millions de dollars dépensés via **181** partenaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | 2017-2021



BUDGET ET DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% DU TOTAL RÉGIONAL	% DES DÉPENSES PAR RAPPORT AU BUDGET
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ¹	Budget	20 475 309	-	-	-	20 475 309	1%	
	Dépenses	19 116 450	-	-	-	19 116 450	1%	93%
Activités régionales pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ¹	Budget	47 081 477	-	-	-	47 081 477	2%	
	Dépenses	4 144 902	-	-	-	4 144 902	0%	9%
SOUS-TOTAL	Budget	67 556 786	-	-	-	67 556 786	3%	
	Dépenses	23 261 352	-	-	-	23 261 352	2%	34%
MOYEN-ORIENT								
Autres opérations au Moyen-Orient ¹	Budget	-	-	-	22 000 000	22 000 000	1%	
	Dépenses	-	-	-	21 971 538	21 971 538	2%	100%
Iraq	Budget	175 185 130	1 283 073	-	245 060 404	421 528 607	16%	
	Dépenses	100 682 347	974 279	-	101 965 544	203 622 171	16%	48%
Israël	Budget	6 745 600	-	-	-	6 745 600	0%	
	Dépenses	4 186 703	-	-	-	4 186 703	0%	62%
Jordanie	Budget	405 666 703	-	-	-	405 666 703	15%	
	Dépenses	242 258 008	-	-	-	242 258 008	19%	60%
Liban	Budget	553 328 517	1 084 633	-	-	554 413 150	21%	
	Dépenses	267 059 103	599 806	-	-	267 658 909	21%	48%
Bureau multi-pays en Arabie saoudite ²	Budget	11 501 569	135 664	-	-	11 637 233	0%	
	Dépenses	8 836 714	100 095	-	-	8 936 810	1%	77%
République arabe syrienne	Budget	51 734 508	194 335	322 174 227	251 266 924	625 369 994	23%	
	Dépenses	9 843 710	-	108 539 413	60 529 382	178 912 506	14%	29%
Yémen	Budget	69 897 604	-	-	202 638 722	272 536 327	10%	
	Dépenses	32 335 855	-	-	137 640 623	169 976 478	13%	62%
SOUS-TOTAL	Budget	1 274 059 632	2 697 705	322 174 227	720 966 050	2 319 897 614	86%	
	Dépenses	665 202 441	1 674 180	108 539 413	322 107 087	1 097 523 122	85%	47%
AFRIQUE DU NORD								
Algérie	Budget	40 805 300	-	-	-	40 805 300	2%	
	Dépenses	22 391 725	-	-	-	22 391 725	2%	55%
Égypte	Budget	126 633 891	-	-	-	126 633 891	5%	
	Dépenses	57 490 719	-	-	-	57 490 719	4%	45%
Libye	Budget	64 699 451	-	-	28 540 332	93 239 783	3%	
	Dépenses	33 168 573	-	-	10 328 465	43 497 037	3%	47%
Mauritanie	Budget	30 981 169	-	-	-	30 981 169	1%	
	Dépenses	22 435 259	-	-	-	22 435 259	2%	72%
Maroc	Budget	8 946 100	-	-	-	8 946 100	0%	
	Dépenses	7 557 809	-	-	-	7 557 809	1%	84%
Tunisie	Budget	10 144 390	-	-	-	10 144 390	0%	
	Dépenses	9 845 603	-	-	-	9 845 603	1%	97%
Sahara occidental: Mesures de rétablissement de la confiance	Budget	4 038 800	-	-	-	4 038 800	0%	
	Dépenses	2 187 396	-	-	-	2 187 396	0%	54%
SOUS-TOTAL	Budget	286 249 101	-	-	28 540 332	314 789 434	12%	
	Dépenses	155 077 084	-	-	10 328 465	165 405 548	13%	53%
TOTAL	Budget	1 627 865 519	2 697 705	322 174 227	749 506 382	2 702 243 834	100%	
	Dépenses	843 540 877	1 674 180	108 539 413	332 435 552	1 286 190 023	100%	48%

¹ Les montants pour le Bureau régional, les Activités régionales et Autres opérations au Moyen-Orient couvrent l'ensemble de la région.² Inclut les activités au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	284 575 097	60 000	9 500 000	299 654 205	593 789 302
Allemagne			11 457 069	230 517 514	241 974 583
Union européenne	90 159 625		1 669 078	3 563 836	95 392 539
Japon	13 991 640		13 361 170	9 638 077	36 990 887
Canada				31 695 435	31 695 435
Pays-Bas	28 230 379		1 801 987	579 350	30 611 716
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	3 426 796		9 363 381	9 144 252	21 934 430
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	2 610 966		13 218 406	5 472 835	21 302 207
Donateurs privés au Qatar	1 934 102		18 685 060	13 148	20 632 310
Arabie saoudite			12 942 944	4 499 939	17 442 883
Fonds central pour les interventions d'urgence			13 060 000		13 060 000
Suède	315 557			11 669 101	11 984 658
France	8 792 497			2 930 832	11 723 329
Norvège	2 728 131		576 502	7 558 210	10 862 844
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7 951 137		228 492	757 886	8 937 516
Danemark	584 663			8 020 533	8 605 196
Italie	6 216 988		1 682 162	51 617	7 950 766
Suisse	52 101			6 653 019	6 705 120
Finlande				5 973 716	5 973 716
Espagne	2 672 391	445 176	1 330 228	333 567	4 781 362
République de Corée	2 000 000			2 500 000	4 500 000
Donateurs privés au Liban	2 244 288		174 710	1 176 151	3 595 148
Koweït	1 423 400		2 000 000	39 490	3 462 890
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)	935 009		2 284 057	214 677	3 433 743
Autriche	1 380 289			1 684 409	3 064 699
Qatar	2 800 512				2 800 512
Luxembourg	878 353			1 887 612	2 765 965
Donateurs privés en République de Corée			169	2 403 520	2 403 689
Belgique	2 350 176				2 350 176
Australie	2 323 780				2 323 780
UK for UNHCR (Partenaire national au Royaume-Uni)	23 702		1 023 291	859 733	1 906 727
Irlande	1 792 115				1 792 115
Tchéquie	1 172 608			616 685	1 789 293
Fonds de financement commun par pays				1 752 288	1 752 288
Australia for UNHCR (Partenaire national en Australie)	169 358		1 276 469	265 671	1 711 498
Donateurs privés au Japon	1 089 409	53 780	442 221		1 585 410
Donateurs privés au Koweït	860 084		37 595	424 743	1 322 422
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	1 237 227				1 237 227
Donateurs privés au Canada	201 822		633 265	329 084	1 164 170
Japan for UNHCR (Partenaire national au Japon)				1 061 715	1 061 715
Fédération de Russie	300 000		500 000		800 000
Donateurs privés en Arabie saoudite	362 394		59 917	298 490	720 801
Monaco	704 281				704 281
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	332 529			339 494	672 022
Donateurs privés en Chine	107 767		10 540	532 365	650 672
Donateurs privés en Italie			339 176	288 938	628 114
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	114 860		273 193	165 667	553 720
Donateurs privés en Norvège			514 500		514 500
Donateurs privés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	375 000				375 000
Donateurs privés au Luxembourg				357 995	357 995
Grèce			265 457		265 457

.../...

.../...

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Donateurs privés en Iraq	263 417				263 417
Donateurs privés à Singapour	72 804		137 469	45 201	255 474
Islande				236 967	236 967
Croatie	222 222				222 222
Donateurs privés au Danemark	160 591		41 816	19 592	221 999
Donateurs privés en Égypte	117 443		21 022	67 426	205 891
Donateurs privés en France			100 260	103 084	203 344
Donateurs privés à Oman	84 253		25 990	57 725	167 968
Switzerland for UNHCR (Partenaire national en Suisse)				136 026	136 026
Donateurs privés en Indonésie	100 100		35 000		135 100
Donateurs privés en Suisse			78 247	49 999	128 246
Liechtenstein				110 375	110 375
Fonds d'affectation spéciale multi-partenaires des Nations Unies pour la prévention des violences sexuelles en période de conflit	103 356				103 356
Donateurs privés aux Pays-Bas	73 610		25 811	644	100 065
Slovénie				91 938	91 938
Estonie	91 463				91 463
Brésil				75 000	75 000
Malte				60 533	60 533
Lituanie				58 617	58 617
OIM	50 000				50 000
UNICEF	50 000				50 000
Donateurs privés en Belgique	499		32 912	4 482	37 894
Donateurs privés en Thaïlande	28 226				28 226
Maroc				26 918	26 918
ONUSIDA	26 750				26 750
Donateurs privés au Kenya	18 251		4 482	2 187	24 919
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	24 817				24 817
Donateurs privés au Brésil			14 033	5 955	19 989
Saint-Siège	5 000			10 000	15 000
Donateurs privés à Monaco			11 933		11 933
Donateurs privés aux Philippines			70	11 361	11 432
PAM	7 254				7 254
Donateurs privés au Mexique			361	27	387
TOTAL*	480 921 090	558 956	119 240 444	657 099 854	1 257 820 343

* Notes:

¹ Les contributions incluent 6,5% de coûts indirects d'appui aux programmes.

² Inclut un montant de 12,3 millions de dollars reçus les années précédentes pour des activités dont la mise en oeuvre était prévue pour 2021 et ne comprend pas 20,0 millions de dollars reçus en 2021 pour des activités dont la mise en oeuvre est prévue en 2022 et au-delà.

³ Inclut des contributions affectées aux situations de l'Iraq et de la République arabe syrienne.



Des aides en espèces pour couvrir les besoins urgents des déplacés internes yéménites et des familles syriennes vulnérables

En 2021, les contributions *Zakat* et *Sadaqah* du Fonds humanitaire *Sheikh Thani Bin Abdullah Bin Thani Al-Thani* ont permis de soutenir 411 000 déplacés internes au Yémen en leur fournissant des aides en espèces pour couvrir leurs besoins alimentaires les plus urgents, entre autres. Les contributions *Zakat* de Qatar Charity ont également permis de soutenir plus de 183 000 personnes déplacées au Liban, en Jordanie et au Yémen grâce à des aides en espèces leur permettant de répondre à leurs besoins les plus urgents.

Sauvegarder les droits fondamentaux



Magartu Dedefi, une réfugiée éthiopienne malvoyante âgée de 16 ans, étudie à l'école primaire Mogadiscio, dans le camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya. Elle a obtenu les meilleures notes aux examens nationaux pour le certificat d'études primaires du Kenya et souhaite devenir avocate.

© HCR/Samuel Otieno

70 ans après l'adoption de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et peu après celle du Pacte mondial sur les réfugiés de 2018, la protection internationale et la solidarité, qui sont au cœur du mandat du HCR, ont été profondément ébranlées par la pandémie de COVID-19.

La crise sanitaire a révélé des lacunes dans l'accessibilité aux services de soins de santé et à la protection sociale dans de nombreux pays et mis en évidence une fragilité sous-jacente dans la qualité de la protection internationale.

Les informations faisant état de pratiques de refoulement, notamment des renvois forcés violents, les fermetures de frontières et les décès en mer, se sont multipliées. Les politiques d'externalisation, qui consistent à transférer la responsabilité à des pays moins développés, ont porté atteinte au principe selon lequel les obligations en matière de protection des réfugiés devaient être partagées équitablement. De nombreux États ont toutefois respecté leurs obligations internationales, accordant l'accès à la protection aux personnes qui en ont besoin et démontrant ainsi que les arrivées pouvaient être gérées en toute sécurité tout en protégeant la santé publique de manière proportionnée et non discriminatoire.

Afin de sauvegarder les droits fondamentaux de toutes les personnes relevant de sa compétence, le HCR a plaidé pour l'accès au territoire et aux procédures d'asile. Il a fait pression pour davantage d'investissements destinés à favoriser la pleine participation des personnes déracinées, des apatrides et des communautés d'accueil, ainsi que pour un cadre politique mondial basé sur une approche globale de la redevabilité et de l'inclusion. Considérant que la participation effective des personnes concernées est essentielle dans tous les aspects du travail

des Nations Unies, le HCR, ONU-Femmes et le HCDH se sont engagés à élaborer une politique à l'échelle du système dans le cadre du [Programme commun](#) afin de mettre les personnes au cœur de l'action, et tenir compte en particulier des critères d'âge, de genre et de diversité.

Plusieurs États ont adopté des amendements législatifs et d'autres mesures pour régulariser le séjour des apatrides, leur accorder des droits et renforcer l'enregistrement des naissances. Le HCR a intensifié son plaidoyer mondial en vue d'éradiquer l'apatridie, tout en commémorant le 60^e anniversaire de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et en encourageant les adhésions. Les mesures restrictives liées à la pandémie de COVID-19 ont affecté de manière disproportionnée les apatrides du fait de leur absence de nationalité. Ils ont eu moins de possibilités d'accès au dépistage et aux traitements et ont souvent été exclus des services sociaux.

➤ Dans ce chapitre :

- Cadres juridiques de protection
- Enregistrement, délivrance de documents et gestion de l'identité
- Identifier les besoins de protection internationale
- Protection des réfugiés et migrations, et réponses aux mouvements mixtes
- Prévenir et répondre à l'apatridie
- Protection communautaire
- Redevabilité envers les personnes affectées
- Protection de l'enfance, engagement et autonomisation des jeunes
- Égalité des genres
- Protéger les personnes en situation de handicap et les personnes âgées
- Protéger les personnes LGBTIQ+ dans les situations de déplacement forcé

Cadres juridiques de protection

Priorités stratégiques globales

Législation relative aux réfugiés
Loi et politique relatives aux déplacés internes
Voir p.12 et p.15 pour les résultats de PSG



Résultats et réalisations

La protection internationale est fondée sur le droit de demander et de bénéficier de l'asile, ainsi que sur le principe de non-refoulement. Ces principes fondamentaux sont respectés par la plupart des États depuis l'adoption de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967. Ces instruments constituent une base solide pour la protection internationale et les solutions durables. Fin 2021, 149 États étaient parties à la Convention de 1951, au Protocole de 1967, ou aux deux textes. Le non-refoulement est largement reconnu comme un principe de droit international coutumier et le droit d'asile est intégré dans de nombreuses législations et pratiques nationales et régionales.

Par le biais de la publication de recommandations par pays, le HCR a fourni des éléments objectifs aux décideurs chargés d'examiner les demandes d'asile des personnes fuyant la [République arabe syrienne](#) (en anglais). En outre, au vu de l'instabilité et de la violence qui perdurent dans ces pays, le HCR a appelé les États à ne pas renvoyer de force des personnes en [Afghanistan](#), au [Burkina Faso](#) (en anglais), au [Soudan du Sud](#) (en anglais) et au [Yémen](#) (en anglais).

Le HCR a fourni des recommandations aux États sur l'interprétation et l'application des normes du droit international et régional des réfugiés et collaboré avec les agences des Nations Unies, ainsi qu'avec des partenaires et des réseaux juridiques, judiciaires et académiques. En coopération avec l'Organisation internationale du Travail, le HCR a publié des [lignes directrices sur les normes légales de travail décent pour les réfugiés](#) (en anglais), qui donnent des recommandations pour élaborer des cadres juridiques sur l'accès à l'emploi, les environnements de travail équitables et sûrs et la protection sociale.

Le HCR a également publié une note en réponse aux politiques et aux pratiques de certains États qui pourraient effectivement conduire à « [externaliser](#) » leurs obligations [en matière de protection internationale](#) (en anglais). Cette note souligne l'importance de la solidarité internationale et expose les normes fondamentales qui distinguent les mesures illégales d'externalisation des modalités légales concernant le transfert de réfugiés.

En 2021, le HCR s'est impliqué dans les processus législatifs de 78 pays. 26 pays ont adopté des lois ou des modifications législatives. Cela a conduit à des progrès en matière de droits des réfugiés dans 17 d'entre eux. Bien que la pandémie de COVID-19 ait contraint de nombreux tribunaux à fermer ou à suspendre temporairement leurs procédures, le HCR est intervenu en tant que tierce partie dans 14 affaires portées devant 10 juridictions. Les interventions du HCR ont porté sur des questions relatives à la définition du réfugié ; à l'accès au territoire et aux procédures d'asile ; à la protection contre le refoulement notamment dans le contexte de la crise sanitaire ; à la protection de la vie familiale ; et à la cessation et à l'exclusion du statut de réfugié.

La nouvelle loi sur les réfugiés adoptée par le Kenya en 2021 a mis son cadre juridique davantage en conformité avec les normes juridiques internationales et régionales. Cette nouvelle loi aborde également les solutions et l'inclusion des réfugiés dans les programmes de développement, conformément à l'engagement pris par le Kenya dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés. En Colombie, le HCR a travaillé avec le Gouvernement à l'élaboration d'un décret accordant un statut de protection temporaire de 10 ans à environ 1,8 million de Vénézuéliens, améliorant ainsi leur protection, leur accès aux services essentiels et leurs possibilités d'inclusion socioéconomique.

17 États ont adopté ou amendé leurs lois pour améliorer les droits des réfugiés.
Résultat 2020 : 9



78 États ont bénéficié de conseils techniques sur les normes de protection au cours du processus législatif.
Résultat 2020 : 93



14 interventions judiciaires devant 10 tribunaux au cours desquelles le HCR a fourni une interprétation des principes pertinents de droit international des réfugiés et des droits humains.
Résultat 2020 : 18

Le HCR a intensifié son plaidoyer dans le domaine des droits humains en s'impliquant dans les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et en participant à l'élaboration de stratégies régionales pour l'Europe, l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique, ainsi que pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le HCR a déployé ses « [Lignes directrices sur la collaboration avec les institutions nationales des droits de l'homme](#) » (en anglais) et élaboré des notes d'orientation sur les principaux traités internationaux des droits de l'homme, pour mieux comprendre la structure générale et le contenu des traités, ainsi que la meilleure façon de les utiliser pour promouvoir les cadres juridiques nationaux de protection des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides.

Pour soutenir l'engagement des groupes sectoriels chargés de la protection dans la promotion des droits humains, le HCR a publié une [note relative au renforcement de la loi et de la politique](#) (en anglais), des fiches techniques sur les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies, une série de formations pilotes, un tableau de bord des bonnes pratiques et un module sur la coordination sur le terrain. Le [réseau de praticiens](#) (en anglais) engagés dans la promotion des droits humains comprend plus de 600 membres actifs. Le HCR a coorganisé des tables rondes sur le contentieux stratégique et collaboré avec l'[IARMLJ](#) (en anglais) sur le renforcement des [capacités judiciaires](#) (en anglais).

Le HCR a publié des lignes directrices sur [le travail décent](#) (en anglais) et sur les traités internationaux de droits de l'homme (PIDESC/CDE/CDPH/CEDEF). Il a aussi publié des notes sur l'[externalisation](#) (en anglais) de la protection internationale, des [recommandations par pays et des avis préconisant de ne pas renvoyer les personnes](#) (en anglais), et coordonné l'élaboration d'un Plan d'action contre les discours de haine en soutien à la [Stratégie des Nations Unies](#).

Le HCR s'est impliqué dans 23 projets de [résolutions du Conseil des droits de l'homme](#)

et auprès de 19 experts mandatés au titre des [procédures spéciales](#). Il a préparé 18 observations écrites dans le cadre des [Examens périodiques universels](#) et participé à 10 équipes de travail interagences dans le domaine des droits humains, dont trois en tant que président.

Défis et besoins non satisfaits

Si plusieurs États ont sollicité l'avis du HCR sur des propositions de modifications législatives en 2021, ils n'ont pas toujours suivi son avis, ce qui a conduit à des législations contenant des normes de protection réduites ou à des dispositions en contradiction avec les obligations juridiques internationales ou régionales du pays concerné. Bien que 26 pays aient adopté de nouvelles lois, neuf n'ont pas amélioré les droits des réfugiés.

Comme des mesures restrictives adoptées dans certains pays ont empêché l'accès à la protection internationale pour les personnes qui en ont besoin, il est essentiel de renouveler l'engagement envers le respect des normes et principes juridiques internationaux. Le HCR a constaté de nombreuses violations du principe de non-refoulement. Des renvois forcés de plus en plus nombreux et souvent violents aux frontières et des interceptions en mer ont été signalés, conduisant au retour des personnes vers des persécutions et d'autres atteintes graves. Le HCR a également exprimé sa préoccupation au sujet de propositions soumises par certains États consistant à externaliser la protection internationale, en transférant les demandeurs d'asile vers des pays tiers chargés d'examiner leur demande, ce qui remet en cause la solidarité internationale et soulève des questions quant à leur non-conformité potentielle à la Convention de 1951. La crise sanitaire a aggravé la situation, plusieurs États ayant maintenu leurs frontières fermées et des restrictions à l'entrée sur leur territoire en justifiant ces mesures par la nécessité de contenir la pandémie.

Enregistrement, délivrance de documents et gestion de l'identité

© HCR/Esther Ruth Mbabazi

Mugera Bahire, un demandeur d'asile âgé de 60 ans, dans le centre de transit de Nyakabande en Ouganda. Il a fui la République démocratique du Congo avec sa femme et leurs six enfants après la recrudescence des combats dans l'Est du pays.

Priorités stratégiques globales

Enregistrement

Voir p.12 pour les résultats des PSG



21,7 millions

de dossiers individuels dans PRIMES proGres v4.
Objectif : **19 millions**
Résultat 2020 : **15 millions**



80

opérations ont utilisé le système biométrique PRIMES et, dans ces opérations, plus de **77%** des personnes ont un dossier biométrique.
Objectif : **80** opérations, **90%** des personnes
Résultat 2020 : **75** opérations

Résultats et réalisations

L'enregistrement permet d'établir une identité unique pour les personnes relevant de la compétence du HCR et sert de base au profilage, à la fourniture ciblée de protection et d'assistance ainsi qu'à l'accès aux services. Il contribue à identifier les tendances et les caractéristiques des mouvements de populations, protège contre le refoulement, les arrestations et la détention arbitraires, et aide à réunir les familles et à retrouver les enfants séparés.

En 2021, l'enregistrement des réfugiés et, en particulier l'inscription biométrique, a été affecté par la crise sanitaire et les règles de distanciation physique et les restrictions des déplacements mises en place. En réponse, le HCR s'est appuyé sur l'enregistrement à distance et des modalités numériques dans les Émirats arabes unis, au Liban, en Malaisie et dans d'autres opérations. Il a investi davantage dans le cadrage et l'expérimentation de technologies biométriques sans contact et de nouvelles modalités permettant aux personnes relevant de sa compétence d'avoir accès à l'enregistrement, à l'assistance et à des services numériques en ligne (projet de recherche *Self-Service Entry Point*).

La formation du HCR sur l'enregistrement en situation d'urgence et la liste de réserve d'experts de l'enregistrement ont été en partie reconfigurées et adaptées aux restrictions liées au COVID-19. Une version en ligne de la formation sur l'enregistrement en situation d'urgence a été expérimentée en novembre 2021, ce qui a permis d'ajouter 20 experts HCR de l'enregistrement à la liste de l'équipe chargée de la réponse aux situations d'urgence. La plupart des 10 personnes issues de la liste de réserve pour l'enregistrement qui ont été déployées ont travaillé à distance dans un premier temps avant de se rendre sur leurs lieux d'affectation.

[PRIMES, l'écosystème numérique d'enregistrement de la population et de gestion de l'identité](#) du HCR (en anglais), est au centre de ses activités d'enregistrement. Il comprend un outil mondial et en ligne de gestion des dossiers permettant d'enregistrer les personnes forcées de fuir (proGres v4), une capacité biométrique (BIMS/IrisGuard) et l'Outil mondial pour la distribution ([GDT](#)) (en anglais). Malgré les restrictions liées au COVID-19 et la mobilisation du personnel pour des situations d'urgence comme en Éthiopie et en République centrafricaine, proGres v4 a été déployé dans 17 opérations supplémentaires, portant le total à 117.

ProGres v4 s'est développé à hauteur de 21,7 millions de dossiers individuels, soit 96% de toutes les personnes enregistrées auprès du HCR comme personnes relevant de sa compétence. Le HCR a amélioré les modules sur l'accueil et l'enregistrement dans proGres v4, ce qui a permis à l'opération en République démocratique du Congo de tester avec succès l'inscription de 200 000 déplacés internes. Le HCR a déployé des efforts importants pour intégrer les systèmes biométriques, déployant BIMS dans cinq nouvelles opérations, portant le total à 80 pays utilisateurs de PRIMES. Le nombre de personnes (âgées de 5 ans et plus) possédant un dossier biométrique est passé de 9,1 millions en 2020 à 9,8 millions en 2021. À la fin de 2021, l'Outil mondial pour la distribution était déployé dans 22 opérations, ce qui a amélioré l'intégrité de la fourniture des services grâce à l'utilisation de la biométrie pour vérifier les identités au point de service. Cet outil a également aidé les partenaires du HCR à coordonner une distribution à grande échelle de vaccins contre le COVID-19 à Cox's Bazar, au Bangladesh. Le HCR a déployé Verify Plus, le tout premier outil de délivrance de documents utilisant des signatures électroniques, et a délivré plus de 300 000 documents avec une signature électronique sécurisée dans 15 pays.

En réponse à la demande croissante, les activités de soutien aux utilisateurs de PRIMES se sont considérablement développées en 2021. Actuellement, le HCR soutient environ 10 000 utilisateurs de PRIMES (contre 7200 en 2020). Deux tiers d'entre eux sont des employés du HCR et le reste, du personnel des partenaires, y compris des partenaires gouvernementaux. Le HCR a lancé une enquête mondiale au second semestre 2021 pour améliorer la compréhension des différents environnements d'enregistrement et de délivrance de documents et de leur utilité pour accéder à des droits et des services spécifiques, et pour en savoir plus sur les lacunes du système.

Défis et besoins non satisfaits

Faire migrer PRIMES vers une configuration plus moderne basée sur le cloud constitue une opération extrêmement complexe qui soulève des difficultés techniques et de protection des données qui ont engendré des retards. La facilitation de l'accès des partenaires à PRIMES, lorsque les accords de partage des données le permettent, a également été retardée par des complexités techniques et des subtilités découlant de la création d'un cadre d'interopérabilité.

Le travail sur des [services numériques](#) (en anglais) globaux a manqué de ressources. Malgré les enseignements importants tirés de la réponse à la pandémie de COVID-19 et les progrès réalisés sur des projets individuels, la concrétisation d'un cadre et d'une solution à géométrie variable ne peut se faire que par un projet d'entreprise transformationnel s'appuyant sur des ressources pluriannuelles durables.

Le HCR avait fixé un objectif pour 2021 de 75 opérations mettant en œuvre sa « Politique sur la gestion de l'identité : enregistrement et biométrie ». Cela sera reporté comme un objectif pour 2023 dans la mesure où une nouvelle politique devrait être finalisée en 2022.



42 opérations du HCR ont déployé des solutions d'enregistrement à distance dans le contexte du COVID-19 et conformes au plan d'action quinquennal du HCR sur l'identité numérique.

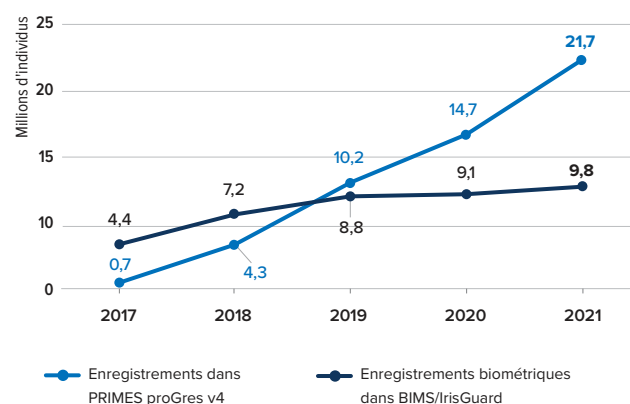


117 opérations-pays ont utilisé proGres v4.
Résultat 2020 : 100



9,8 millions de personnes (âgées de 5 ans et plus) ont un dossier biométrique dans PRIMES.
Résultat 2020 : 9,1 millions

ENREGISTREMENTS INDIVIDUELS DANS PRIMES | 2017-2021



Identifier les besoins de protection internationale

© HCR/Mohamed Alalem

Yala, une demandeuse d'asile sud-soudanaise âgée de 25 ans, se prépare à embarquer pour un vol d'évacuation vers le Rwanda après deux années en Libye.



1,7 million de nouvelles demandes d'asile et de recours ont été enregistrées dans le monde.
Résultat 2020 : **1,3 million**



86 800 nouvelles demandes d'asile et recours ont été enregistrées par le HCR.
Résultat 2020 : **56 400** (chiffre de 55 000 révisé)

Résultats et réalisations

Alors que la pandémie de COVID-19 entrainait dans sa deuxième année, les États et le HCR ont encore progressé dans l'application de pratiques innovantes pour faire en sorte que les systèmes d'asile continuent de fonctionner efficacement. Le HCR a suivi l'impact de la crise sanitaire à travers son [portail de données opérationnelles sur le COVID-19](#).

Il a ainsi fourni un soutien rapide aux États pour qu'ils adaptent leurs systèmes d'asile ainsi que des recommandations concernant les principales situations de déplacement et les questions relatives au traitement des dossiers dans le cadre de la détermination du statut de réfugié (DSR) afin que les systèmes d'asile continuent de fonctionner de manière équitable et efficace. Par exemple, en 2021, le HCR a publié des recommandations par pays pour aider les organes de décision en matière d'asile concernant plusieurs situations importantes, en particulier l'[Afghanistan](#) et la [République arabe syrienne](#) (en anglais). Il a également rendu publique une formation en ligne sur la DSR et fourni un soutien opérationnel concernant différentes manières d'examiner les demandes d'asile (parfois appelées « modalités différenciées d'examen

des dossiers »), ainsi que pour la gestion du retard de traitement des dossiers et d'autres sujets d'actualité.

En parallèle, le HCR a aussi encouragé les bonnes pratiques dans les plus de 50 pays où il effectue la DSR au titre de son mandat, principalement dans différents pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, en créant notamment des outils pour mettre en œuvre ses [normes procédurales en matière de DSR](#) publiées en 2020. Dans la mesure où il incombe en premier lieu aux États de protéger les personnes en quête de protection internationale sur leur territoire, le HCR met l'accent sur le soutien apporté aux États pour qu'ils assument leurs responsabilités en matière de DSR. Toutefois, lorsque cela n'est pas encore possible, le HCR continue de veiller à mettre en place des procédures de DSR de grande qualité au titre de son mandat, qui peuvent servir d'exemples et créent une base solide pour assurer la transition.

De nombreux États ont montré que, malgré des contextes difficiles, il était possible d'accueillir les demandeurs de protection internationale et d'examiner efficacement

leurs demandes. Le Soudan, qui a examiné les demandes des nouveaux arrivants fuyant l'Éthiopie pendant toute l'année 2021 grâce à une approche *prima facie* ou collective efficace pour la reconnaissance du statut, fait partie des exemples notables. Le Mexique a continué de mettre en œuvre des procédures de détermination du statut de réfugié en recourant à des modalités différenciées d'examen des dossiers, notamment des procédures accélérées pour certaines nationalités comme les Honduriens, les Salvadoriens et les Vénézuéliens, afin de garantir des procédures équitables et efficaces malgré l'augmentation du nombre de demandes. L'Afrique du Sud, qui a lancé un projet pluriannuel ambitieux en collaboration avec le HCR pour réduire le retard de traitement des recours accumulé depuis longtemps, constitue un autre exemple.

La mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés concernant l'asile et en particulier la concrétisation de l'initiative du Groupe d'appui à la capacité d'asile a progressé en 2021. Le [portail en ligne de ce Groupe d'appui](#) (en anglais) a été inauguré en avril 2021 et, à la fin de l'année, il avait recensé de nombreuses bonnes pratiques dans le domaine de l'asile et de la DSR susceptibles d'aider les agents chargés de prendre des décisions en matière d'asile dans le monde entier. Deux nouveaux engagements relatifs au renforcement des systèmes d'asile dans le cadre du Groupe d'appui à la capacité d'asile ont été pris par l'Eswatini et les Pays-Bas en 2021, et trois nouvelles contreparties ont été effectuées dans le cadre du mécanisme de contreparties du Groupe d'appui en 2021: la Nouvelle Zélande avec les Philippines, l'Agence de l'Union européenne pour l'asile avec le Niger, et le Danemark avec le Kenya. Ces nouveaux engagements et contreparties, en plus de ceux déjà pris, renforceront les systèmes d'asile et encourageront les échanges techniques et les bonnes pratiques pour soutenir les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés.

Défis et besoins non satisfaits

Après une baisse historique du nombre de demandes d'asile en 2020 en raison des restrictions de voyage et des suspensions de l'examen des demandes d'asile engendrées par la pandémie de COVID-19, le nombre de nouvelles demandes d'asile individuelles déposées dans les systèmes nationaux d'asile et dans les pays où le HCR effectue l'examen des dossiers au titre de son mandat, a légèrement augmenté en 2021, mais il est resté largement inférieur au niveau de 2019. En outre, le nombre de personnes reconnues sur une base collective a diminué. Compte tenu de l'augmentation continue du nombre de situations de déplacement dans le monde, cette tendance incite à faire davantage pour s'assurer que les personnes en quête de protection internationale puissent avoir accès au territoire et à des procédures d'asile équitables et efficaces.

En ce qui concerne la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés, malgré les engagements positifs importants pour renforcer la capacité d'asile, les engagements nécessitant un soutien pour être mis en œuvre l'emportent encore largement sur le nombre de propositions de soutien, financières ou autre. Il faudra faire davantage pour mobiliser des soutiens en faveur des États qui cherchent à améliorer leurs systèmes d'asile.

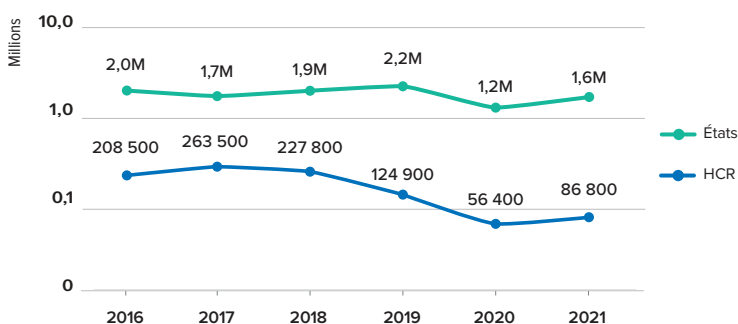


52 800 nouvelles demandes d'asile et recours ont été traités par le HCR.
Résultat 2020 : 70 700



Plus de **50** opérations effectuant la DSR au titre du mandat du HCR ont suivi les nouvelles [normes procédurales](#).

DEMANDES D'ASILE NOUVELLES ET APPELS ENREGISTRÉS* | 2016-2021



* En outre, le HCR et les États appliquant des procédures conjointes ont reçu 700 demandes en 2021.

Protection des réfugiés et migrations, et réponses aux mouvements mixtes



123 300 arrivées le long des routes de la mer Méditerranée. 2020 : [95 031](#)



1977 morts et/ou disparus le long des routes de la mer Méditerranée, selon les estimations. 2020 : [1401](#)

Résultats et réalisations

En 2021, le HCR a œuvré pour protéger, assister et assurer le respect des droits des réfugiés et des autres personnes relevant de son mandat qui se déplacent aux côtés des migrants. En codirection avec l'OIM, le HCR a renforcé sa collaboration avec ses partenaires, les groupes de travail sur les mouvements mixtes et les équipes spéciales aux niveaux national et régional.

Le HCR a collaboré avec des États et des partenaires pour protéger les réfugiés et les migrants empruntant les routes maritimes, plaidant pour le renforcement des capacités de recherche et de sauvetage dans la Méditerranée et le long de la côte Atlantique de l'Afrique de l'Ouest. En Indonésie, le HCR a identifié des pratiques encourageantes, comme la mise en place de procédures opérationnelles pour assurer la coordination des sauvetages en mer et des débarquements dans le cadre de la législation régissant la réponse aux nouvelles arrivées. Le HCR et ses partenaires ont également déployé des experts pour identifier les réfugiés secourus en mer ayant des besoins spécifiques et pour fournir des services spécialisés aux personnes débarquées à Banda Aceh. À l'échelle mondiale, le HCR a réuni un groupe interagences sur la protection des réfugiés et des migrants empruntant les routes maritimes afin de faciliter le partage d'informations et le plaidoyer.

Le HCR a développé des actions de communication avec les communautés en déplacement via l'initiative « [Raconter la vraie histoire](#) » (en anglais) qui fournit des informations sur les risques des voyages dangereux et lutte contre les récits trompeurs des passeurs. En tant que

coprésident du [Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes](#) (ICAT) (en anglais), le HCR a encouragé la recherche, l'élaboration de politiques et les conseils techniques. Il a déployé une stratégie de communication innovante pour renforcer les mesures de lutte contre la traite des personnes en organisant des consultations régionales et en mettant en place des canaux de partage des informations avec les acteurs de première ligne dans la lutte contre la traite. La contribution de l'ICAT à la révision du « [Plan d'action contre la traite des personnes](#) » (en anglais) de l'Assemblée générale des Nations Unies a été intégrée dans la Déclaration politique de 2021 sur ce thème (adoptée par la Résolution de l'Assemblée générale [A/RES/76/7](#)).

En qualité de coprésident de l'équipe responsable de la lutte contre la traite des personnes au sein du groupe sectoriel mondial chargé de la protection, le HCR a publié le « [Manuel d'introduction aux mesures de lutte contre la traite d'êtres humains dans des situations de déplacement interne](#) » pour aider les spécialistes de la protection dans ces contextes. Le HCR a coprésidé les mécanismes de coordination de lutte contre la traite au Bangladesh, tandis qu'au Guatemala, des unités mobiles ont œuvré pour prévenir les violences de genre, l'exploitation et la traite des êtres humains, tout en fournissant des informations, des conseils et des services d'orientation. Le HCR a collaboré avec les Rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la traite des êtres humains et sur les formes contemporaines d'esclavage. Conjointement avec l'OIM, il a diffusé le « [Document cadre sur l'élaboration de procédures opérationnelles pour faciliter l'identification et la protection des victimes de la traite](#) » (en anglais).

Le HCR et l'OIM ont signé un accord pour mettre en œuvre ce cadre en Afrique de l'Ouest.

Le HCR a actualisé ses programmes de formation sur les mouvements mixtes, la traite des êtres humains, le trafic des migrants et la protection en mer à destination du personnel basé en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il a codirigé le [Groupe de travail sur les alternatives à la détention](#) du Réseau des Nations Unies sur les migrations, qui a organisé deux activités d'apprentissage entre pairs pour diffuser des bonnes pratiques et développer des projets pilotes. Il s'est également impliqué activement dans les groupes de travail sur [les voies régulières pour les migrants en situation de vulnérabilité](#) et sur [le changement climatique](#) (en anglais). Le HCR a coopéré étroitement avec le Réseau pour la préparation d'un Forum d'évaluation des migrations internationales et la conception d'une campagne d'engagement en faveur du [Pacte mondial sur les migrations](#) (en anglais).

Défis et besoins non satisfaits

Des traversées maritimes dangereuses ont provoqué des incidents mortels dans de nombreuses régions, notamment dans les Caraïbes, l'Atlantique, la Méditerranée et la mer d'Andaman. Des personnes désespérées ont entrepris des traversées maritimes dangereuses dans des embarcations de fortune surchargées, aux mains de passeurs peu scrupuleux et avec le risque d'être refoulées en mer ou de se voir refuser le débarquement dans un lieu sûr. Malgré les efforts déployés dans différentes régions, la collecte systématique de données sur les incidents en mer a été difficile. Le HCR a proposé de collaborer davantage avec l'OIM, l'OMI et d'autres organisations compétentes pour remédier progressivement à cette lacune. Aux Amériques, la levée de certaines

restrictions aux frontières liées au COVID-19 a mis à rude épreuve les capacités et les interventions dans les zones frontalières et accru le nombre déjà élevé de personnes impliquées dans des mouvements mixtes. Des informations ont fait état d'une xénophobie croissante et de tensions grandissantes dans les communautés d'accueil de réfugiés, ce qui a accru les risques de protection pour les réfugiés et les migrants en situation de vulnérabilité. Le manque de financements pour la réponse à la pandémie de COVID-19 a limité l'aide d'urgence du HCR aux populations en déplacement les plus vulnérables dans la région. En Europe, les restrictions de voyage liées à la pandémie ont généralement pris en compte les considérations de protection, en accordant des exceptions aux personnes en quête de protection internationale. Néanmoins, le manque de places d'accueil, les installations surpeuplées et inadaptées dans certains endroits en Europe, ont rendu difficiles la distanciation physique, l'hygiène et les autres mesures de prévention, aggravant les risques pour la santé.

Les réfugiés et les migrants voyageant depuis l'Afrique de l'Est et de l'Ouest vers l'Afrique du Nord et l'Europe ont subi des formes extrêmes de violence, telles que violences de genre, traite, enlèvements et autres abus graves. Le HCR et ses partenaires ont intensifié leurs efforts pour assurer protection et assistance dans ce contexte. Ils ont notamment aidé les personnes à accéder aux procédures d'asile et les ont orientées vers les autorités nationales le cas échéant. L'accès limité, en particulier dans les zones frontalières reculées, a engendré un manque critique de services de protection essentiels. Grâce à sa [cartographie des services de protection pour les victimes de la traite et autres personnes vulnérables en déplacement au Sahel et en Afrique de l'Est](#), le HCR a mis en lumière de graves lacunes dans l'assistance, tout en cherchant dans le même temps à améliorer l'orientation et l'accès aux services disponibles.



© HCR/Frederic Noy

Prévenir et répondre à l'apatridie

Ulpán Tashenova et ses enfants prennent un taxi en sortant du cabinet de son avocat au Kazakhstan. Après avoir quitté l'Ouzbékistan pour étudier, elle a perdu ses documents et n'a pas pu enregistrer la naissance de ses enfants. Sa fille de deux ans doit régulièrement consulter un neurochirurgien, ce qui nécessite un certificat de naissance.

Priorités stratégiques globales
Législation sur l'apatridie
Enregistrement des naissances
Voir p.12 pour les résultats des PSG



81 200 apatrides ont acquis une nationalité ou ont vu leur nationalité confirmée.
Objectif : **90 000**
Résultat 2020 : **63 200**



13 États ont amélioré leurs lois, leurs politiques et leurs procédures en matière de nationalité, conformément aux normes internationales.
Objectif : **20**
Résultat 2020 : **19**

Résultats et réalisations

Malgré les difficultés causées par la pandémie de COVID-19, l'année 2021 a connu des résultats concrets en matière de prévention et de lutte contre l'apatridie et de protection des apatrides. Sur 279 engagements pris par les États lors du [Segment de haut niveau sur l'apatridie](#) et du Forum mondial sur les réfugiés auxquels s'ajoutent les engagements supplémentaires pris par la Belgique, le Burundi, l'Islande et les États-Unis d'Amérique lors de la [Réunion des hauts responsables](#) en 2021, 81 engagements étaient complètement ou partiellement mis en œuvre à la fin de 2021. Le HCR a organisé un événement mondial et plusieurs événements régionaux de bilan afin d'intensifier les efforts de mise en œuvre des engagements et appeler à des engagements supplémentaires. Il a mis en œuvre plusieurs projets pour promouvoir l'application des engagements grâce à des financements supplémentaires alloués par les Gouvernements danois et américain, notamment en Somalie, au Tadjikistan et en Thaïlande.

13 pays ont réformé leurs lois, leurs politiques et leurs pratiques relatives à la nationalité pour combler les lacunes, mieux prévenir l'apatridie et offrir des solutions aux apatrides. Le Chili a introduit une garantie visant à accorder la nationalité à tous les enfants nés sur son territoire qui seraient sinon apatrides. De même, le Mexique a étendu le droit des parents de transmettre leur nationalité à leurs enfants nés à l'étranger. En Europe, le HCR continue de promouvoir des solutions en faveur des apatrides identifiés et de réduire l'apatridie. Ainsi, l'Arménie, la Macédoine du Nord, la Slovaquie et l'Ukraine ont tous réformé leur législation sur la nationalité afin de faciliter la naturalisation des apatrides, ouvrant ainsi la voie à la réduction de l'apatridie.

Certains États ont renforcé leurs politiques et leurs pratiques en matière d'enregistrement des naissances, ce qui contribuera à prévenir l'apatridie. Le Kirghizistan a mis en place des procédures pour veiller à ce que chaque enfant soit enregistré dès la naissance quelle que soit la situation administrative de ses parents.

L'Argentine a amélioré ses procédures pour l'enregistrement tardif des naissances. À la suite d'efforts de plaidoyer concertés du HCR et de son partenaire juridique, les tribunaux de Bosnie-Herzégovine sont désormais en mesure de déterminer légalement le lieu et la date de naissance pour permettre l'enregistrement des naissances. Le HCR et l'UNICEF ont publié une « [Note d'information sur la discrimination à l'égard des femmes en matière d'enregistrement des naissances](#) ».

Six États ont pris des mesures pour renforcer l'identification et la protection des apatrides. L'Albanie, le Chili, la Colombie et le Turkménistan ont adopté des législations mettant en place des procédures de détermination de l'apatridie. La Géorgie a réduit les frais de dossier pour ces procédures et le Brésil a lancé un nouveau système de demande qui permettra un examen plus rapide et une meilleure protection, et facilitera la naturalisation. Le Bénin et la Guinée-Bissau ont également pris des mesures pour établir des procédures de détermination de l'apatridie. En Côte d'Ivoire, pays qui connaît l'une des plus importantes situations d'apatridie connues dans le monde et premier pays d'Afrique

à avoir mis en place une procédure de détermination de l'apatridie, des efforts et des ressources importantes sont investis dans l'évaluation des cas individuels, la protection des apatrides et la réduction de l'apatridie.

En 2021, le HCR a renforcé ses campagnes mondiales de mobilisation pour lutter contre l'apatridie, en organisant deux événements pour commémorer le 60^e anniversaire de la [Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie](#). En cette année anniversaire, le HCR s'est réjoui de l'adhésion de l'Islande et du Togo aux deux conventions des Nations Unies sur l'apatridie.

Tout au long de l'année 2021, les gouvernements et les régions ont élaboré et adopté des plans d'action pour lutter contre l'apatridie. La Géorgie, la Namibie et la Somalie ont adopté des plans d'actions nationaux pour mettre fin à l'apatridie et la Ligue des États arabes a poursuivi ses travaux sur le « [Plan d'action sur l'appartenance et l'identité juridique](#) » (en anglais). Le HCR poursuit sa collaboration étroite avec les organisations et les institutions régionales dans le monde entier.



96 États pour lesquels le HCR a communiqué des données statistiques sur les apatrides.
Objectif : **88**
Résultat 2020 : **94**

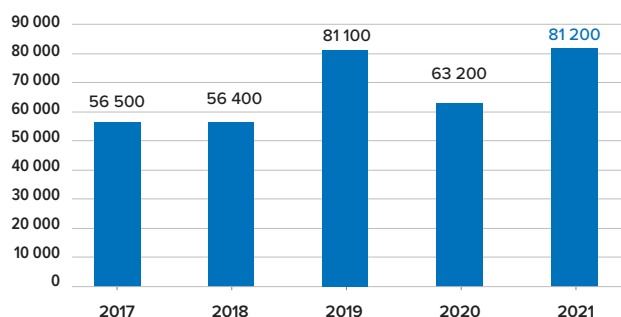


4 adhésions aux conventions sur l'apatridie.
Objectif : **14** | Résultat 2020 : **1**



6 États ont mis en place ou amélioré leurs procédures de détermination de l'apatridie.
Objectif : **12** | Résultat 2020 : **3**

NOMBRE DE PERSONNES AYANT ACQUIS UNE NATIONALITÉ OU OBTENU UNE CONFIRMATION DE NATIONALITÉ | 2017-2021




Défis et besoins non satisfaits

Le COVID-19 a désavantagé de manière disproportionnée les apatrides. Faute de droit au séjour, ces derniers ont généralement eu un accès limité au dépistage, aux traitements et à l'immunisation et ont fait face à des difficultés socioéconomiques supplémentaires, sachant que beaucoup vivent déjà en marge de la société et ont un accès limité aux services gouvernementaux. La pandémie a également entravé les efforts des gouvernements pour prévenir et réduire l'apatridie et a ralenti les progrès réalisés dans le cadre du Plan d'action mondial pour mettre fin à l'apatridie et dans la mise en œuvre des engagements pris par les États.

Le nationalisme ethnique croissant et les politiques d'exclusion de certains pays ont continué de créer de nouveaux risques d'apatridie et ont empêché des progrès significatifs dans certains contextes.

Le [manque de données quantitatives et qualitatives fiables](#) (en anglais) sur l'apatridie pose encore des défis pour lutter efficacement contre l'apatridie et promouvoir des solutions. Les statistiques actuelles couvrent seulement 91 pays, pour un total de 4,3 millions d'apatrides déclarés. Malgré ce défi global, plusieurs études quantitatives et qualitatives ont été menées en 2021, notamment au [Liban](#) (en anglais) et aux [Philippines](#) (en anglais). En outre, des pays comme le Kazakhstan et le Zimbabwe prévoient, avec le soutien technique du HCR, d'élaborer et d'inclure des questions spécifiques sur l'apatridie et la nationalité dans leurs recensements nationaux. Le HCR a continué de soutenir l'élaboration de « recommandations internationales relatives aux statistiques sur l'apatridie » qui seront probablement adoptées en 2023.



Protection communautaire

© HCR/Haidar Darwish

Hind al-Hamad, une réfugiée syrienne âgée de 41 ans, rend visite à des compatriotes réfugiés dans l'un des trois camps qu'elle supervise au Liban.

Résultats et réalisations

En 2021, le HCR s'est employé à poursuivre et à renforcer la participation effective des communautés déracinées, dans un contexte où les organisations dirigées par des réfugiés et les structures communautaires jouent un rôle encore plus important en raison des défis engendrés par la pandémie de COVID-19.

Le programme du HCR impliquant des volontaires communautaires de proximité a permis de partager des informations, d'identifier les personnes exposées à un risque accru de protection et de soutenir les efforts de mobilisation communautaire. Au Bangladesh, les volontaires communautaires de proximité ont touché 356 000 réfugiés par le biais de sessions d'information et 204 000 réfugiés grâce à des visites à domicile et des visites de suivi. En République arabe syrienne, 2800 volontaires communautaires de proximité déplacés internes ou issus des communautés d'accueil ont mené des actions de sensibilisation et d'informations sur le COVID-19 et sur les questions de protection auprès de 900 000 personnes.

Au Liban, 534 volontaires communautaires de proximité ont animé des sessions d'information et effectué des visites à domicile auprès de 878 000 personnes.

Au Pakistan, un réseau de plus de 2000 volontaires communautaires de proximité et membres de la communauté réfugiée âgée ont joué un rôle crucial pour identifier et orienter les réfugiés exposés à un risque accru, tandis qu'au Brésil des volontaires de proximité ont agi auprès de 1695 personnes autochtones.

Le HCR a répondu aux préoccupations des communautés par le biais d'interventions communautaires, en impliquant 3672 dirigeants communautaires et structures communautaires de femmes, jeunes, personnes en situation de handicap et autres. Par exemple, en République bolivarienne du Venezuela, 1473 membres de 81 réseaux communautaires ont été formés à l'utilisation de WhatsApp et de forums vidéo pour diffuser des messages à 35 000 personnes. Au Tchad, le HCR a renforcé les capacités de 511 structures communautaires incluant 2283 personnes dans 218 sites, ce qui leur a permis de sensibiliser plus de 170 000 personnes

Priorités stratégiques globales

Coexistence pacifique

Voir p.14 pour les résultats des PSG



36 opérations ont signalé une amélioration du soutien communautaire local vis à vis de la présence de personnes relevant de la compétence du HCR. Objectif : 65



20 opérations ont signalé une amélioration de la représentation des personnes relevant de la compétence du HCR dans les structures de leadership. Résultat 2020 : **20**

à la cohésion sociale, 17 000 personnes à la mobilisation communautaire, 127 000 personnes au COVID-19, 3100 personnes aux violences de genre et 2900 personnes à la prévention des incendies.



26 opérations ont mis en œuvre un plus grand nombre de programmes identifiés comme prioritaires par la communauté. Objectif : **30**
Résultat 2020 : **21**

Le HCR a offert des formations, un soutien technique et des ressources à des organisations dirigées par des réfugiés. En Indonésie, le HCR a soutenu 17 organisations dirigées par des réfugiés impliquées dans l'aide aux communautés pendant la crise sanitaire en leur fournissant des équipements électroniques comme des ordinateurs portables, des imprimantes et des machines à coudre, ainsi que des équipements de protection individuelle. Au Malawi, le Service jésuite pour les réfugiés (JRS), partenaire du HCR, a formé 23 organisations dirigées par des réfugiés aux compétences de management et de gestion de programmes, tandis qu'au Bangladesh, le HCR a fourni du matériel pédagogique à 28 organisations communautaires rohingyas qui gèrent environ 242 centres d'apprentissage.

Le HCR a réalisé 898 exercices d'évaluation participative dans le monde pour contribuer à la conception de ses programmes. Le Bureau multi-pays du HCR en Argentine a organisé des groupes de discussion avec 654 bénéficiaires, en personne ou virtuellement, tandis qu'au Liban, le HCR a mené une évaluation participative auprès de 643 personnes. Au Kenya, 75 groupes de discussion ont impliqué 759 personnes en zone urbaine, et en Somalie, 674 personnes ont participé à 29 groupes de discussion.

Le HCR s'est efforcé d'impliquer les organisations dirigées par des réfugiés dans l'identification des obstacles à leur propre participation. Le HCR et la Coalition européenne pour les migrants et les réfugiés ont organisé une « [Conférence pour ReConnecter les réfugiés](#) » (en anglais) qui a réuni 175 organisations dirigées par des réfugiés, dirigeants, défenseurs et volontaires originaires de 27 pays afin de promouvoir la participation des réfugiés en Europe. À l'échelle mondiale, le HCR a mis en place une [Équipe spéciale interdivisions](#) (en anglais) soutenue par un conseil consultatif provisoire de 26 organisations dirigées par des réfugiés. Cette équipe a élaboré des recommandations et des outils comme une checklist de la participation effective dans les événements mondiaux, un outil de cartographie, l'élaboration et le pilotage d'une convention de subvention. Elle a aussi organisé un événement parallèle sur la participation effective lors de la Réunion des hauts responsables.

Défis et besoins non satisfaits

Les restrictions liées au COVID-19 ont entravé la protection communautaire dans de nombreuses opérations, dans les camps et en zone urbaine. Ces problèmes ont parfois été surmontés grâce à des solutions numériques à distance, mais la connectivité était mauvaise et l'accès aux moyens numériques était limité, en particulier pour les femmes et les filles, dans des pays comme le Bangladesh, le Costa Rica et la République démocratique du Congo (RDC).

L'insécurité et la violence ont également créé des obstacles et empêché la pleine participation des communautés déracinées. Ce fut le cas en Afghanistan, en El Salvador et au Tchad. Dans de nombreux pays, l'inégalité liée au genre et les normes et obstacles culturels ont eu un impact important sur la participation des femmes et des filles. Certaines opérations ont signalé que des femmes avaient été menacées et se sentaient en insécurité quand elles intervenaient dans les activités communautaires de leadership.

Dans plusieurs pays, notamment au Liban et en RDC, la situation socioéconomique a eu un impact sur l'engagement et la participation des communautés ainsi que sur leur capacité d'accéder aux services et aux activités. De nombreuses opérations ont indiqué que le sous-financement limitait leur capacité de soutenir des initiatives dirigées par les communautés, de créer des espaces pour que les communautés se rencontrent et s'organisent, et de verser des primes aux volontaires communautaires.



FOCUS : Renforcer la coexistence pacifique

Les actions du HCR dans le domaine de la protection communautaire ont couvert une grande diversité de programmes et d'activités visant à favoriser la coexistence pacifique à l'intérieur et entre les communautés déracinées et les communautés d'accueil. Les programmes destinés aux rapatriés en Côte d'Ivoire, au Mali, au Myanmar, en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud ont surtout permis de soutenir la reprise économique dans les lieux de retour.

Certains programmes, par exemple au Brésil, en Jordanie et en Mauritanie, ont favorisé l'émancipation et la participation des femmes dans des programmes de coexistence pacifique. Des programmes visant à atténuer, prévenir et répondre à la discrimination et la xénophobie envers les réfugiés et les demandeurs d'asile ont été mis en œuvre en Afrique du Sud, en Colombie, au Costa Rica, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Grèce et en Malaisie.

Le HCR a mis en œuvre des projets à petite échelle pour intégrer les populations d'accueil et les populations déracinées en Afghanistan, en Inde, au Liban, au Mozambique, au Nigéria, aux Philippines, en République centrafricaine, en République du Congo, en République-Unie de Tanzanie, au Soudan, en Ukraine et au Yémen. Des programmes de protection et de solutions par zones en Iraq, des projets de solidarité avec la communauté d'accueil au Bangladesh et les caravanes de la paix au Tchad figurent parmi les autres initiatives de coexistence pacifique.

Les opérations au Cameroun, en France, au Ghana, en Indonésie et au Kenya ont mis l'accent sur l'éducation comme fondement de la cohésion sociale. Les efforts du HCR pour vacciner les personnes déracinées ont été étendus aux communautés d'accueil au Costa Rica, en Inde, en Libye, en Malaisie et au Mexique. Des approches innovantes s'appuyant sur les arts et d'autres programmes de renforcement des compétences ont contribué à la cohésion au Brésil, en Géorgie et en République du Congo, tandis que des programmes sportifs entre personnes déracinées et communautés d'accueil en Colombie, en Éthiopie, au Niger, en RDC et au Soudan du Sud ont impliqué les jeunes comme agents de coexistence pacifique. Certaines initiatives ont eu recours aux médias sociaux pour promouvoir la coexistence pacifique, comme une ligne d'information sur WhatsApp en Équateur qui a touché plus de 22 170 personnes. Les opérations en Équateur et en France ont collaboré avec des influenceurs des médias sociaux, notamment des réfugiés, pour encourager la coexistence pacifique.



Redevabilité envers les personnes affectées

© HCR/Abdulhakeem Obadi

Saleem Abdo, un employé de l'[Association Jeel Albena pour le développement humanitaire](#), un partenaire du HCR, échange avec des déplacés internes dans le camp de As Sukhnah à Al-Hudaydah, où l'association Jeel Albena, la lauréate de la [distinction Nansen du HCR pour les réfugiés 2021](#), fournit des articles de secours essentiels et des abris.

Priorités stratégiques globales
Protection internationale
Voir page 15 pour les résultats des PSG



Résultats et réalisations

Le HCR s'attache à écouter systématiquement les personnes, à répondre à leurs besoins et à veiller à ce que les populations avec et pour lesquelles il travaille soient des acteurs centraux de la réponse. Eu égard à cet engagement, en 2021, le HCR a élaboré un [plan quinquennal pour renforcer sa redevabilité envers les personnes affectées](#) (en anglais) et a alloué des ressources pour mieux assurer son engagement et son soutien aux efforts collectifs menés dans ce domaine.

Le HCR s'est appuyé sur son ancrage dans le système humanitaire pour diriger des actions dans le domaine de la redevabilité envers les personnes affectées, en qualité de coprésident avec l'UNICEF du [groupe de résultats n°2 sur la redevabilité et l'inclusion](#) du Comité permanent interorganisations (IASC) (en anglais), et pour promouvoir une participation et une inclusion accrues des communautés

affectées dans les infrastructures humanitaires existantes. Par exemple, le [Forum sur l'engagement des réfugiés](#) (en anglais) en Ouganda dispose d'une structure de leadership représentative dans le cadre de laquelle les membres élus peuvent directement défendre les intérêts de leurs communautés. Le travail réalisé dans le cadre de l'[Équipe spéciale interdivisions](#) (en anglais) sur la participation effective a été un élément clé dans ce domaine, et il a permis d'assurer la redevabilité envers les communautés affectées (voir la section sur la *protection communautaire* à la page 161).

En s'inspirant des efforts réalisés en 2020 au début de la pandémie, le HCR a défendu l'idée que [l'information](#) était une forme d'assistance, tout en soulignant la nécessité impérieuse de mettre en place des mécanismes sûrs et accessibles de retour d'informations, notamment pour les plaintes sensibles comme celles relatives à l'exploitation et aux abus sexuels.

Tout au long de l'année 2021, le HCR a investi dans de multiples canaux de communication pour maintenir une proximité avec les personnes relevant de sa compétence. Il a notamment développé davantage les méthodes de centres d'appel (ou centres de contact), par exemple le mécanisme d'orientation et de réponse interagences en Ouganda et les grands centres d'appel exploités en Jordanie, au Liban et en Türkiye. Pour soutenir les efforts de diversification des canaux de communication, le HCR a publié « [Utiliser les médias sociaux dans la protection communautaire : un guide](#) » (en anglais) qui a évolué depuis lors vers un [microsite](#) (en anglais) contenant de nouveaux outils et conseils. Le HCR utilise les médias sociaux et les applications de messagerie comme un canal de communication parmi d'autres avec les personnes relevant de sa compétence. Un nouveau projet-pilote WhatsApp – au Brésil, au Chili, en Équateur, en Indonésie et au Soudan – a atteint plus de 38 000 personnes, leur permettant de contacter le HCR et de poser des questions sur le COVID-19 et sur d'autres services de protection.

Grâce au soutien du HCR en Jordanie, les dirigeants communautaires ont géré des « arbres WhatsApp » et atteint plus de 62 000 réfugiés. Par le biais de ces « arbres », les dirigeants communautaires ont pu transmettre les retours d'informations des réfugiés directement au HCR. Pour s'assurer que personne n'était laissé pour compte, les dirigeants communautaires ont également effectué des visites au domicile des réfugiés qui avaient moins accès aux canaux numériques pour partager des informations.

Ils ont aussi mobilisé d'autres membres des communautés pour échanger des informations et organiser des réunions communautaires afin d'atteindre les réfugiés de tout âge et de tout genre et avec des caractéristiques diverses.

Sur la base des recherches menées en 2020 et 2021, le HCR a amélioré l'accessibilité et les possibilités d'utilisation des pages help.unhcr.org. 14 nouvelles pages ont été créées en 2021, notamment celles conçues dans les Républiques islamiques d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan quelques jours après la prise du pouvoir par les Talibans en Afghanistan, qui ont permis de fournir immédiatement aux Afghans des informations sûres, fiables et pertinentes. Des pages avec des contenus accessibles aux enfants ont également été créées.

En s'appuyant sur les informations tirées de l'évaluation intitulée « [Accès au numérique, besoins de communication et pratiques communautaires](#) » menée en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger en 2021, le HCR et ses partenaires ont pu lancer de nouvelles campagnes numériques en utilisant les canaux de communication privilégiés, comme les SMS, les réponses vocales interactives et les groupes WhatsApp. Cela a permis un meilleur échange d'informations avec les communautés sur des questions comme les violences de genre, la protection de l'enfance, l'éducation, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, l'apatridie et le rapatriement volontaire.



65% des opérations disposaient de systèmes opérationnels de retour d'informations et de réponse à canaux multiples, conçus sur la base de consultations avec les communautés.
Objectif : **85%**



89% des pays où les régions habitées par des réfugiés, des déplacés internes et d'autres personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de campagnes d'informations sur les risques liés au COVID-19.
Objectif 2021 : **100%**
Pays communiquant des informations : **140**

Défis et besoins non satisfaits

En 2021, des ressources supplémentaires étaient nécessaires au niveau opérationnel pour la redevabilité envers les personnes affectées, notamment les bons outils et les bonnes technologies, comme des centres de contact, des applications de messagerie, des boîtes à outils et des conseils, ainsi que du personnel formé et des effectifs. L'utilisation des données issues des retours d'informations et la collaboration avec les communautés avaient aussi besoin d'être améliorées, pour veiller à ce que la programmation et la prise de décisions tiennent compte de leur avis. Cela est difficile car il s'agit de données qualitatives non structurées issues de sources variées, en ligne et hors ligne, ce qui nécessite d'investir dans des systèmes d'analyse. Le HCR reconnaît également la nécessité d'améliorer les communications entre toutes les initiatives et les organisations et s'emploie à mieux intégrer la redevabilité envers les personnes affectées, l'inclusion et la prévention de l'exploitation et des abus sexuels dans toutes les réponses humanitaires et surtout au début d'une urgence.

Malgré leur impact décisif, [seuls 30% des engagements](#) (en anglais) pris lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2019 ont intégré des considérations relatives à l'âge, au genre et à la diversité.

Le HCR a élaboré des [recommandations pour l'intégration d'éléments relatifs à l'âge, au genre et à la diversité](#) (en anglais) lors des événements de bilan menant à la Réunion des hauts responsables et lors de cette réunion elle-même. Un [événement de bilan spécialement consacré aux questions d'âge, de genre et de diversité](#) (en anglais) a été organisé en juin 2021 et des outils dans ce domaine ont été lancés lors d'un [événement parallèle à la Réunion des hauts responsables](#) (en anglais).

En tant que domaine prioritaire des nouvelles « [Orientations stratégiques du HCR pour la période 2022-2026](#) » (en anglais), le HCR intensifie ses efforts en matière de redevabilité envers les personnes affectées pour construire une culture d'« organisation à l'écoute », en intégrant davantage de services et d'outils numériques à travers tout le HCR, de processus efficaces pour l'adoption de nouvelles technologies de communication sûres, et en jouant un rôle moteur en matière de redevabilité envers les personnes affectées dans les situations d'urgence. Ce plan quinquennal a été élaboré pour répondre aux défis spécifiques identifiés à la suite de vastes consultations menées dans toute l'organisation en 2020 et 2021.



Protection de l'enfance, engagement et autonomisation des jeunes

© HCR/Ariel Hurtado

Après l'école, Sebastián, 10 ans, se rend au centre communal de loisirs pour enfants de San José de Calasanz, l'un des trois centres du même type soutenus par le HCR à Santiago, au Chili, pour permettre aux parents de familles vénézuéliennes vulnérables de travailler ou de chercher un emploi.

Résultats et réalisations

Dans les situations de crise et de déplacement, les enfants, les adolescents et les jeunes risquent de subir diverses formes d'abus, la séparation de leurs accompagnants, la négligence, la violence, l'exploitation, la traite et le recrutement militaire. Un [audit](#) (en anglais) et une [évaluation](#) (en anglais) menés en 2021 ont pris la mesure de l'étendue des activités mondiales du HCR destinées à protéger et à aider les enfants. Le HCR a publié des conseils techniques, notamment des « [Principes directeurs pour la procédure relative à l'intérêt supérieur](#) » et une [boîte à outils](#) (en anglais), ainsi qu'un « [Guide technique des procédures adaptées aux enfants](#) » et des « [lignes directrices sur l'autonomie supervisée des mineurs isolés](#) » (en anglais). Le HCR a également contribué à la publication intitulée « [Les non protégés: rapport annuel sur les financements pour la protection de l'enfance](#) » (en anglais).

Le HCR a élaboré un tableau de bord qui donne un aperçu interactif de toutes les données disponibles sur la protection de l'enfance. Il a aussi soutenu une gestion des informations de qualité pour la gestion des dossiers, en utilisant le module sur la protection dans proGres v4 pour créer près de 27 000 dossiers de protection de l'enfance dans 38 pays.

Sur 66 opérations du HCR ayant communiqué des informations sur les questions de protection de l'enfance en 2021, 82% ont dénoncé un manque de prise en charge adaptée aux mineurs isolés, 68% l'accès limité aux services de protection de l'enfance, 52% les risques juridiques et pour la délivrance de documents, 44% les préoccupations de santé physique et mentale, 41% les risques liés aux violences de genre et 26% les violences physiques ou psychologiques ou les abus.

Priorités stratégiques globales

Évaluations de l'intérêt supérieur de l'enfant
Accès aux services nationaux de l'enfance
Voir page 13 pour les résultats des PSG



53 549 évaluations de l'intérêt supérieur de l'enfant réalisées.
Résultat 2020 : 45 974



80 projets dirigés par des jeunes ont été soutenus par le HCR. Objectif : 30. Résultat 2020 : 30

Des progrès ont été réalisés au Mali, au Niger, au Pérou et en République bolivarienne du Venezuela concernant l'inclusion des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les systèmes nationaux de protection de l'enfance. Des progrès ont été aussi enregistrés concernant l'inclusion des déplacés internes au Nigéria où le HCR a formé près de 600 personnes chargées de développer et de mettre en œuvre des services de protection de l'enfance. Au Pérou, le HCR a formé près de 2600 personnes, renforçant les capacités nationales et améliorant l'accès des réfugiés et des demandeurs d'asile à la protection de l'enfance.



507 comités d'enfants et d'autres structures étaient opérationnels. Objectif : 600

92% des opérations ont œuvré pour le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance et des procédures adaptées aux enfants et 86% pour la mise en place de programmes, de partenariats et de coordination en matière de protection de l'enfance. La même proportion, soit 86% des opérations, ont fourni des services dans le domaine de la protection de l'enfance, ce qui a permis d'augmenter de 16% le nombre d'évaluations de l'intérêt supérieur de l'enfant à l'échelle mondiale après une baisse de 18% en 2020. 64% des opérations se sont impliquées dans des activités visant à améliorer la résilience et les compétences pratiques des enfants, notamment par l'éducation, le sport, l'art ou d'autres activités, tandis que 58% ont mené des activités d'engagement communautaire comme des initiatives de changement de



58% ou plus des mineurs isolés ont fait l'objet d'une procédure de détermination de leur intérêt supérieur (lancée ou terminée). Objectif : 70%



13 pays ont garanti aux enfants relevant de la compétence du HCR un accès non-discriminatoire aux services nationaux de protection de l'enfance et aux services sociaux. Objectif : 30. Résultat 2020 : 15

comportement ou des espaces adaptés aux enfants. 44% des opérations ont soutenu les familles s'occupant d'enfants, en leur fournissant notamment des conseils juridiques et des aides en espèces, un soutien psychosocial et en apportant un soutien aux familles d'accueil.

Au [Belize](#) (en anglais), plus de 100 certificats de naissance ont été délivrés à des nouveau-nés, ainsi que des certificats de naissance tardifs à des adultes. Cela constitue une avancée majeure dans la mesure où une « analyse des obstacles à l'enregistrement des naissances » avait conclu en 2016 que 3 à 5% des naissances n'étaient pas enregistrées dans ce pays. Au Soudan du Sud, la formation et le mentorat des agents communautaires de proximité ont conduit à ce que le nombre d'évaluations de l'intérêt supérieur des mineurs isolés et d'autres enfants à risque excède l'objectif initial de 124%, tandis que les orientations vers des prestataires de services pour apporter un soutien aux enfants vulnérables ont dépassé l'objectif de 136%.

Des jeunes originaires de près de 40 pays ont participé à 10 dialogues régionaux pour la jeunesse en 2021, pour discuter des défis auxquels ils sont confrontés, de leurs idées de solutions et de leurs recommandations pour une participation effective afin d'atteindre les objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés.

Défis et besoins non satisfaits

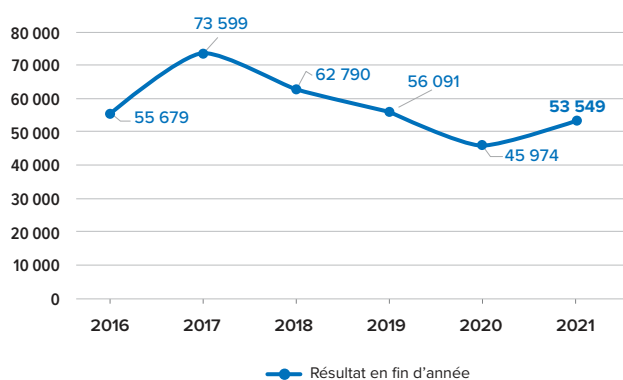
56% des opérations ont cité le COVID-19 comme un défi majeur, dans la mesure où la crise sanitaire a réduit l'éducation et les perspectives pour les jeunes tout en augmentant la pauvreté, l'isolement et les violences à l'encontre des enfants, notamment les violences de genre. De nombreuses opérations ont continué de gérer les dossiers à distance et ont collaboré avec les agents et les volontaires communautaires de proximité pour renforcer l'identification et l'orientation.

Les difficultés les plus fréquentes en matière de protection de l'enfance ont concerné les capacités des gouvernements (selon 53% des opérations), les obstacles

administratifs nationaux (52%), les cadres juridiques et politiques (42%), les effectifs du HCR (42%), les financements (39%), l'accès aux personnes relevant de la compétence du HCR (29%), la coordination entre les intervenants (23%), les capacités des partenaires (21%) et le manque de sensibilisation parmi les personnes relevant de la compétence du HCR (20%).

55% des opérations ont signalé que certains besoins n'étaient pas satisfaits en raison de la pauvreté extrême ou d'obstacles économiques, sociaux, culturels ou autres. Les besoins essentiels concernaient notamment le logement/les abris (36%), l'éducation (36%), la santé (23%) et la nourriture ou la nutrition (20%).

NOMBRE D'ÉVALUATIONS DE L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT | 2017-2021





Égalité des genres

© HCR/Sanne Biesmans

Antoine, 40 ans, a bénéficié d'une formation sur la masculinité positive dispensée par l'association [SAFDEF](#) (en anglais), une initiative communautaire qui vise à renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes en République démocratique du Congo où Antoine et sa famille ont été forcés de fuir à cause d'une attaque armée contre leur village.

Priorités stratégiques globales

Participation des femmes dans les structures de leadership et de gestion

Voir page 14 pour les résultats des PSG



25 opérations ont maintenu ou amélioré la participation des femmes dans les structures de leadership et de gestion. Objectif : 54
Résultat 2020 : 48

Résultats et réalisations

L'égalité des genres fait partie intégrante du [mandat de protection du HCR](#) (en anglais).

L'inégalité entre les genres est tout à la fois une cause et une conséquence des déplacements forcés. En 2018, le HCR a défini cinq [engagements](#) actualisés envers les femmes et les filles qui continuaient de guider son action en 2021.

La pratique généralisée de toutes les formes de violences de genre dans les zones de conflit constitue souvent un facteur majeur forçant les personnes à fuir leur foyer. En 2021, les femmes et les filles, déjà confrontées à des inégalités profondes, ont été affectées de manière disproportionnée par ces violences dans les situations de conflit et de catastrophe. [La chute du gouvernement afghan en 2021](#) (en anglais) et la répression des droits des femmes et des filles qui s'en est suivie a contraint beaucoup d'entre elles à fuir. Les menaces à la sécurité font partie des principales causes citées par les femmes et les filles afghanes pour expliquer leur fuite.

La participation des femmes dans les structures de leadership en [Éthiopie](#) (en anglais) est restée faible en 2021, ces dernières étant exclues de la prise de décisions dans ce conflit prolongé.

La [pandémie](#) a exacerbé les inégalités entre les genres, les femmes et les filles déracinées étant affectées de manière disproportionnée par la perte de leurs moyens de subsistance et de leur autonomie économique, l'augmentation du travail domestique non rémunéré, les perturbations de scolarité et les risques sanitaires accrus. Le HCR a publié le document « [Protéger les femmes et les filles déracinées pendant la pandémie de COVID-19](#) » (en anglais) afin de partager les bonnes pratiques et les recommandations sur comment faire face. D'autres recommandations sur l'intégration de l'égalité des genres dans l'action humanitaire en général ont été énoncées lors de [l'événement de haut niveau sur l'égalité des genres](#) (en anglais) qui s'est tenu en juin avec le soutien du HCR. Le mois suivant, le HCR est devenu signataire du nouveau

« [Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire](#) » au cours du [Forum sur l'égalité entre générations](#), et s'est engagé à augmenter les ressources pour prévenir et prendre en charge les violences de genre et à faire davantage pour soutenir l'égalité des genres, en collaborant notamment avec des organisations dirigées par des femmes afin d'assurer que la voix des femmes et des filles soit entendue. Le HCR [a collaboré avec](#) (en anglais) l'équipe [d'audit sur le genre dirigée par des réfugiés](#) (en anglais), qui a contribué et façonné le processus menant à un cadre d'engagements à plus long terme en matière d'égalité des genres et d'émancipation des femmes et des filles, en lien avec le Pacte mondial sur les réfugiés. L'équipe a audité la [Réunion des hauts responsables](#) du HCR et des événements parallèles, et produit des recommandations pour le Forum mondial sur les réfugiés de 2023. Le centre commun de données codirigé par la Banque mondiale et le HCR a publié « [Les dimensions de genre dans la problématique des déplacements forcés](#) » (en anglais), un recueil de recherches récentes, tandis que le HCR a publié une note d'information sur « [L'égalité des genres, les lois sur la nationalité et l'apatridie](#) » (en anglais) et contribué à une [brochure présentant des bonnes pratiques](#) pour inclure les femmes et les filles apatrides dans les programmes humanitaires (en anglais).

Le HCR s'est engagé à assurer la participation égale et effective des femmes et des adolescentes dans tous les processus et structures de décision dans les contextes de déplacements forcés. En Inde, la participation des femmes à des instances de direction est passée de 39% en 2019 et 2020 à 45% en 2021, mais ce niveau est inférieur à celui de 2017 et 2018, les femmes ayant été freinées par le manque de connectivité, en particulier les femmes et les filles rohingyas en dehors de New Delhi. Au Soudan, les efforts visant à inclure les femmes dans la direction des camps ont également porté leurs fruits, les femmes occupant 25% des rôles de leadership, ce qui représente une augmentation importante par rapport à 5% l'année précédente. En République-Unie

de Tanzanie, 1671 dirigeants réfugiés ont été élus dans le camp de Nyarugusu, dont 812 femmes. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, les femmes et les filles déplacées internes subissaient constamment des menaces contre leur protection, ce qui a incité le HCR et ses partenaires à prendre des mesures pour impliquer les femmes dans le processus de décision et la consolidation de la paix. À la fin de 2021, 71 femmes participaient activement au processus décisionnel dans les communautés, aidant le HCR à répondre aux besoins de protection et à formuler les solutions pour les femmes et les filles.

Défis et besoins non satisfaits

Tout au long de 2021, la pandémie a limité la capacité du HCR à protéger les femmes et les filles déracinées et apatrides. Les restrictions à la circulation ont aggravé les inégalités, les violences de genre, l'exploitation et les abus sexuels, et ont entravé l'accès des femmes et des filles aux informations et à la prise de décisions. Au Liban, le scepticisme vis-à-vis du vaccin contre le COVID-19 a constitué un sujet de préoccupation et le HCR s'est efforcé d'améliorer les messages et la communication en matière de santé pour contrer les perceptions erronées à propos du vaccin, notamment pour les enfants et les femmes enceintes et allaitantes. Au Soudan, le HCR et ses partenaires n'ont pu dispenser que quelques sessions de formation et de sensibilisation sur les violences de genre, en partie à cause des restrictions liées à la pandémie. Dans certains pays, l'illettrisme est demeuré un défi, ainsi que les normes culturelles restrictives et les attitudes profondément patriarcales empêchant les femmes d'assumer des rôles de leadership.

Par ailleurs, le manque de financements a entravé la collecte des données nécessaires pour répondre aux besoins de protection et fournir des services de protection adéquats, notamment aux communautés isolées, ainsi que l'expertise technique sur les moyens de subsistance et autres activités.



74 membres du personnel ont achevé le programme en ligne sur l'égalité des genres, programme lancé en anglais en 2020 et traduit en français et en espagnol en 2021.



Le HCR a fourni des instructions aux opérations dans COMPASS afin de veiller à ce que la programmation tienne compte de l'âge et du genre.

Protéger les personnes en situation de handicap et les personnes âgées

© HCR/Abdulhakeem Obadi

Saad Hussein Ibrahim Yahya, 70 ans, et Awad Jaber Sagheer, 75 ans, deux déplacés yéménites vivant dans le camp de déplacés de Sukhnah à Al-Hudaydah.



1400 employés du HCR et de ses partenaires ont été formés pour identifier les réfugiés en situation de handicap lors de l'enregistrement.



6 webinaires régionaux et **2** webinaires mondiaux en ligne sur le renforcement de la protection des personnes déplacées en situation de handicap. Objectif : **3** régions



7 consultations régionales et **2** consultations mondiales avec des organisations de personnes en situation de handicap.

Résultats et réalisations

La sous-identification des personnes en situation de handicap représente une difficulté importante pour faciliter et surveiller leur accès à la protection et à l'assistance. Selon les estimations, **15%** (en anglais) de la population mondiale possèdent un handicap, ce qui voudrait dire que 13 millions des 89 millions de personnes déracinées dans le monde possèdent un handicap. Pour lutter contre cette invisibilité, le HCR a intégré dans son système d'enregistrement un outil standardisé des Nations Unies pour l'identification des personnes en situation de handicap, les « [questions du groupe Washington sur les statistiques en matière de handicap](#) » (en anglais). Afin d'utiliser correctement ces questions, plus de 1400 employés du HCR et de ses partenaires ont suivi une formation en ligne et reçu des documents d'orientation concernant les données relatives aux personnes en situation de handicap.

Les opérations du HCR ont fourni des services ciblés à environ

480 000 personnes en situation de handicap en 2021, dont au moins 7615 enfants. Le HCR a aussi fourni des services ciblés à 71 796 personnes âgées. Ces services ont notamment concerné l'accès à l'éducation inclusive, des aides en espèces ciblées, la gestion des cas de protection, le développement des compétences, la réadaptation et des appareils fonctionnels pour faciliter leur autonomie. En Ukraine, les personnes en situation de handicap représentaient 19% des cas individuels de protection du HCR en [décembre 2021](#) (en anglais). En Afghanistan, le groupe sectoriel chargé de la protection, dirigé par le HCR, et ses quatre domaines de compétence ont soutenu au moins 143 963 personnes en situation de handicap.

Afin de renforcer davantage les capacités du personnel du HCR et de ses partenaires sur l'inclusion du handicap, le HCR a publié un « [guide de l'animateur pour travailler avec les personnes en situation de handicap dans les contextes de déplacement forcé](#) » (en anglais) et a organisé une formation initiale à l'échelle régionale et mondiale en

partenariat avec l'[Alliance Internationale du handicap](#) (IDA) (en anglais), un réseau de 14 organisations mondiales et régionales de personnes en situation de handicap. Un camp de formation virtuel sur l'accessibilité numérique a rassemblé des participants provenant d'organisations dirigées par des réfugiés et d'organisations de personnes en situation de handicap au Kenya, au Malawi, en Ouganda et en Somalie pour concevoir des solutions innovantes pour [l'inclusion numérique](#) des réfugiés en situation de handicap (en anglais). Des formations sur l'inclusion du handicap ont également été organisées en Algérie, en Allemagne, au Ghana, au Honduras, en Jordanie, au Kenya, au Malawi, au Myanmar, en République arabe syrienne, en République-Unie de Tanzanie, en Roumanie et au Rwanda.

Reconnaissant l'importance du rôle des organisations de personnes en situation de handicap pour trouver des solutions les concernant, le HCR et IDA ont développé une [page internet](#) (en anglais) et un [document introductif](#) en quatre langues et en langue des signes internationale pour faire connaître les objectifs de leur collaboration aux 1400 membres d'IDA. Sept consultations régionales, un atelier mondial avec des jeunes en situation de handicap, et une consultation avec la [Fédération Mondiale des Sourds](#) (en anglais) ont permis d'identifier les préoccupations et les priorités pour inclure les personnes déracinées et apatrides en situation de handicap dans les prochaines étapes. Les recommandations concernant les prochaines étapes ont été intégrées dans un [rapport](#) en quatre langues et en langue des signes internationale (en anglais). D'autres rapports régionaux sur la situation des [personnes en situation de handicap](#) (en anglais) et les [personnes âgées](#) (en anglais) ont été lancés dans les Amériques et en [Afrique de l'Ouest et du Centre](#), suivis d'outils sur [l'accessibilité numérique](#). Des supports de formation sur la protection des personnes âgées déracinées ont été élaborés et seront expérimentés aux Amériques.

En outre, au moins 30 opérations du HCR ont mené des consultations avec des personnes en situation de handicap, et des réfugiés en situation de handicap ont participé à des groupes communautaires et comme volontaires en Algérie, au Bangladesh, en Türkiye et en République bolivarienne du Venezuela. Dans ce pays, des femmes en situation de handicap ont participé au projet *Empowering Refugee Women* visant à responsabiliser les femmes réfugiées.

Temps fort de l'année, la participation de la toute première [équipe paralympique de réfugiés](#) aux Jeux Olympiques de Tokyo a envoyé un message au monde entier sur le pouvoir du sport pour promouvoir l'inclusion.

Défis et besoins non satisfaits

Les conséquences du sous-financement ont eu un impact direct sur la protection des personnes en situation de handicap et des personnes âgées. Au moins 57 opérations n'ont pas pu fournir d'assistance à toutes les personnes identifiées comme en besoin. Les besoins non satisfaits ont notamment concerné l'accès aux soins médicaux, l'éducation inclusive, les moyens de subsistance, la rééducation et les appareils fonctionnels. Les enfants en situation de handicap ont rencontré des difficultés pour accéder à l'éducation en raison du nombre limité d'enseignants expérimentés, du manque d'installations accessibles et des difficultés pour atteindre les écoles. La pandémie a exacerbé ces difficultés dans la mesure où l'apprentissage à distance et les emplois virtuels étaient moins accessibles pour les enfants et les adultes en situation de handicap. Le HCR poursuivra ses efforts pour rendre les espaces numériques accessibles aux personnes en situation de handicap tout en assurant un accès égalitaire aux espaces physiques et à l'information [tout au long de 2022](#) (en anglais).



Le HCR a publié une mise à jour des « [notes d'orientation](#) » et un [rapport régional sur les personnes âgées en situation de déplacement forcé](#) (en anglais).



480 000 personnes en situation de handicap, dont au moins 7615 enfants, ont bénéficié de services ciblés.



71 796 personnes âgées ont bénéficié de services ciblés.



Protéger les personnes LGBTIQ+ dans les situations de déplacement forcé

© HCR/Nicolo Filippo Rosso

Andrea, une femme transgenre âgée de 30 ans originaire d'une zone rurale en El Salvador, s'entretient avec une employée du HCR. La communauté LGBTIQ+ fait partie des communautés les plus vulnérables, les personnes gay, lesbiennes et transgenre étant souvent forcées de fuir les abus et les violences. (*Le nom a été changé pour des raisons de protection.)*



Le HCR a publié une mise à jour sa « [Note d'orientation](#) » et a actualisé, avec l'OIM, le [module de formation commun SOGIESC](#) (en anglais).



110 employés ont bénéficié d'initiatives d'apprentissage structuré : 2 programmes de formation et 2 formations de formateurs.

Résultats et réalisations

Le HCR s'est investi dans la protection et les solutions en faveur des personnes déracinées et apatrides lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes et queers (LGBTIQ+) en formant son personnel et celui de ses partenaires, en créant des espaces sûrs et des services inclusifs, en soutenant les organisations LGBTIQ+ de terrain et en élargissant la coalition des acteurs par le plaidoyer et le dialogue. Le HCR et l'[expert indépendant](#) des Nations Unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ont organisé une [table ronde](#) avec plus de 600 participants sur la protection et les solutions pour les personnes LGBTIQ+ en situation de déplacement forcé et présenté [une analyse globale](#) des difficultés rencontrées (en anglais), ce qui a conduit à l'élaboration de [39 recommandations](#) (en anglais).

Le HCR a mis à jour sa « [Note d'orientation : travailler avec les personnes LGBTIQ+ en situations de déplacement forcé](#) », produit une [fiche de conseils](#) (en anglais) sur la mise en œuvre de sa politique en matière d'âge, de genre et de diversité dans son travail avec les personnes LGBTIQ+, élaboré un [module de formation](#) (en anglais) actualisé conjointement avec l'OIM et une formation en ligne pour son personnel et celui de ses partenaires. En 2021, 148 employés ont suivi la formation en ligne du HCR sur le travail avec les personnes LGBTIQ+ en situations de déplacement forcé.

Aux Amériques, le HCR a soutenu les efforts menés par le [réseau régional pour la mobilité humaine des personnes LGBTIQ+](#) (en espagnol) pour créer des services inclusifs et des parcours d'orientation sûrs pour les personnes déracinées LGBTIQ+.

Cette collaboration a facilité l'intégration de services respectueux des personnes LGBTIQ+ dans le [réseau régional d'espaces de soutien](#) (en anglais), une initiative interagences de la plateforme R4V, qui comprenait 206 espaces de soutien bénéficiant à 250 000 personnes dans [huit pays](#) (en anglais) de toute la région en 2021. Plus de 20 organisations ont fourni des services spécialisés à des personnes LGBTIQ+, notamment des informations, des orientations, des connexions sans fil, des premiers secours psychologiques, une assistance médicale et un accès sûr aux services en eau, assainissement et hygiène.

En El Salvador, le partenaire du HCR *COMCAVIS TRANS* soutient des femmes trans et d'autres personnes LGBTIQ+ déplacées, en leur offrant une aide juridique et un soutien psychosocial individuel. Dans tout le pays, *COMCAVIS TRANS* responsabilise des groupes communautaires pour améliorer les réseaux de soutien et défend activement les droits de la communauté LGBTIQ+. En Italie, le HCR aide des organisations LGBTIQ+ à accéder à des financements pour mettre en place des centres anti-discrimination. En collaboration avec [Il Grande Colibri](#) (en anglais), une organisation dirigée par des réfugiés LGBTIQ+, le HCR a lancé une campagne d'information appelée « [lo ho diritto alla salute](#) » (en italien) à destination des hommes et des LGBTIQ+ ayant subi des violences de genre. La [Note d'orientation](#) (en italien) pour travailler avec les personnes LGBTIQ+ en situations de déplacement forcé et un [guide de poche sur les violences de genre](#) (en italien) ont été traduits en italien et diffusés largement parmi les acteurs institutionnels et non-institutionnels, notamment les centres d'accueil et les organisations communautaires.

Défis et besoins non satisfaits

Si les investissements réalisés ces dernières années ont amélioré l'espace de protection pour de nombreuses personnes LGBTIQ+ déplacées et apatrides, d'immenses défis restent à relever. Près de 70 pays continuent de criminaliser les personnes LGBTIQ+ et maintiennent des lois discriminatoires, ce qui crée un contexte propice à l'hostilité institutionnelle et publique et où les actes d'exploitation et de violence envers les personnes LGBTIQ+ restent impunis. La stigmatisation et la discrimination vécues par les personnes LGBTIQ+ les forcent à dissimuler leur identité, ce qui complique leur identification par les acteurs humanitaires et la fourniture d'un soutien rapide. Pour surmonter les réalités politiques, culturelles, religieuses et autres profondément ancrées qui entravent les progrès dans ce domaine, les diverses parties prenantes doivent continuellement privilégier et investir dans le plaidoyer et la prise en charge. Pour créer des espaces sûrs et mettre en place des services sûrs et inclusifs, il est nécessaire d'augmenter les investissements dans les ressources humaines et les partenariats, notamment avec les organisations LGBTIQ+ de terrain. Cependant, de tels partenariats sont souvent entravés par l'existence de lois nationales discriminatoires et/ou d'exigences lourdes que ces organisations ne peuvent pas remplir. Le HCR investit dans la formation de son personnel et l'élaboration de nouveaux outils pour remédier à certains de ces obstacles et renforcer ses capacités pour s'engager dans des partenariats directs avec les organisations communautaires et locales.



600 participants ont assisté à une [table ronde mondiale](#) (en anglais), dont **204** (31%) issus de la société civile et **78** (12%) issus d'organisations dirigées par des réfugiés.

Apporter une aide vitale



Nawal, réfugiée syrienne mère célibataire de cinq enfants, reçoit un SMS l'informant qu'elle recevra des aides en espèces du HCR pour l'hiver. Elle est prise en photo avec sa plus jeune fille, Raneem, 10 ans, chez elle à Amman en Jordanie.

© HCR/Mohammad Hawari

Les crises humanitaires sont de plus en plus complexes, et les contraintes en matière d'accès et de sécurité évoluent rapidement. La pandémie de COVID-19 et les effets aggravants du changement climatique ont intensifié ces difficultés et exacerbé les inégalités. Dans le monde entier, les réfugiés, les déplacés internes, les apatrides et les rapatriés continuent d'être touchés par de nouvelles situations d'urgence ainsi que par des situations prolongées, ce qui engendre des besoins humanitaires et de protection record et met les ressources existantes à rude épreuve. Rien qu'en 2021, le HCR a publié 40 nouvelles déclarations d'urgence dans 29 pays. En Afghanistan, le HCR a fourni des articles de secours essentiels, des aides en espèces et d'autres types d'aide d'urgence à environ 1 million de déplacés internes ; en Éthiopie, les interventions de protection et l'aide du HCR ont bénéficié à 1,2 million de déplacés internes. Pour ces deux situations, l'urgence de niveau 3 a été activée, déclenchant une réponse de l'ensemble du HCR. À la fin de l'année, 33 opérations du HCR avaient identifié des risques élevés d'apparition ou d'aggravation de situations d'urgence à risques multiples dans les sites de réfugiés et de déplacés internes.

Le HCR a mobilisé sa capacité opérationnelle pour apporter une réponse rapide et coordonnée aux situations d'urgence, notamment en renforçant ses effectifs et en fournissant des articles de secours essentiels, tout en apportant un soutien aux opérations en matière de sécurité. En outre, le HCR a progressé dans la révision de sa « [Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence](#) » (en anglais), qui sera mise à jour en 2022. Les modifications apportées à cette politique visaient à simplifier les procédures, à renforcer la prévisibilité et l'efficacité de la préparation et de la réponse aux risques climatiques et à d'autres risques naturels, et à renforcer les responsabilités et les obligations de rendre compte en matière de coordination dans les situations d'urgence impliquant des réfugiés et des déplacés internes, conformément

à l'évolution générale du HCR vers la décentralisation et la régionalisation. Une programmation rapide et efficace en matière de violences de genre est vitale pour les femmes, les filles et les autres personnes en situation de risque accru. Il est essentiel que dès le début d'une situation d'urgence, des services de qualité de prévention et de prise en charge des violences de genre – soutien psychosocial, santé, sécurité et aide juridique – soient en place, ainsi que des mesures de réduction des risques efficaces dans tous les secteurs.

D'autres mesures de soutien vitales – aides en espèces, soutien à l'accès aux soins de santé, santé mentale et soutien psychosocial, interventions en matière de nutrition, sécurité alimentaire, accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et à un abri, etc. – visaient à répondre aux besoins immédiats des personnes déracinées et des communautés d'accueil. Elles incluaient des mesures de prévention et de réponse à la pandémie de COVID-19. Ces interventions ont été conçues pour renforcer la résilience et favoriser l'inclusion des personnes relevant de la compétence du HCR dans les services existants, contribuant ainsi à améliorer la protection et les solutions apportées aux personnes déracinées.

Dans ce chapitre :

- Préparation et réponse aux situations d'urgence
- Gestion globale des approvisionnements
- Aides en espèces
- Santé publique
- Santé mentale et soutien psychosocial
- Violences de genre : prévention, réduction des risques et prise en charge
- Nutrition et sécurité alimentaire
- Abris et sites d'installation
- Eau, assainissement et hygiène



Préparation et réponse aux situations d'urgence

© UNHCR/Tony Aseh

Hafizullah Sultani, associé du HCR chargé de l'approvisionnement à Kaboul, supervise l'arrivée à l'aéroport de Kaboul du troisième avion chargé de fournitures d'urgence pour les Afghans déplacés et vulnérables.

Priorités stratégiques globales

Préparation et réponse aux situations d'urgence

Voir page 16 pour les résultats des PSG



259 membres du personnel du HCR et **188** des partenaires de réserve d'urgence ont été déployés. Objectif : 200 | Résultats 2020 : 150 et 169

Résultats et réalisations

Le HCR a déclaré 40 nouvelles situations d'urgence dans 29 pays en 2021, dont deux situations d'urgence de niveau 3, déclenchant une réponse de l'ensemble du HCR, et neuf de niveau 2, donnant lieu à un soutien régional. En outre, il a émis 29 déclarations de niveau 1 activant des mesures de préparation proactive, suivant une approche systématique de la préparation des pays voisins comprenant le déploiement de personnel et de ressources. La réponse du HCR à ces situations a été guidée par la « [Politique du HCR sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence](#) » du Haut Commissaire.

Le HCR a géré 447 déploiements d'urgence, dont 306 nouveaux déploiements (soit une augmentation de 43%). 58% des déploiements provenaient des fichiers de réserve d'urgence et de missions internes,

et 42% de contributions en nature des partenaires de réserve d'urgence.

Les destinations incluaient l'Afghanistan, la Colombie, l'Éthiopie, le Mozambique, le Pakistan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC), la République islamique d'Iran, le Soudan, le Tchad et la Thaïlande. 228 membres du personnel du HCR et des partenaires ont participé à des ateliers sur la gestion des situations d'urgence et 211 ont suivi une formation sur ce sujet, telle que le Senior Emergency Learning Programme (SELP), le Situational Emergency Training (SET) et l'Emergency Team Leadership Programme (ETLP). Ces séances de formation ont souligné l'importance de la collaboration avec les partenaires nationaux et la nécessité de les associer à la préparation et à la planification des mesures d'urgence.

Les sept membres de l'équipe de renfort pour les situations d'urgence ont répondu dans les 72 heures aux situations d'urgence, principalement de niveau 2 ou 3, et ont consacré 797 jours à des missions de soutien d'urgence et fonctionnel (contre 814 jours en 2020), principalement en Afghanistan, en Colombie, en Éthiopie, au Myanmar et au Soudan.

Pour soutenir et simplifier les mécanismes de préparation dans leur ensemble, le HCR a aligné l'analyse des risques pour les situations d'urgence avec les processus de gestion globale des risques en introduisant le nouvel outil de gestion des risques relatifs aux situations d'urgence. Par ailleurs, les plans d'urgence ont été intégrés au système de suivi axé sur les résultats du HCR, COMPASS. Le HCR a participé au groupe du Comité permanent interorganisations des Nations Unies sur [l'alerte précoce, l'action rapide et la préparation](#) (en anglais), et a contribué à son rapport semestriel sur l'alerte précoce et à huit notes d'information mensuelles. Ces rapports recensaient 22 potentielles crises humanitaires qui nécessiteraient une réponse coordonnée.

Le service de la sécurité sur le terrain du HCR a répondu lorsque cela était nécessaire à 368 incidents de sécurité et à 36 incidents critiques, et a consacré 259 jours à apporter un soutien d'urgence et fonctionnel aux opérations. Le HCR a organisé huit webinaires pour s'assurer que le personnel de sécurité était en mesure d'appliquer les nouvelles politiques et procédures du Système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Il a également organisé et assuré une formation sur la gestion des incidents de prise d'otages pour le Système de gestion de la sécurité des Nations Unies, à laquelle

22 professionnels de la sécurité du HCR et d'autres organisations ont participé. Au total, plus de 250 membres du personnel ont été formés, notamment à l'analyse et l'élaboration de rapports (63 personnes), à l'approche de la gestion des risques centrée sur la personne (40), à l'évaluation personnelle des risques de sécurité (45), à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et du harcèlement sexuel (90), ainsi qu'au mentorat et au coaching (13). Les conseillers en sécurité sur le terrain ont organisé des webinaires sur le devoir de protection pour 15 lieux d'affectation à haut risque.

Le HCR a facilité le déploiement de personnel de sécurité sur de nombreuses missions d'urgence, notamment en Éthiopie, en RDC, au Soudan et dans la région du Sahel. Du personnel de sécurité sur le terrain formé à la gestion des incidents de prise d'otages a été déployé pour soutenir la gestion d'un incident critique au Nigéria.

Le HCR a continué d'améliorer l'équilibre entre les genres parmi son personnel de sécurité. Ainsi, cinq des six conseillers en sécurité recrutés en externe ainsi qu'un conseiller sur quatre nommés en interne étaient des femmes, soit 60% des nouveaux conseillers en sécurité sur le terrain. Le HCR a soutenu et participé activement aux processus interorganisations, notamment le Comité directeur pour la sécurité routière, le Comité consultatif sur la sécurité et la santé au travail et à l'élaboration d'outils de gestion globale des risques. De nouvelles politiques interorganisations et de nouveaux documents de référence rapide en matière de sécurité ont été diffusés à l'intention des managers et du personnel de sécurité, accompagnés d'instructions appropriées.



439 membres du personnel du HCR et de ses partenaires ont été formés à la préparation/gestion/leadership dans les situations d'urgence. Objectif : 470. Résultat 2020 : 722



60% du personnel de sécurité international recruté en 2021 (6 sur 10) étaient des femmes, dont 5 étaient de nouvelles recrues. Objectif : 50%

Défis et besoins non satisfaits

Parmi les défis relatifs à la gestion des listes de réserve et des déploiements, figuraient la détérioration rapide de situations en termes de sécurité et l'évolution fréquente des critères d'entrée et de vaccination, qui ont rendu les déplacements difficiles. Pour réduire l'impact de ces difficultés, 50 personnels déployés ont commencé leur mission à distance. Malgré ces mesures, le HCR a constaté que plusieurs régions rencontraient des difficultés récurrentes en matière de déploiements d'urgence et de personnel de sécurité.

En raison de la pandémie, certaines activités n'ont pas eu lieu et des formations en présentiel ont été reportées.

Les participants ont indiqué que la formation de sensibilisation à la sécurité des femmes en particulier est peu adaptée à un format en ligne, où il n'est pas possible de garantir des espaces sûrs. La formation a été en grande partie suspendue en attendant qu'elle puisse de nouveau se tenir en présentiel. L'atelier sur la gestion des situations d'urgence et d'autres formations sur ce sujet ont dû se tenir virtuellement, et certains éléments pratiques n'ont donc pas pu être inclus.

Le COVID-19 a également touché directement le personnel de sécurité sur le terrain. Le HCR a affecté du personnel pour assurer à distance le travail indispensable du personnel de sécurité sur le terrain en congé maladie.

Partenaires de réserve du HCR

En 2021, le HCR avait 20 partenariats actifs pour les réponses d'urgence :



CANADEM
Corps de réaction civile internationale, Canada



DEMA
Agence danoise pour la gestion des situations d'urgence



DRC
Conseil danois pour les réfugiés



DSB
Direction de la protection civile de la Norvège



DSS water
Soutien des Pays-Bas, Agence des entreprises néerlandaises



Emergency.lu
Ministère des Affaires étrangères, Luxembourg



Ericsson Response



IHP
International Humanitarian Partnership



iMMAP



Irish Aid
Ministère des Affaires étrangères, Irlande



MSB
Agence suédoise pour la protection civile (MSB)



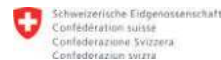
NRC
Conseil norvégien pour les réfugiés, dont NORCAP



RedR Australia



Save the Children
Norvège



SDC
Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC)



THW
Agence fédérale allemande pour l'aide technique (THW)



UK aid
Ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, Royaume-Uni



Veolia



Commission des Casques blancs
Ministère des Affaires étrangères, Argentine



ZIF
Centre allemand d'opérations de maintien de la paix



Gestion globale des approvisionnements

© HCR/Olga Sarrado Mur

Le HCR a établi un entrepôt de 2000 mètres carrés à Mekelle, la capitale de la région du Tigré en Éthiopie, pour stocker les articles de secours reçus dans le cadre de l'intervention d'urgence.

Résultats et réalisations

La fourniture efficace de services aux situations d'urgence a été essentielle en 2021, car les réseaux de transport ne s'étaient pas encore rétablis des perturbations engendrées par la pandémie. En 2021, la chaîne d'approvisionnement du HCR a été confrontée à des marchés du fret aérien et maritime instables, et notamment à des pénuries de conteneurs, à des tarifs de fret élevés, à des durées de transit plus longues et à des difficultés en matière de dédouanement et de production. Le HCR a diversifié sa base de fournisseurs pour les équipements de protection individuelle (PPE) et les articles médicaux, grâce à un processus de demande de soumissions formel et à des mécanismes de passation de marchés interorganisations. Il a également réapprovisionné les stocks mis en place à Dubaï et à Accra pour fournir aux opérations des PPE et d'autres fournitures vitales pour faire face à la pandémie de COVID-19 gratuitement et à la demande.

Malgré les pressions engendrées par le COVID-19, le HCR a continué de répondre aux situations d'urgence nouvelles et en cours tout au long de l'année 2021, et a expédié des articles de secours essentiels pour un montant de 47,6 millions de dollars depuis ses stocks mondiaux situés à des emplacements stratégiques, répondant à 132 demandes. 1400 tonnes d'articles de secours essentiels ont été expédiées par avion, 4700 tonnes par mer et 4400 tonnes par route. Le HCR a réalisé 28 ponts aériens depuis les stocks mondiaux de Dubaï, Amman et Nairobi. Les destinataires de cette aide étaient l'Ouzbékistan (vols offerts par la Fondation UPS, pour la situation d'urgence en Afghanistan), la République démocratique du Congo (pour la situation d'urgence en République centrafricaine) et le Soudan (pour la situation d'urgence au Soudan et au nord de l'Éthiopie).

Priorités stratégiques globales

Préparation et réponse aux situations d'urgence
Voir page 16 pour les résultats des PSG



47,6 millions de dollars d'articles de secours délivrés, répondant à **132** demandes.



Par air

Par mer

Par route



Le HCR a réalisé

28 ponts aériens et il a maintenu ses stocks pour pouvoir fournir des articles jusqu'à

600 000 personnes.



Tentes

90 200

Lampes solaires

1,3 million

Bâches en plastique

2,1 millions

Ustensiles de cuisine

987 000

Couvertures

4,9 millions

Seaux

1 million

Jerricans

363 000

Nattes de couchage

3,3 millions

Moustiquaires

1,4 million

Articles pour la réponse au COVID-19



Respirateurs

5,4 millions

Blouses

770 000

Masques

10,2 millions

Gants

2,96 millions

Concentrateurs d'oxygène

450

Accessoires

95

Kits de dépistage

339 000

Désinfectants

2200

Les stocks mondiaux ont été régulièrement réapprovisionnés pour pouvoir répondre aux besoins urgents de jusqu'à 600 000 personnes dans des situations d'urgence simultanées et complexes.

Pour tirer le meilleur parti de la chaîne d'approvisionnement, le HCR a collaboré de manière proactive avec les autres agences des Nations Unies et ses partenaires par le biais du groupe sectoriel chargé de la logistique, du Réseau des achats des Nations Unies, du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies et du Groupe des activités communes d'achat à Genève. Le HCR s'est également appuyé sur les accords à long terme mis en place par d'autres agences des Nations Unies, améliorant ainsi l'efficacité, la collaboration active, la fourniture de services et le rapport coût-efficacité des appels d'offres. Le HCR a également fourni des services d'administration des contrats pour gérer plus de 400 accords-cadres mondiaux, tandis que le montant des achats s'est élevé à 1,34 milliard de dollars en 2021, hors aides en espèces.

Pour optimiser l'utilisation des ressources, le HCR a continué de privilégier les appels d'offres secondaires pour les commandes d'un montant élevé et l'expédition d'articles de secours essentiels achetés par le biais d'accords-cadres mondiaux. En 2021, cette approche a permis de réduire les coûts du HCR d'environ 6,76 millions de dollars.

La « [Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la préservation de l'environnement 2022-2025](#) » du HCR présente les mesures à prendre pour améliorer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement du début à la fin, notamment concernant la fabrication d'articles de secours essentiels et la mise en place de mécanismes d'approvisionnement plus efficaces et plus réactifs. Ces mesures font suite à une évaluation initiale d'impact environnemental qui a constaté que les articles de secours essentiels représentaient environ 60% de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre du HCR.

Le HCR a renforcé sa capacité opérationnelle par des déploiements d'approvisionnements d'urgence, des missions d'approvisionnement virtuelles, un appui aux achats sur le terrain et l'élaboration de politiques et de lignes directrices. Il a également déployé l'outil *eSubmission* dans le monde entier (permettant de soumettre des demandes d'achats, de les examiner et de les approuver en ligne) et a habilité des partenaires à effectuer des achats avec des fonds alloués par le HCR pour venir en aide aux personnes relevant de sa compétence.

Le HCR a organisé des séances/webinaires de familiarisation avec la nouvelle politique d'achats (auxquelles 1400 personnes ont participé dans le monde entier), des ateliers en présentiel sur la politique d'achats au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe (110 personnes), un atelier annuel

préalable à l'audit pour 20 opérations ciblées (300 personnes), une formation pour le Bureau régional du HCR pour l'Afrique australe sur la sélection des prestataires de services d'aides en espèces (plus de 100 participants), un programme de certification à la gestion de la chaîne d'approvisionnement (37 accréditations), ainsi que huit séances de formation en ligne sur le nouvel outil *eSubmission* (600 personnes dans le monde entier).

Défis et besoins non satisfaits

Les perturbations engendrées par la pandémie ont représenté le principal défi pour la chaîne d'approvisionnement du HCR. Les capacités en personnel sont restées un autre sujet de préoccupation, avec du personnel temporaire tenu d'assumer les activités courantes ainsi qu'une charge de travail supplémentaire. Une analyse de la complexité des approvisionnements a été mise à la disposition des opérations-pays et des bureaux régionaux pour les aider à adapter leur personnel aux complexités de leurs opérations.

En outre, en raison de la pression des situations d'urgence simultanées et du COVID-19, le HCR n'a pas toujours été en mesure de fournir des articles de secours depuis les stocks mondiaux pour répondre aux situations d'urgence en 2021 aussi rapidement que souhaité. Des ressources supplémentaires seraient nécessaires pour optimiser le réseau et améliorer la préparation et la capacité de réponse à cet égard.



Aides en espèces

© HCR/Lucy Aglende

Une réfugiée camerounaise achète des légumes pour sa famille avec des aides en espèces fournies par le HCR dans le site d'installation de réfugiés d'Agadom à Ogoja, au Nigéria.

Priorités stratégiques globales

Aides en espèces

Voir p. 16 pour les résultats des PSG



668 millions

de dollars d'aides en espèces distribuées aux personnes relevant de la compétence du HCR. Objectif : 700 millions de dollars | Résultat 2020 : 695 millions de dollars

Résultats et réalisations

Le HCR a versé près de 668 millions de dollars à 9,3 millions de personnes dans plus de 100 pays, y compris dans des situations d'urgence difficiles telles que l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la République islamique d'Iran et le Yémen. Les aides en espèces constituent un outil efficace pour répondre aux besoins vitaux et essentiels immédiats, ainsi qu'un moyen de renforcer la résilience et d'ouvrir la voie à l'inclusion durable.

Un suivi post-distribution a été réalisé dans 60 pays. Le [rapport mondial sur le suivi post-distribution](#) (en anglais) a conclu que les aides en espèces étaient efficaces pour répondre aux besoins des personnes et améliorer leur bien-être général. Les marchés ont continué en grande partie à fonctionner malgré les difficultés mondiales engendrées par la pandémie, et les aides en espèces ont constitué le moyen privilégié de fournir et recevoir de l'aide.

95% des personnes interrogées pour ce rapport ont indiqué que les aides en espèces ont amélioré leurs conditions de vie et contribué à diminuer leur sentiment de stress.

Les opérations du HCR ont créé des [voies vers l'inclusion financière](#) (en anglais) pour les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence et relié les aides en espèces à la protection sociale, et se sont appuyées sur l'expertise du HCR en matière de protection pour fournir les aides en espèces. Des lignes directrices intitulées « [Aides en espèces et accès aux services financiers formels](#) » (en anglais) et « [Aides en espèces et protection : pourquoi, quoi et comment ?](#) » (en anglais) ont été publiées. Le HCR a continué de mettre en œuvre l'engagement du Haut Commissaire envers des dispositifs d'aides en espèces collaboratifs dans le cadre de la [déclaration commune des Nations Unies sur les aides en espèces](#) (en anglais), et des dispositifs communs étaient en place dans 25 pays.

Il a organisé un événement de formation multinational, mené une enquête dans 20 pays pour améliorer la passation de marchés commune, et signé un accord trilatéral de partage des données avec le PAM et l'UNICEF. Le HCR a également coordonné les aides en espèces dans les sites de réfugiés.

Pour donner un exemple de la versatilité des aides en espèces, le HCR les utilise en Égypte pour soutenir l'éducation des enfants réfugiés. Cette forme d'aide a pu facilement être développée lorsque la pandémie a amené de nouvelles difficultés. Malgré un degré élevé d'inclusion – les réfugiés et demandeurs d'asile syriens, soudanais, sud-soudanais et yéménites ont accès à l'éducation publique au même niveau que les enfants égyptiens – nombre d'entre eux se heurtent à des obstacles pour accéder au système d'éducation public. Certains se rendent dans des écoles privées ou communautaires, mais abandonnent s'ils ne peuvent pas payer les frais.

Les aides en espèces peuvent aider les enfants à rester à l'école, en couvrant les frais de scolarité, les livres et le transport. Au cours de l'année académique 2020-2021, le HCR a fourni des aides à l'éducation standard à 47 200 élèves dans des écoles publiques, communautaires et privées et renforcé les aides aux mineurs isolés et aux enfants ayant des besoins spécifiques, et octroyé 330 bourses d'enseignement supérieur pour les étudiants du programme DAFI. Une aide supplémentaire a soutenu l'accès à l'apprentissage en ligne lorsque la pandémie de COVID-19 a entraîné la fermeture des écoles.

Conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, 6 millions de personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de paiements numériques dans 48 pays. 25% disposaient de leur propre compte en banque ou de compte d'argent mobile, ce qui représente une voie vers l'inclusion financière.



25 opérations ont suivi des approches collaboratives pour les aides en espèces, conformément à la déclaration commune des Nations Unies sur les aides en espèces. Objectif : 25 | Résultat 2020 : 24

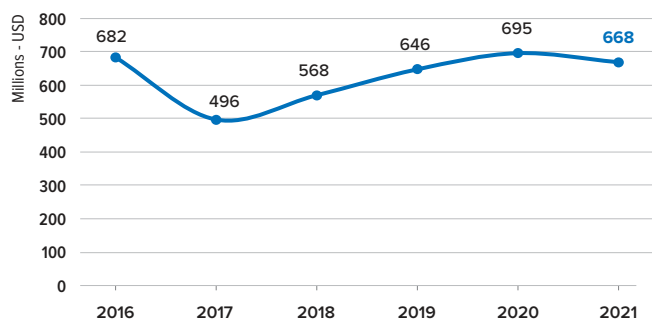


95% des aides en espèces fournies étaient inconditionnelles. Objectif : 95%



60 opérations ont suivi les aides en espèces grâce à l'outil de suivi post-distribution. Objectif : 40 | Résultat 2020 : 60

AIDES EN ESPÈCES | 2016-2021



Entre 2020 et 2021, 26 pays supplémentaires ont commencé à utiliser CashAssist (le système de gestion des aides en espèces du HCR), qui permet d'assurer la redevabilité envers les populations touchées du début à la fin et de garantir une réponse efficace.

La « [politique du HCR sur les aides en espèces 2022-2026](#) » (en anglais) est centrée sur l'augmentation du recours aux aides en espèces lors des situations d'urgence, les aides en espèces pour améliorer la protection et les aides en espèces favorisant l'inclusion et l'accès aux services locaux de manière durable. Le HCR investira également dans la coordination efficace et inclusive des aides en espèces entre opérations.

Défis et besoins non satisfaits

Lors du suivi post-distribution de 2021, 95% des personnes interrogées dans 44 pays ont indiqué que les aides en espèces avaient amélioré leurs conditions de vie et contribué à diminuer leur sentiment de stress. Cependant, les résultats pointent également des lacunes majeures dans la réponse aux besoins essentiels immédiats. 73% des ménages ont indiqué qu'ils ne pouvaient couvrir que la moitié ou moins de leurs besoins essentiels immédiats.

En 2021, le HCR a versé près de 668 millions de dollars d'aides en espèces dans le monde en entier, dont 95% inconditionnelles. Les bénéficiaires d'aides en espèces inconditionnelles ont le pouvoir de choisir comment satisfaire leurs besoins essentiels en fonction de leurs priorités personnelles.

Les données mondiales montrent que les bénéficiaires d'aides en espèces ont utilisé les aides inconditionnelles pour couvrir leurs besoins essentiels, tels que la nourriture (88%), les articles d'hygiène (40%) ou le loyer (35%). Cette répartition des dépenses, qui reflète la hiérarchie des besoins, montre que les bénéficiaires d'aides en espèces sont en mesure de définir leurs priorités. Ce pouvoir de choisir est rendu possible par des financements non affectés, et montre pourquoi le HCR plaide aussi fortement en faveur des aides en espèces.

L'ampleur considérable des besoins exige une approche collaborative. À cette fin, le HCR continuera d'investir et de développer les dispositifs d'aides en espèces collaboratifs déjà en place dans 25 pays dans le cadre de la déclaration commune des Nations Unies sur les aides en espèces avec le PAM, OCHA et l'UNICEF.

Santé publique

© HCR/Mohammad Hawari

Le Dr. Maisa examine Farah, un réfugié syrien âgé de 10 ans traité par dialyse à l'hôpital Al Hanan à Amman, en Jordanie. Farah habite dans le camp de réfugiés d'Azraq et est conduit à l'hôpital trois fois par semaine pour être traité par dialyse avec le soutien du HCR et de son partenaire local, la Jordan Paramedic Society.

Résultats et réalisations

Le HCR a soutenu l'accès aux services de santé primaire et secondaire dans plus de 48 pays en 2021, guidé par sa [Stratégie de santé publique 2021-2025](#) (en anglais) et par l'objectif de développement durable relatif à la [santé et au bien-être pour tous](#).

Des informations sur les soins de santé primaires pour les réfugiés vivant dans des camps et des sites d'installation ont été recueillies à l'aide des systèmes d'information intégrés du HCR sur la santé des réfugiés et du logiciel District Health Information Software. Au total, 7 620 115 consultations de patients externes ont été enregistrées dans 155 sites dans 22 pays. Malgré la pandémie, l'utilisation des centres de santé est restée relativement stable, à 1,5 visite par réfugié par an. Les infections des voies respiratoires supérieures (23%), le paludisme (19%), les infections des voies respiratoires inférieures (7%), la diarrhée aqueuse (5%) et les maladies non transmissibles (5%) ont constitué les 5 principales causes de morbidité en 2021. Le taux de mortalité des

enfants de moins de 5 ans a été semblable à celui de 2020.

Le HCR a soutenu l'orientation vers les soins secondaires et tertiaires dans 41 pays, avec 274 348 orientations. Le programme d'orientation le plus important se trouvait au Liban, avec plus de 62 000 orientations, principalement pour des soins obstétricaux et néonataux.

Le HCR a financé des activités de contrôle du paludisme telles que la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide et la pulvérisation à l'intérieur des habitations dans 17 pays et soutenu 4396 hommes et 4389 femmes auxiliaires de santé communautaires dans 41 pays.

L'approche du HCR pour garantir un accès équitable aux soins de santé privilégie l'inclusion des réfugiés dans les politiques, stratégies, plans et systèmes de santé nationaux. Le HCR a mené une enquête sur l'inclusion dans 51 pays, et en mars 2021, les résultats préliminaires de 46 pays montraient que 41 d'entre eux disposaient d'une politique ou d'un plan national de

Priorités stratégiques globales

Taux de mortalité des moins de 5 ans

Voir page 13 pour les résultats des PSG



0,2 taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 enfants par mois dans les opérations en faveur des réfugiés. Objectif : <1,5 | Résultat 2020 : 0,19



1,25 million de femmes et de filles ont accédé à des services de santé sexuelle et procréative. Objectif : 560 000 | Résultat 2020 : 1,24 million



38% des pays d'accueil de réfugiés disposant de régimes nationaux d'assurance-maladie incluait les réfugiés sur la même base que leurs ressortissants. Objectif : **40%** | Résultat 2020 : **27%**



98% des pays d'accueil de réfugiés fournissaient un traitement contre la tuberculose aux réfugiés dans le cadre de programmes nationaux. Objectif : **100%** | Résultat 2020 : **97,7%**



91% des pays d'accueil de réfugiés fournissaient un traitement contre le VIH/SIDA aux réfugiés dans le cadre de programmes nationaux. Objectif : **100%** | Résultat 2020 : **89,6%**

santé, dont 78% incluait ou couvrait les réfugiés, contre 68% en 2019. Dans deux pays, les réfugiés n'étaient pas inclus ou étaient explicitement exclus. Les 46 pays permettaient tous aux réfugiés d'accéder aux centres de soins primaires nationaux, et 45 indiquaient qu'ils permettaient l'accès aux centres de santé secondaires nationaux. Cet accès se faisait dans les mêmes conditions que les ressortissants nationaux dans 43 pays (93%) pour les soins de santé primaire et dans 38 pays (83%) pour les soins de santé secondaire, soit une légère augmentation par rapport à 2019 (respectivement 92% et 77%). 57% des pays disposaient d'un régime national d'assurance-maladie et 38% incluait les réfugiés, contre 27% en 2019.

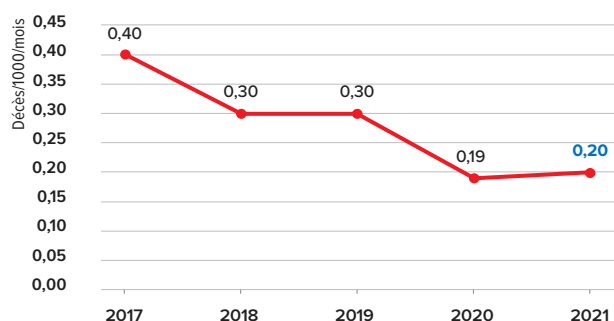
Le HCR a plaidé pour que les régimes nationaux d'assurance-maladie incluent les personnes déplacées et apatrides. Plus de 600 ménages se sont inscrits au régime mutuel du Burundi, et le partenariat [PROSPECTS](#) (en anglais) entre le HCR et l'OIT a étudié les possibilités ailleurs. Le HCR et le Ministère de la Santé camerounais ont validé ensemble un plan d'intégration stratégique visant à inclure les réfugiés dans le système de santé national. Le HCR a formé des managers et des prestataires de soins cliniques, dont du

personnel du Ministère de la Santé et des partenaires, au traitement et à la prévention des maladies non transmissibles. Des séances régionales ont été organisées à l'intention des formateurs dans la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le HCR a renforcé la programmation en matière de santé sexuelle et procréative des adolescents dans les sites de réfugiés en Afrique sub-saharienne et au-delà, et 30 opérations ont soutenu des programmes visant à améliorer les services pour les jeunes et les adolescents réfugiés, comprenant la formation des prestataires de santé et des promoteurs de santé communautaires.

Des efforts ont été déployés pour sauver la vie des mères et des nouveau-nés, dont un [projet](#) (en anglais) d'une durée de trois ans portant sur des interventions à faible coût et à fort impact parmi 772 000 réfugiés au Cameroun, au Niger et au Tchad, avec 33 530 naissances. Ce projet, achevé en 2021, a diminué la mortalité néonatale de 25% et a considérablement amélioré les statistiques de forte insuffisance pondérale à la naissance et de décès parmi les nouveau-nés souffrant de complications.

TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE 5 ANS | 2017-2021



Défis et besoins non satisfaits

Les vagues successives de COVID-19, accompagnées de mesures de contrôle et d'absences du personnel de santé, ont perturbé les programmes de santé publique et les prestations de services de santé.

Les efforts pour faire progresser l'inclusion et l'intégration dans les systèmes de santé nationaux ont rencontré des difficultés dans les environnements à faible revenu. En termes réels, les dépenses de santé ont chuté dans de nombreux pays d'accueil de réfugiés ces dernières années, tombant bien en deçà du seuil de 86 dollars par personne et par an recommandé par l'OMS pour assurer un ensemble minimum d'interventions de santé rentables dans les pays à faible revenu. Dans de nombreux pays, les donateurs externes fournissent la majorité des ressources du secteur de la santé et les financements publics ont diminué, ce qui augmente les frais de santé des ménages. Un soutien à moyen et long terme au secteur de la santé, notamment

de la part des acteurs du développement, renforcerait les efforts pour avancer vers une intégration durable.

En raison du manque de financements, la prévention du paludisme n'a pas été suffisamment soutenue à certains endroits, entraînant une hausse des taux de maladie et de la mortalité due au paludisme. En outre, des centres de santé n'ont pas pu obtenir d'améliorations vitales telles que des panneaux solaires et des travaux d'assainissement. Sur les 358 centres de santé ayant fait l'objet d'une enquête en 2021, 13% n'avaient pas d'approvisionnement en énergie et 41% disposaient d'un approvisionnement nécessitant une amélioration immédiate, entraînant des coûts environnementaux et opérationnels. Selon une enquête menée auprès de 233 cliniques proposant des consultations de jour, 45% ne disposaient pas de toilettes pour les personnes venant voir un médecin, et 26% avaient des infrastructures d'assainissement inadéquates.



93% des naissances ont été assistées par du personnel qualifié dans les opérations en faveur des réfugiés du HCR.
Objectif : 95% |
Résultat 2020 : 92%



73% des pays d'accueil de réfugiés où le paludisme est endémique fournissaient un traitement contre le paludisme aux réfugiés dans le cadre de programmes nationaux.
Objectif : 90%



93% des pays disposant d'un programme national de vaccination contre le virus du papillome humain incluaient les réfugiés dans leur programme.
Objectif : 90% |
Résultat 2020 : 78%



Santé mentale et soutien psychosocial

© HCR/Achilleas Zavaliis

Après un voyage périlleux vers Thessaloniki, en Grèce, Baran, un demandeur d'asile irakien âgé de 16 ans, s'est retrouvé sans abri et dormait dans un parc. Grâce à l'aide du mécanisme de [réponse nationale d'urgence](#) (en anglais) pour les mineurs isolés vivant dans des conditions précaires, il vit désormais dans un hébergement à long terme.



174 471 consultations portant sur des troubles neurologiques, de santé mentale et d'usage de substances ont été effectuées dans les centres de santé pour les réfugiés.
Objectif : **180 000** |
Résultat 2020 : **137 880**



79% des opérations en faveur de réfugiés ayant fait l'objet d'une enquête (23 pays sur 29) ont mis en place des traitements psychologiques fondés sur des données factuelles.
Objectif : **50%** |
Résultat 2020 : **29%**

Résultats et réalisations

Il est admis que les conflits triplent la prévalence des troubles de santé mentale chez les adultes, et bien qu'il n'existe pas d'estimation généralement acceptée pour les enfants, il est clair que l'expérience de survivre à un conflit, d'être forcé de fuir et de vivre dans une situation de déplacement prolongée engendre des niveaux élevés de problèmes de santé mentale. En mars 2021, le HCR a publié « [Renforcer la santé mentale et le soutien psychosocial en 2021](#) » (en anglais), qui décrit son approche.

Le HCR intègre la santé mentale à son travail de soutien aux programmes de santé publique, et forme les professionnels de santé à l'identification et à la prise en charge des troubles de santé mentale. En 2021, 1683 membres du personnel de santé primaire dans des sites de réfugiés de 19 pays ont été formés à l'aide du « [Guide d'intervention humanitaire mhGAP](#) » (en anglais) publié par l'OMS et le HCR. 78% des séances de formation ont eu lieu dans des camps ou dans des sites d'installation ruraux, et 69% ont été financés par le HCR.

Pour s'assurer que les personnes atteintes de troubles de santé mentale complexes et graves reçoivent des soins adéquats, le HCR vise à disposer d'au moins un spécialiste de santé mentale pour 25 000 réfugiés dans les contextes où il soutient les programmes de santé publique. En 2021, 59 des 69 camps comptant plus de 25 000 habitants disposaient d'un professionnel de la santé mentale, généralement un infirmier psychiatrique ou un psychologue clinicien.

Au Rwanda, par exemple, le HCR a financé une formation à la santé mentale pour les infirmiers et les sages-femmes des sites de réfugiés, menée par un professionnel de la santé mentale d'un hôpital universitaire rwandais et une infirmière psychiatrique travaillant dans un camp et ayant suivi un programme intensif de formation et de mentorat en ligne organisé par International Medical Corps, avec la collaboration de l'OMS et du HCR.

Le HCR encourage le recours à des thérapies psychologiques courtes, structurées et fondées sur des données telles que [Problem management plus](#) (en anglais) ou

la [thérapie interpersonnelle de groupe pour la dépression](#). En 2021, 656 psychologues, travailleurs sociaux et réfugiés volontaires dans 11 pays ont été formés à ces méthodes. Dans 25 pays, le HCR et ses partenaires ont formé un total de 1499 volontaires de santé communautaires (pour la plupart des réfugiés) aux premiers secours psychologiques et aux compétences psychosociales de base.

Au Pérou, 16 psychologues et travailleurs sociaux – pour la plupart des Vénézuéliens déplacés travaillant pour des agences partenaires, le HCR et des autorités locales – ont été formés à la thérapie interpersonnelle pour la dépression. Quatre jours de formation de base avec des experts internationaux ont été suivis de séances hebdomadaires intensives de supervision clinique en ligne en petits groupes, qui se sont poursuivies jusqu'à ce que les participants aient achevé une année de psychothérapie avec trois patients souffrant de dépression. Les participants ont eu le sentiment d'avoir les moyens d'agir et utiliseront leurs compétences, certifiées

par l'International Society of Interpersonal Psychotherapy (ISIPT), dans leur travail quotidien de psychothérapeutes ou de travailleurs sociaux.

Des groupes de travail multisectoriels sur la prévention du suicide ont été mis en place au Bangladesh (Cox's Bazar), au Kenya (Kakuma) et en Ouganda, stimulant la collaboration pour réduire l'incidence des comportements suicidaires. Le HCR a rédigé un document d'orientation, « Planifier la prévention et la réduction des risques de suicide dans les situations de réfugiés : boîte à outils pour mener une action multisectorielle », et l'a amélioré grâce à la révision et à la contribution d'experts. Il sera publié en 2022.

Au [Bangladesh](#) (en anglais), en Iraq, au Kenya et au Liban, le HCR et ses partenaires ont formé des structures communautaires (volontaires de proximité, commissions communautaires, volontaires dans des centres communautaires) aux compétences psychosociales de base ainsi qu'à l'identification et à l'orientation et ont assuré leur supervision.



52% des pays accueillant plus de 50 000 réfugiés disposaient d'un groupe de travail multisectoriel pour la santé mentale et le soutien psychosocial. Objectif : **65%** | Résultat 2020 : **35%**

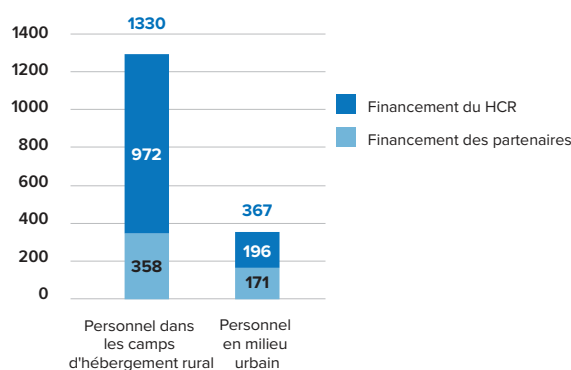


69% des centres de santé dans les zones accueillant des réfugiés qui disposent de personnel de santé généraliste l'ont formé à identifier et gérer les troubles de santé mentale. Objectif : **75%**



3 opérations disposaient d'un plan intégré pour la prévention du suicide. Objectif : **5**

NOMBRE D'AGENTS DE SANTÉ FORMÉS AU GUIDE D'INTERVENTION HUMANITAIRE mhGAP



Les familles et les personnes ayant la charge d'enfants jouent un rôle essentiel pour la sécurité et le bien-être de ces derniers. Pour les aider à protéger les enfants et à prendre soin d'eux, le HCR apporte un soutien pratique et psychosocial aux personnes ayant la charge d'enfants, offre des conseils et un soutien juridiques aux familles et les aide à subvenir à leurs besoins de base. Le partenaire de réserve du HCR, Dutch Surge Support, a déployé des experts en santé mentale et en soutien psychosocial (MHPSS) au Kenya, au Soudan et au Tchad en 2021, tandis que le HCR a recruté des experts internationaux en MHPSS pour soutenir son travail en Éthiopie et en Ouganda. Pour renforcer l'expertise interne, 34 membres du personnel de 16 pays ont suivi un cours de 75 heures intitulé « [La santé mentale dans les situations d'urgence complexes](#) » (en anglais), organisé en coopération avec l'Université Fordham à New York.

Défis et besoins non satisfaits

En 2021, les vagues de COVID-19 ont continué de déclencher des confinements, entravant l'accès aux services, mettant à mal les systèmes socioéconomiques et exerçant une pression supplémentaire sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des réfugiés et des apatrides. De nombreux pays d'accueil de réfugiés ne disposent pas d'un système national de santé mentale et de soutien psychosocial solide, et les possibilités d'orientation étaient donc limitées.

Les déplacées internes ont également un besoin considérable de services de santé mentale et de soutien psychosocial, qui est rarement satisfait. Le groupe sectoriel mondial chargé de la protection l'a reconnu et privilégiera l'intégration des MHPSS aux interventions de protection. Étant donné que les MHPSS sont multisectoriels, il est important de mettre en place des groupes de travail techniques dans ce domaine dans lesquels des spécialistes de différents secteurs peuvent partager leurs expériences et élaborer des approches communes.

L'accès des réfugiés aux services de prise en charge des troubles de santé mentale et d'usage de substances reste précaire. Dans de nombreux pays d'accueil, ces services ne sont pas disponibles dans les zones où vivent les réfugiés. Le HCR a collaboré avec l'ONUDC et l'OMS à l'élaboration d'un manuel sur le traitement de l'usage de substances dans les situations humanitaires, qui sera publié au milieu de l'année 2022. Le HCR a également collaboré avec l'université Columbia, l'université de Zambie et des ONG locales dans le cadre d'un projet visant à [élaborer et à tester un programme de soins par étapes pour les troubles liés à la consommation d'alcool](#) (en anglais) à Mantapala, un site d'installation de réfugiés intégré en Zambie.



Violences de genre : prévention, réduction des risques et prise en charge

© HCR/Martim Gray Pereira

À Pemba, au Mozambique, Maria (en jaune, entourée de sa famille) travaille comme volontaire pour informer les femmes et les filles sur les services de prise en charge des violences de genre et les orienter conformément à l'approche centrée sur la victime.

Résultats et réalisations

Les violences de genre constituent une grave violation des droits humains insuffisamment signalée. Des [estimations](#) (en anglais) suggèrent que, parmi les femmes déracinées, 1 sur 5 est victime de violences sexuelles, et que le déplacement augmente de 20% le risque de [violences conjugales](#) (en anglais). En 2021, les violences de genre ont représenté une caractéristique majeure des conflits, notamment en [Éthiopie](#) (en anglais), au [Mozambique](#) (en anglais) et en [République démocratique du Congo](#). Elles ont aussi été l'une des principales causes de déplacement dans le [nord de l'Amérique centrale](#).

Le HCR a mis en œuvre sa « [Politique sur la prévention, l'atténuation des risques et la prise en charge en matière de violence basée sur le genre](#) » dans le monde entier grâce à des initiatives d'apprentissage telles que des cours en ligne et des formations en personne. Un dispositif de suivi provisoire a également été mis en place.

74% des opérations du HCR (96 sur 130) ont rapporté que les services de prise en charge des violences de genre étaient accessibles aux victimes dans le contexte du COVID-19. Les opérations ont étendu leurs services mobiles et à distance (avec notamment des lignes téléphoniques d'urgence disponibles 24h sur 24, 7 jours sur 7) et mis à jour les parcours d'orientation des victimes.

Priorités stratégiques globales

Violences de genre
Voir page 13 pour les résultats des PSG



46 situations de déplacement où l'assistance fournie aux victimes identifiées de violences de genre s'est améliorée. Résultat 2020 : amélioration pour 42 situations de déplacement.



23 situations de déplacement où l'implication des communautés dans la prévention des violences de genre et la protection des victimes s'est améliorée. Résultat 2020 : amélioration pour 21 situations de déplacement.

Ces dernières ont bénéficié de services de soutien psychosocial, de sécurité, de santé et d'aide juridique ainsi que d'aides en espèces. Les espaces sûrs pour les femmes et les filles en Inde, au Soudan et aux Amériques ont permis d'instaurer un climat de confiance et d'émanciper les femmes et les filles déracinées. Ces mesures ont incité plus de victimes à demander de l'aide ; des interventions rapides ont par ailleurs permis de réduire les risques de nouvelles violences comme le mariage d'enfants ou la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. Au total, 89 742 victimes ont bénéficié de conseils psychosociaux, 4066 d'une assistance juridique et 3845 d'une assistance médicale.

Dans le cadre du programme « Safe from the Start », des spécialistes des violences de genre ont soutenu des interventions d'urgence dans 13 opérations, notamment en Afghanistan, au Burkina Faso, au Burundi, au Mali, au Pakistan, en République arabe syrienne, en République centrafricaine, au Soudan et au Tchad. Ces déploiements ont amélioré l'accès aux services de prévention et de prise en charge pour 74 179 personnes déracinées et à des services de santé relatifs aux violences de genre pour 67 477 personnes.

Le HCR a renforcé ses liens avec les gouvernements et la société civile, en

particulier avec des organisations dirigées par des femmes. Au Mali, un centre polyvalent qui propose des soins d'urgence ainsi qu'une assistance aux victimes de violences de genre et aux personnes à risque a été transféré du HCR aux autorités. Le [Prix de l'innovation](#) (en anglais) du HCR a été consacré aux organisations dirigées par des femmes, et a attiré l'attention de plus de 480 organisations.

Parmi les actions du HCR visant à systématiser la réduction des risques liés aux violences de genre dans tous les secteurs, on trouve notamment des audits de sécurité (en Éthiopie, au Mozambique et en République centrafricaine) et des interventions pratiques. En réponse aux recommandations formulées par des femmes et des filles, le HCR a installé des éclairages solaires en Somalie et a distribué des lampes solaires à 15 000 femmes et filles yéménites qui vivent dans des sites d'installation informels de déplacés internes. En collaboration avec une association communautaire durable dirigée par des femmes, un moulin a été construit dans le camp de réfugiés de Tsore en Éthiopie, ce qui a permis de donner des responsabilités aux femmes qui dirigent le moulin et de réduire les risques pour les femmes et les filles qui devaient auparavant parcourir de longues distances à pied pour se rendre à un moulin.

Le HCR et ses partenaires ont lancé un projet de prévention des violences de genre, qui comprend le programme « Impliquer les hommes à travers des pratiques redevables » mis en place au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Soudan du Sud et au Zimbabwe, ainsi que le programme [SASA!](#) (Start, Awareness, Support, Action) (en anglais) au Bangladesh, en Éthiopie, en Ouganda et au Soudan du Sud. Par exemple, 105 jeunes hommes qui ont participé au programme au Zimbabwe au cours du dernier trimestre de 2021 se sont engagés à éradiquer les violences de genre au sein de leur communauté.

La Journée internationale des femmes et les 16 jours d'activisme ont permis au HCR de faire connaître ses services au public et de mobiliser les efforts. Le HCR a également soutenu la recherche, notamment le rapport « Pour un asile plus sûr – analyse des demandes d'asile d'enfants et des demandes liées à des persécutions de genre ».

648 membres du personnel du HCR ont suivi au moins un niveau d'apprentissage en ligne sur les violences de genre, et 88% d'entre eux ont affirmé que cette formation aurait un impact positif sur leur travail auprès des personnes déracinées.

Défis et besoins non satisfaits

La [pandémie](#) a exposé les femmes et les filles à des [risques accrus](#) (en anglais) et a compliqué l'accès aux services de prise en charge des violences de genre, dont la mise en œuvre a été limitée, car le HCR a été contraint de travailler en partie à distance et par l'intermédiaire de réseaux communautaires étendus. L'impunité des coupables, due à des cadres juridiques insuffisants et à une mauvaise application des lois, a entravé l'accès des victimes à la justice. Dans certaines régions, les lacunes dans la prise en charge des violences de genre par les forces de l'ordre et d'autres prestataires de services ont augmenté le risque de nouvelles violences pour les victimes. Les services destinés aux hommes et aux personnes LGBTIQ+ victimes de ces violences ont été très rares. Pour lutter contre les inégalités de genre, qui sont la cause profonde des violences, des efforts structurels sur le long terme sont nécessaires. Or, ils sont souvent relégués au second plan par rapport à d'autres besoins dans les situations d'urgence.

[Le manque de documents d'identité](#) (en anglais) et l'apatridie ont aussi constitué des facteurs de risque.

En 2021, les besoins relatifs aux violences de genre identifiés par le HCR n'ont été financés qu'à 44%, ce qui a fortement limité sa capacité à prévenir ces violences, à réduire les risques et à assurer une prise en charge efficace.



Nutrition et sécurité alimentaire

© HCR/Kamrul Hasan

Un enfant rohingya reçoit des compléments alimentaires dans un centre d'alimentation dans un site d'installation de réfugiés à Cox's Bazar au Bangladesh.

Priorités stratégiques globales

Malnutrition aiguë globale

Voir p. 13 pour les résultats des PSG



164 509 enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë modérée ont été admis dans des programmes d'alimentation complémentaire ciblés dans 30 pays. Objectif : **168 000** | Résultat 2020 : 140 059 dans 29 pays.

Résultats et réalisations

Les personnes déracinées sont plus exposées à la malnutrition et à la faim, dans les situations d'urgence récentes comme dans les situations de déplacement prolongées. En 2021, le HCR a contribué à la gestion de la malnutrition aiguë et à la prévention de la sous-nutrition et des carences en micronutriments. Il a aussi exploré des méthodes innovantes et réalisé des interventions adaptées au contexte pour améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés.

Le soutien à la gestion de la malnutrition aiguë a permis à 71 695 enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë sévère et à 164 509 enfants atteints de malnutrition aiguë modérée d'être admis dans des programmes de traitement dans 30 pays.

Le HCR soutient des programmes visant à promouvoir les pratiques d'allaitement maternel recommandées pour les nourrissons et les jeunes enfants dès la naissance, et à favoriser des pratiques d'alimentation et la prise de compléments alimentaires adaptées à l'âge de l'enfant pendant les deux premières années de sa vie. L'enquête annuelle de santé publique a montré que ces programmes étaient mis en place dans 66% des 41 sites surveillés. 312 membres du personnel de ces opérations ont été formés pour proposer ces services dans des centres de soins et au sein des communautés. Pour soutenir ce programme, le HCR a également conçu un module de formation sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.

Après une interruption en 2020 à cause du COVID-19, le HCR a repris ses [enquêtes nutritionnelles standardisées élargies](#) (en anglais) pour évaluer les niveaux de malnutrition dans 93 sites de 13 pays.

La situation dans ces sites était alarmante : 33% d'entre eux avaient une forte prévalence de malnutrition aiguë globale, et 14% dépassaient le seuil d'urgence correspondant à une prévalence de 15%. Les retards de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois restaient inquiétants : dans 54% des sites, la prévalence du retard de croissance dépassait le seuil critique de 30%. Seuls 4% des sites répondaient aux normes en termes de carences en fer et en micronutriments ; 34% des sites présentaient des niveaux d'anémie moyens et dans 62% des cas, les taux d'anémie étaient au moins deux fois supérieurs aux niveaux acceptables.

Suite au lancement du « [Plan d'action mondial pour la lutte contre l'émaciation des enfants](#) » (en anglais) en 2020, le HCR a travaillé aux côtés de l'UNICEF, du PAM, de l'OMS, de la FAO et d'autres organisations afin d'élaborer, pour chaque pays, des feuilles de route multisystémiques chiffrées pour lutter contre l'émaciation chez les enfants. Grâce aux efforts de plaidoyer du HCR, les réfugiés ont été inclus dans ces feuilles de route dans 12 des 14 pays éligibles : le Bangladesh, le Burkina Faso, le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Mali, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen. Le HCR est devenu signataire de « [Favoriser l'action et la redevabilité en matière de lutte contre l'émaciation chez les enfants : prévention, détection précoce et traitement](#) », une initiative commune qui définit six domaines d'action prioritaires développée conjointement avec près de 50 gouvernements et organisations.

Le PAM est l'allié le plus précieux du HCR dans la gestion des besoins alimentaires et des autres besoins essentiels des réfugiés. Le PAM a apporté 1,8 milliard de dollars d'aide humanitaire à plus de 11 millions de réfugiés, ce qui correspond à environ 20% de son budget. Le [Programme conjoint d'excellence et son Centre de ciblage](#) (en anglais) ont permis de soutenir 11 opérations-pays du HCR et du PAM en 2021, grâce à une collaboration sur le partage des données, 10 exercices d'évaluation conjoints et à la réalisation d'exercices de ciblage et de définition des priorités au Cameroun, en Jordanie, en Mauritanie, en Ouganda et au Rwanda.

Au Rwanda, le HCR et le PAM se sont appuyés sur des données factuelles pour passer d'une aide alimentaire globale dans les camps de réfugiés à une approche qui cible les réfugiés selon leur vulnérabilité, améliorant ainsi l'efficacité de la gestion des ressources.

Le Centre de ciblage conjoint a soutenu la redevabilité envers les personnes affectées dans sept pays, en s'assurant que les décisions prises dans les programmes reposaient sur des consultations, la participation et des commentaires de membres des communautés. Il a également recensé les bonnes pratiques et les enseignements tirés de la collaboration entre le HCR et le PAM afin de les diffuser dans des webinaires, des notes d'information ou des lignes directrices, ainsi que dans un programme de formation sur les [lignes directrices conjointes en matière de ciblage](#) (en anglais) du HCR et du PAM.



71 695 enfants âgés de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë sévère ont été admis dans des programmes de soins en consultation externe ou dans des centres de stabilisation dans 30 pays.
Objectif : **66 000** |
Résultat 2020 : **55 183** dans 28 pays.



53% des camps et des sites de réfugiés surveillés par le HCR avaient une prévalence de malnutrition aiguë globale inférieure à 10% chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.
Objectif : **70%** |
Résultats 2020 : **61%**



4% des camps et des sites de réfugiés surveillés par le HCR avaient une prévalence d'anémie inférieure à 20% chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.
Objectif : **20%** |
Résultat 2020 : **6%**



60% des camps et des sites de réfugiés surveillés par le HCR ont atteint un taux d'allaitement maternel exclusif de 75% pour les nourrissons de moins de 6 mois.
Objectif : 85% |
Résultat 2020 : 74%

Défis et besoins non satisfaits

La question de la sécurité alimentaire des réfugiés devient de plus en plus préoccupante en raison des effets combinés de la baisse des financements humanitaires, du changement climatique, de l'impact économique du COVID-19 (restrictions des déplacements, pertes d'emplois, accès limité aux dispositifs de sécurité sociale), et de la restriction des possibilités d'emploi par des voies légales. En 2021, le manque de financements a engendré une réduction des aides alimentaires et aux besoins essentiels dans 15 pays. Au Cameroun, au Soudan du Sud et au Tchad, les rations alimentaires distribuées ont été réduites de 50% et ne fournissent que la moitié de l'apport calorique minimal recommandé.

Au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, les réductions des rations varient entre 30 et 40%. Une nourriture adaptée est indispensable pour parvenir à un état nutritionnel optimal. Afin de s'assurer que les personnes les plus vulnérables reçoivent une aide ciblée ou prioritaire, le HCR et le PAM ont travaillé conjointement dans plusieurs pays pour évaluer et analyser la vulnérabilité et concevoir des stratégies de ciblage/définition des priorités qui prennent en compte la question de la protection. Une communication efficace avec les communautés et la mise en place de mécanismes de plaintes et de recours ont facilité ces actions. L'une des principales contraintes a été la capacité limitée à soutenir ce travail d'évaluation, d'analyse et de ciblage de l'aide à l'échelle nationale.

© HCR/Peterak Wiggins



Un partenariat de longue date avec la Fondation « la Caixa » pour combattre la malnutrition en Éthiopie

Depuis 2017, la [fondation «la Caixa»](#) soutient le projet MOM pour maintenir la malnutrition infantile en dessous des seuils d'urgence dans les camps de réfugiés de Gambela et de Melkadida en Éthiopie. Grâce à une approche intégrée visant à promouvoir l'innovation pour prévenir la malnutrition, favoriser l'accès à la

nourriture et renforcer les capacités des mères et des personnes ayant la charge d'enfants dans les camps de réfugiés, les principaux indicateurs de malnutrition et de mortalité ont baissé, malgré l'impact de la pandémie de COVID-19 et des conflits. Le Projet MOM a reçu la récompense AidEx pour l'entreprise ayant la meilleure responsabilité sociétale de l'année 2021.



Abris et sites d'installation

© HCR/Colin Delfosse

Safia Adamou, 22 ans, empile des briques neuves dans la briquetterie d'Ouallam dans le nord du Niger. Plus de 1 million de briques ont déjà été produites à l'unité de production de Ouallam et 380 maisons ont été construites.

Résultats et réalisations

Les opérations du HCR se sont mobilisées pour répondre aux besoins des personnes relevant de sa compétence en matière d'abris et de sites d'installation d'urgence, de transition et durables en 2021. Outre sa réponse à l'escalade rapide des situations d'urgence en Afghanistan et en Éthiopie, le HCR a également fourni des abris dans les pays prioritaires pour les déplacés internes : Burkina Faso, Iraq, République arabe syrienne et République démocratique du Congo. Au Myanmar, le HCR a aidé à construire plus de 188 abris durables et à en planifier 143 autres. En plus de soutenir la planification des sites, des initiatives combinées d'abris et de sites d'installation ont bénéficié à plus de 133 300 Rohingyas et Kaman apatrides.

Malgré les contraintes majeures posées par le COVID-19, 318 500 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de meilleurs abris en 2021.

En avril 2021, le HCR a publié « [Abris et durabilité](#) » (en anglais), qui donne un aperçu comparatif de la performance technique, de l'habitabilité, de l'accessibilité économique et de l'impact environnemental de différentes conceptions d'abris, et présente les coûts réels des interventions en matière d'abris. En 2021, ces lignes directrices ont été appliquées à Boa Vista, au Brésil, où l'intervention d'urgence du HCR en matière d'abris s'est concentrée sur la gestion des sites, les conseils techniques et la coordination, venant en aide à 8100 personnes.

Priorités stratégiques globales

Abris

Voir p. 13 pour les résultats des PSG





1,65 million de

personnes relevant de la compétence du HCR vivant dans 27 sites dans 15 opérations ont reçu un soutien supplémentaire en matière d'abris et de sites d'installation, conformément à la réponse COVID-19 du HCR.

Objectif : **1,6 million** de personnes vivant dans 55 sites dans 11 opérations | Résultat 2020 : **1,61 million** de personnes dans 21 sites dans 13 opérations.



747 000 personnes

relevant de la compétence du HCR dans 9 opérations ont bénéficié d'une amélioration de leurs conditions de vie grâce à une meilleure planification intégrée multisectorielle des sites d'installation.

Objectif : **1,2 million** de personnes relevant de la compétence du HCR.

Conformément à la « [Stratégie opérationnelle pour la résilience climatique et la préservation de l'environnement 2022-2025](#) » du HCR, de nouveaux processus techniques et spécifications écologiques ont été appliqués lors de la conception des nattes de couchage standard et polyvalentes du HCR. 90% moins d'eau est utilisée lors de la fabrication de nattes recyclées par rapport aux nattes produites à partir de matériaux vierges, soit une économie de 15,3 litres d'eau par natte lors de la production. La durabilité des unités de logement pour réfugiés dans six opérations a été analysée, et des travaux supplémentaires ont été effectués pour améliorer l'unité d'hébergement générique pour les réfugiés en utilisant des matériaux locaux.

Les considérations environnementales sont au premier plan des interventions en matière d'abris. Au Yémen, le HCR et son partenaire local [Jeel Albena](#) (en anglais) se sont associés pour répondre aux besoins en abris à Hudaydah et Hajjah, où vivent plus de 25% des déplacés internes du pays. Des matériaux locaux tels que des nattes en roseau et de la boue ont été intégrés aux abris repensés, appelés [kit d'abri d'urgence Tehama](#) (en anglais), qui peuvent facilement être convertis en unités d'hébergement à plus long terme.

En plus de soutenir les moyens de subsistance locaux, cette solution d'abri réduit les émissions de CO₂ engendrées par le transport international, le stockage et la distribution.

Le HCR a publié une note d'orientation opérationnelle sur le suivi technique des travaux de construction dans le secteur des abris et de l'hébergement et a achevé la boîte à outils d'évaluation des abris et sites d'installation (SSAT). Elle permet de suivre et de comparer les performances des interventions sur différents lieux et types de réponses, et fournit des outils aux opérations pour mener des évaluations et recueillir des données.

En 2021, le HCR a fourni des lignes directrices spécifiques à certains contextes pour soutenir les installations d'urgence et prolongées grâce à des analyses géospatiales et hydrologiques de sites en collaboration avec l'UNITAR. Ces initiatives ont été menées dans 27 sites d'installation dans 15 pays, et ont bénéficié à plus de 1,65 million de personnes relevant de la compétence du HCR.

La « méthodologie du plan directeur appliquée à la planification des sites d'installation : principes directeurs » du HCR est une référence incontournable lors de la définition d'interventions en matière d'installation.

Cette méthodologie a été mise en œuvre lors d'interventions qui ont débuté en 2020. À Kouchanguine-Moura, dans la province tchadienne de Ouaddai, par exemple, des évaluations multisectorielles ont été réalisées pour guider le choix des sites, incluant les zones tampons autour des cours d'eau saisonniers pour éviter les inondations et la conception des espaces verts, entre autres considérations environnementales clés.

Suite à une collaboration réussie avec ONU-Habitat sur le [profilage des sites d'installation](#) (en anglais), un cadre d'analyse pour les sites d'installation accueillant des populations déplacées, cette méthodologie a été étendue aux opérations en 2021, notamment à Qoloji, dans la région Somali d'Éthiopie, et bénéficiera potentiellement à près de 80 000 personnes.

Dans le cadre de l'initiative du [Geneva Technical Hub](#), des collaborations ont été lancées et ont abouti à la planification et au soutien des plans de sites et de l'organisation pour trois sites d'installation à Niatak, Taybad et Sefid Sang en République islamique d'Iran, pouvant accueillir jusqu'à 11 000 personnes.

Défis et besoins non satisfaits

Bien que le HCR s'efforce constamment d'améliorer les abris, le manque de financement signifie que les personnes déracinées peuvent rester pendant de nombreuses années dans des tentes ou dans des conditions de vie précaires. Il est également plus difficile de trouver des solutions d'hébergement plus durables et respectueuses de l'environnement. Dans les zones urbaines, les personnes peuvent être contraintes de quitter des appartements loués ou de vivre dans des quartiers moins sûrs.

La pandémie de COVID-19, le changement climatique et les conflits ont continué de poser des risques et des difficultés aux opérations et aux personnes relevant de la compétence du HCR, et entraîné des difficultés pour trouver des solutions d'abris appropriées. L'adaptation à un environnement mondial en rapide évolution sera un défi majeur : les sites d'installation pour les personnes déracinées devront s'adapter pour fournir un environnement de vie sain et les abris devront être améliorés pour résister aux événements climatiques extrêmes tels que les cyclones, les sécheresses et les vagues de chaleur.



318 500 personnes
relevant de la compétence
du HCR ont bénéficié de
meilleurs abris.
Objectif : **250 000** dans
au moins 40 opérations |
Résultat 2020 : **280 000**



Eau, assainissement et hygiène

© HCR/Sam Chisanga

L'une des nombreuses latrines améliorées à fosse autoventilée construites dans le site d'installation de réfugiés de Meheba en Zambie, où elles sont construites pour améliorer les infrastructures WASH pour les personnes relevant de la compétence du HCR.

Priorités stratégiques globales

Eau, assainissement et hygiène

Voir p. 13 pour les résultats des PSG



Résultats et réalisations

Les activités du HCR dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) en 2021 ont inclus la préparation et la prévention globales contre le COVID-19, le plaidoyer pour l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux, des interventions d'urgence et des avancées technologiques prometteuses.

Le HCR prévoit des infrastructures WASH sûres, durables et adéquates dès le début d'une situation d'urgence, car les décisions prises au départ peuvent avoir des répercussions sur les niveaux de service, les coûts et l'impact environnemental à long terme. Le HCR et ses partenaires ont fourni des services WASH à environ 50 000 Éthiopiens ayant fui au Soudan, répondant aux normes humanitaires de base (15 litres par personne par jour, 50 personnes par toilettes) avant d'atteindre les objectifs post-urgence (20 litres par personne par jour, 20 personnes par toilettes) pour plus de 80% de la population. Des plans à plus long terme visent à mettre en place des services WASH plus durables. Lorsque 73 000 réfugiés centrafricains sont arrivés dans des sites reculés en République démocratique du Congo, le HCR a creusé des forages, constitué des structures communautaires de gestion de l'eau, formé des réparateurs de

pompes et commencé à planifier l'exploitation durable des eaux souterraines et l'installation de systèmes solaires. Au Tchad, le HCR a construit des infrastructures sanitaires, réalisé des forages et promu une bonne hygiène pour aider 36 000 réfugiés camerounais et 10 000 membres de la communauté d'accueil, mettant deux camps de réfugiés aux normes post-urgence (23 litres par personne par jour et 18 personnes par toilettes).

Des progrès ont été accomplis concernant l'inclusion des réfugiés dans les services nationaux de gestion de l'eau. Ainsi, 220 000 réfugiés en Éthiopie sont désormais couverts par un service national et plusieurs camps sont en transition en Ouganda.

Le HCR avait converti 192 (41%) [forages](#) (en anglais) gérés par l'organisation et ses partenaires à l'énergie solaire à la fin de l'année, réduisant les émissions de CO₂, les coûts du carburant et les autres impacts environnementaux liés au pompage de l'eau avec des générateurs diesel. Le fonds « Project Flow » du HCR vise à convertir à l'énergie solaire entre 100 et 160 forages supplémentaires d'ici 2030. Les données du suivi en temps réel innovant du HCR peuvent contribuer à optimiser l'infrastructure WASH, économisant ainsi de l'eau et de l'argent.



37% des personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à au moins 20 litres d'eau potable par jour.
Objectif : 45% |
Résultat 2020 : 43%



45% des personnes relevant de la compétence du HCR avaient accès à des toilettes familiales sûres.
Objectif : 35% |
Résultat 2020 : 36%

En 2021, un accord-cadre a été mis en place et le HCR a utilisé son [prix Horizon de l'UE de 1 million d'euros](#) pour étendre le suivi en temps réel à plusieurs opérations. Pour remédier à des problèmes techniques complexes, le HCR a créé le [Geneva Technical Hub \(GTH\)](#) (en anglais) avec [l'Agence suisse pour le développement et la coopération](#) en 2021. Son expertise a permis de faire face à une situation sanitaire difficile lors d'une épidémie d'hépatite E au Soudan, et a également profité au Bangladesh, au Malawi, au Tchad, à la Zambie et au Zimbabwe. La [cartographie rapide du potentiel des eaux souterraines](#) du GTH et du HCR a été utilisée dans 13 sites de réfugiés pour augmenter la probabilité de trouver de l'eau lors des forages et la productivité des puits définitifs, tandis qu'un projet innovant de conception de dalles de latrines améliorées pour les situations d'urgence a été achevé avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates. Cette nouvelle conception réduit les risques sanitaires environnementaux en empêchant les mouches de sortir de fosses septiques et augmente la satisfaction des usagers en réduisant les odeurs et les mouches. Près de 3000 dalles améliorées en plastique recyclé ont été commandées pour le Soudan (2700), l'Ouganda (120) et le Nigéria (100). 370 dalles sont conçues pour les personnes en situation de handicap.

Défis et besoins non satisfaits

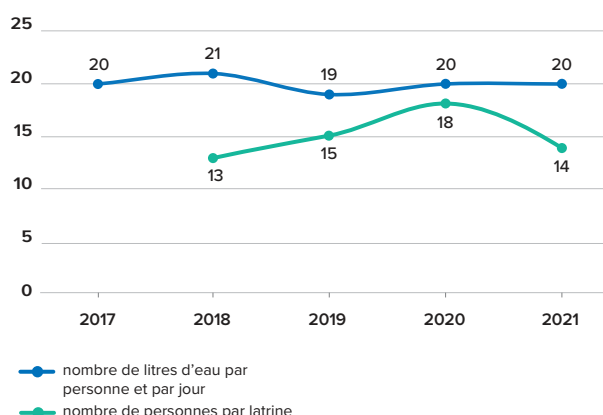
Bien que le HCR s'efforce continuellement d'améliorer les niveaux de service WASH dans toutes ses opérations, les normes minimales ne sont pas atteintes dans nombre d'entre elles. À la fin de l'année 2021, seules 37% des personnes relevant de la compétence du HCR disposaient d'au moins 20 litres d'eau potable par jour, et dans 88% des sites de réfugiés, la norme relative aux latrines familiales ($\geq 85\%$ de couverture) n'était pas atteinte. Il est nécessaire de déployer davantage d'efforts pour garantir que les personnes relevant de la compétence du HCR puissent jouir des droits fondamentaux à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

Le COVID-19, le changement climatique et les conflits continuent de poser des risques et des difficultés aux opérations, aux personnes déracinées et aux communautés d'accueil. Outre les risques directs pour la santé, la pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations de la chaîne d'approvisionnement qui ont entraîné des retards de mise en œuvre. La fréquence et la gravité des risques climatiques devraient augmenter, et les opérations du HCR doivent être mieux préparées pour protéger les personnes relevant de sa compétence des conséquences potentielles et maintenir des services WASH en état de fonctionnement. L'accessibilité reste problématique, car de nombreuses opérations se trouvent dans des zones reculées et touchées par les conflits, ce qui aggrave encore les conditions opérationnelles. En s'appuyant sur les réalisations de 2021 pour répondre à ces défis et conformément au « [Cadre stratégique pour l'action climatique](#) » du HCR, le HCR et ses partenaires centreront leurs efforts sur le renforcement de la résilience des opérations et des personnes relevant de sa compétence en intégrant des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ainsi qu'une dimension environnementale dans les interventions WASH.



8% des personnes relevant de la compétence du HCR avaient accès à une douche ou à un dispositif de lavage familial. Objectif : **25%**

SERVICES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT | 2017-2021*



* En 2021, un changement de méthodologie a été opéré pour l'agrégation des données qui applique désormais une moyenne pondérée au lieu de la moyenne des sites utilisée dans les rapports précédents.

Assurer un avenir meilleur



De jeunes réfugiés rentrent chez eux après une distribution de plants par la pépinière du camp de réfugiés de Minawao, au Cameroun, où le projet « Make Minawao green again » vise à inverser la déforestation dans le camp et les villages environnants.

© HCR/Xavier Bourgois

Le HCR a collaboré avec les États et ses partenaires pour adopter une approche des solutions progressive et fondée sur l'engagement de l'ensemble de la société en 2021. Cette approche souligne l'importance de rechercher des solutions dès le début d'une situation de déplacement, avec une évolution vers plus d'inclusion et d'autosuffisance, et de contribuer aux économies des pays d'accueil. Elle prépare les réfugiés pour leur avenir lors de la recherche de solutions durables, telles que le rapatriement volontaire et la réintégration dans leurs pays d'origine, la réinstallation et les voies complémentaires d'admission dans des pays tiers, ou les solutions dans les pays d'asile. Le fait de privilégier d'avantage l'autosuffisance permet de renforcer la protection et la dignité. En outre, l'augmentation des possibilités d'autosuffisance et de résilience parmi les personnes déracinées et les communautés d'accueil contribue au développement des marchés, permet d'améliorer les services dans les zones reculées et favorise la cohésion sociale.

La pandémie a aggravé les difficultés humanitaires existantes et a désavantagé encore plus les personnes déracinées et apatrides, qui ont été impactées de manière disproportionnée par les conséquences socioéconomiques de cette crise dans de nombreux pays. Le travail du HCR pour fournir une éducation, des moyens de subsistance et un accès à l'énergie a été fondamental pour promouvoir le bien-être des réfugiés et des communautés d'accueil. Conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, le HCR a également renforcé ses partenariats avec les principaux acteurs du développement et les banques multilatérales de développement.

En 2021, le HCR a plaidé pour l'élaboration de lois, politiques et pratiques favorables et a soutenu leur mise en œuvre,

donnant lieu à une plus grande inclusion socioéconomique et à la création d'un statut de résident dans certains contextes.

Les rapatriements volontaires ont globalement ralenti depuis 2015. Des obstacles au retour subsistent dans de nombreux pays d'origine, tels que les conflits incessants, l'insécurité persistante, la non-résolution des causes profondes, la destruction et la confiscation de logements, de terres et de propriétés, des services extrêmement surchargés ou inexistantes dans le pays d'origine et l'absence de moyens de subsistance viables. Le HCR encourage toutes les perspectives viables de création de conditions propices au retour, et collabore étroitement avec les acteurs de la paix et du développement pour lever les obstacles et rendre le retour plus durable. En 2021, la disponibilité de solutions dans des pays tiers est restée limitée. Cependant, il est évident que les parcours d'éducation et la mobilité de la main-d'œuvre suscitent un intérêt accru. Le HCR coopère avec les États et les partenaires pour s'adapter aux risques et restrictions entraînés par la pandémie, tout en plaidant pour une augmentation des quotas de réinstallation.

Dans ce chapitre :

- Partenariats clés, collaboration avec les acteurs du développement et processus
- Moyens de subsistance et inclusion économique
- Accès à une éducation de qualité
- Énergie et protection de l'environnement
- Soutenir les déplacés urbains
- Intégration locale et autres solutions locales
- Réinstallation et voies complémentaires
- Rapatriement volontaire



Partenariats clés, collaboration avec les acteurs du développement et processus

© HCR/Assadullah Nasrullah

Le HCR et ses partenaires achèvent la construction et la remise en état de 60 km de routes menant aux camps de réfugiés d'Um Rakuba et de Tunaydbah dans l'est du Soudan, qui sont essentielles pour assurer l'accès aux camps et à 15 villages de la communauté d'accueil tout au long de la saison des pluies.

Priorités stratégiques globales
Protection et solutions
Voir p.15 pour les résultats des PSG



En 2021, le HCR a renforcé ses partenariats avec les acteurs du développement. Il a collaboré avec la Banque mondiale à la conception d'investissements d'un montant de 2,6 milliards de dollars destinés à financer 46 opérations de la Banque mondiale dans 14 pays à faible revenu qui accueillent des réfugiés. Il a soutenu la conception et le développement de projets financés par le [sous-guichet pour les réfugiés de l'IDA18](#) et le [sous-guichet pour les communautés d'accueil et les réfugiés de l'IDA19](#), et renforcé sa collaboration avec le [Mécanisme mondial de financement concessionnel](#) (GCFF) (en anglais), en fournissant des analyses sur la protection et les politiques aux pays éligibles. À ce jour, le GCFF a financé 21 opérations pour un montant total de 671 millions de dollars en subventions et de 4,9 milliards de dollars en prêts dans quatre pays à revenu intermédiaire accueillant des réfugiés.

Le HCR a collaboré étroitement avec la Banque africaine de développement (BAfD) en mettant en œuvre des projets qu'elle finance, en plaidant pour l'inclusion des personnes déracinées et apatrides dans les programmes ordinaires de la BAfD, et en participant à des consultations sur l'élaboration de la nouvelle « [Stratégie pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique](#) » de la BAfD pour s'assurer que le déplacement forcé figure parmi les thèmes transversaux. Le HCR a signé un [protocole d'accord](#) (en anglais) avec la Banque interaméricaine de développement et avancé vers une collaboration stratégique avec la Banque asiatique de développement (BASD) en convenant d'un processus simplifié pour les projets relatifs aux réfugiés financés par le Fonds élargi de la BASD pour la réponse aux catastrophes et aux pandémies (*Disaster response facility*, DRF+).



Recherche, données et analyses sur les données socioéconomiques et les communautés d'accueil

L'impact de la pandémie sur la santé, la mobilité, les entreprises et les écoles a considérablement érodé le bien-être économique et la résilience des groupes vulnérables, notamment des personnes relevant de la compétence du HCR.

Cette situation a mis en évidence la nécessité de disposer rapidement de données socioéconomiques sur les conditions rencontrées par les personnes

déracinées et apatrides et les communautés d'accueil afin de définir des stratégies qui ciblent leurs vulnérabilités spécifiques et encouragent les réfugiés tout comme les communautés d'accueil. Les données socioéconomiques s'imposent rapidement comme des [informations indispensables aux interventions du HCR](#) (en anglais). Parmi les exemples récents, il y a l'approche de transformation par zone menée avec les autorités locales pour le site d'installation intégré de Kalobeyei au Kenya, une assistance ciblée au Liban, au Niger et au Tchad, et un programme de relocalisation ciblé dirigé par le gouvernement brésilien pour améliorer les possibilités d'intégration des Vénézuéliens déplacés à l'étranger. Le HCR, la Banque mondiale et le [Centre commun de données](#) (en anglais) ont collaboré étroitement pour inclure les personnes déracinées et apatrides dans des [enquêtes téléphoniques à haute fréquence](#) (en anglais) sur les répercussions socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. La Banque mondiale et le HCR ont suivi l'[impact de la pandémie](#) (en anglais) sur l'accès aux services de santé et d'éducation, l'emploi et la sécurité alimentaire des personnes déracinées et apatrides dans 10 pays – le Bangladesh, le Costa Rica, Djibouti, l'Éthiopie, l'Iraq, le Kenya, le Mexique, l'Ouganda, le Tchad et le Yémen.

Les données socioéconomiques collectées par le HCR, la Banque mondiale, les gouvernements et les partenaires montrent clairement que les environnements économiques faibles affectent de manière disproportionnée les personnes déplacées. Les données des enquêtes téléphoniques montrent que la pandémie a aggravé les inégalités préexistantes entre les populations déracinées et les autres. Les personnes déracinées sont plus nombreuses à être au chômage, et un pourcentage écrasant a du mal à s'en sortir avec un revenu familial réduit et doit souvent sauter des repas. En [Ouganda](#) (en anglais) et au [Kenya](#) (en anglais) en 2020 et 2021, les ressortissants nationaux sont revenus au plein emploi alors que l'emploi des réfugiés est resté inférieur aux niveaux d'avant la pandémie. Au Costa Rica, près de 75% des personnes déplacées interrogées ont déclaré un revenu familial inférieur à la période d'avant la pandémie. Le HCR a commencé à travailler sur une série d'enquêtes intégrées qui répondra à la majorité des besoins de l'organisation en matière de données d'enquête. L'élaboration de ces instruments d'enquête s'appuiera sur les normes statistiques et les bonnes pratiques internationales en matière d'enquêtes, notamment celles de la Banque mondiale, de l'UNICEF, de l'OIT et d'autres organisations. Cela assurera la comparabilité des données de cette série d'enquêtes avec les séries de données nationales et internationales existantes. Les projets pilotes menés dans certains pays portent initialement sur les réfugiés et les communautés d'accueil.

Il est devenu de plus en plus important de prévoir les mouvements de déplacement à l'aide de techniques de science des données et de technologies de pointe pour guider la programmation et la planification. Pour aider les opérations à élaborer des projections démographiques, une équipe scientifique nouvellement créée au sein du Service mondial de données du HCR a mis au point un modèle empirique de gravité qui servira de base pour prédire les flux futurs de réfugiés et orienter les projections de planification pluriannuelle du HCR. Le HCR a également examiné les « mégadonnées » en tant que source de données alternative pour les modèles prédictifs, et publié une revue de la documentation existante sur les « [Mégadonnées \(de crise\) pour les modèles prédictifs](#) » (en anglais).

Le HCR a continué d'accueillir le Secrétariat du [Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés, aux déplacés internes et aux apatrides](#) (EGRISS) (en anglais), dont les membres sont issus de 45 autorités nationales et de 25 organisations régionales et internationales. Depuis l'adoption des Recommandations internationales sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux déplacés internes, le Secrétariat de l'EGRISS suit leur mise en œuvre à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Son tout premier « [Rapport annuel 2020-2021 : Améliorer les statistiques sur les déplacements forcés et l'apatridie pendant une pandémie mondiale](#) » (en anglais) recense et documente plus de 100 exemples d'initiatives planifiées, en cours ou terminées.

La collaboration avec la Plateforme de coordination des Banques multilatérales de développement (MDB) en matière de migrations économiques et de déplacements forcés a également été renforcée. Un événement organisé conjointement a permis d'évaluer deux années d'engagement des banques multilatérales de développement dans les situations de déplacement forcé, donnant lieu à un [rapport de bilan du HCR](#) (en anglais).

Les partenariats avec les acteurs bilatéraux du développement tels que l'AfD, le BMZ, la Direction générale des partenariats internationaux (UE) et la JICA ont été approfondis et systématisés. De nouveaux partenariats ont été établis dans des secteurs et des régions spécifiques avec Enabel, Norad et SIDA. Le HCR a collaboré avec la JICA concernant sa participation aux actions en faveur des réfugiés au Bangladesh, en Jordanie, en Ouganda, en Türkiye et en Zambie. Le partenariat entre le HCR et le BMZ a continué de se développer dans le cadre du [Programme mondial](#) (en anglais)

mis en œuvre conjointement par la GIZ et le HCR et au-delà. La coopération dans des secteurs tels que l'énergie ou l'enseignement et la formation techniques et professionnels a été renforcée et étendue aux pays touchés par la crise afghane. Le HCR a collaboré avec ses homologues régionaux et nationaux pour guider la programmation de l'UE en matière de développement pour la période 2021-2027, en particulier concernant le programme régional en Afrique subsaharienne. Les partenariats avec les pays donateurs tels que le Danemark, le Luxembourg et les Pays-Bas ont également été renforcés, notamment par le biais de Prospects Partnership, une coalition d'acteurs humanitaires et du développement financée par les Pays-Bas.

Le HCR et le PNUD ont œuvré au lancement d'une initiative mondiale conjointe sur la résilience et les solutions, donnant un nouvel élan à la prochaine phase de leur partenariat. Le HCR et l'OIT ont entrepris un examen de leur [plan d'action commun mondial](#) (en anglais), dans l'intention de le mettre à jour.



Moyens de subsistance et inclusion économique

© HCR/Nicolo Filippo Rosso

Un programme de formation à la mécanique automobile soutenu par le HCR donne à des jeunes en El Salvador l'expérience pratique dont ils ont besoin pour trouver un emploi. Ce programme forme des jeunes particulièrement vulnérables aux pressions exercées par les gangs dans certains des quartiers les plus dangereux.

Résultats et réalisations

En 2021, le HCR a consacré 140,6 millions de dollars à des activités de subsistance et d'inclusion économique. Ce montant incluait 13,6 millions de dollars pour atténuer les effets du COVID-19, soit plus du triple du chiffre de 2020. La somme consacrée à l'atténuation des effets du COVID-19 a soutenu des activités dans 30 pays, les allocations les plus importantes étant destinées au Burkina Faso, au Cameroun et au Tchad. Le HCR a également apporté un soutien à des interventions spécifiques telles que la réduction de la pauvreté par le biais du « [modèle de progression](#) » (en anglais), la production artisanale grâce au modèle [MADE51](#) (en anglais), la création d'entreprises et le transfert d'actifs, et la facilitation de l'inclusion financière. Il a également mis au point une formation sur les moyens de subsistance et l'inclusion économique pour la préparation aux situations d'urgence en Angola. Plus de 11 000 personnes déracinées dans plus de 75 pays étaient inscrites sur la plateforme

« [Coursera for Refugees](#) » (en anglais), soit une augmentation de 27% par rapport à 2020.

Malgré les interruptions liées au COVID-19 dans les chaînes de valeur mondiales, MADE51, la marque phare de produits fabriqués par des réfugiés du HCR, s'est élargie à 23 pays et a permis à 3100 artisans réfugiés et issus des communautés d'accueil de conserver un revenu en 2021 ; les 30 entreprises sociales partenaires ont toutes maintenu leur engagement envers le partenariat avec des groupes d'artisans réfugiés. Le modèle MADE51 s'est avéré être un espace propice à la collaboration avec les entreprises du secteur privé : des [artisans réfugiés](#) (en anglais) de sept pays MADE51 ont travaillé sur des commandes de grande ampleur avec les marques Chloé, UNIQLO et Theory. La Coalition de lutte contre la pauvreté (PAC) s'est fixée comme objectif ambitieux de réduire la pauvreté de 500 000 ménages composés de réfugiés et de ressortissants nationaux dans 35 pays

Priorités stratégiques globales

Autosuffisance

Voir p.14 pour les résultats des PSG



3 régions et **7** opérations-pays ont élaboré des stratégies en matière de moyens de subsistance. Objectif : **3** régions



44% des personnes relevant de la compétence du HCR (dans 124 pays accueillant 94% de ces personnes) avaient le droit de détenir un compte bancaire courant (un compte d'argent mobile ou un compte auprès d'une institution financière). Objectif : **50%**

**60 000**

ménages réfugiés ou issus des communautés d'accueil ont été soutenus dans le cadre du « modèle de progression » de la Coalition de lutte contre la pauvreté.
Objectif : **50 000**
Résultat 2020 : **13 711**

**3100**

artisans réfugiés et issus des pays d'accueil dans 23 pays ont conservé un revenu grâce à l'initiative MADE51 du HCR.
Objectif : **2700** artisans dans 20 pays |
Résultat 2020 : **2700** artisans dans 19 pays

d'ici 2025 en renforçant l'autosuffisance, avec comme objectif à plus brève échéance de mettre fin à l'extrême pauvreté de 160 000 ménages d'ici fin 2023. Par l'intermédiaire de la coalition, et à l'aide du modèle de progression, le HCR et ses partenaires avaient fourni un soutien à l'autosuffisance à 60 000 ménages réfugiés extrêmement pauvres et issus des communautés d'accueil fin 2021. En collaboration avec les agences des Nations Unies, les gouvernements et d'autres acteurs, la société civile a travaillé de concert pour développer le modèle de progression en accélérant les efforts de la Coalition dans les pays en matière de collecte de fonds grâce à une programmation conjointe – encouragée par des indicateurs d'impact et de retour sur investissement de plus en plus positifs concernant le modèle de progression. Deux sous-groupes de travail sur la production de données factuelles et la collecte de fonds ont été mis en place pour soutenir la PAC.

Le HCR a chargé le [Fonds d'équipement des Nations Unies](#) (en anglais) de procéder à une évaluation du marché en République centrafricaine afin de déterminer la demande, l'offre et les conditions du marché en vue d'étendre les services financiers officiels aux réfugiés et aux déplacés internes. Le HCR a soutenu l'élaboration d'une stratégie d'inclusion financière visant à élargir l'accès aux services financiers formels au Burkina Faso,

en République démocratique du Congo et en Zambie, qui sera suivie d'un atelier avec les régulateurs et les prestataires de services financiers en 2022. Le mécanisme d'inclusion financière conjoint mis en place en 2020 avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et la Fondation Grameen Crédit Agricole en Ouganda a fourni des services de microcrédit et des services non financiers à 28 000 microentrepreneurs réfugiés et membres des communautés d'accueil.

Le HCR et l'OIT ont mené des évaluations conjointes à Aruba, à Curaçao, en Égypte, en Équateur et au Népal et ont commandé une évaluation conjointe de la programmation fondée sur les marchés dans les situations de réfugiés dans le cadre d'une collaboration sur l'[Approche des systèmes de marché inclusifs](#). Un cours en ligne sur l'entrepreneuriat pour les migrants et les réfugiés a été proposé (en anglais, français, arabe et espagnol) gratuitement, à 11 reprises tout au long de 2021, sur la plateforme d'apprentissage de l'UNITAR et en collaboration avec le HCR, la CNUCED et l'OIM. Des événements conjoints en ligne ont été organisés afin de lancer le cours en ligne et de promouvoir l'entrepreneuriat pour les migrants et les réfugiés dans la perspective d'un développement inclusif et durable. Les tables rondes ont réuni des réfugiés, des migrants, des partenaires clés et des décideurs.

Défis et besoins non satisfaits

L'enquête mondiale sur les moyens de subsistance et l'inclusion économique menée par le HCR a révélé qu'en 2021, 62% des réfugiés vivaient dans des pays où l'accès à l'emploi formel est restreint dans la pratique, 59% dans des pays où l'accès à l'enregistrement et à la gestion d'une entreprise est restreint dans la pratique, et 66% dans des pays où les droits à l'accès aux terres agricoles sont limités. 56% des réfugiés vivaient dans des pays où les cartes d'identité des réfugiés ne sont pas légalement reconnues pour ouvrir un compte bancaire. L'impact de la pandémie a été fortement ressenti par les personnes déracinées et apatrides, et des données montrent qu'elles se sont moins bien remises du choc économique que les ressortissants nationaux.

Les ressources limitées ont entravé la capacité du HCR à offrir le soutien adapté qui est souvent nécessaire pour un pays donné, comme l'analyse de la chaîne de valeur, les études de marché, la définition d'interventions évolutives en matière d'emploi, l'expansion du modèle de progression et les pratiques agricoles innovantes et adaptées au climat. Les données socioéconomiques de qualité étaient également limitées, ce qui a eu une incidence sur la conception des programmes, la mise en œuvre, le suivi, les activités de plaidoyer et le développement de partenariats stratégiques.

Une année supplémentaire d'accès incertain et inconsistant aux ressources a également compromis la capacité de l'équipe MADE51 à élargir ses activités de manière significative et à permettre aux artisans réfugiés d'accéder aux marchés.

© WEYU



WEYU renforce l'autonomie des réfugiés grâce à la technologie des blocs-chânes

[WEYU](#) (en anglais), une plateforme de jetons non fongibles (NFT), s'est associée au HCR pour renforcer l'autonomie des réfugiés en Géorgie grâce à la technologie des blocs-chânes. Trois œuvres d'art ont été numérisées et divisées en 6075 morceaux individuels. À l'aide d'une plateforme de peinture en ligne, chaque partie a été recréée par des réfugiés

qui ont numériquement dessiné chaque morceau à la main et ont été payés sur la bloc-chaîne pour leur travail. Les morceaux ont été vendus en tant que NFT et ont permis de recueillir l'équivalent de près de 300 000 dollars, qui ont été donnés pour soutenir les activités du HCR en Géorgie et les programmes globaux dans les domaines des moyens de subsistance, de l'éducation, des abris, de la protection et de la santé. Ce projet montre comment le HCR peut tirer parti de la technologie des blocs-chânes pour contribuer à un avenir meilleur pour les personnes déracinées.

Accès à une éducation de qualité

© UNHCR/Mallika Diagana

Mariama, 19 ans, pose avec une amie dans le camp de réfugiés de Mbera en Mauritanie, où elle est enseignante et militante en faveur de l'éducation des filles : « J'adore enseigner, c'est ma passion ».

Priorités stratégiques globales Éducation

Voir p.14 pour les résultats des PSG



172 000 enfants

âgés de 3 à 5 ans étaient inscrits à l'école maternelle.

Objectif : 405 000

Résultat 2020 : 172 000



1,9 million

d'enfants étaient scolarisés à l'école primaire.

Objectif : 2 millions

Résultat 2020 : 1,7 million

Résultats et réalisations

Le HCR a considérablement augmenté sa capacité à analyser l'accès des réfugiés à l'éducation en 2021 : plus de 40 opérations ont communiqué des données sur l'éducation, contre 12 en 2020. Le HCR a également collecté des informations sur les politiques et la législation en matière d'accès des réfugiés à l'éducation dans plus de 90 pays. Ces données ont contribué aux activités de plaidoyer en matière d'éducation ainsi qu'à des publications telles que le « [Rapport sur l'éducation 2021 : garder le cap](#) », « [Éducation connectée pour les réfugiés : combler le fossé numérique](#) » et le « [Rapport d'indicateurs du Pacte mondial sur les réfugiés](#) » (en anglais).

Les activités de recherche et de collecte de données comprenaient l'évaluation de certains programmes d'éducation du HCR – l'initiative académique allemande pour les réfugiés (DAFI), le réseau Instant Network Schools et l'Accélérateur d'éducation humanitaire – ainsi qu'un projet visant à renforcer les systèmes de gestion des données dans quatre pays présentant différents degrés d'inclusion et une nouvelle [série de résumés de recherches sur l'éducation](#) (en anglais).

Le HCR a renforcé ses partenariats stratégiques avec des ONG internationales, des États et des donateurs grâce à son rôle de chef de file du [Groupe de travail sur l'éducation accélérée](#) et du Groupe de travail

sur l'éducation secondaire pour promouvoir l'accès équitable à l'éducation formelle et non formelle pour les apprenants plus âgés et les jeunes.

Environ 8500 réfugiés ont participé au programme DAFI dans 55 programmes de pays. En 2021, une évaluation indépendante du programme a conclu que le programme obtient effectivement un taux de réussite élevé, à 94%, et s'avère efficace pour encourager le maintien des jeunes réfugiés dans l'enseignement secondaire, en particulier chez les filles et dans les camps.

La campagne « [Aiming Higher](#) » a permis de lever 7 millions de dollars pour des bourses d'enseignement supérieur destinées aux réfugiés. Le HCR utilise le programme DAFI en tant que pierre angulaire de la [Feuille de route 15by30](#) (en anglais) – l'objectif du HCR consistant à faire en sorte que 15% des jeunes réfugiés soient inscrits dans l'enseignement supérieur d'ici 2030 – pour promouvoir les investissements dans d'autres parcours d'enseignement supérieur pour les réfugiés. Le HCR met en place des partenariats avec l'UNESCO, la Banque mondiale, [Times Higher Education](#) (en anglais), les [Open Society Foundations](#) (en anglais) et d'autres organisations pour soutenir l'enseignement supérieur inclusif. Le HCR soutient le [Réseau des étudiants réfugiés de l'enseignement supérieur](#) (en anglais), codirige le [Consortium sur l'apprentissage connecté en situation de crise](#)

(CLCC) et est représenté au sein du [Groupe de travail sur les parcours d'éducation dans les pays tiers](#) (en anglais) et du groupe de travail BMZ-HCR sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

Pour souligner l'importance de l'inclusion numérique des réfugiés, le HCR a publié « [Éducation connectée pour les réfugiés : combler le fossé numérique](#) » (en anglais) et lancé le [défi sur l'éducation connectée pour les réfugiés](#) (en anglais) lors de la réunion des hauts responsables à Genève et du sommet RewirED à Dubaï. Ce défi vise à générer de nouveaux engagements et partenariats pour obtenir des investissements plus importants dans des initiatives numériques protectrices qui incluent les communautés déplacées de manière significative. Le HCR a déployé d'importants efforts pour mettre en avant les besoins des réfugiés dans les initiatives mondiales en matière d'apprentissage numérique. En partenariat avec la Fondation Vodafone, le HCR a lancé 20 nouveaux centres du réseau [Instant Network School](#) (INS) (en anglais) en Égypte et au Mozambique. Cette expansion a plus que doublé le nombre précédent de centres INS à travers l'Afrique et a permis à l'INS de toucher plus de 140 000 élèves. En 2021, plus de 10 000 étudiants ont bénéficié de programmes de diplômes d'enseignement supérieur connecté, et plus d'un demi-million de personnes ont bénéficié de programmes

d'enseignement supérieur connecté plus larges – langues, transition vers l'enseignement supérieur et développement professionnel – proposés par des membres du CLCC.

Défis et besoins non satisfaits

Selon les estimations, [48% des enfants réfugiés](#) dans le monde n'étaient pas scolarisés, mais il manque encore un tableau exhaustif de l'accès à l'éducation et il n'existe aucune donnée sur les enseignements ou sur les environnements dans lesquels les enfants réfugiés sont scolarisés. Il est nécessaire d'investir dans la collecte systématique de données pour mettre en œuvre la Feuille de route 15by30 ainsi que d'autres programmes et initiatives d'éducation.

Dans le cadre de la réponse à la pandémie, l'apprentissage numérique a été utilisé dans le monde entier. Cependant, les réfugiés ont été en grande partie laissés de côté : 57% des élèves réfugiés ou déplacés qui étaient scolarisés avant la pandémie n'ont bénéficié d'aucun programme numérique ou d'apprentissage à domicile pendant la fermeture des écoles. On estime que [78% de l'ensemble des élèves réfugiés en âge d'aller à l'école](#) (en anglais) avaient un accès limité ou inexistant aux possibilités d'apprentissage pendant la fermeture des écoles.



183 000 élèves étaient scolarisés dans l'enseignement secondaire (collège et lycée).
Objectif : **250 000**
Résultat 2020 : **170 000**



979 700 enfants et jeunes réfugiés ont bénéficié d'un enseignement à distance ou à domicile.
Objectif : **500 000**
Résultat 2020 : **934 000**



8500 personnes relevant de la compétence du HCR étaient inscrites dans l'enseignement supérieur.
Objectif : **15 000**
Résultat 2020 : **7100**



Éduquer un enfant et le HCR intensifient leurs efforts pour donner aux enfants déscolarisés la possibilité d'apprendre

En 2021, le HCR a poursuivi son partenariat avec [Éduquer un enfant](#), un programme de la fondation Education Above All soutenu par le Fonds pour le développement du Qatar. Il donne accès à l'éducation aux enfants déplacés déscolarisés dans 15 opérations en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et aux Amériques. Le programme adopte une approche globale pour

s'attaquer aux nombreux obstacles à l'éducation auxquels les enfants déscolarisés sont confrontés. En soutenant des interventions diverses, telles que l'amélioration de l'environnement scolaire, le renforcement des capacités des enseignants, la fourniture de matériel pédagogique et la réponse aux besoins spécifiques des enfants marginalisés, le HCR et Éduquer un enfant sont parvenus à accroître la scolarisation et le maintien des enfants déplacés dans l'enseignement primaire.



Énergie et protection de l'environnement

© HCR/Colin Delfosse

Des volontaires maliens entretiennent les panneaux solaires utilisés pour alimenter les pompes à eau de la pépinière, dans le camp de Mbera en Mauritanie.



1,6 million

de personnes relevant de la compétence du HCR ont eu accès à un combustible de cuisson propre.

Objectif : **1,7 million**

Résultat 2020 : **1,6 million**

Résultats et réalisations

En 2021, le HCR s'est efforcé d'améliorer l'accès des personnes déracinées et apatrides à l'énergie durable et propre et de renforcer la protection de l'environnement dans les zones d'accueil de réfugiés.

En renforçant sa collaboration avec les organisations partenaires, le HCR a amélioré les compétences techniques disponibles pour faciliter l'accès à l'énergie. Par exemple, NORCAP a déployé neuf experts de l'énergie dans huit opérations du HCR, qui ont soutenu les évaluations et la mise en œuvre de programmes d'accès à l'énergie durable ayant un impact direct sur les réfugiés et les communautés d'accueil. En collaboration avec l'[Agence suisse pour le développement et la coopération](#) (en anglais), le [Geneva Technical Hub](#) a déployé deux experts pour contribuer à résoudre des défis techniques complexes dans le domaine de l'énergie. Au Kenya, par exemple, un expert a installé des compteurs d'énergie pour accompagner la transition des générateurs diesel vers des énergies renouvelables.

Le HCR a permis aux personnes relevant de sa compétence dans 18 pays d'accéder aux combustibles et aux réchauds, contribuant ainsi à répondre à leurs besoins quotidiens en matière de cuisson, avec des adaptations pour tenir compte des préférences culturelles locales, des ressources existantes et des

considérations environnementales. Des avancées vers une cuisson plus propre permettant de réduire les émissions et les risques sanitaires ont été réalisées en Algérie, en Angola, au [Bangladesh](#) (en anglais), au Burkina Faso, en Éthiopie, au Kenya, au Niger, en Ouganda et au [Rwanda](#) (en anglais), principalement grâce à l'adoption du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Au Bangladesh, par exemple, le HCR et ses partenaires ont fourni à près de 100% des réfugiés et à environ 14 000 ménages de la communauté d'accueil du combustible et des technologies de cuisson propres, tout en soutenant les activités de reboisement. En Jordanie, 44% des réfugiés ont déclaré avoir utilisé leurs aides en espèces pour les services essentiels afin de satisfaire leurs besoins en énergie.

3789 hectares de sols dégradés ont été remis en état grâce à des activités de reboisement dans les zones accueillant des réfugiés. Environ 3,8 millions d'arbres ont été plantés au [Cameroun](#), en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Soudan, au Soudan du Sud et au Tchad. Au Rwanda, par exemple, le HCR et le Ministère chargé de la gestion des urgences (MINEMA) ont lancé des activités de plantation d'arbres dans trois camps. La coopérative de pépinières gérée par des réfugiés soutenue par le HCR dans le camp de réfugiés de Mahama au Rwanda a produit plus de 70 000 semis d'arbres de différentes espèces.

Dans le cadre du programme [Solutions énergétiques pour les contextes de déplacement](#) (en anglais) en partenariat avec la GIZ et de la réponse à la pandémie de COVID-19, les autorités locales et nationales en Ouganda ont reçu un soutien pour convertir six centres de santé à l'énergie solaire et leur fournir ainsi de l'électricité 24 heures sur 24. La qualité des services de base s'est considérablement améliorée pour 60 000 réfugiés et plus de 10 000 habitants. Au Kenya, un programme d'expansion du système d'énergies renouvelables a été lancé, dirigé par le HCR, avec le potentiel d'améliorer l'accès de 31 écoles et de sept centres de santé à l'électricité, ce qui bénéficiera à jusqu'à 69 000 élèves et 150 000 patients.

À la suite du plaidoyer du HCR, la Banque africaine de développement a approuvé le programme [Énergie pour tous du Mozambique](#), d'un montant de 80 millions de dollars, qui vise à accroître les exportations d'électricité du pays, à améliorer la qualité de l'électricité à l'échelle nationale et régionale et à accroître le nombre de raccordements électriques dans le pays. D'ici cinq ans, le programme prévoit de raccorder à l'électricité près de 49 000 ménages, en soutenant l'électrification des zones d'installation de réfugiés et de déplacés internes dans la province de Nampula.

Pour soutenir ses activités de plaidoyer, le HCR a recensé les programmes énergétiques des principaux acteurs du développement et des institutions financières internationales dans 25 pays d'accueil de réfugiés, ce qui constitue une étape importante vers une meilleure intégration des réfugiés dans les programmes de développement énergétique.

Défis et besoins non satisfaits

Le HCR estime que 20 à 25 millions d'arbres sont abattus chaque année dans les sites d'installation de réfugiés et aux alentours. 90% de cette déforestation est causé par le besoin urgent de combustible de cuisson. À mesure que le périmètre de collecte de bois

s'élargit avec la déforestation, les femmes et les enfants doivent s'éloigner davantage pour chercher du bois, ce qui les expose à un risque accru de violences de genre.

Le manque de financement a entravé les efforts du HCR pour répondre aux besoins en combustibles de cuisson de la population cible de manière durable sur le plan environnemental. Le [Fonds de protection environnementale des réfugiés](#) (REP) du HCR vise à investir dans des programmes de reboisement à long terme et de cuisson propre dans les situations de réfugiés vulnérables au changement climatique, générant les tout premiers crédits d'émission de carbone produits par les réfugiés à grande échelle.

En raison du manque d'infrastructures et des services ruraux limités, les infrastructures collectives et les ménages ne disposent pas d'un approvisionnement fiable en électricité dans la plupart des pays en développement accueillant des réfugiés. Le HCR prévoit de renforcer son rôle de catalyseur et de collaborer avec les acteurs du développement, les gouvernements des pays d'accueil et d'autres partenaires spécialisés en vue de mobiliser des ressources suffisantes pour réaliser des investissements à long terme dans l'électricité pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

Les écoles et les centres de santé sont souvent alimentés par des générateurs diesel coûteux et polluants, s'ils ont accès à l'électricité. Le HCR s'efforce d'abandonner le diesel en convertissant des infrastructures qui sont actuellement alimentées par des générateurs diesel à l'énergie solaire. Pour accélérer ce processus, le HCR a lancé Project Flow, un fonds renouvelable qui fournit un soutien financier et technique à la conception et à l'installation de systèmes renouvelables et hybrides, et qui soutient des opérations ayant une capacité technique limitée.

Pour en savoir plus sur le Fonds de protection environnementale des réfugiés et Project flow, voir la partie « Action climatique » du chapitre sur les *Initiatives globales*.



3789 hectares de sols dégradés ont été remis en état grâce à des activités de reboisement dans les zones accueillant des réfugiés.
Objectif : **5000** hectares
Résultat 2020 : **3000** hectares



Soutenir les déplacés urbains

© HCR/Mohammad Hawari

Marwa, une réfugiée syrienne de 23 ans vivant à Irbid, en Jordanie, est une artiste passionnée qui a récemment obtenu son diplôme du Luminus College où elle a étudié la mode et les textiles. Elle a fui sa maison d'Alep il y a sept ans et travaille maintenant comme couturière chez Classic Fashion Apparel.



93% des personnes relevant de la compétence du HCR vivant dans les villes (dans 46 pays) avaient accès aux soins de santé primaire dans le cadre du système national, dans les mêmes conditions que les ressortissants nationaux.
Objectif : 80%
Résultat 2020 : 92%



83% des personnes relevant de la compétence du HCR vivant dans les villes (dans 46 pays) avaient accès aux soins de santé secondaire et tertiaire dans le cadre du système national, dans les mêmes conditions que les ressortissants nationaux.
Objectif : 80%
Résultat 2020 : 75%

Résultats et réalisations

Le HCR a soutenu les efforts des autorités locales en tant qu'intervenant de première ligne et prestataire de services dans les situations de réfugiés dans le monde entier en 2021. Les autorités locales ont contribué à l'élaboration d'un [tableau de bord](#) sur les « bonnes pratiques et approches novatrices » en vue d'un événement visant à dresser un bilan avant la réunion des hauts responsables, ce qui a permis d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pendant la pandémie. Cet événement organisé en collaboration avec le [Groupe de travail mondial sur les migrations](#) (en anglais) – qui réunit des agences des Nations Unies, des municipalités, des maires et des autorités locales – a attiré plus de 200 représentants de villes. Les autorités locales ont partagé [17 recommandations et défis clés](#) (en anglais) rencontrés lors de la mise en œuvre des programmes et initiatives en faveur des réfugiés. En 2021, les villes d'Arua et de Koboko en Ouganda, de Kakuma au Kenya et de Gabiley en Somalie ont pris de nouveaux engagements dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés.

Le HCR a donné des conseils techniques en tant que partenaire stratégique du « [Global Cities Fund](#) » (en anglais) du Mayors Migration Council, une initiative qui apporte un soutien financier aux villes pour des projets liés au COVID-19 et au changement climatique et soutenant les réfugiés, les migrants et les déplacés internes. En 2021, des subventions ont été octroyées à Barranquilla et Medellín en Colombie, à Lima au Pérou, à Quito en Équateur, à Mexico au Mexique, à Beyrouth au Liban, à Freetown au Sierra Leone, à Addis-Abeba en Éthiopie et à Kampala en Ouganda.

Le HCR a élaboré la boîte à outils « [Intégration effective des réfugiés - Approches participatives pour les professionnels au niveau local](#) » (en anglais) à destination des municipalités avec le Groupe des politiques migratoires et en collaboration avec des autorités locales, des prestataires de services, la société civile et des organisations dirigées par des réfugiés à travers l'Europe. Elle a été testée sur le terrain en Bulgarie, en Finlande, en Grèce, en Italie, à Malte, en Pologne et en Serbie et modifiée en conséquence. La boîte à outils se compose d'un manuel étape par étape, accompagné de vidéos et d'outils d'évaluation.

Le site d'installation de Koyefeché à Addis-Abeba, qui abrite plus de 1800 familles déplacées en raison du conflit dans la région de Somali en Éthiopie, est un point d'entrée pour les déplacés internes arrivant dans la ville. Avec le soutien du Fonds mondial des villes du Conseil des maires pour les migrations, dont le HCR est un partenaire stratégique, l'administration municipale d'Addis-Abeba a connecté plus de 1000 logements à Koyefeché au principal système d'approvisionnement en eau potable de la ville, et a permis à 40 habitants de Koyefeché d'obtenir un financement de démarrage et un microfinancement pour créer de petites entreprises.

À Denver, aux États-Unis, le [Réseau d'intégration des nouveaux américains](#) (NAIN) vise à intégrer les immigrants et les réfugiés à la population active tout en s'attaquant aux obstacles à la mobilité économique. Il s'appuie sur des partenariats qui créent des liens entre les communautés par l'apprentissage et le partage dans le cadre du programme de subvention [Parrainage pour l'intégration des migrants](#) (en anglais) qui, avec des fonds complémentaires, des dons et des bénévoles, a apporté plus de 100 000 dollars à des événements et projets menés par la communauté en 2021.

Le HCR a aidé le Bureau du Maire de Medellín en Colombie à mettre en place des centres d'intégration (*Centros de Integración-Integráte*). Les alliances tripartites avec les secteurs public et privé de Medellín permettent une intégration socioéconomique durable des réfugiés et des migrants, notamment grâce à la formation, au soutien à l'entrepreneuriat et à l'inclusion professionnelle. En coordination avec le HCR, à Medellín, 91 réfugiés et migrants ont achevé le « modèle de progression », une intervention progressive, limitée dans le temps et centrée sur les participants pour sortir les familles de la pauvreté. Le HCR compte développer cette approche en coordination avec le Gouvernement.

Le HCR a soutenu la formation professionnelle des entrepreneuses dans la municipalité de Gaziosmanpaşa à Istanbul, où la [World Academy for Local Government and Democracy](#) (WALD) (en anglais), partenaire du HCR, les aide à acquérir les compétences culinaires nécessaires pour produire des pâtes, des pickles et des confitures, et une coopérative sociale vend leurs produits sur le marché. Le HCR a également mis au point un programme de formation professionnelle dans la municipalité de Kocaeli, où les réfugiés qui acquièrent des compétences industrielles sont enregistrés par l'Agence turque pour l'emploi et entrent dans le système officiel de mise en relation des travailleurs et des emplois de la province de Kocaeli.

Défis et besoins non satisfaits

Les autorités locales et les réseaux urbains se heurtent parfois à des difficultés systémiques, lorsqu'il n'existe pas de politiques nationales pour soutenir les solutions locales que les villes tentent d'instaurer via leurs programmes et initiatives en faveur des réfugiés. Il conviendrait de veiller à ce que les municipalités soient associées à la planification et habilitées à participer aux forums de décision pertinents pour combler ces lacunes.

Il n'existe pas suffisamment d'informations sur les obstacles à l'inclusion et à la cohésion sociale dans les villes. Les villes manquent également de données adéquates sur leurs habitants réfugiés, qui permettraient de mieux répondre à leurs besoins et de comprendre leur contribution sociale et économique. Les réfugiés ne sont pas toujours inclus dans les plans de développement ou les plans stratégiques nationaux et locaux, ce qui complique l'accès des autorités locales aux financements pour étendre les services afin de répondre aux besoins des habitants réfugiés. De nombreuses villes incluent les réfugiés, les migrants et les déplacés internes dans leurs services existants sans disposer de ressources financières adéquates.



67% des ménages vivant en zone urbaine ont payé leur loyer grâce aux aides en espèces données par le HCR.
Objectif : **80%**
Résultat 2020 : **76%**

Intégration locale et autres solutions locales

© HCR/Gianni Bulacio

Samira et deux de ses concitoyens vénézuéliens gèrent un garage à Salta, en Argentine. Ils ont acheté leurs outils grâce au soutien du HCR dans le cadre du projet Potenciar, qui offre aux réfugiés et aux migrants une assistance technique, des opportunités de formation et un soutien social pour les aider à créer ou à développer des entreprises.

Priorités stratégiques globales

Intégration locale

Voir page 14 pour les résultats des PSG



32 situations où les réfugiés ont bénéficié d'une aide à l'intégration.
Objectif : 15
Résultat 2020 : 42

Résultats et réalisations

L'intégration locale et les autres solutions locales pour les réfugiés sont des processus progressifs qui impliquent que les réfugiés s'établissent et s'intègrent à la communauté de leur pays d'asile. Pendant et après le Forum mondial sur les réfugiés, plusieurs pays et organisations se sont engagés à faire avancer et à promouvoir l'intégration locale et d'autres solutions locales par l'inclusion socioéconomique et/ou la délivrance de permis de séjour et/ou la naturalisation. Malgré les pressions engendrées par la pandémie, des résultats peuvent déjà être observés.

L'approche du HCR consiste à soutenir le rôle de chef de file des gouvernements et à encourager les acteurs du développement, la société civile, les municipalités, le secteur privé et les universités à promouvoir et à soutenir l'intégration locale et d'autres solutions locales. En 2021, le HCR, le [Groupe des politiques migratoires](#) (en anglais) et des acteurs de l'intégration en Bulgarie, en Finlande, en Grèce, en Italie, à Malte, en Pologne et en Serbie ont élaboré une [boîte à outils](#) (en anglais) à destination des municipalités pour aider les professionnels locaux à soutenir des initiatives inclusives.

Le HCR a soutenu l'élaboration de stratégies de recherche de solutions globales menées par les gouvernements qui prennent en considération l'intégration locale et d'autres solutions locales, comme l'[Initiative de](#)

[recherche de solutions](#) pour le Soudan et le Soudan du Sud ou encore la réactivation de groupes de travail locaux sur [l'intégration au Brésil](#). Le HCR et le Conseil international des agences bénévoles ont publié « [Solutions locales pour les réfugiés : éléments clés](#) » (en anglais). Le HCR a mis en place une stratégie globale d'intégration et d'inclusion des réfugiés et un plan d'action pluriannuel en Albanie. Une feuille de route commune reposant sur six piliers, demandée par le Gouvernement du Kenya, a permis d'ouvrir la discussion sur les potentielles solutions locales pour les réfugiés. Suite à un accord régional sur une [feuille de route sur des solutions pour les réfugiés de Côte d'Ivoire](#), le HCR a publié une [Stratégie de solutions globales](#) comprenant trois volets, notamment l'octroi du statut de résident permanent et/ou l'aide à la naturalisation et à l'inclusion socioéconomique pour les Ivoiriens qui choisissent de rester dans leur pays d'asile.

Le HCR a commandé des études sur l'inclusion et l'intégration des réfugiés en Espagne et, avec la Banque mondiale, une [étude socioéconomique sur le camp de Kakuma](#) au Kenya. Le HCR a mené quatre études sur l'inclusion dans les systèmes de protection sociale, portant sur [le COVID-19](#) (en anglais), [l'Europe](#) (en anglais), [l'Afrique](#) (en anglais) et [les projets financés par la Banque mondiale](#) (en anglais). En s'appuyant sur ces études, le HCR a conçu une feuille de route pour l'inclusion des personnes relevant de sa compétence dans les systèmes de protection sociale pour la période 2022-2025.

Le HCR a entrepris de renforcer les capacités des agences gouvernementales en Albanie, en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, en Hongrie, en Macédoine, au Maroc, au Mexique et ailleurs. Il les a notamment aidées à faciliter l'accès à l'information et à élaborer, mettre en œuvre et coordonner des stratégies d'autosuffisance pour soutenir l'intégration des réfugiés, notamment par l'inclusion ou l'accès aux systèmes de protection sociale, aux programmes d'hébergement, au marché du travail, aux services publics, à l'emploi et à des formations en langue. Le HCR a aussi aidé les agences gouvernementales à délivrer des documents d'identité aux réfugiés pour leur permettre d'accéder aux services publics, à une aide juridique et à des services de conseil. En Géorgie, au Guatemala et au Maroc, le HCR a soutenu des campagnes d'information et des activités favorisant la coexistence ; au Niger, il a mis en place des stratégies d'installation hors des camps pour créer des opportunités d'intégration et promouvoir la cohésion sociale.

Le HCR a travaillé avec la Banque mondiale pour soutenir les gouvernements dans la conception et la mise en œuvre de projets de protection sociale financés par la Banque mondiale au Burundi, au Cameroun, à Djibouti, en Éthiopie, en Mauritanie, en République démocratique du Congo, en République du Congo et au Tchad. Les 14 000 ménages de réfugiés accueillis en Mauritanie ont tous été inscrits dans le registre social national ; 6000 ménages ont reçu des aides en

espèces, et 4500 ménages vulnérables ont reçu l'assistance de la Banque africaine de développement pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Le plaidoyer du HCR et son soutien aux gouvernements et aux réfugiés ont aussi abouti à la délivrance de permis de séjour en Albanie et en Macédoine du Nord, et le HCR a aidé le Gouvernement de Guinée-Bissau à naturaliser environ 7000 réfugiés.

Défis et besoins non satisfaits

L'impact de la pandémie et les restrictions qu'elle a entraînées ont entravé la mise en œuvre de plans et d'initiatives et exacerbé le ralentissement économique. Ces répercussions ont touché les gouvernements, les entreprises, les communautés d'accueil et d'autres acteurs en mesure d'offrir des opportunités aux réfugiés, ainsi que les réfugiés eux-mêmes. Les difficultés de communication et de coordination au sein des gouvernements ont parfois entravé l'inclusion socioéconomique, et dans certaines situations, les restrictions politiques et juridiques ont empêché la réalisation de l'intégration locale légale. Les restrictions liées à la pandémie ont eu des répercussions considérables sur le nombre d'événements de plaidoyer. Davantage d'investissements seraient nécessaires pour permettre au HCR de plaider auprès des gouvernements et de populariser les arguments en faveur de l'intégration locale des réfugiés.

© HCR/Alana Ferreira



La banque Bradesco soutient le HCR en donnant de l'espoir à des milliers de personnes déracinées et en leur construisant un avenir prometteur

Depuis 2018, la banque Bradesco est l'un des plus importants donateurs du HCR du secteur privé au Brésil. Après une interruption en 2020, en 2021, Bradesco a renouvelé son engagement auprès du HCR et donné 200 000 dollars. Cette contribution a été essentielle

pour venir en aide à plus de 60 000 personnes au Brésil qui ont volontairement quitté le nord du pays pour rejoindre d'autres villes, où elles pouvaient se construire un avenir plus prometteur. Plus généralement, les financements flexibles de la banque Bradesco sont essentiels pour financer des activités vitales, notamment pendant des situations d'urgence.



Réinstallation et voies complémentaires

© HCR/Stefan Lorint

Mariam et Muhammad sont venus d'Érythrée avec leurs trois enfants, Karim (7 ans), Feruz (5 ans) et Ferdoz (3 ans). Ils vivent au Centre de transit d'urgence de Timisoara en Roumanie, où ils attendent leur réinstallation aux Pays-Bas.

Priorités stratégiques globales

Réinstallation

Protection et solutions

Voir p.14 pour les résultats des PSG



Résultats et réalisations

La pandémie de COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur la capacité à proposer des solutions dans des pays tiers aux réfugiés qui en avaient besoin en 2021.

l'Égypte (3729) et le Rwanda (2506). Bien que les départs depuis la Libye aient été suspendus pendant plusieurs mois en 2021, 748 personnes relevant de la compétence du HCR ont été évacuées au Niger et au Rwanda grâce aux Mécanismes de transit d'urgence, ainsi que vers l'Italie.



39 300 réfugiés ont été réinstallés grâce au HCR.
Objectif : 80 000
Résultat 2020 : 22 800

Malgré la pandémie, le HCR a soumis des demandes de réinstallation pour 63 190 réfugiés dans 23 pays, soit une augmentation de 60% par rapport à 2020. La plupart des demandes concernaient des réfugiés originaires de République arabe syrienne (25 774), de République démocratique du Congo (13 121), d'Érythrée (2690), du Soudan (2599) et de Somalie (2386). 39 300 réfugiés sont partis dans le cadre d'une réinstallation dans 20 pays différents, soit une augmentation de 72% par rapport à 2020. 50% des demandes concernaient des femmes et des filles, et 52% des enfants. 19% des demandes étaient urgentes. Les pays où le HCR a facilité le plus de départs ont été la Türkiye (7382), le Liban (6246), la Jordanie (4374),

Le HCR a travaillé sur des accords de partage des données avec plusieurs États et l'OIM. Un nouveau protocole mondial de soumission des demandes de réinstallation a été déployé concernant le partage des données avec les États-Unis, afin de renforcer l'intégrité des données et la gestion de l'identité tout en permettant de traiter efficacement les réinstallations à grande échelle.



23 pays ont reçu des demandes de réinstallation de la part du HCR.
Objectif : 33 pays
Résultat 2020 : 25 pays.

Le HCR et l'OCDE ont publié un [rapport](#) et un [tableau de bord](#) (en anglais) dans lesquels ils analysent les admissions de réfugiés dans le cadre de permis de séjour délivrés à des fins d'études, de travail et de réunification familiale sur dix ans, entre 2010 et 2019.

Les données sur les admissions de 2021 seront disponibles vers la fin de l'année 2022. Des chiffres indicatifs suggèrent que de nombreux réfugiés ont pu bénéficier de permis de séjour délivrés à des fins d'études, de travail et de réunification familiale, mais l'obtention de données exactes concernant les admissions par des voies complémentaires reste un défi majeur pour le HCR, les États et les autres partenaires.

L'[Équipe spéciale mondiale sur l'éducation et les voies complémentaires d'admission dans des pays tiers](#) (en anglais), soutenue par le HCR, a conçu et publié [des normes minimales](#) (en anglais) relatives aux voies d'admission par les études. Cette Équipe a joué un rôle essentiel dans le développement des offres d'admission pour études aux États-Unis.

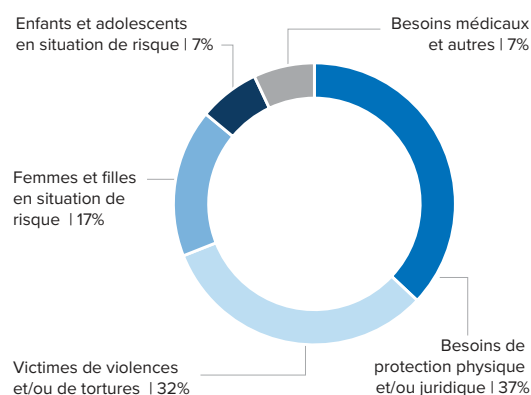
Le Réseau mondial sur la réunification familiale est resté une plateforme clé pour échanger les bonnes pratiques et plaider

pour un meilleur accès des réfugiés à la réunification familiale, notamment en réponse à la crise en Afghanistan. De nouveaux programmes d'éducation ont été mis en place en France et au Mexique, et l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni ont lancé des programmes de mobilité professionnelle. Le recours à l'admission humanitaire et aux visas humanitaires en Allemagne, en Belgique et en Italie a ouvert des voies d'admission humanitaires sûres en plus de la réinstallation.

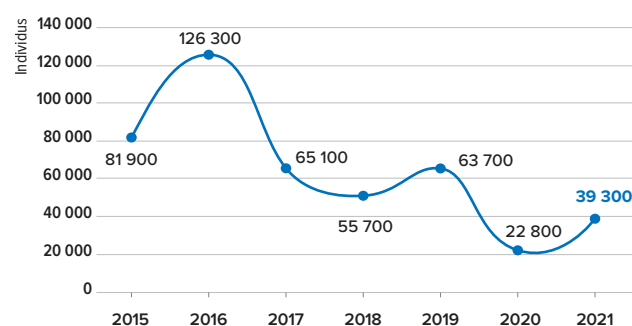
L'[Initiative mondiale de parrainage de réfugiés](#) a apporté son soutien aux États et à la société civile pour leur permettre d'expérimenter et de développer le parrainage communautaire en Australie, en Belgique, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni.

L'[Initiative pour la réinstallation et les voies complémentaires durables](#) (CRISP) (en anglais) a aidé les États et les parties prenantes à honorer leurs engagements

DEMANDES DE RÉINSTALLATION SOUMISES PAR CATÉGORIE | 2021



DÉPARTS EN RÉINSTALLATION DANS LE MONDE* | 2015-2021



*inclut seulement les départs facilités par le HCR.

pris dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés, avec une mise à jour du « [Manuel sur l'intégration](#) » (en anglais), un texte de référence clé sur l'intégration des réfugiés après leur réinstallation, et « [Opportunités de croissance](#) » (en anglais), un rapport du HCR et de l'Institut des politiques migratoires. Le CRISP a également soutenu le renforcement des capacités stratégiques du projet GROW – une initiative du HCR visant à améliorer l'intégration des réfugiés. Le projet pilote GROW le plus poussé a été lancé en Argentine en 2021.

Défis et besoins non satisfaits

L'objectif de la [Stratégie triennale \(2019-2021\)](#), qui consistait à trouver des solutions de réinstallation et des voies complémentaires d'admission pour 240 000 réfugiés en 2021, n'a pas été atteint. Les quotas de réinstallation fixés par les États sont restés largement insuffisants : seulement 81 570 places ont été proposées pour de nouvelles demandes, alors que le nombre de réfugiés ayant des besoins de réinstallation était estimé à 1,45 million. Certains États ont réattribué les places de réinstallation disponibles pour permettre l'évacuation de réfugiés afghans.

Bien que les restrictions aux frontières et les limitations de déplacements aient été levées, le COVID-19 a continué de nuire à l'efficacité du traitement des réinstallations en interne et en externe dans plusieurs opérations clés, malgré des expérimentations de traitement à distance. Le nombre de départs, qui s'est élevé à 39 300, est resté bien inférieur à l'objectif de la Stratégie triennale qui avait été fixé à 80 000. Par conséquent, moins de 4,3% des réfugiés ayant besoin d'être réinstallés ont pu bénéficier de protection et de solutions en 2021. Par ailleurs, des visites sur le terrain, prévues par le [Groupe restreint pour les situations prioritaires](#) (en anglais), ont dû être annulées. Les restrictions de déplacement ont aussi retardé les arrivées par des voies complémentaires d'admission et ralenti la mise au point et l'expansion de programmes. Les réunifications familiales sont restées fortement limitées. Les efforts de plaidoyer en faveur des voies complémentaires d'admission ont également été impactés par les limites des systèmes de gestion des données et des informations concernant les admissions, qui restent par nature incomplets et purement indicatifs, dans les opérations du HCR comme dans les États.

Rapatriement volontaire

© HCR/Hanna Qassis

Des rapatriés éthiopiens arrivent du Kenya à l'aéroport international Dire Dawa dans le cadre d'un rapatriement volontaire soutenu par le HCR.

Résultats et réalisations

Au cours de l'année 2021, 429 000 réfugiés sont rentrés dans leur pays d'origine, soit une augmentation de 71% par rapport à 2020 ; les retours sont devenus plus réguliers à mesure que les restrictions liées au COVID-19 étaient levées et que les frontières rouvraient.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le HCR a organisé le rapatriement de plus de 33 700 réfugiés, dont 22 500 en Côte d'Ivoire et 5600 en République centrafricaine (RCA). Depuis 2011, 278 000 réfugiés ivoiriens sont rentrés chez eux, soit 92% des personnes qui avaient fui le pays. Compte tenu des changements fondamentaux et durables intervenus en Côte d'Ivoire, les Gouvernements de Côte d'Ivoire, du Ghana, de Guinée, du Libéria, du Mali, de Mauritanie et du Togo ont adopté une « [Feuille de route régionale actualisée pour des solutions globales en faveur des réfugiés ivoiriens](#) » qui vise à mettre fin à cette situation en 2022.

Cette Feuille de route, qui comprend trois volets, encourage le rapatriement volontaire et la réintégration effective, l'octroi du statut de résident permanent ou la naturalisation pour les Ivoiriens qui choisissent de rester et, pour ceux qui ne peuvent pas rentrer, la cessation du statut de réfugié tout en maintenant la protection. Le HCR a recommandé la cessation du statut et a encouragé la publication de cette recommandation dans les pays d'asile, tout en offrant un soutien technique pour les procédures d'exemption. Les rapatriés reçoivent une aide en espèces pour faciliter leur réintégration, et le HCR travaille actuellement avec la Banque africaine de développement sur l'éventuelle mise en place d'un soutien pluriannuel par zones pour les communautés rapatriées. Le HCR soutient également une initiative de recherche de solutions menée par le Gouvernement pour répondre à la situation en RCA ainsi que l'élaboration d'une feuille de route de solutions en 2022 qui mobilisera l'action collective et impliquera les acteurs du développement.

Priorités stratégiques globales

Retour volontaire et réintégration

Voir p.14 pour le résultat des PSG



429 000 réfugiés sont rentrés dans leur pays d'origine.
Résultat 2020 : **251 000**



40 situations où les réfugiés ont été aidés pour rentrer volontairement dans la sécurité et la dignité conformément au Pacte mondial sur les réfugiés.
Résultat 2020 : **41**



Le HCR a soutenu les retours en fournissant des aides en espèces conformément à la [note d'orientation](#) (en anglais), ainsi qu'une aide et des informations juridiques.

Dans le cadre de l'[accord tripartite](#) entre le Cameroun, le Nigéria et le HCR, près de 4000 réfugiés sont rentrés au Nigéria. Le HCR a lancé des projets dans les zones de retour afin de protéger les droits au logement, à la terre et à la propriété, de faciliter l'accès aux moyens de subsistance et de mobiliser les acteurs du développement. En 2021, 13 000 réfugiés sont rentrés au Burundi et en RCA depuis la République démocratique du Congo (RDC). Au Cameroun, au Nigéria et en RCA, près de 630 000 déplacés internes sont rentrés dans leurs localités d'origine. Dans la région de l'Afrique de l'Est, de la Corne de l'Afrique et des Grands Lacs, plus de 342 000 réfugiés sont rentrés chez eux, dont 66 000 burundais qui sont rentrés avec l'aide du HCR, contre 40 000 en 2020. 270 200 réfugiés sont retournés spontanément au Soudan du Sud, pour un total de plus de 500 000 retours auto-organisés depuis 2017. En réponse à l'augmentation des retours auto-organisés, le HCR a élaboré une approche par zones et axée sur les solutions qui cible les principales zones de retour par des investissements dans le développement à moyen et long terme et dans les interventions de paix. Cette approche, appelée « poches d'espoir », sera testée en 2022.

Dans le cadre de l'Initiative de recherche de solutions pour le Soudan et le Soudan du Sud d'octobre 2020, le HCR a travaillé avec les deux gouvernements, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et d'autres partenaires dans le but de susciter une

réponse collective plus forte aux besoins dans les domaines de l'aide humanitaire, du développement et de la paix dans les communautés touchées par les déplacements forcés. Les gouvernements, avec l'appui du HCR et de l'IGAD, élaborent des stratégies de solutions durables, qui compléteront les efforts pour relancer les économies des deux pays et réduire les causes des déplacements forcés de population.

Au Moyen-Orient, environ 36 500 réfugiés sont retournés en République arabe syrienne depuis l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban et la Türkiye, un chiffre proche de celui de 2020, bien qu'une [enquête](#) (en anglais) suggère que 70% des réfugiés syriens souhaitent rentrer chez eux. Le HCR ne soutient pas encore les retours en République arabe syrienne, mais il se prépare à le faire, lorsque les conditions seront réunies, guidé par la Stratégie globale de protection et de solutions et le Pacte mondial sur les réfugiés, et il collabore avec le Gouvernement et ses partenaires pour lever les obstacles au retour volontaire.

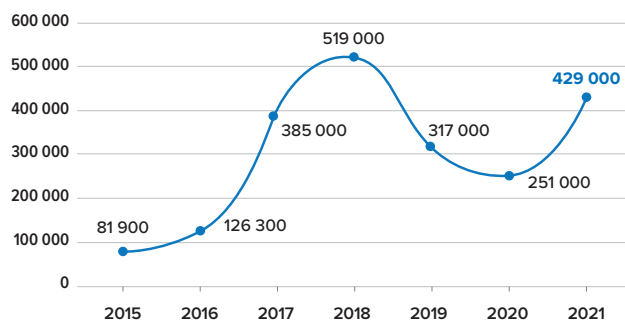
La crise en Afghanistan a entravé les perspectives de rapatriement volontaire, bien que 791 000 déplacés internes soient rentrés au cours des quatre derniers mois de l'année. 1400 réfugiés afghans sont rentrés chez eux et ont bénéficié d'une aide du HCR, notamment sous forme d'aides en espèces, de vaccinations contre le COVID-19 et de formations de sensibilisation aux risques présentés par les mines.

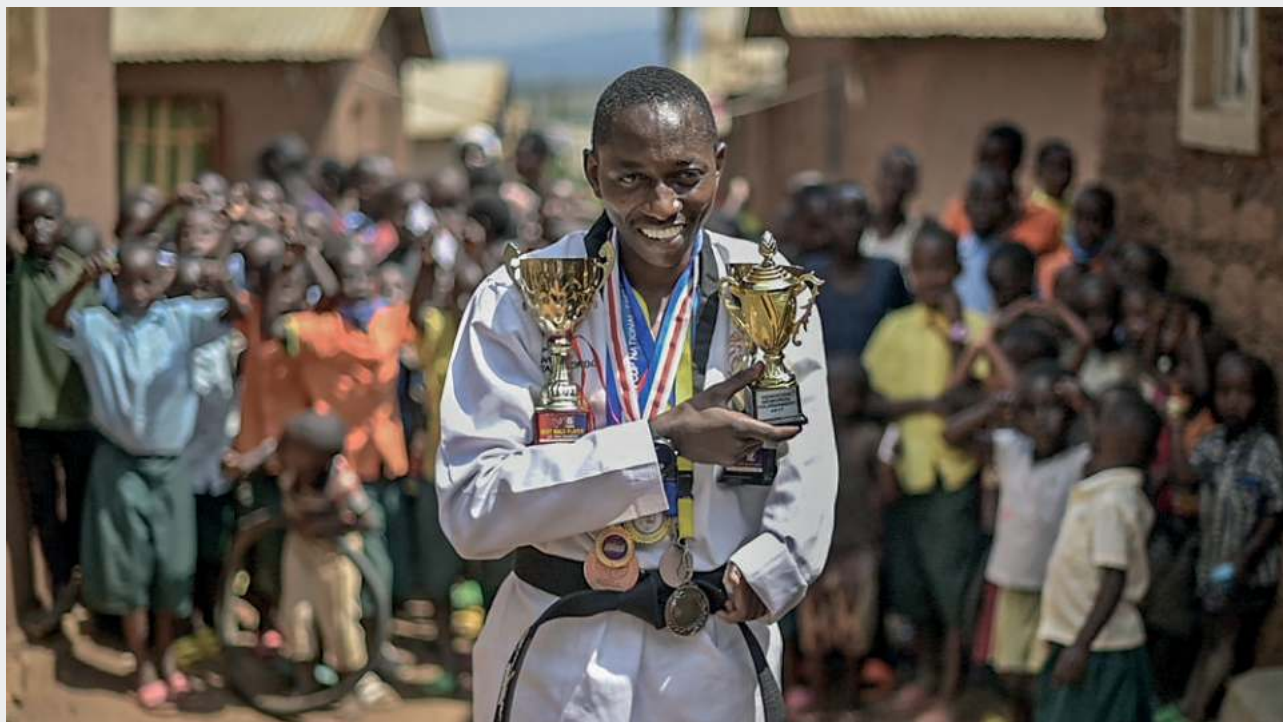
Défis et besoins non satisfaits

Les retours ont été ralentis par des problèmes persistants dans de nombreux pays d'origine, comme des processus de paix fragiles, une insécurité permanente ainsi que l'incapacité de s'attaquer aux causes à l'origine des déplacements. Les retours sont souvent impossibles parce que les écoles, les installations médicales, les routes et d'autres infrastructures ont été détruites, que les logements, les terres et les propriétés ont été détruits ou occupés, que les services sont gravement surchargés ou inexistants et que les possibilités d'emploi sont limitées.

En outre, de nombreux réfugiés et déplacés internes ne retournent pas dans leur région d'origine, mais choisissent de s'installer dans des localités urbaines, en particulier s'ils ont résidé dans des villes pendant leur déplacement, et ils deviennent ainsi invisibles parmi les pauvres des zones urbaines. Si la responsabilité de s'attaquer à ces causes profondes relève en premier lieu des pays d'origine, ceux-ci ont besoin d'un appui international significatif pour y parvenir. Le Pacte mondial sur les réfugiés a reconnu que la communauté internationale avait également la responsabilité de s'attaquer aux obstacles au retour et de faciliter sa pérennité.

RÉFUGIÉS RAPATRIÉS | 2015-2021





Parfait Hakizimana pose dans sa tenue de taekwondo dans le camp de réfugiés de Mahama au Rwanda, en tenant des trophées et des médailles qu'il a remportées avant de rejoindre l'équipe paralympique des réfugiés.

Priorités stratégiques
globales
Mobilisation d'appuis
Voir PSG p. 17



Le HCR a généré
49 800 mentions
dans les médias, soit une
augmentation de 45% par
rapport à 2020. Cela
représente le plus haut niveau
d'intérêt médiatique pour les
réfugiés depuis plus de trois
ans, ainsi que la plus grande
part de voix parmi les
agences partenaires.



Les mentions dans les médias
de la Journée mondiale du
réfugié et du rapport sur les
tendances mondiales ont
augmenté respectivement de
30% et **16%** par
rapport à 2020.

COMMUNICATIONS GLOBALES

Le HCR communique par la publication stratégique de communiqués de presse, de commentaires d'actualités et de notes d'information, et au moyen de récits et de messages puissants qui reflètent la diversité des personnes qu'il cherche à protéger et à soutenir ainsi que de son personnel et de ses opérations dans le monde entier. Ces communications génèrent un soutien aux personnes déracinées et apatrides et amplifient leur voix. Elles [luttent contre la xénophobie, la désinformation et les discours de division](#) à l'encontre des personnes déracinées, conformément à la « [stratégie et au plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine](#) » (en anglais). Le HCR mène des campagnes et des événements promus par un groupe divers d'Ambassadeurs de bonne volonté et de sympathisants de haut niveau. À l'aide de données et d'indicateurs actualisés, le HCR affine constamment ses communications tout en gardant à l'avant-plan les voix des personnes déracinées et apatrides.

À l'occasion de la Journée mondiale du réfugié, le thème « Ensemble on se soigne, on apprend et on rayonne ! » a mis en lumière les contributions des réfugiés dans trois domaines : les soins de santé (notamment la réponse à la pandémie), l'éducation et le sport. Il a également mis en avant l'inclusion. Neuf des 15 principaux succès médiatiques ont été impulsés par des communications proactives du HCR concernant la Journée mondiale du réfugié, le rapport sur les tendances mondiales, les situations d'urgence en Afghanistan et en Éthiopie et des initiatives menées par les Ambassadeurs de bonne volonté Alphonso Davies et Gugu Mbatha-Raw.

En 2021, la campagne [#IBelong](#) visant à mettre fin à l'apatridie a marqué le 60^e anniversaire de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et célébré deux nouvelles adhésions aux conventions sur l'apatridie : l'Islande et le Togo. Cette campagne a mis en évidence le risque de [lacunes dans la vaccination contre le COVID-19](#) des apatrides et a exhorté les

gouvernements à inclure toutes les personnes sur leur territoire dans les programmes de vaccination, indépendamment de leur capacité à prouver leur nationalité. Les publications de la campagne comprenaient « [I am human](#) » (en anglais), une étude sur l'apatridie au Royaume-Uni, et « [La discrimination fondée sur le sexe dans l'enregistrement des naissances](#) » (en anglais), un rapport sur les femmes qui ne sont pas habilitées à enregistrer une naissance dans certains pays. Les récits multimédias de la campagne ont présenté des campagnes d'enregistrement des naissances au Nigéria, aux Philippines et en République du Congo. Une nouvelle identité visuelle a été mise au point pour les trois dernières années de la campagne.

Le réseau divers d'Ambassadeurs de bonne volonté, de sympathisants et d'influenceurs numériques du HCR a touché un large public mondial – dont 200 millions de personnes via les réseaux sociaux. Les Ambassadeurs de bonne volonté du HCR comprennent des personnes de toutes les régions et d'horizons divers, qui peuvent partager des messages et des communications sur le travail du HCR avec une voix authentique. Beaucoup sont des réfugiés, notamment le premier footballeur Ambassadeur de bonne volonté du HCR, [Alphonso Davies](#). En particulier, le film primé [Le voyage](#) célébrait la participation d'athlètes réfugiés aux Jeux olympiques et paralympiques. Le contenu diffusé par les Ambassadeurs de bonne volonté a permis au HCR de faire entendre la voix des réfugiés à un vaste public par le biais de chaînes partenaires, comme EuroSport, BuzzFeed Tasty et SportBible. En 2021, le HCR a également lancé un programme avec des influenceurs numériques, faisant intervenir des voix plus jeunes pour soutenir la cause des personnes déracinées et apatrides.



Les initiatives des ambassadeurs de bonne volonté ont généré **7200** mentions dans les médias et ont permis de lever directement **2 millions de dollars** de fonds.

© HCR/Abdulnaseem Obadi



La Distinction Nansen pour les réfugiés 2021

La [Distinction Nansen pour les réfugiés](#) a un passé riche. Depuis sa création en 1954, plus de 60 personnes et organisations ont été récompensées pour avoir amélioré les vies et les communautés de personnes déracinées. En 2021, le HCR a récompensé la [Jeel Albena Association for Humanitarian Development](#) (JAAHD), une organisation à but non lucratif fondée par un déplacé interne qui fournit des services d'urgence à des milliers d'autres Yéménites déplacés. Le prix de 150 000 dollars a été offert par les gouvernements suisse et norvégien.

Cinq lauréats régionaux ont reçu un certificat Nansen :

[Diambendi Madiega](#), un petit agriculteur et praticien de médecine traditionnelle du Burkina Faso qui a accueilli des milliers de déplacés internes chez lui.

[Roukiatou Maiga](#), la présidente de l'association de femmes Djam Weli (qui signifie « la paix est bonne »), une association agricole qui a aidé de nombreux déplacés internes au Burkina Faso.

[Saleema Rehman](#), une réfugiée afghane qui vit au Pakistan et y exerce la médecine. Elle est la première femme médecin réfugiée afghane d'origine turkmène. Elle espère ouvrir la voie aux filles de sa communauté et continuer à fournir des soins aux réfugiés dans le besoin.

[Santiago Ávila](#), travailleur social hondurien et directeur de Jóvenes Contra la Violencia (Jeunes contre la violence), une organisation qui aide les jeunes à échapper à la violence des gangs.

[Nikola Kovačević](#), un avocat serbe qui passe son temps entre les tribunaux et les frontières de la Serbie avec la Hongrie et la Croatie. Il a représenté près de 30% des demandeurs d'asile qui ont obtenu une protection en Serbie.



Des collégiens rentrent chez eux dans le camp de déplacés internes d'Abu Shouk, au nord du Darfour, au Soudan.

© HCR/Modesta Ndubi

Lettre aux dirigeants du monde

Ouest du Darfour, Soudan, avril 2022

Je suis né au Soudan en 2003, en plein conflit. En fait, quand je suis né, ma famille avait déjà fui son foyer une fois à cause de la violence, et elle a dû fuir à nouveau peu après ma naissance alors que la guerre s'aggravait et se rapprochait. Je vis toujours dans un camp pour déplacés internes. Je suis quelqu'un de simple, issu d'une famille pauvre. Mais ce n'est pas le fait d'être pauvre qui me rend triste. Ce qui me rend triste, ce sont la guerre et les combats, parce que j'ai l'impression que mon pays est en train de mourir devant moi et que je ne peux rien faire pour l'aider. Cependant, j'essaie de ne pas me sentir comme cela.

Des gens autour de moi se battent. Moi aussi je me bats, mais d'une autre manière – en allant à l'école. Je vais à l'école du village local. Je veux combattre l'ignorance, et j'ai des objectifs. Je suis toujours là, debout devant les élèves, leur disant que la vie peut être belle et leur expliquant ce que pourraient signifier l'amour et la paix. Je veux que mon pays passe de l'ignorance à la connaissance. J'ai pour projet de créer des groupes de jeunes, où ils pourront se réunir pour discuter de leurs différences et trouver des moyens de s'entendre. Quand j'aurai terminé mes études secondaires, je souhaite aller à l'université à l'étranger. Quand je reviendrai, j'aidrai à reconstruire le Soudan.

Nous avons besoin d'hôpitaux et d'universités, et de bien d'autres choses. Le Soudan connaît de nombreuses difficultés, mais je sais que nous pouvons les résoudre. Un jour, le Soudan pourra servir de modèle à d'autres pays en proie à la violence.

Je vis avec mes parents et mes frères et sœurs, et j'aime passer du temps avec ma famille. Mon père et ma mère n'ont jamais eu la chance d'aller à l'école. Mon père était chasseur. Il a essayé de parler de paix aux gens, mais personne ne l'a écouté – il pense que c'est parce qu'il n'était pas un homme instruit. Il m'a transmis son rêve de répandre la paix. Auparavant, je travaillais comme menuisier pour subvenir aux besoins de ma famille, mais maintenant je n'ai qu'un seul emploi : aller à l'école. À l'école, j'étudie le Coran, l'arabe, l'histoire et l'anglais ainsi que d'autres matières. Mon livre préféré est *L'Île au trésor*, de Robert Louis Stevenson. Une fois que j'aurai maîtrisé l'anglais, je veux apprendre le français !

Mon vœu le plus cher est de voir les gens de mon pays s'asseoir et rire ensemble. Je suis convaincu qu'un jour, cela arrivera. Beaucoup de gens pensent que moi, ou les personnes comme moi, n'avons pas notre place ici à cause de notre religion. Cependant, je veux être un bâtisseur de liens, et j'ai rassemblé des gens autour de moi pour réaliser mes objectifs de travailler avec les jeunes de la communauté pour leur enseigner que tout le monde a des droits.

Une des personnes qui me fait croire que la paix est possible est Eyman, une nouvelle amie qui habite dans le village local. Nous avons tous deux entendu parler du Programme de mentorat de journalistes du HCR et nous nous sommes inscrits ensemble, même si nous venions de nous rencontrer et que nous sommes issus de différentes communautés. Nous avons décidé immédiatement que nous voulions apprendre d'autres façons d'œuvrer à la paix dans notre pays – pour mettre fin au racisme, à la jalousie, au tribalisme et à tout ce qui va à l'encontre de la justice et de l'égalité. Nous voulions apprendre à raconter notre histoire et à bien écrire et parler l'anglais pour que d'autres personnes puissent aussi

entendre nos histoires. Être un bâtisseur de liens n'est pas facile – là où nous vivons, deux personnes de différentes communautés qui sont vues ensemble peuvent s'exposer à des dangers, mais Eyman et moi avons décidé de le faire, quelles que soient les conséquences pour nous.

Alors que j'écris ces lignes, la violence est de retour. J'entends des coups de feu. Eyman connaît des gens qui sont morts lors des récents combats.

Lorsque le HCR m'a demandé d'écrire une lettre, on m'a demandé ce que j'aimerais dire aux dirigeants du monde. C'est une question très forte ! J'aimerais que les dirigeants du monde nous aident, ainsi que notre pays et toutes les personnes déracinées. Nous avons besoin de davantage d'écoles et d'hôpitaux, par exemple. **Mais nous avons surtout besoin de paix.**

Je sais que les défis auxquels les dirigeants du monde sont confrontés sont difficiles. Cependant, les personnes déplacées ont aussi des idées et peuvent les partager. Nous pouvons raconter nos histoires et dire aux gens partout dans le monde ce qui nous est arrivé, et travailler avec eux pour trouver des moyens d'empêcher que d'autres personnes soient forcées de quitter leur foyer.

Mais avant tout, je veux finir mes études. Un jour, je veux aller à l'étranger dans une université – la meilleure ! Je souhaite en apprendre plus sur la vie là-bas, puis je veux revenir dans mon pays et continuer à être un bâtisseur de liens entre des gens qui, actuellement, ne font plus que se battre.

Radwan I.

Radwan I. et Eyman J. ont récemment participé au Programme de mentorat de journalistes réfugiés du HCR, un projet créé pour soutenir les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides qui souhaitent raconter les histoires importantes d'aujourd'hui. Leurs noms de famille ne sont pas mentionnés pour des raisons de protection.

ANNEXES

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU HCR ET ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS ET À L'APATRIDIE

Le HCR est placé sous la direction de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social (ECOSOC). En 1958, l'ECOSOC a établi le Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat (ExCom) suite à une résolution de l'Assemblée générale. Il a pour fonctions principales d'approuver les programmes du Haut Commissariat, de conseiller le Haut Commissaire dans l'exercice de ses fonctions (principalement sur les questions de protection) et de surveiller les finances et la gestion de l'organisation.

L'ExCom tient une session annuelle à Genève, au mois d'octobre. La 72^e session a eu lieu du 4 au 8 octobre 2021. Des réunions du Comité permanent du Comité exécutif sont organisées à différentes dates au cours de l'année afin de poursuivre le travail entre les sessions plénières.

La participation à l'ExCom est fondée sur la base géographique la plus large possible parmi les États (membres des Nations Unies), ayant un intérêt manifeste et se consacrant à la recherche de solutions aux problèmes des réfugiés. À la fin de 2021, l'ExCom comptait 107 membres – en bleu – dans le tableau ci-dessous qui présente également les pays signataires de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et son Protocole de 1967, ainsi que de la Convention de 1954 relatif au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

États parties aux Conventions et Membres de l'ExCom (en bleu)		Convention relative au statut des réfugiés et Protocole de 1967		Conventions relatives au statut des apatrides et sur la réduction de l'apatridie	
		1951	1967	1954	1961
Afghanistan	2005		2005		
Afrique du Sud	1996		1996		
Albanie	1992		1992	2003	2003
Algérie	1963		1967	1964	
Allemagne	1953		1969	1976	1977
Angola	1981		1981	2019	2019
Antigua-et-Barbuda	1995		1995	1988	
Argentine	1961		1967	1972	2014
Arménie	1993		1993	1994	1994
Australie	1954		1973	1973	1973
Autriche	1954		1973	2008	1972
Azerbaïdjan	1993		1993	1996	1996
Bahamas	1993		1993		
Bangladesh					
Barbade				1972	
Bélarus	2001		2001		
Belgique	1953		1969	1960	2014
Belize	1990		1990	2006	2015
Bénin	1962		1970	2011	2011
Bolivie (État plurinational de)	1982		1982	1983	1983
Bosnie-Herzégovine	1993		1993	1993	1996
Botswana	1969		1969	1969	
Brésil	1960		1972	1996	2007
Bulgarie	1993		1993	2012	2012
Burkina Faso	1980		1980	2012	2017
Burundi	1963		1971		
Cabo Verde			1987		
Cambodge			1992		
Cameroun			1961		
Canada			1969		1978
Chili			1972	2018	2018
Chine			1982		
Chypre			1963		
Colombie			1961	1980	2019
Congo			1962	1970	
Costa Rica			1978		1977
Côte d'Ivoire			1961	1970	2013
Croatie			1992		2011
Danemark			1952	1968	1956
Djibouti			1977		
Dominique			1994		
Égypte			1981		
El Salvador			1983	1983	2015
Équateur			1955	1969	1970
Espagne			1978	1978	1997
Estonie			1997		
Eswatini			2000	1969	1999
États-Unis d'Amérique				1968	
Éthiopie			1969		
Fédération de Russie			1993		
Fidji			1972	1972	1972
Finlande			1968	1968	1968
France			1954	1971	1960
Gabon			1964	1973	
Gambie			1966	1967	2014

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU HCR ET ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS

	1951	1967	1954	1961
Géorgie	1999	1999	2011	2014
Ghana	1963	1968		
Grèce	1960	1968	1975	
Guatemala	1983	1983	2000	2001
Guinée	1965	1968	1962	2014
Guinée-Bissau	1976	1976	2016	2016
Guinée équatoriale	1986	1986		
Haïti	1984	1984	2018	2018
Honduras	1992	1992	2012	2012
Hongrie	1989	1989	2001	2009
Îles Salomon	1995	1995		
Inde				
Iran (République islamique d')	1976	1976		
Irlande	1956	1968	1962	1973
Islande	1955	1968	2021	2021
Israël	1954	1968	1958	
Italie	1954	1972	1962	2015
Jamaïque	1964	1980		2013
Japon	1981	1982		
Jordanie				
Kazakhstan	1999	1999		
Kenya	1966	1981		
Kirghizistan	1996	1996		
Kiribati			1983	1983
Lesotho	1981	1981	1974	2004
Lettonie	1997	1997	1999	1992
Liban				
Libéria	1964	1980	1964	2004
Libye			1989	1989
Liechtenstein	1957	1968	2009	2009
Lituanie	1997	1997	2000	2013
Luxembourg	1953	1971	1960	2017
Macédoine du Nord	1994	1994	1994	2020
Madagascar	1967			
Malawi	1987	1987	2009	
Mali	1973	1973	2016	2016
Malte	1971	1971	2019	
Maroc	1956	1971		
Mauritanie	1987	1987		
Mexique	2000	2000	2000	
Monaco	1954	2010		
Monténégro	2006	2006	2006	2013
Mozambique	1983	1989	2014	2014
Namibie	1995	1995		
Nauru	2011	2011		
Nicaragua	1980	1980	2013	2013
Niger	1961	1970	2014	1985
Nigéria	1967	1968	2011	2011
Norvège	1953	1967	1956	1971
Nouvelle-Zélande	1960	1973		2006
Ouganda	1976	1976	1965	
Pakistan				
Panama	1978	1978	2011	2011
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1986	1986		
Paraguay	1970	1970	2014	2012

	1951	1967	1954	1961
Pays-Bas	1956	1968	1962	1985
Pérou	1964	1983	2014	2014
Philippines	1981	1981	2011	
Pologne	1991	1991		
Portugal	1960	1976	2012	2012
République centrafricaine	1962	1967		
République de Corée	1992	1992	1962	
République démocratique du Congo	1965	1975		
République de Moldova	2002	2002	2012	2012
République dominicaine	1978	1978		
République-Unie de Tanzanie	1964	1968		
Roumanie	1991	1991	2006	2006
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1954	1968	1959	1966
Rwanda	1980	1980	2006	2006
Saint Kitts et Nevis	2002			
Saint-Siège	1956	1967		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1993	2003	1999	
Samoa	1988	1994		
Sao Tomé-et-Principe	1978	1978		
Sénégal	1963	1967	2005	2005
Serbie	2001	2001	2001	2011
Seychelles	1980	1980		
Sierra Leone	1981	1981	2016	2016
Slovaquie	1993	1993	2000	2000
Slovénie	1992	1992	1992	
Somalie	1978	1978		
Soudan	1974	1974		
Soudan du Sud	2018	2018		
Suède	1954	1967	1965	1969
Suisse	1955	1968	1972	
Suriname	1978	1978		
Tadjikistan	1993	1993		
Tchad	1981	1981	1999	1999
Tchéquie	1993	1993	2004	2001
Thaïlande				
Timor-Leste	2003	2003		
Togo	1962	1969	2021	2021
Trinité-et-Tobago	2000	2000	1966	
Tunisie	1957	1968	1969	2000
Turkménistan	1998	1998	2011	2012
Türkiye	1962	1968	2015	
Tuvalu	1986	1986		
Ukraine	2002	2002	2013	2013
Uruguay	1970	1970	2004	2001
Venezuela (République bolivarienne du)		1986		
Yémen	1980	1980		
Zambie	1969	1969	1974	
Zimbabwe	1981	1981	1998	
Total	146	147	96	77

En 2021, l'Islande et le Togo ont adhéré aux Conventions de 1954 et de 1961 sur le statut des apatrides et la réduction de l'apatridie.

En 2021, le Malawi est devenu le 107^e membre de l'ExCom.

ACRONYMES

3RP Plan régional pour les réfugiés et la résilience en réponse à la crise syrienne

AfD Agence française de développement

BaFD Banque africaine de développement

BAfD Banque asiatique de développement

BCAD Bureau de coordination des activités de développement (Nations Unies)

BIMS Système biométrique de gestion de l'identité

BMZ Ministère fédéral allemand chargé de la coopération économique et du développement

CAD Comité d'aide au développement (OCDE)

CCCM Coordination et gestion des camps (groupe sectoriel)

CERF Fonds central pour les interventions d'urgence

CLCC Consortium sur l'apprentissage connecté en situation de crise

COMPASS Système de programmation budgétaire et de production de rapports (du HCR)

CRISP Initiative 2020-2022 pour une réinstallation et des voies complémentaires d'admission durables (HCR et OIM)

DAFI Programme allemand Albert Einstein de bourses universitaires pour les réfugiés

DSR Détermination du statut de réfugié

Enabel Agence belge de développement

ExCom Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

FENU Fonds d'équipement des Nations Unies

GAM Malnutrition aiguë globale

GAVI Alliance du Vaccin

GIZ Agence allemande de coopération internationale

GPC Groupe sectoriel mondial de la protection

HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

IARMJ Association internationale des juges chargés des réfugiés et des migrations

IASC Comité permanent interorganisations

ICAT Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes

ICVA Conseil international des agences bénévoles

IDA Alliance Internationale du handicap

IDP Personne déplacée interne

IGAD Autorité intergouvernementale pour le développement

INS Instant Network School

IPSAS Normes comptables internationales du secteur public

JEA Jeune expert associé

JICA Agence Japonaise de Coopération Internationale

LGBTIQ+ Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenre, intersexuées et queer

MAM Malnutrition aiguë modérée

MHPSS Santé mentale et soutien psychosocial

MIRPS Cadre régional global de protection et de solutions en Amérique latine

NORAD Agence norvégienne de coopération pour le développement

.../...

20
juin



journée mondiale
du
réfugié

**CHACUN
PARTOUT
TOUT LE TEMPS**



**TOUTE
PERSONNE A
DROIT À LA
SÉCURITÉ**

© UNHCR/Hanesh Al-Momni

ACRONYMES

.../...

NRC Conseil norvégien pour les réfugiés

OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

OCHA Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations Unies)

ODD Objectif de développement durable

OIM Organisation internationale pour les migrations

OIT Organisation internationale du Travail

OMI Organisation maritime internationale

OMS Organisation mondiale de la Santé

ONG Organisation non gouvernementale

ONU-DC Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

ONU-Femmes Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ONU-Habitat Programme des Nations Unies pour les établissements humains

ONUSIDA Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

PAM Programme alimentaire mondial

PNUE Programme des Nations Unies pour l'environnement

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PPE Equipements de protection individuelle

PRIMES L'écosystème numérique d'enregistrement de la population et de gestion de l'identité du HCR

PSG Priorités stratégiques globales (HCR)

RDC République démocratique du Congo

RMRP Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants

RRP Plan de réponse pour les réfugiés

SADC Communauté de développement de l'Afrique australe

SAM Malnutrition aiguë sévère

SIDA Agence suédoise de coopération internationale au développement

UE Union européenne

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNITAR Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

VIH et SIDA Virus de l'immunodéficience humaine et syndrome d'Immunodéficience acquise

WASH Eau, assainissement et hygiène

20
juin



journée mondiale
du
réfugié

**CHACUN
PARTOUT
TOUT LE TEMPS**



**TOUTE
PERSONNE A
DROIT À LA
SÉCURITÉ**

© UNHCR/Clémentine Enli

CRÉDITS

Le HCR souhaite remercier tous les membres de son personnel au siège et sur le terrain, ainsi que les consultants, qui ont contribué à la préparation des parties narratives, financières et graphiques de cette publication.

Concept graphique : HCR.

Graphisme, production et impression : Unité d'impression, Service d'appui à la production, Office des Nations Unies à Genève (2204557F).

Les cartes reproduites dans cette publication n'impliquent aucune prise de position de la part du HCR quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Toutes les données dans ce document sont issues des statistiques les plus récentes dont dispose le HCR ou d'autres Agences des Nations unies. Pour tout rectificatif ultérieur à l'impression, prière de se référer aux pages « Publications » du site Global Focus (<https://reporting.unhcr.org>).

Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique sauf mention contraire.

HCR

Case postale 2500

1211 Genève 2

Suisse

Courriel : HQGARS@unhcr.org

<https://reporting.unhcr.org> et www.unhcr.fr

[Twitter@UNHCRgov](https://twitter.com/UNHCRgov) | [Twitter@refugees](https://twitter.com/refugees) | [Facebook](https://www.facebook.com/unhcr) | [Instagram](https://www.instagram.com/unhcr)

Photo de couverture :

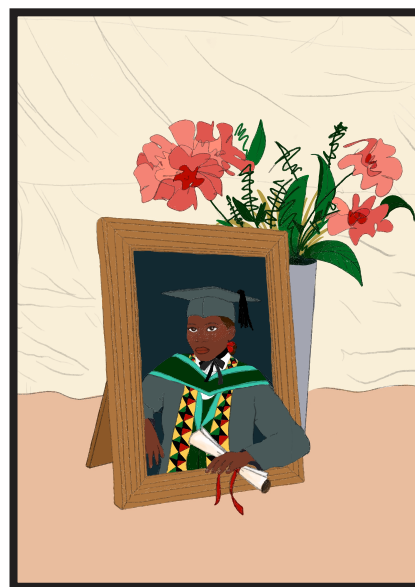
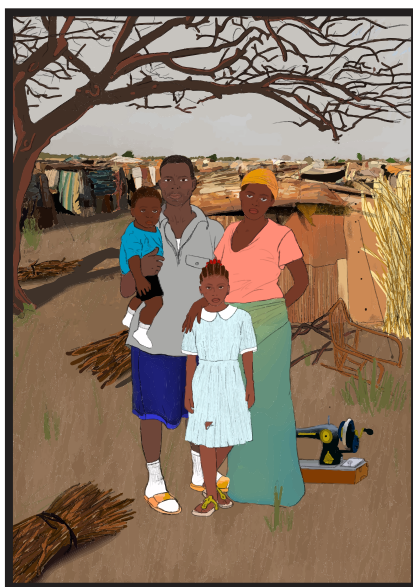
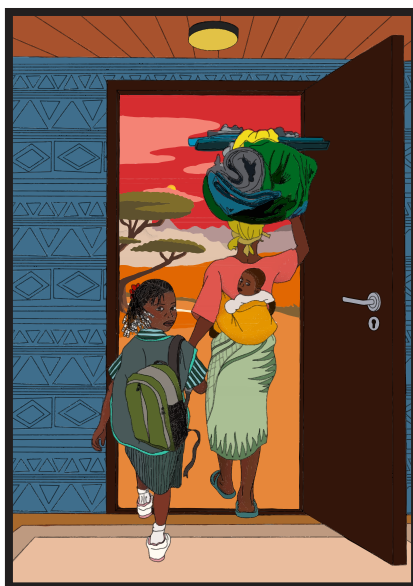
Les illustrations de la couverture et du dos de couverture du Rapport global 2021 sont extraites d'une histoire écrite par Prince Lokendo et illustrée par Lynn Maurer. Prince est un réfugié Volontaire des Nations Unies, qui travaille comme assistant à la Section des appels et rapports globaux du HCR. Lynn est stagiaire en graphisme dans cette section. L'histoire complète peut être lue à l'adresse suivante:

<https://reporting.unhcr.org/fr/globalreport2021>

© UNHCR/Maurer Lynn

reporting.unhcr.org

www.unhcr.fr



Publié par le HCR
Case postale 2500
1211 Genève 2
Suisse

Pour toutes informations et demandes,
veuillez contacter:
DRRM
hqfr00@unhcr.org
HQGARS@unhcr.org

[Twitter@UNHCRgov](https://twitter.com/UNHCRgov) | [Twitter@refugees](https://twitter.com/refugees)
[Facebook](https://facebook.com/unhcr) | [Instagram](https://instagram.com/unhcr)